

Avec une majorité de 15 voix seulement

Les députés allemands choisissent Berlin comme capitale à part entière

Retour
à l'Histoire

Avec le recul, ce n'est pas le succès de Berlin rétablie dans son statut de capitale pleine et entière de l'Allemagne unifiée qui étonnera, mais l'étroitesse de la marge qui a permis la victoire de ses partisans lors du scrutin historique du 20 juin 1991 au Bundestag : quinze voix sur cinq cent cinquante-neuf suffrages exprimés.

C'est plus, certes, que l'unique voix de majorité qui permit à Konrad Adenauer de devenir en 1949 le premier chancelier de la RFA, mais bien peu si l'on considère que, à de multiples reprises au cours des quarante dernières années, le Bundestag avait solennellement affirmé que l'ensemble des institutions de la démocratie allemande retournerait sur les bords de la Spree siôt rétablies l'unité et la liberté du pays.

En fait, rien n'était simple : le débat mené sur le thème Bonn ou Berlin au cours des six derniers mois avait fini par se transformer en un affrontement passionné des tenants de deux légitimités historiques. D'un côté, les partisans de Berlin pour qui, dans cette ville, « toutes les pierres parlent et certaines crient » ; de l'autre, ceux pour qui un départ du Parlement et du gouvernement de Bonn signifiait la rupture symbolique avec l'esprit de la seule démocratie à laquelle le peuple allemand se soit jamais identifié.

Le choix de Berlin ne doit pas être interprété comme le retour de flamme d'un nationalisme allemand avide de retrouver les pompes wilhelminiennes, ou, pis encore, les défilés guerriers sous la porte de Brandebourg. En revenant à Berlin, les Allemands ont le sentiment d'effectuer un retour à leur histoire, à toute leur histoire avec ses grandeurs et ses crimes. Bonn, au contraire, ne témoigne que d'un chapitre heureux du destin de cette « patrie difficile » dont se plaignait, tout en la chérissant, Heinrich Heine.

Tirons les leçons du passé, mais aussi prenons date pour l'avenir : tel est le message qu'a voulu lancer jeudi, des bords du Rhin, la majorité des représentants élus du peuple allemand. Leur choix traduit aussi deux aspirations qui n'ont pu s'exprimer qu'une fois l'unité retrouvée.

Il témoigne d'un profond désir de normalité qui rend légitime la volonté de pouvoir disposer, comme capitale, d'une métropole pouvant se mesurer à celles des pays voisins. Ce qui va de soi pour Paris ou Varsovie ne doit pas être refusé à Berlin, à moins que l'on estime que les crimes commis par les nazis fassent à tout jamais de la nation allemande une nation à part.

Les bouleversements géopolitiques intervenus l'an passé en Europe centrale et orientale ont redonné aux Allemands conscience de leur position obscure en Europe. Dans cette optique, le choix de Berlin est aussi un pari sur le succès du retour à l'Europe démocratique et prospère des voisins de l'Allemagne libérée du joug soviétique. Ce choix devra être assumé non seulement par les Allemands, mais aussi par les partenaires occidentaux d'une République fédérale dont la puissance économique se double maintenant d'un véritable dessein politique autonome.

M0147 - 0622 0 - 6,00 F



Berlin a été choisi, jeudi soir 20 juin, comme capitale à part entière de l'Allemagne unifiée. Après douze heures de débats ininterrompus, les députés ont décidé par 336 voix contre 321 de transférer dans l'ancienne capitale du Reich le gouvernement et le Bundestag, qui s'installera dans les bâtiments du Reichstag dans un délai de quatre ans. Mais le Bundestag, la deuxième Chambre du Parlement, qui représente les seize Etats fédérés, restera à Bonn.

BONN
de notre correspondant

A 22 h 17, jeudi 20 juin, le destin de deux villes allemandes était scellé. La présidente du Bundestag, Mme Rita Süssmuth, annonçait à des députés épuisés par douze heures de débats ininterrompus que la motion proposant le transfert des « organes constitutionnels de la République fédérale d'Allemagne » à Berlin l'avait emporté contre la motion des partisans du maintien du

Parlement et du gouvernement à Bonn par 336 voix contre 321.

Dans la tribune du public, le maire de Bonn, M. Hans Daniels (CDU) reste comme hébété, alors que de nombreux députés se pressent pour féliciter son heureux rival, M. Eberhard Diepgen (CDU) qui avait suivi le débat avec une visible tension, depuis le banc réservé aux chefs des Länder.

LUC ROSENZWEIG
Lire la suite page 4

En revalorisant le SMIC de 2,3 %

M^{me} Cresson fait une entorse à la politique de rigueur

M^{me} Edith Cresson a annoncé, jeudi 20 juin sur TF1, une revalorisation de 2,3 % du SMIC (salaire minimum interprofessionnel de croissance) au 1^{er} juillet. Elle a ainsi respecté l'engagement pris par M. Michel Rocard il y a un an de faire évoluer le SMIC comme le salaire horaire. Le salaire minimum sera, en brut, de 5522 francs au lieu de 5397,86 francs depuis le 1^{er} décembre dernier. Une revalorisation qui répond ainsi aux demandes tant du PS que de FO et la CFTD.

Quelques heures après avoir affirmé à l'intention de la presse sa bonne entente avec M. Pierre Bérégovoy, afin de dissiper les rumeurs « malveillantes » sur leurs dissensions, M^{me} Edith Cresson a pris tout le monde de court en annonçant une revalorisation du SMIC de 2,3 % au 1^{er} juillet.

Elle a ainsi fait une double entorse à la politique gouvernementale. La première, mineure, a trait à l'usage. Contrairement à l'habitude, elle n'a attendu ni la

réunion de la commission nationale de la négociation collective, le 24 juin, destinée à recueillir l'avis des partenaires sociaux, ni celle, le 26 juin, du conseil des ministres, qui est pourtant le lieu du débat gouvernemental.

La seconde, plus significative, touche au fond. M^{me} Cresson, souhaite un nouvel élan sur le plan social.

MICHEL NOBLECOURT
et JEAN-MICHEL NORMAND
Lire la suite page 25

Un réfugié marocain expulsé de France

Auteur d'un livre-pamphlet à paraître à la rentrée, intitulé « A qui appartient le Maroc ? », M. Abdelmoumen Douri, opposant politique marocain, a été expulsé de France, jeudi soir 20 juin, à destination du Gabon, dans le cadre de la « procédure d'urgence absolue ». Il a été reproché à cet ancien compagnon de route de Mehdi Ben Barka d'avoir eu des « activités de nature à nuire aux intérêts nationaux ».

Lire nos Informations page 6

Le PS espagnol impliqué dans un scandale financier

M. Carlos Navarro, chargé des questions financières du groupe parlementaire socialiste, a démissionné de ses fonctions, jeudi 20 juin, à la suite de révélations de la presse selon lesquelles le PSOE aurait été financé de façon irrégulière pendant plusieurs années.

Lire page 4 l'article de THIERRY MALINIAK

L'immigration et les mots

M. Chirac affirme « avoir dit tout haut ce que beaucoup pensent »

par Robert Solé

Une gauche taxée de « laxisme », une droite accusée de « racisme »... et un Jean-Marie Le Pen hilaré qui compte les points. C'est le scénario désormais classique des périodes pré-électorales. L'immigration revient sur le devant de la scène - et de la pire manière - avec des chiffres à l'emporte-pièce et des dérapages plus ou moins contrôlés.

La notion de seuil de tolérance n'est plus taboue. Jacques Chirac

l'emploie sans complexe depuis quelque temps. Connaissant l'état de l'opinion, il chasse sur les terres du Front national, bien que cela ne lui ait guère réussi dans le passé. Son rectificatif n'est guère convaincant - d'un homme politique responsable, on n'attend pas qu'il exprime tout haut les fantasmes de ses concitoyens sur un sujet aussi délicat - mais il s'inscrit dans un tel contexte qu'on a peine encore à en évaluer l'effet.

Les événements de Vauvenetin, de Sartrouville et de Mantes-la-Jolie ont relancé des

polémiques latentes qui ne demandaient qu'à resurgir. Après quelques dissertations embarrassées sur des notions un peu vagues - « banlieues », « emalaise », « exclusion » - on est entré dans le vif du sujet. Ces jeunes « casseurs » ne sont-ils pas, pour la plupart, des enfants d'immigrés ? Dans une France inquiète, qui souffre de chômage, s'interroge sur son identité et perd ses valeurs-repères, une image hante les esprits : celle de l'immigré, de plus en plus visible.

Lire la suite page 6

Fête de la musique



PLANTA

FACE AU RACISME

Sous la direction de Pierre-André Taguieff

Tome 1 : Les moyens d'agir
Tome 2 : Analyses, hypothèses, perspectives

Face au racisme, les slogans ne suffisent plus. Cet ouvrage collectif en deux volumes s'adresse à tous ceux qui se demandent comment agir efficacement face au Front national et à ses effets. On y trouvera toutes les informations et analyses indispensables à cet engagement.

«Un argumentaire clair et concret»
Libération

«Un véritable guide pratique élevé sur les décombres de l'antiracisme naif des années 80»
L'Express

LA DÉCOUVERTE



Lire également

- Les déclarations de M^{me} Cresson, de M. Chirac et les réactions de la classe politique
■ Au RPR : dire tout haut ce que chacun pense tout bas
par ANDRÉ PASSERON
- Au Front national : jubilation !
par OLIVIER BIFFAUD
- A l'UDF : le piège de M. Mitterrand
par DANIEL CARTON
- L'exemple de la Goutte-d'Or ou les mauvais comptes de M. Chirac
pages 8 à 10
par PIERRE GEORGES
page 33
- Trouble copie

La visite de M. Eltsine à Washington

Le président Bush renouvelle son soutien à M. Gorbatchev
page 3

La fin de la réunion de la CSCE à Berlin

Les Soviétiques ont obtenu la confirmation du droit de non-ingérence
page 3

Attentat dans la capitale de Sri-Lanka

Plusieurs dizaines de morts
page 34

Une loi pour les chèques sans provision

Un projet prévoit des timbres amendes pour les contrevenants
page 27

Le rapport annuel du Conseil d'Etat

La haute juridiction critique le fonctionnement du gouvernement Rocard
page 34

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 34

L'économie du Bangladesh à la dérive

Un mois et demi après le cyclone qui a ravagé la région de Chittagong et fait 139 000 morts, l'économie du Bangladesh est plus que jamais dépendante de l'aide internationale. Les dégâts représentent, hors infrastructures, 3,3 % du revenu national et réduisent encore davantage les chances de ce pays de 110 millions d'habitants de sortir du sous-développement.

Ces dernières années, le Bangladesh était pourtant parvenu à atteindre l'auto-suffisance pour sa consommation en riz et avait jeté les bases d'une industrialisation. Alors que la réhabilitation des zones sinistrées se poursuit, certains économistes s'interrogent sur l'opportunité d'un recentrage de l'aide internationale.

Lire page 28 le reportage de JEAN-MICHEL NORMAND

SANS ♦ VISA

■ Parme, réelle et imaginaire. ■ L'Europe se met à table. ■ Quessant, l'île sous les vents. ■ Paris et l'art de la briques. ■ Le gaspacho, soupe d'été. ■ Jeux.

pages 17 à 24

DÉBATS

Vietnam

Une ouverture verrouillée

par Bui Tin

Le huitième congrès du PCV, le parti communiste vietnamien, s'ouvre à Hanoi, le 24 juin. Il y a cinq ans, le sixième congrès avait soulevé bien des espoirs. Sa politique d'ouverture avait été bien accueillie quand il avait appelé à « dire la vérité, toute la vérité, sans détour ». Aujourd'hui, la direction du PCV continue d'inviter « le peuple » à donner son avis. Mais comment les opinions exprimées ont-elles été traitées en réalité ?

Des propos dithyrambiques, des propositions de modifications mineures, ont été largement diffusés. Par contre, toute remise en cause globale, toute nouvelle approche, ont été étouffées sous une chape de silence. Les médias ne peuvent mentionner les contributions de MM. Nguyen Khac Vien, Hoang Minh Chinh, Phan Dinh Dieu, Le Gian, Lu Phuong, de même que « Pétition d'un citoyen ».

Complot et trahison

D'où vient cette peur panique de la démocratie de la part de dirigeants qui avaient amorcé une linéaire démocratisation ? Sans doute d'une crainte de l'opinion publique, qui s'est transformée en affolement à la suite des événements d'Europe de l'Est. Ils en ont fait une analyse complètement faussée et tiré des conclusions qui relèvent moins d'un programme d'action que d'un comportement paranoïaque.

A en croire les dernières résolu-

tions du comité central, le bouleversement survenu dans les pays socialistes européens est dû à un complot des forces impérialistes et réactionnaires internationales dont la cible est maintenant le Vietnam, ainsi qu'à la trahison par le PC soviétique des principes sacrés du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien, dont le PCV doit désormais assumer la défense.

C'est dans cette atmosphère de forteresse assiégée que se réunissent les congrès. Si le mot d'ordre d'il y a cinq ans - « regarder la réalité en face » - reste valable, les mille cent soixante-dix délégués auront un ordre du jour bien chargé. Il leur faudra :

- Analyser correctement les événements d'Europe de l'Est et en tirer les leçons appropriées (la plupart des membres du PCV ne sauraient partager l'opinion de la direction à ce sujet) ;
- Poursuivre la démocratisation (comment mettre fin à la confiscation du pouvoir par la parti ?) ;
- Dans l'impossibilité (universellement reconnue) de déterminer le contenu du socialisme et les modalités de sa réalisation, faut-il adopter un « Programme politique d'édification du socialisme » ou plutôt un programme d'urgence pour sortir de la crise ?

- Dans l'impossibilité d'élaborer le plan économique annuel, convient-il d'adopter la « Stratégie de développement socio-économique jusqu'à l'an 2000 » ou plutôt d'abandonner définitivement ce volontarisme générateur de tant d'échecs ?

- Rechercher les causes de la situation catastrophique dans laquelle le PCV a placé le pays depuis seize ans, et y trouver un remède ;
- Examiner enfin le dossier cambodgien et celui des relations avec la Chine et les États-Unis.

Il est à craindre que les délégués n'aient pas à débattre de toutes ces questions. Ils écouteront d'interminables discours ponctués d'ovations bien réglées, avant d'être approuvés à main levée, selon le rituel « démocratique » d'un autre âge.

Médias au pas

Pour assurer le bon déroulement de ce scénario bétonné, rien n'a été négligé :

- Les médias ont été mis au pas. Le dernier acte en a été la révocation de Kim Hanh, récalcitrante rédactrice en chef du journal *Tuoi Tre* (Jeunesse), qui avait eu l'audace de reproduire une lettre du futur Ho Chi Minh à sa compagne. Substituer à l'icône d'un saint momifié la réalité d'un homme capable d'amour constituait, pour les dirigeants, un blasphème intolérable. C'est d'autant plus inadmissible que l'on a usé et abusé du nom de Ho Chi Minh dans les documents du congrès ;

- Toutes les propositions n'ayant pas dans le sens officiel ont été décriées documents illégaux qu'il est interdit de lire, de diffuser et de discuter. Quiconque enfreint cet interdit, devient *ipso facto* un élément dissident, réactionnaire, espion manipulé par la

CIA ou d'autres services, traître au parti et au peuple... Ce genre d'accusations, auxquelles personne ne croit plus, et auxquelles des chefs du KGB et de la Stasi n'ont même plus avoir recours, leurs adeptes au Vietnam y restent fidèles.

A cet égard, la détention prolongée de Duong Thu Huong, écrivain dont le seul crime est d'écrire ce qu'elle ressent, ainsi que l'expulsion d'un Français et d'un Américain, sont autant de mises en garde aux délégués tentés de s'exprimer librement, surtout en présence d'observateurs étrangers.

Le congrès ainsi verrouillé, nos vénéralables gérontocrates peuvent dormir tranquilles. Ce sera un congrès sécuritaire, sans invités, et où la presse étrangère sera tenue sur le volet. Encore une fois, la démocratie interne tant vantée sera sacrifiée sur l'autel de la « sécurité ». Le peuple, proclamé maître du pays, sera tenu à l'écart et devra se satisfaire des informations que ses « fidèles serviteurs » voudront bien lui donner. « Prendre le peuple comme racine », ce slogan doit donc s'entendre au sens végétal du terme.

► Connu également sous son nom de plume de Thanh Tin, le colonel Bui Tin a rejoint l'armée populaire en 1945 et le PCV, dont il vient d'être exclu, en 1964. Il avait écrit, le 30 avril 1975, la reddition du régime de Saigon. Rédacteur en chef adjoint du *Quotidien de l'Armée* puis de l'organe du PCV, *Nhan Dan*, il se trouve actuellement en France.

Iran

La liberté assassinée

par Ladan Boroumand

PLUS de deux mois sont passés depuis ce jeudi 18 avril, lorsqu'au téléphone la voix haletante de mon père m'a prévenue : « Dépêche-toi, il y a eu un attentat contre papa ; il est étendu par terre, il y a du sang partout... Vite, dépêche-toi ! », me suppliait-il avant de raccrocher : mon père venait d'être assassiné.

Dans mon désarroi, je ne cessais de me demander quel intérêt l'État turbané pouvait trouver dans l'assassinat d'un opposant pacifique. Mon père venait de reprendre, après une longue retraite, son activité à la tête du Mouvement de la résistance nationale iranienne, dont il avait soutenu la nouvelle orientation : le mouvement avait abandonné toute idée de lutte armée et cherchait à exploiter, de manière pacifique, l'apparente volonté de modération du régime. Comme secrétaire général, il avait pris des contacts avec toutes les forces de l'opposition. Sa constance et sa fermeté sur les principes des libertés politiques et de l'indépendance iranienne et le fait qu'il ait toujours cru à l'union des partisans de la monarchie constitutionnelle et des républicains autour d'un programme minimum, du respect des droits de l'homme et de l'organisation d'élections libres faisaient de lui une figure crédible de rassemblement.

L'homme était loyal et sympathique : il savait négocier. Il voulait utiliser le MRI comme un trait d'union entre Bakhtiari, social-démocrate favorable à la monarchie constitutionnelle, et les forces de la gauche islamique qui redécouvraient, à la lumière de ce qui se passe à l'Est, la légitimité des droits de l'homme, principes qu'elles rejetaient naguère comme valeurs bourgeoises.

Lui-même n'avait pas pleinement conscience du fait que cette politique d'union et de lutte pacifique le rendait encore plus dangereux aux yeux des théocrates. Il ne se méfiait pas. Cette fatale imprudence, qui était la sienne comme elle était la nôtre, tenait au fait que, comme l'Occident, nous avions cru à la comédie de la normalisation et de la modération jouée par ces théologiens devenus progressistes de l'islam. Au jour de ses obsèques, le mobile du crime était manifeste : sur sa tombe reposaient, côte à côte, les fleurs des monarchistes et celles des républicains. Je compris alors que, pour bêtes qu'elles soient, les tyrannies ont l'intelligence de leur survie. Il n'y a qu'à constater la malaise des Occidentaux face au vide politique que le dictateur de Bagdad a creusé en liquidant systématiquement tous ses opposants. La République islamique s'est engagée dans la même voie : depuis un an Radjavi (OMPI), Ghannouchi (le prestigieux leader kurde), Elah (l'Organisation monarchiste Drapeau de la liberté) et enfin mon père sont tombés en Europe. Aucune branche de l'opposition iranienne n'a été épargnée.

Dans tous les cas, les auteurs du naufrage de la nation ne sont pas qualifiés pour être les promoteurs de son redressement : ils l'ont suffisamment avili au cours de ces dix-huit années de domination sans partage.

► Jacques Rabemananjara est ancien ministre malgache.

pétrolière des années 50 et au mouvement national iranien dirigé par son vieux maître, le docteur Mossadegh. C'est à son école que lui et sa génération avaient appris la lutte pacifique pour la liberté et la dignité de leur pays et la résistance à l'oppression. Je lui ai envoyé un baiser en courant, juste l'espace d'un instant, pour voir qu'après tant d'années de tristesse son visage rayonnait de bonheur et son regard pétillait d'espoir. J'ai pensé à toutes ces années où nous, ses enfants, devenus aussi ses compagnons et ses amis, tentions désespérément d'extirper l'esquisse d'un sourire de la profonde mélancolie d'un homme qui a tant cru à la liberté et qui, au terme d'une révolution où il mettait tout son espoir, vit son pays chéri englouti dans un abîme sanglant.

Plus cruel que jamais, le destin a frappé fort, car dans cet homme je ne perds pas seulement un père, mais une masse d'amour et d'affection où je puisais mes forces pour surmonter les épreuves infligées à toute ma génération, piétinée par l'Histoire ; c'est un ami qui me quitte ; c'est notre pays qui s'éloigne dans toute la richesse de sa culture : amitié, loyauté, courage, poésie, hospitalité, histoire, culture et générosité.

Pour lui, cet épilogue sanglant est le glorieux couronnement de toute une vie de combat pour la liberté. Mais nous, nous payons un lourd tribut à la cause de la liberté, et ce sacrifice ne doit pas être étouffé sur l'autel pourri de la raison d'État.

A Téhéran comme à Pékin

C'est pourquoi je crache cette douleur atroce que des dizaines de milliers d'Iraniens ont subie dans les ténèbres du silence. Le meurtre de mon père n'est-il pas un remerciement en bonne et due forme, adressé au gouvernement démocratique de la France par la République islamique, pour l'impunité accordée aux Gardiens et pour la libération des accusés ?

La France, qui, depuis dix ans, est au premier rang du combat pour les droits de l'homme, peut-elle exiger le respect de ces droits à Pékin et les oublier à Téhéran ? Est-ce pour dire au monde entier que les Iraniens sont des sous-hommes et incapables à ce titre, à la jouissance de ces droits ? Les tyrannies sont éphémères et la France jouit en Iran d'un immense capital de sympathie et de prestige : il serait dommage de le brader au profit d'une horde d'usurpateurs sauvages. Toute normalisation avec un État de droit et une théocratie qui a constitutionnellement consacré la mise sous tutelle d'un grand peuple serait illusoire.

Pourtant, je me félicite du rapprochement entre deux grands peuples. Mais, de grâce, par égard pour un peuple opprimé, ne pourrions-nous pas épargner ces effusions de tendresse diplomatique ? Et que cette « normalisation » ne se manifeste pas sous la forme de la légitimation d'un régime sous lequel l'Iran s'est transformé en un agrégat de petites seigneuries tyranniques. Et, surtout, qu'on ne fasse pas de distinction erronée entre les modérés et les radicaux du régime, car les crimes qui se sont commis en Europe depuis un an profitent avant tout aux maîtres accusés de Téhéran, ceux-là mêmes qui négocient la libération des terroristes ; ces nouveaux amis que la France s'apprête à accueillir. On comprendra que le spectacle de ces effusions contre nature me révolte.

Pourtant, si j'ai pris la plume, ce n'est pas pour commenter la politique extérieure française ; ce n'est pas non plus pour élever la voix et vengeance, des sentiments que mon père détestait. Si Abdol-Rahman Boroumand n'est plus, son combat pour la dignité et les droits de l'homme continue, un combat que nous menons non seulement comme Iraniens ou comme Français, mais comme êtres humains. A la France, son gouvernement, son chef de l'État, de savoir s'ils nous regarderont périr, les uns après les autres, un poignard dans le dos.

Je demande justice à ce beau pays qui, en nous donnant asile, nous avait promis sa protection. Que l'enquête soit menée jusqu'au bout ; si, comme je n'en doute pas, elle révèle la responsabilité de la République islamique dans cet assassinat, que la France proteste officiellement auprès de ses nouveaux amis ; qu'elle exige sérieusement l'arrestation des meurtriers et que les assassins de mon père soient jugés !

► Ladan Boroumand est étudiante à Paris.

Madagascar

Naufrage d'une île

par Jacques Rabemananjara

La descente dans les rues de Tananarive de dizaines de milliers de personnes, pour manifester leur aversion du régime actuel, ne peut que réjouir le cœur des fervents de la liberté et de la démocratie dans le monde. Le chiffre paraît banal en Occident. Mais à Madagascar c'est simplement prodigieux. Avec une pointe de reproche, d'aucuns évoquaient jusqu'à l'inertie de la masse malgache. On ne manquait pas de comparer sa passivité et son silence à la vitalité et à la turbulence des régimes de mécontents d'Abidjan, de Dakar, de Lomé, du Bénin, du Zaïre, de Libreville, du Cameroun, de Brazzaville : les peuples d'Afrique ont ressenti avec

fervent le grand souffle de liberté, venu des pays de l'Est de l'Europe, après l'effondrement du communisme. Seule la grande île de l'océan Indien semblait avoir échappé à la contagion et rester sourde à l'immense appel du large.

Pénétrés du passé héroïque de notre peuple, nous étions un certain nombre de Malgaches à souffrir d'une image sans relief de notre patrie, incompatible avec l'idée que nous nous faisons d'elle, parée des meilleures vertus. Aujourd'hui, la fierté nous envahit devant cet élan populaire d'envieure : les Malgaches, enfin, se réveillent ! Ils renouent avec le fil de leur histoire, leurs sursauts au temps de la colonisation sous la

houlette de Ravoahangy et de Dussac, leur héroïsme sous la conduite des chefs du MDRM dans le combat pour l'indépendance.

Le fait de braver, au grand jour et par milliers, le pouvoir jusqu'alors si redouté illustre une audace et une résolution sans faille : quand un peuple ne craint plus son oppresseur, il chemine déjà sur la voie de son salut. Les slogans de protestation sans équivoque, la réclamation de l'abrogation sans délai d'une Constitution détestée, l'exigence du départ immédiat, le 26 juin, de tous les membres de la Rite nationale, des responsables du désastre du pays confèrent au mouvement du 11 juin 1991 une signification et une dimension sans commune mesure avec les crises sporadiques des anciens jours.

Auparavant, quelques vaillants étudiants et lycéens tenaient leur aventure en manière de défi. Aujourd'hui, d'après les échos qui nous parviennent, l'incendie ne s'est pas limité à la capitale malgache : il s'est propagé à Majunga, à Diégo-Suarez, à Tamatave, à Fianarantsoa, à Tuléar, à toutes les grandes villes, où les gens de tout âge et de toute condition s'étaient donnés la main pour témoigner de leur ras-le-bol d'un régime abhorré.

Du bluff

Jamais, en effet, Madagascar n'a connu un tel degré de misère : des hommes, des femmes, des enfants meurent de faim comme en Éthiopie ; des villes sont divisées en zones poubelles où des êtres squelettiques se disputent les détritus pour subsister. Avant l'instauration de ce régime, Madagascar caracolait dans le peloton de tête des jeunes nations en voie de décoller du sous-développement.

Aujourd'hui, Madagascar traîne en queue dans la liste des pays les plus démunis de la planète. L'échec est patent d'un système prétendant révolutionnaire, caractérisé par l'arbitraire, le favoritisme, le népotisme, l'incurie, la vantardise et la corruption étalée à une échelle inimaginable chez un peuple dont la culture est basée sur le respect et la prééminence de l'éthique.

La vie politique est confiscuée. C'est pour la libérer et lui donner un souffle nouveau que l'on réclame avec virulence l'abrogation de la Constitution socialiste de 1975, source de tous les abus. La vie économique est en ruine. Dans ses structures présentes, c'est l'apogée familial des tenants du pou-

voir et de leurs satellites, dont le fameux Procopis constitue, comme une gigantesque pieuvre, l'instrument efficace pour s'accaparer et enserrer les richesses du pays. Mais le délabrement de l'économie n'est pas une fatalité : il est dû à une succession de décisions, ajoutées aux effets d'un triple virus : un manque de rigueur patriotique, une insuffisance de vision politique, un abandon de l'éthique ancestrale.

Quelques esprits naïfs croient noter des signes de changement dans l'attitude du régime. Du bluff. Le long atterrissement pour modifier la Constitution à connotation marxiste apporte la preuve du contraire : on ne se retire plus à Moscou, à Berlin-Est, à la Roumanie, à la Bulgarie, simplement parce que ces partenaires-là ont abandonné leur filleul à son sort.

Dans tous les cas, les auteurs du naufrage de la nation ne sont pas qualifiés pour être les promoteurs de son redressement : ils l'ont suffisamment avili au cours de ces dix-huit années de domination sans partage.

► Jacques Rabemananjara est ancien ministre malgache.

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Comité de direction : Jacques Lescaux, gérant directeur de la rédaction Bruno Frappat directeur de la rédaction Jacques Gulu directeur de la gestion Manuel Luchetti secrétaire général

Rédacteurs en chef : Jacques Amalric Jean-Michel Gauthier Robert Solé (adjoints au directeur de la rédaction)

Thomas Farnet Philippe Herremann Jacques-François Simon

Daniel Vernet (directeur des relations internationales)

Anciens directeurs : Hubert Beauvillier (1944-1968) Jacques Fauvet (1969-1982) André Laurens (1982-1985) André Fontaine (1985-1991)

REDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 40-66-25-25 Télécopieur : 40-66-25-99 ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY 94882 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 40-60-30-10 Télécopieur : 40-60-30-10

COURRIER

Je donne mon sang

Il y a des années - plus de vingt ans déjà - que je donne mon sang et mon plasma. Simplement et bénévolement.

Malgré tout ce que j'entends d'épouvantable sur ce sang infecté, d'écœurant sur les scandaleux profits que certains ont tiré de la solidarité humaine, je continuerai à le donner. Le mois prochain, je me présenterai donc à La Maison du don, qui m'accueille habituellement.

Parce que le sang, c'est la vie. La vie n'a pas de prix ! Elle ne s'achète pas, ne se vend pas. Elle se donne. Elle est... Et je veux qu'elle continue à être, pour moi qui ai la chance d'avoir une bonne santé, et pour tous ceux, toutes celles qui souffrent dans leur chair et luttent pour continuer à exister.

CHRISTIANE NOBIL-MAESTRI (Paris)

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

RADIO TELEVISION

COMMUNICATION

Le Monde

ABONNEMENTS VACANCES

Vous n'êtes pas abonné : Renvoyez-nous le bulletin ci-dessous, accompagné de votre règlement par chèque ou par Carte bleue. Vous êtes déjà abonné : Vous n'avez aucun supplément à payer pour que le Monde vous suive en vacances, partout en France métropolitaine. Renvoyez-nous simplement le bulletin ci-dessous sans oublier d'indiquer votre numéro d'abonné.

DURÉE	FRANCE	ÉTRANGER* (voie normale)	Nbre de n°
2 semaines	115 F	185 F	13
3 semaines	170 F	245 F	19
1 mois	210 F	310 F	26
2 mois	330 F	500 F	52
3 mois	480 F	790 F	78

* TARIF PAR AVION, NOUS CONTACTER AU : (1) 40-60-32-90

« LE MONDE » ABONNEMENTS
1, place Hubert-Beuve-Méry 94882 Ivry-sur-Seine
Attention : la mise en place de votre abonnement vacances nécessite un délai de 10 jours.

• VOTRE ABONNEMENT VACANCES : DURÉE

du au

• VOTRE ADRESSE DE VACANCES :

NOM PRÉNOM

N° RUE

CODE POSTAL VILLE

PAYS

• VOTRE RÈGLEMENT : ☐ CHÈQUE JOINT ☐ CARTE BLEUE

• N° CB ☐

Expire à fin ☐ Signature obligatoire

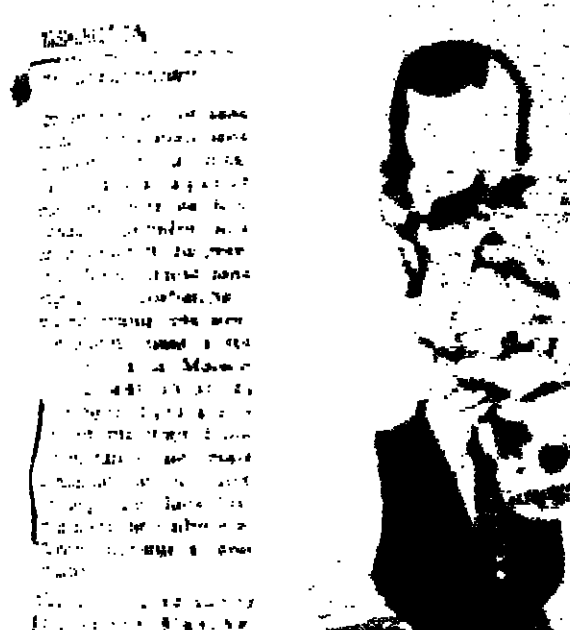
• VOTRE NUMÉRO D'ABONNÉ (si vous êtes déjà abonné)

111 MCN 04

Sur minitel 3615 LEMONDE code ABO

ENS reste réticente

La Maison Blanche et sans cha



Le monde

M. Sobtehak espère

honorer le chèque

Le monde

Le monde

Le monde

Le monde

Le monde

Le monde

ÉTRANGER

Le règlement des conflits par la CSCE

L'URSS reste réticente envers le « mécanisme de consultation » en cas de crise

Au terme des travaux du premier conseil ministériel de la CSCE, les chefs de la diplomatie américaine et soviétique ont eu jeudi 20 juin à Berlin une nouvelle session de négociation sur le désarmement stratégique. Celle-ci n'a pas été assez concluante pour permettre de fixer la date du prochain sommet Bush-Gorbatchev.

BERLIN

de notre correspondant

Un mécanisme de consultation et de coopération en cas de crise avait été mis au point jeudi par

les trente-cinq pays membres de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe. A l'issue de sa première réunion, le conseil de la CSCE, créé en novembre à Paris et regroupant les ministres des affaires étrangères des Etats membres, a en effet rendu public le texte d'un accord stipulant qu'une réunion du Comité des hauts fonctionnaires pourra être convoquée « en cas de grave situation d'urgence pouvant découler de la violation d'un des principes de l'acte final ou résulter de désordres importants mettant en danger la paix, la sécurité ou la stabilité » (nos dernières éditions du 21 juin).

Cette réunion pourra être demandée par n'importe lequel des pays membres de la CSCE - et

convoquée par le président du Comité des hauts fonctionnaires - à condition d'être appuyée par au moins douze Etats. Cette disposition vise à empêcher que le mécanisme d'urgence puisse être utilisé à tout propos.

La mise en place de cette procédure avait suscité des réticences, notamment de l'Union soviétique et de la Turquie. Les Soviétiques ont exigé que le texte de l'accord stipule que tous les principes de l'acte final, y compris le principe de non-intervention dans les affaires intérieures (...), s'appliquent également et sans réserve. Cette référence implique qu'une réunion ne pourra être convoquée à propos d'un conflit interne à un pays.

Les Soviétiques se sont ainsi

assurés qu'il ne pouvait être question par exemple de saisir le Comité des hauts fonctionnaires de la question balte, ou de tout autre désaccord pouvant survenir entre l'une des Républiques soviétiques et Moscou. Ils s'étaient montrés réticents, indiquant-on jeudi dans les milieux de la conférence, à ce que le conseil examine officiellement, lors de la première journée, la situation en Yougoslavie.

Des pouvoirs limités

La délégation soviétique n'avait cependant pu s'y opposer dans la mesure où le gouvernement yougoslave lui-même avait demandé

qu'il en soit ainsi. Dans cet esprit, Moscou avait souhaité que la saisine du Comité des hauts fonctionnaires fût l'objet d'un consensus. De toute façon, l'accord ne donne que des pouvoirs d'intervention limités au Comité. Celui-ci ne pourra émettre que « des recommandations ou des conclusions pour parvenir à une solution » ou décider de convoquer une réunion au niveau ministériel. Il n'a aucun moyen de coercition à sa disposition, toutes les décisions au sein de la CSCE restant soumises à la règle du consensus.

Commentant les résultats de la conférence de Berlin, le président en exercice, M. Genscher - chef de la diplomatie allemande - a rappelé que ce principe du consen-

sus demeurait la base de tout le processus de la CSCE. « Les mécanismes vont se développer, évoluer », a-t-il néanmoins ajouté, en estimant que l'important était de pouvoir se saisir des problèmes. Interrogé sur la possibilité de voir la CSCE se doter un jour d'un véritable Conseil de sécurité ayant la possibilité d'appliquer des sanctions, le ministre allemand a dit qu'il était encore trop tôt pour répondre à cette question. M. Genscher s'est félicité de l'issue des travaux : « Nous sommes dans une phase opérationnelle, a-t-il estimé. La CSCE va devenir plus dynamique et déployer ses activités. Un grand pas a été fait pour l'avenir de l'Europe. »

HENRI DE BRESSON

A Washington

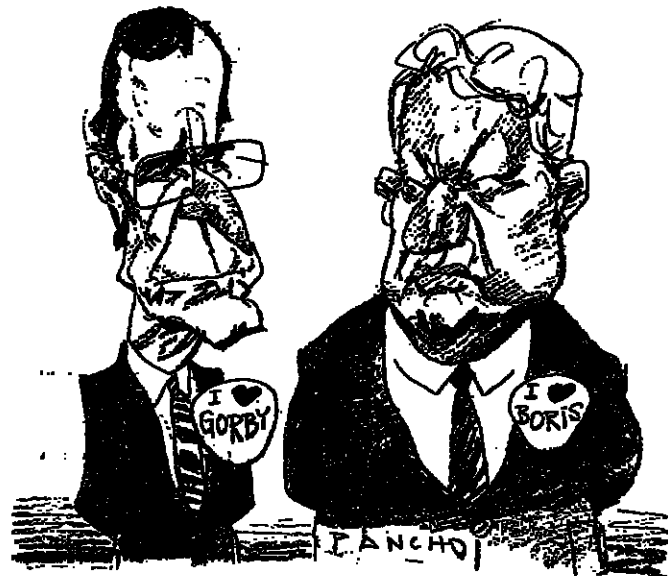
La Maison Blanche rend un hommage tardif et sans chaleur à M. Eltsine

WASHINGTON

de notre correspondant

Le président Bush s'est tiré sans trop de difficulté - mais aussi sans grande imagination - de la situation un peu délicate à laquelle sont désormais confrontés les dirigeants occidentaux : prendre acte de la victoire électorale et du prestige accru de M. Boris Eltsine sans porter ombrage à M. Gorbatchev. Le problème a été résolu très simplement : le président russe a été reçu, jeudi 20 juin, à la Maison Blanche avec l'attention et les marques de respect dues à son rang, y compris un entretien d'une heure dans le bureau ovale, mais on n'a pas manqué de lui faire savoir que ce rang était, dans l'esprit des responsables de l'administration, nettement inférieur à celui de M. Gorbatchev.

Accueillant M. Eltsine sur le perron de la Maison Blanche, M. Bush a donc félicité son hôte pour « l'élection véritablement historique » dont il est sorti vainqueur et il a salué « son engagement en faveur des valeurs démocratiques et des principes de la libre entreprise ». A peine le compliment avait-il été formulé, que M. Bush ajoutait : « Mais en même temps je veux qu'il soit très clair que nous allons maintenir les relations officielles les plus étroites possibles avec le gouvernement soviétique de Mikhaïl Gorbatchev. » Tout s'est donc bien passé, et M. Eltsine y a mis du sien, adoptant un comportement beaucoup



plus posé que lors de sa précédente visite aux Etats-Unis. Mais le personnage a trop d'énergie et de présence pour ne pas déborder du cadre qui lui était imposé, et même la brève apparition du « président russe » et du président américain devant la presse a donné lieu à un petit quiproquo. Que M. Eltsine ait parlé trop fort dans son micro ou son interprète, qui traduisait simultanément, pas assez, le résultat est que M. Bush a mal compris les propos de son

hôte : il a cru que ce dernier annonçait que le Parlement soviétique avait décidé de suspendre son aide à Cuba et aux autres protégés de l'URSS honnis de Washington, alors que M. Eltsine évoquait seulement une résolution en ce sens prise par le Parlement de Russie. L'heureuse surprise manifestée par M. Bush a du être plus tard rectifiée par des officiels de la Maison Blanche : il faudra attendre que la décision vienne du « centre » pour que le plaisir

puisse être justifié. En dehors de ses entretiens officiels, M. Eltsine a été comme la veille, égal à lui-même, franc et massif, disant les choses simplement et fermement. C'est le cas bien sûr quand il parle de M. Gorbatchev, (le Monde du 21 juin), mais jeudi, c'est surtout par sa profession de foi en la Russie que M. Eltsine a frappé ses auditeurs, cette Russie « qui a toujours été un grand pays », mais qui a été trop longtemps « humiliée et offensée par le système communiste », mais dont il est persuadé qu'elle « va renaitre, moralement, économiquement, humainement ».

« Moralement propre »

Chaleureusement accueilli par le National Press Club, M. Eltsine, haute des questions « méchantes » qu'il attendait, a pris les devants pour dire qu'en dépit « de toute la boue qu'on avait versée sur lui », il se considérait comme « moralement propre ». Et « si vous vous intéressez à ma femme, sachez que je vis avec elle depuis trente-cinq ans, et seulement avec elle ».

Croit-il en Dieu ? Non, répond-il comme s'il reconnaissait là une faute, « j'ai été élevé comme cela » (en sibérien). « Mais c'est compensé en partie par mes deux petites-filles et mon petit-fils qui ont été baptisés et portent des petites croix à leur cou ».

JAN KRAUZE

Le maire de Leningrad à Paris

M. Sobotchak espère que le président de la Russie « honorera le chèque de ses promesses au peuple »

MM. Gorbatchev et Eltsine ne peuvent se permettre de rompre leur nouvelle alliance et le premier qui le fera signera sa « mort politique », a estimé M. Anatoli Sobotchak, maire réformateur de Leningrad, lors de ses rencontres avec la presse à Paris, où il se trouve jusqu'au 22 juin, invité par le ministère du tourisme (le Monde du 20 juin).

Expliquant la nouvelle configuration politique en URSS, M. Sobotchak a souligné que le président soviétique, réduit à chercher auprès du G7 à Londres un soutien qu'il a perdu dans son pays, ne peut plus s'opposer à celui qui représente, de droit désormais, la majorité des Russes. Et M. Boris Eltsine doit pour sa part « honorer le chèque qu'il a signé par ses promesses au peuple », a ajouté le maire, sous peine de voir les troubles s'amplifier et le peuple dériver vers une forme de « national-socialisme ». Le 12 juin, observait-il non sans inquiétude, près de 10 millions de voix se sont portées

sur un candidat dont c'était le credo, M. Jirnovski, totalement inconnu quelques semaines avant le scrutin.

Usant volontiers, pour décrire l'URSS, de l'image d'une maison en reconstruction « dont on risque de faire tomber le toit si on bouscule trop vite les fondations », M. Sobotchak n'en invite pas moins l'Occident à se demander s'il préfère aider à maintenir le vieux toit - le centre - ou à construire des fondations solides - les Républiques et régions. Tout bailleur de fonds peut se donner les moyens, dit-il, de choisir ses partenaires. Et de refuser, par exemple, de financer les faux voyages de travail à Paris des bureaucrates et de leurs entants...

Une approche pragmatique de la transition

Pourtant, une année à la tête de la mairie de Leningrad - poste auquel il vient d'être confirmé par le suffrage universel, avec près de 70 % des voix - l'a confirmé dans son approche pragmatique de la

transition : il reconnaît que c'est auprès des anciens ministères fédéraux à Moscou qu'il parvient à débloquer les problèmes de sa ville, davantage qu'auprès des nouveaux ministères russes, peu compétents. Il est vrai qu'une part gigantesque de la production de Leningrad (plus de 70 %, précise-t-il, de l'industrie et de la recherche) relève du militaire, et que la conversion de ce secteur au civil est contrôlée partiellement par Leningrad et le pouvoir central. Sans ingérence directe, affirme le maire, du ministère de la défense.

M. Sobotchak dit aussi que le traité de l'Union sera prochainement signé, car le « centre » ne peut plus faire autrement : les Républiques sont prêtes, s'il le faut, à s'en passer. Resterait alors à négocier des traités avec les Républiques baltes. Selon le maire, M. Gorbatchev refuse toujours l'idée qu'elles puissent être indépendantes et s'accroche à l'espoir - vain et contreproductif, selon M. Sobotchak - que le temps et la crise économique les ramèneront dans le giron de l'URSS.

Questionné sur les rumeurs

selon lesquelles il pourrait remplacer le premier ministre soviétique Pavlov, en délicatesse avec M. Gorbatchev, M. Sobotchak, deuxième homme le plus populaire de Russie selon les sondages, a indiqué qu'il était déterminé à faire ce pourquoi il avait été élu pour cinq ans et qu'il n'a « pas l'intention à l'heure actuelle de changer d'emploi ». Quant à sa ville, il ne fait aucun doute pour lui qu'elle va redevenir Saint-Petersbourg. Même si la décision finale peut tarder, le principal - l'expression de la volonté de 55 % des électeurs de la ville lors du référendum du 12 juin - est déjà fait, souligne-t-il. Le reste n'est qu'une question de « technique juridique ».

SOPHIE SHIMAB

Prochaine visite de M. Helmut Kohl à Paris. - Le chancelier allemand, M. Helmut Kohl, rencontrera le président François Mitterrand le 25 juin à l'Elysée. Les derniers entretiens entre les deux hommes remontent au sommet franco-allemand de Lille, les 29 et 30 mai.

Les principaux points d'accord

Voici les principaux points d'accord auxquels sont parvenus les ministres de la CSCE.

Admission de l'Albanie. L'Albanie est devenue le 35^e membre de la CSCE après avoir accepté « tous les engagements et responsabilités de la CSCE » sur les droits de l'homme, l'état de droit et la démocratie.

Démocratie et économie de marché. Les ministres de la CSCE ont réaffirmé « l'importance de la poursuite des transformations politiques et économiques dans les pays démocratiques en transition vers l'économie de marché », les assurant de leur soutien « dans les efforts pour consolider la démocratie et transformer leur économie ».

La consultation en cas d'urgence. Ils ont adopté un mécanisme « de consultation et de coopération en cas de graves situations d'urgence ». Les Etats membres pourront convo-

quer des réunions d'urgence au niveau des hauts fonctionnaires en cas de « violation d'un des principes » de l'acte final d'Helsinki ou de « désordres importants mettant en danger la paix, la sécurité ou la stabilité ». Un quorum de douze pays devra être atteint. Il est toutefois rappelé l'importance primordiale des principes de la CSCE et singulièrement du principe de non-intervention dans les affaires intérieures.

Echange d'informations. Les ministres ont encouragé l'échange d'information et de documents pertinents entre la CSCE et les institutions comme la CEE, l'OTAN et l'UEO, selon des procédures qui doivent encore être définies.

Désarmement conventionnel. Les ministres ont décidé d'amorcer en septembre des consultations préparatoires informelles entre hauts fonctionnaires sur le désarmement conventionnel en Europe pour dégager le terrain avant une rencontre en 1992 entre les chefs d'Etat et de gouvernement de la CSCE.

Prolifération. Ils estiment nécessaire « à la lumière de la récente expérience dans la région du Golfe (...) de mettre fin à la prolifération d'armes de destruction massive ».

La prochaine réunion du Conseil se tiendra à Prague les 30 et 31 janvier 1992.

Nouvelles FRONTIÈRES

i est un lieu où il ne pleut jamais au cœur des pays irlandais.

On y entre vite fait.

Pour se détacher...

mais impossible de s'en détacher : les histoires y sont savoureuses et l'ambiance si chaleureuse !

DUBLIN 990 F

VOL ALLER ET RETOUR. DÉPART DE PARIS. PRIX MINIMUM TAPEZ 36 15 NF. TELEPHONEZ AU (1) 42 73 10 64

DIPLOMATIE

En visite à Moscou

M. Delors n'a pas obtenu de précisions sur les projets économiques de M. Gorbatchev

MOSCOU

de notre envoyée spéciale

Venu à Moscou pour actualiser son analyse de la situation en URSS sur laquelle il doit présenter un rapport au sommet des Douze à Luxembourg, les 28 et 29 juin, le président de la Commission européenne, M. Jacques Delors, ne semble pas avoir reçu d'éclaircissements décisifs de la part de ses interlocuteurs soviétiques si l'on en juge par sa conférence de presse du jeudi 20 juin à Moscou.

M. Delors s'est entretenu à la fois avec le président Gorbatchev et avec son premier ministre, M. Valentin Pavlov, qui a fait beaucoup parler de lui en début de semaine en faisant corps avec la fronde conservatrice au Parlement d'URSS. Néanmoins, « la présentation des perspectives et des réformes économiques en Union soviétique [qui m'a été faite] a été la même par M. Gorbatchev et par M. Pavlov. J'ai entendu le même discours de l'un et de l'autre », a affirmé M. Delors.

M. Gorbatchev a d'ailleurs affirmé vendredi devant le Soviet suprême d'URSS, qu'il n'y avait « aucune crise » entre lui et son premier ministre ; ce dernier a renchérit. Le chef de l'Etat a cependant vivement attaqué les conservateurs - ceux du groupe Soyouz - les accusant de chercher à empêcher la coopération avec les Républiques soviétiques, tout en assurant que « la démocratie se poursuit », et que « personne ne réussira à l'abattre ».

Devant M. Delors, M. Gorbatchev s'était plaint, selon Tass, de l'attitude actuelle des conservateurs : « A présent que des transformations résolues prennent corps, et il dit, tous ceux qui sont contre se mobilisent, y compris au Parlement. Les forces conser-

vatrices, avec leurs prétendus patriotes, sont au premier rang » de cette mobilisation. Mais s'agissant des orientations précises des projets économiques de M. Gorbatchev, le même flou subsiste. M. Gorbatchev a simplement confirmé à M. Delors qu'il trouvait des « points communs » dans les deux programmes actuellement sur son bureau : le programme antérieur - très conformiste - de M. Pavlov et le plan soviéto-américain - beaucoup plus audacieux - défendu par le jeune économiste russe Grigori Yavlinski.

Sur quelles bases M. Gorbatchev entend-il donc formuler ses propositions aux participants du sommet du G7 en juillet à Londres ? Le dirigeant soviétique n'est apparemment pas encore au bout de sa réflexion puisque M. Delors a eu l'impression que « sa pensée n'était pas définie » sur ce point. Le président de la Commission européenne a d'ailleurs mis en garde les journalistes contre « tout effet d'annonce spectaculaire » à l'issue du G7 : « Personne n'imagine que Gorbatchev va avoir quatre heures de discussions au G7 et qu'il sortira de cela un programme chiffré et ratifié par les participants au sommet ». La CEE, pour sa part, vient de mettre en œuvre un programme d'assistance technique aux réformes en URSS de 450 millions de dollars.

Enfin, M. Delors qui a de nouveau souligné qu'une réforme institutionnelle en URSS était « la condition sine qua non » à toute réforme économique, s'est félicité des progrès réalisés dans ce domaine, tout en ayant pu se faire « une petite idée » des préoccupations des Républiques les plus revendicatrices, notamment en entendant le premier ministre de Russie, M. Ivan Silaev.

SYLVIE KAUFFMANN

Malgré l'opposition de Pékin

La France pourrait reconsidérer sa décision de ne pas vendre de frégates à Taiwan

Nouvelle puissance économique, asiatique, Taiwan a lancé ces derniers temps de grandes manœuvres pour développer ses échanges industriels avec la France. Ces avances portant sur tous les grands dossiers actuellement en négociation, qui vont de la vente de frégates - à laquelle Paris s'était opposé il y a un an et demi pour ne pas froisser Pékin - à celle d'hélicoptères, de missiles de défense anti-aériens... et surtout du TGV.

PÉKIN

de notre correspondant

Moins de deux mois après avoir renoué leur dialogue politique, la France et la Chine paraissent sur le point de s'opposer à nouveau à propos de l'éventuelle fourniture à Taiwan de bateaux de guerre. Il s'agit de livrer, dans les prochains temps, au régime nationaliste rival de celui de Pékin six coques de frégates de type La Fayette, pour une somme estimée à 11 milliards de francs. Une deuxième option, à l'origine, envisageait la livraison de dix autres coques, pour 23 milliards.

L'affaire avait obtenu une autorisation de vente par la Commission interministérielle pour l'étude des exportations de matériel de guerre (CEEMG), avant d'être annulée en janvier 1990 par crainte de représailles diplomatiques chinoises. La remise à flot du projet semble antérieure à la

nomination de M^{me} Edith Cresson, qui a pourtant entretenu par le passé de bons rapports avec des responsables du régime de Taiwan.

Pékin n'a pas encore protesté, préférant dans un premier temps attendre une annonce publique. Ses représentants à Paris se sont contentés d'effectuer, ces dernières semaines, de multiples démarches, discrètes mais insistantes, pour tenter d'empêcher cette vente. Ce « regard d'observation » pourrait néanmoins prendre fin à court terme, l'affaire commençant à relever du secret de Polichinelle.

Trois mille emplois

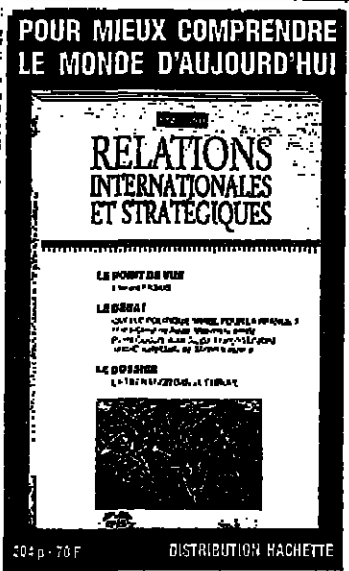
Le régime communiste est toutefois en plus mauvaise position qu'il y a dix-huit mois pour donner de la voix. Après la venue de M. Roland Dumas du 29 avril au 1^{er} mai, scellant une certaine normalisation des relations politiques, la France s'apprête à accorder à la Chine plus de 2 milliards de francs d'assistance économique.

Le marasme dans les exportations d'armements est un facteur supplémentaire dont Pékin sait devoir tenir compte dans le choix de Paris. Selon certaines estimations, l'éventuel contrat taiwanais assurerait à la France quelque trois mille emplois pendant cinq ans. Officiellement, si la vente se confirme, « les coques vides équipées de moteurs » seront présentées auprès de Pékin comme du matériel non offensif. Taiwan peut en effet les équiper de ses propres missiles ou de tout autre armement acquis sur le marché international.

Cependant, la Chine ne peut que voir dans un tel projet un dangereux précédent, déjà amorcé récemment par la Belgique avec la fourniture de moteurs de fusées. Les diplomates français ont fait valoir jadis l'argument selon lequel le dialogue politique franco-chinois et le respect des engagements pris lors de la normalisation de 1964 interdisaient une telle vente.

Cet argument paraît avoir perdu de son poids du fait du profil bas adopté par la Chine dans les grandes affaires mondiales ces derniers temps. La diplomatie chinoise est en panne, repliée sur la région asiatique. Et même dans cette sphère d'influence naturelle, elle semble incapable de prendre des décisions importantes, comme le montre sa passivité dans la négociation sur le Cambodge.

FRANCIS DERON



EUROPE

Allemagne : Berlin capitale à part entière

Suite de la première page

Une courte, mais nette majorité venait de mettre un terme à la controverse la plus intense ayant agité l'Allemagne depuis bien des années.

Le triomphe des vainqueurs restait cependant modeste, à l'image des précautions que les orateurs « pro-Berlin » avaient prises pour éviter d'humilier la « petite ville au bord du Rhin » dont personne ne conteste les mérites, accumulés au cours de quatre décennies de bons et loyaux services comme « capitale provisoire ». « J'ai voté pour Berlin, mais je n'éprouve aucun sentiment de joie particulière », commentait le Hambourgeois Freimut Duwe (SPD), exprimant en cela le sentiment dominant chez cette majorité de députés appartenant à tous les partis qui ont choisi Berlin pour témoigner de leur volonté de poursuivre l'unité tout en se souvenant les enfants de cette démocratie bonnoise qui les a formés.

En ville, sous une pluie qui n'avait cessé de tomber tout au long de la journée, la déception était manifeste. On était loin de l'ambiance joyeuse de la veille, où près de quinze mille Bonnais et habitants des environs s'étaient rassemblés pour une fête populaire sur la place du Marché dont ils étaient revenus avec le sentiment que le Bundestag allait confirmer leur ville comme centre de la vie politique de l'Allemagne unifiée.

Le fédéralisme en danger ?

Par un étonnant phénomène d'autosuggestion, conforté par les pronostics des « experts » de la chose politique - la plupart bons depuis de nombreuses années - on avait fini par se persuader que Bonn resterait dans Bonn.

Les Bavaïrois, les Rhénans, les Badois et les Franconiens ne s'étaient-ils pas massivement exprimés contre la restauration de la primauté de la métropole prussienne en décrétant le fédéralisme en danger ? Il semblait impossible qu'en l'espace d'une journée on tire un trait sur une ville symbolisant le succès politique et économique de la première expérience réussie de démocratie sur le sol allemand.

Tous ces arguments, répétés à l'envi par plusieurs dizaines d'orateurs qui se battaient pour Bonn avec le courage de la chèvre de

Monsieur Seguin, n'ont pu empêcher l'Ours berlinois d'attirer à lui les frigidités qui lui semblaient indispensables pour se réveiller après le long hiver de la guerre froide. La perspective de n'être, comme le traité d'unification en ouvrait la possibilité, qu'une capitale de « représentation » dépourvue d'institutions constitutives d'une démocratie moderne était vécue comme un cauchemar par les responsables berlinois et la majorité de la population de l'ancienne RDA.

« Une capitale sans gouvernement ni Parlement, c'est de la tromperie sur la marchandise », n'avaient cessé de répéter MM. Momper (SPD) et Diepgen (CDU), les deux bourgmestres qui se sont succédé à la tête de la ville depuis l'unification. Berlin, symbole de la résistance de l'Occident au totalitarisme stalinien, Berlin sur laquelle le monde entier a eu les yeux fixés, le 9 novembre 1989, jour de la chute du mur, Berlin, qui porte encore la cicatrice de cette séparation inhumaine, était indiscutable.

Symbole de l'avenir

Cette ville « à l'histoire aussi complexe que celle de l'Allemagne tout entière », selon l'expression d'un de ses plus ardents défenseurs, le ministre de l'Intérieur, M. Wolfgang Schäuble, a pourtant été choisie, dans le pays depuis le 3 octobre, jour de l'unité, et au Bundestag depuis le 20 juin.

Berlin a pourtant fini par l'emporter car il était évident, à l'issue du débat au Bundestag, que l'Allemagne unie se devait d'assumer une continuité historique ne se limitant pas au quarante-deux ans d'existence de la République fédérale.

Cette conviction donnait aux orateurs défendant la cause berlinoise un souffle plus puissant que celui des avocats de Bonn. Il est plus difficile de gagner les cœurs et les suffrages dans un moment chargé d'histoire en évoquant les difficultés de fonctionnaires gouvernementaux contraints de vendre à perte le pavillon construit dans la verdure rhénane, que d'emporter l'adhésion en évoquant les aspects tragiques de l'histoire d'une ville symbole de la grandeur et de la déchéance d'une nation.

Cette veine a été exploitée avec un talent incontestable par le chancelier Kohl qui s'est écrit :

« Je vote pour Berlin, le point brûlant de l'Allemagne divisée et de l'aspiration à l'unité. Sans Berlin, l'unité allemande n'aurait pas été possible. » L'orateur le plus impressionnant a cependant été M. Wolfgang Schäuble, qui de son fauteuil de paraplégique où il est cloué depuis l'attentat dont il a été victime l'an passé, s'est fait applaudir debout en appelant ses collègues à soutenir Berlin car « ce qui est en jeu c'est l'avenir de l'Allemagne. Berlin a toujours été le symbole de l'unité de la démocratie et de l'Etat de droit ».



Le parallèle hasardeux avec Vichy

Le débat au Bundestag a été de haut niveau, les orateurs des deux camps ayant soigneusement évité d'utiliser les arguments de basse polémique qui étaient apparus dans la phase aiguë de la controverse. Le seul faux-pas rhétorique a été, une fois n'est pas coutume, le fait de l'ex-chancelier Willy Brandt qui a fait un parallèle hasardeux entre Bonn et Vichy, provoquant des protestations indignées dans l'hémicycle.

La décision de principe étant prise, il va falloir maintenant la mettre en œuvre. Il reste encore à la deuxième Chambre du Parlement, le Bundesrat, à fixer son lien de résidence. Le mot pour Berlin « conseil » au Bundestag de décider son maintien à Bonn, mais on doit s'attendre à une résistance de la part de la chambre des Länder à accepter d'être éloignée du siège du gouvernement et de voir ainsi son rôle s'amoindrir par rapport à celui du Bundestag. Le temps du déménagement et les évaluations de son coût restent encore largement controversés.

La présidence du Bundestag, M^{me} Rita Süssmuth, estimait jeudi soir que le transfert des institutions à Berlin ne serait pas achevé avant « huit à dix ans ». Les Berlinois entendent de leur côté accélérer un mouvement qu'ils voient s'achever « au cours de la prochaine législature », c'est-à-dire avant 1998. Quant au montant de l'addition, il ne pourra être connu avec un certain degré de vraisemblance que lorsque des décisions pratiques seront prises.

Le maintien de la partie administrative des ministères à Bonn, évoqué au cours du débat, la poursuite ou l'arrêt des travaux engagés ces dernières années à Bonn, notamment ceux du nouvel hémicycle du Bundestag, seront des éléments importants d'un dossier qui est maintenant passé des mains des politiques à celles de techniciens et de financiers.

LUC ROSENZWEIG

ESPAGNE : le PSOE impliqué dans un scandale de « fausses factures »

Un responsable financier du Parti socialiste est contraint de démissionner

Le PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol) est ébloué par une affaire de « fausses factures » qui a provoqué, jeudi 20 juin, après trois semaines d'articles de presse, la démission du coordinateur financier du groupe parlementaire socialiste, M. Carlos Navarro. M. Guillermo Galeote, responsable des finances du PSOE et l'un de ses dirigeants les plus en vue, a également présenté sa démission, laquelle n'a pas été acceptée.

MADRID

de notre correspondant

Les révélations ont débuté à la fin du mois de mai lorsque deux quotidiens, *El Mundo* de Madrid et *El Periódico de Catalunya* de Barcelone, ont publié un étonnant dossier sur les activités apparentement très lucratives de deux petites sociétés de consultants, Time Export et Fileas. Un comptable de ces entreprises, licencié après un désaccord avec ses employeurs, était à l'origine de ces informations.

Les deux petites sociétés, parfaitement inconnues dans le milieu, n'en ont pas moins réalisé, au vu de ce dossier, de fructueuses activités. Ainsi, Time Export a touché durant la seule année 1989 la somme de 618 millions de pesetas (34 millions de francs) pour des « études » réalisées pour de prestigieux clients comme la compagnie pétrolière CEPESA, qui a payé au total, en un an, 244 millions de pesetas pour des recherches portant notamment sur « l'évolution pétrochimique dans la Communauté ». Des établissements financiers privés aussi importants que la Banque centrale et la Ban-

que de Bilbao-Viscaya (84 millions de pesetas chacune), figurent parmi les clients de Time Export ou encore la grande société de construction Focsa.

Comment deux modestes sociétés comptant à peine une demi-douzaine d'employés ont-elles pu éblouer, dans les domaines aussi divers, autant d'« études » aussi bien rémunérées ? Une question d'autant plus troublante qu'aucune trace n'a jamais été retrouvée desdites études mais qui commencent à trouver une réponse lorsque l'on examine les dépenses des deux sociétés, tout aussi surprenantes que les rentrées. Parmi les bénéficiaires de leurs débours figurent en effet précisément les principaux créanciers du PSOE.

Ainsi, la société El Viso, qui avait réalisé en 1989 la campagne des socialistes pour les législatives, a reçu la même année plusieurs paiements de Fileas pour un total de 267 millions de pesetas, destinés notamment à rétribuer une mystérieuse « réalisation d'une stratégie de la communication ».

Prudence de l'opposition

De même pour Hauser y Menet, l'entreprise qui avait fourni au PSOE tout le matériel écrit pour sa campagne, et qui allait recevoir peu après 55 millions de pesetas de Fileas. Ou pour la société Mabuse S.A., qui avait collaboré dans le domaine audiovisuel à la campagne électorale socialiste, et qui allait recevoir ensuite de Time Export et Fileas 43 millions de pesetas.

De là à subodorer une vaste opération destinée à masquer les dons remis par différents entrepreneurs privés au PSOE, permettant au parti de dépasser largement les limites légales établies en la matière, il n'y a qu'un pas que l'identité des deux seuls action-

naires actuels de Fileas et Time Export ne pouvait qu'inciter à franchir. Il s'agit de M. Alberto Flores, frère de la responsable des relations internationales du PSOE, M^{me} Elena Flores, et de M. Luis Olivero, oncle de M. Carlos Navarro. Ce dernier fut d'ailleurs propriétaire des deux sociétés entre 1987 et 1988, avec M. Josep Maria Sala, dirigeant du parti en Catalogne.

Le dossier était lourd et les socialistes ont d'abord paru sous-estimer l'impact de l'affaire. Ainsi, ils se sont refusés dans un premier temps à laisser M. Navarro s'expliquer devant une commission parlementaire, et se sont contentés d'affirmer qu'ils s'en remettaient au verdict de la Cour des comptes qui n'a cependant pas de compétence pour enquêter sur les sociétés privées. Depuis, les révélations sur le scandale se sont multipliées, contraignant le PSOE - malgré la prudence de l'opposition, peu désireuse de lancer un débat national sur l'épineuse question du financement des partis - à prendre l'affaire plus au sérieux.

Ainsi, en annonçant la démission de M. Navarro, le numéro trois socialiste, M. José María Benegas, a réaffirmé l'innocence de son parti et souligné que le PSOE n'a jamais entretenu de relations commerciales avec Time Export et Fileas - ce qui n'est d'ailleurs nullement contradictoire avec les accusations lancées par la presse, - et que la Cour des comptes n'a jamais rien découvert d'illégal dans le financement du parti. Le PSOE avait déjà durement été affecté par l'interminable scandale dans lequel est impliqué M. Juan Guerra, le frère du vice-président du gouvernement, accusé de trafic d'influence.

THIERRY MALINIAC

Le rêve de l'âge d'or

BERLIN

de notre correspondant

En 1987, Berlin fêtait son 750^e anniversaire. La ville était encore coupée en deux par ce Mur érigé en 1961 par les Allemands de l'Est. Dans la nuit du 9 novembre 1989, ce mur est tombé, préfigurant la chute du régime communiste est-allemand et la réunification du 3 octobre 1990. L'accord de réunification conclu entre la RFA et l'ex-RDA prévoyait que la ville, soumise depuis la guerre à un statut d'occupation par les Alliés, retrouverait son statut de capitale de l'Allemagne.

Avec 3,4 millions d'habitants, Berlin est moins peuplée qu'avant la guerre. Sans avoir la taille des mégapoles que sont Paris, Londres ou Moscou, elle est la plus grande ville du pays, devant Hambourg et Munich. La plus importante aussi « au milieu de l'Europe ». Située à 80 kilomètres de la frontière polonaise, elle nourrit l'espoir de devenir une plaque tournante entre l'est et l'ouest du continent.

L'existence de Berlin commence réellement en 1307, avec la fusion de deux petites villes peuplées de Slaves, Berlin et Kölln. Elle ne connaîtra un véritable essor que plusieurs siècles plus tard - d'abord comme capitale de la Prusse puis surtout comme capitale du Reich allemand. Associée au meilleur et au pire, elle symbolise à la fois le millénisme allemand, prussien, puis nazi, mais aussi la production intellectuelle des années 20, les années d'or.

Paris et Londres, capitales de royaumes centralisés très tôt, brillent déjà de leur splendeur quand Berlin socle au statut de capitale royale à part entière, avec l'accession des Hohenzollern à la dignité royale comme rois « en Prusse » en 1700. La ville est alors fortement influencée par les huguenots chassés de France par la révocation de l'édit de Nantes (1685). La ville ne dépasse les 100 000 habitants qu'en 1747, sous le règne de Frédéric le Grand. Mais il faudra attendre le début du XIX^e siècle, quand la Prusse devient une puissance européenne à part entière, au temps des guerres de Napoléon, pour voir la ville commencer à se développer. Le tournant décisif est le Zollverein de 1834, l'union douanière qui précède l'unification allemande. Les premiers chemins de fer arrivent, l'industrialisation bat son plein : de 200 000 habitants en 1823, la ville passe à 130 000 en 1866 lorsqu'elle devient la capitale du Reich. A la veille de la grande guerre, Berlin compte 3,7 millions d'habitants.

En 1918, la chute de l'Empire inaugure une période agitée. La révolution socialiste est repoussée dans le sang à Berlin par la première République allemande, dont le Parlement a préféré aller se constituer dans la petite ville de Weimar. Mais les années qui suivent voient Berlin profiter d'un bouillonnement intellectuel qui n'a son pareil nulle part ailleurs. C'est l'âge d'or. Cette période s'achève brutalement et tragiquement sous les bootes des nazis en 1933. Berlin sort asséchée de la guerre. Le centre n'est plus qu'un amas de ruines que se partagent les vainqueurs. La ville est divisée entre le secteur soviétique à l'est, les trois secteurs occidentaux qui forment une enclave dans la zone d'occupation soviétique à l'ouest. Le blocus de Berlin-Ouest, en 1948, marque le début de la guerre froide. Pendant un an, la ville sera ravitaillée par un pont aérien.

En 1961, c'est la construction du mur : les deux parties de la ville connaissent alors un développement complètement séparé, que l'on s'efforce aujourd'hui de surmonter. A la création des deux États allemands en 1949, la RDA, qui revendiquait Berlin pour elle toute seule, avait proclamé unilatéralement la partie orientale de la ville comme sa capitale.

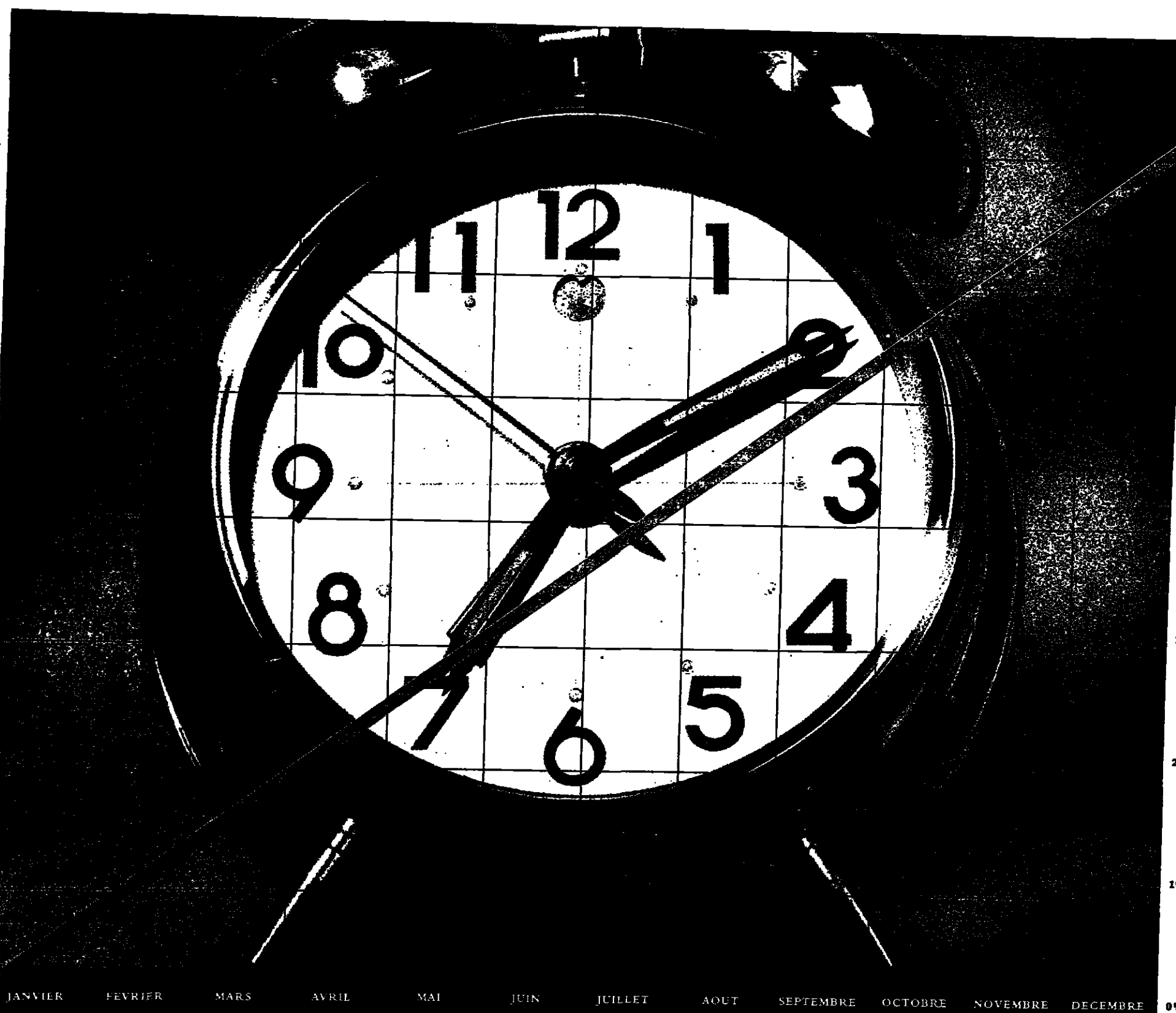
HENRI DE BRESSON

UN
QUI SE RÉ
AV
CELA
TANT PIS



AGF LIBRARY

UN COMPTE-CHÈQUE QUI SE RÉVEILLE TOUS LES MATINS AVEC DES INTÉRÊTS, CELA VA FAIRE DU BRUIT. TANT PIS POUR CEUX QUI DORMENT.



Être l'assureur de demain, c'est faire progresser l'épargne des français.

Aujourd'hui, les AGF anticipent et créent AGF Finance, une gamme de produits d'épargne et de placement.

Dans ce cadre, elles lancent le

compte AGF Libractif, un compte-chèque qui rapporte 7%, avec des intérêts qui sont réactualisés chaque nuit.

Vous versez 30.000 F au départ.

Vous disposez d'un compte-chèque alliant la simplicité des retraits et

la liberté des dépôts. Et ce compte-chèque est aussi un produit d'épargne performant.

Pour en savoir plus, rencontrez votre conseiller AGF ou tapez 36.15 AGF Libractif.



avec vous

AGF LIBRACTIF, LE COMPTE-CHÈQUE QUI RAPPORTE 7%*

* Taux annualisé constaté au 1^{er} juin 91.

AFRIQUE

La préparation du référendum au Sahara occidental

Rabat s'efforce de briser la méfiance du Front Polisario

Le compte à rebours a commencé : l'ONU s'est donnée, à la mi-mai, un maximum de 36 semaines pour organiser un référendum d'autodétermination au Sahara occidental, dont Hassan II avait lancé l'idée, en 1981, à Nairobi. Dans cette perspective, le Front Polisario vient de réunir, près de Tindouf, à la frontière algéro-marocaine, son huitième congrès afin de « définir les contours et les formes d'organisation du futur Etat sahraoui ». Les deux mille congressistes ont adopté un projet de Constitution « démocratique et pluraliste » qui sera soumis à référendum « dans la période post-indépendance ». Le Front Polisario, qui a réélu M. Mohammed Abdelaziz au poste de secrétaire général, a rendu publique une « lettre ouverte » adressée à Hassan II, dans laquelle il s'engage à « entretenir des relations d'amitié et de bon voisinage » avec le Maroc, une fois acquise l'indépendance du Sahara occidental.

RABAT

de notre envoyé spécial

Omar Hadrami a du pain sur la planche pour les mois à venir. Ce transfuge du Front Polisario, dont il fut, en 1969, l'un des fondateurs et auquel il faussa compagnie vingt ans plus tard, n'est pas, aujourd'hui, l'un des hommes-clés sur lesquels compte Hassan II pour négocier l'avenir de ses « provinces sahariennes » ?

Proche collaborateur du ministre de l'intérieur, il affiche une tranquille assurance. « Le Maroc est chez lui au Sahara occidental », explique-t-il. « Nous ne sommes pas assis sur des bâtonnets. » Et d'avertir ceux d'en face « qu'ils n'ont plus le choix, que mieux vaut pour eux discuter avant qu'il y ait le référendum », dont il devine les résultats.

L'idéal, il en convient, serait, en effet, pour le Maroc d'aller au référendum main dans la main, dans l'amitié retrouvée avec le Front Polisario. Manière, selon lui, d'éviter l'amertume des vaincus. Mieux encore : un accord préalable donnerait à la consultation des allures d'un accord convoité de plébiscite, qui confirmerait Hassan II dans son rôle de « réunificateur ». Trop beau pour y croire.

Dans ce scénario, l'Algérie, qui a porté la République sahraoui sur les fonts baptismaux, aurait sa part à jouer. « Elle voit les intérêts du Front Polisario mieux qu'il ne les voit lui-même », note M. Hadrami. Mais, hélas, les Algériens sont, à l'en croire, des « gens indécis ». La réponse, fin mai, à Oran, du souverain chérifien et du président Chadli Bendjedid, dont rien n'a filtré, s'inscrivait-elle dans le cadre de ces royales manigances ?

Pour briser la méfiance du Front Polisario, lui sauver la face, on peut tout imaginer, dit-on à Rabat : une certaine autonomie pour les provinces sahariennes, une affectation sur place du produit des phosphates locaux, des postes et des honneurs pour les « jourroyés ». Tout imaginer certes, sauf le drapeau et le timbre. Déjà, Hassan II vient d'accorder son pardon à quelque deux cents prisonniers sahraouis plutôt que de se le voir imposer par l'ONU. De nouveaux contacts directs avec les

rebelles de Tindouf – une première rencontre avait eu lieu, en janvier 1989, à Marrakech – ne lui déplairaient pas. Il les rechercherait même.

Si le roi du Maroc paraît si soucieux de ne pas aller, les yeux fermés, au référendum, c'est que, de l'avis de nombreux observateurs, la partie est serrée et l'issue incertaine. Hassan II ne peut prendre le moindre risque en la matière, ne serait-ce que celui d'une victoire sur le fil du rasoir. Le corps électoral est si maigre – autour de cinquante mille électeurs – qu'un léger déplacement de voix suffirait pour créer la bonne ou la mauvaise surprise.

« Nous serons intraitables »

Pour conjurer le mauvais sort, Hassan II s'en est allé, en grande pompe, à la mi-mai – au moment où l'ONU votait le budget de l'opération référendaire – visiter les « provinces sahariennes » et rappeler aux populations locales « la permanence des liens d'allégeance qui les unissent au trône alaouite ». Un bon millier de camions et de cars avaient transporté, de Casablanca et d'ailleurs, des sujets de Sa Majesté pour y renforcer la « claque ».

Détail vestimentaire qui avait alors intrigué plus d'un Marocain : le roi s'était couvert le chef d'une sorte de turban indien, à la manière d'un maharaja...

Les partis d'opposition, qui continuent de juger le référendum « dépassé », disent tout haut ce que beaucoup pensent tout bas, même dans les cercles officiels. « Il est impensable de considérer, une seule seconde, le détachement de nos provinces sahariennes », insiste M. Mohammed Boucetta, secrétaire général de l'istiglal, qui promet, cependant, de « mobiliser [ses

troupe] autour du roi ». Apparemment plus combatif, Mr Abderrahim Bousbid, premier secrétaire de l'Union socialiste des forces populaires (USFP), promet de « ne pas rendre la tâche facile aux représentants de l'ONU ».

Même si, pour délimiter les contours du corps électoral, les deux parties ont accepté de prendre comme base de calcul le recensement espagnol de 1974, tout le monde reconnaît qu'il y a encore un « gros problème » d'identification des futurs votants, sur la liste desquels on souhaiterait voir figurer les milliers de nomades qui ont fui le Sahara occidental, notamment vers le Maroc, en 1958, au moment de l'opération « Ecouvillon », conduite par l'armée française. « Nous serons, sur ce sujet-là, intraitables », assure M. Bousbid.

Beaucoup de Marocains ne perdent pas espoir que le processus mis en place par l'ONU finisse par dérapage. Ils constatent, pour s'en réjouir, que les Nations Unies n'ont encore débouqué que 57 % des crédits alloués à l'opération référendaire (193 millions de dollars), que le rapatriement des Sahraouis est financé par des contributions volontaires (10 millions de dollars sur 34,5 ont, à ce jour, été promis) et qu'en tout état de cause, le dispositif de l'ONU (quelque 2 700 hommes) est si léger qu'il ne pourra pas se passer de leurs services.

Reste à savoir ce que Hassan II a en tête pour tourner définitivement la situation à son avantage. La Marche verte, en novembre 1975, avait été, de sa part, un petit coup de génie. Connaissant sa roquerie, ses sujets l'imaginaient mal se faisant l'avocat d'une politique au fil de l'eau...

JACQUES DE BARRIN

ALGERIE : une personne tuée par les forces de l'ordre dans la banlieue d'Alger. Un communiqué des autorités militaires chargées de l'état de siège a indiqué qu'une personne a été tuée et une autre blessée par les forces de l'ordre, dans la nuit du mercredi 19 au jeudi 20 juin, à Ain Benian, dans la banlieue nord d'Alger. Selon le communiqué, les forces de l'ordre ont ouvert le feu sur un véhicule où se trouvaient deux personnes « en état d'ivresse » qui avaient « refusé d'obtempérer à un barrage de police ». — (AFP)

Suspension du couvre-feu pour la fête du sacrifice. — Le couvre-feu sera suspendu du vendredi 21 au samedi 22 juin, à l'occasion de la Fête du sacrifice (Aïd el Adha), ont annoncé les autorités militaires qui ont précisé qu'il sera rétabli la nuit à partir de 23 heures et maintenu « jusqu'à nouvel ordre ». Il avait été instauré, le 6 juin, au lendemain de la proclamation de l'état de siège, pour faire face à l'agitation islamiste. — (AFP)

COTE-D'IVOIRE : dissolution du syndicat autonome étudiant. — Le secrétaire général de la Fédération étudiante et scolaire de Côte-d'Ivoire (FESCI), M. Martial Ahiyeud, a « réjeté », jeudi 20 juin, la décision gouvernementale de dissoudre ce syndicat autonome, proche de l'opposition. Le premier ministre avait indiqué que des poursuites judiciaires seraient engagées contre les auteurs dulynchage d'un étudiant, lundi, sur le campus d'Abidjan, il avait précisé que les membres du bureau de la FESCI seraient poursuivis pour « incitation au meurtre ». Jeudi matin, près de dix mille manifestants ont défilé, à Abidjan, à l'appel du Front populaire ivoirien, le principal parti d'opposition, pour réclamer la démission du gouvernement. — (AFP)

GHANA : amnistie pour les exilés politiques. Le Mouvement pour la liberté et la justice a qualifié, jeudi 20 juin à Accra, d'« inacceptable » une amnistie générale décrétée, la veille, par le gouvernement en faveur des exilés politiques. Selon ce parti d'opposition, cette amnistie n'est que partielle puisqu'elle ne concerne pas les personnes accusées de « subversion ». — (AFP)

ZAIRE : réunion d'une conférence nationale, le 10 juillet. — La conférence nationale dont la réunion a été décidée par décret présidentiel, doit, en principe, s'ouvrir le 10 juillet, à l'annonce, mercredi 19 juin, le premier ministre, M. Mulumba Lukoji. Cette conférence « sera souveraine et ses décisions seront exécutoires », a-t-il rappelé. Elle devra, selon lui, permettre « à la nation zairoise tout entière de procéder à une autocritique constructive de la société, d'un esprit de tolérance et de pardon pour déboucher sur une véritable réconciliation nationale ». — (AFP)

PROCHE-ORIENT

IRAK : pour assurer la protection des Kurdes

Les alliés souhaiteraient installer une force d'intervention en Turquie

Les forces alliées ont demandé à Ankara l'autorisation d'installer en Turquie une force d'intervention rapide destinée à protéger les Kurdes d'Irak contre une éventuelle attaque de l'armée irakienne, a-t-on appris, jeudi 20 juin, de source proche du ministère turc des affaires étrangères. Le gouvernement d'Ankara « acceptera très probablement » cette demande « actuellement à l'étude », a-t-on ajouté, que « pour éviter la répétition de la tragédie des réfugiés kurdes d'Irak », les autorités turques collaboreront « pleinement avec les forces alliées ». Le gouvernement d'Ankara craint en effet que les réfugiés qui sont restés chez eux ne repassent les montagnes après le départ des alliés du nord de l'Irak, comme l'ont laissé entendre des dirigeants Kurdes.

De leur côté, les Etats-Unis « partagent les préoccupations » de leurs alliés européens concernant d'éventuelles représailles irakiennes contre les Kurdes après le départ des forces de la coalition, a indiqué jeudi M. Pete Williams, porte-parole du Pentagone. M. Williams s'est toutefois refusé à commenter les informations selon lesquelles

les forces alliées auraient demandé à la Turquie l'autorisation de mettre en place dans ce pays une force d'intervention rapide.

D'autre part, alors que Français et Britanniques essaient de convaincre les Américains de ne pas envisager de retrait militaire avant que les Kurdes ne bénéficient de garanties de sécurité, le département de la défense à Washington a démenti, jeudi, un article du journal britannique *The Independent* selon lequel l'armée américaine aurait « gelé » son départ du Kurdistan irakien. — (AFP, Reuters)

L'Australie vend 100 000 tonnes de blé à Bagdad. — L'Australie a signé, vendredi 21 juin, un contrat portant sur la livraison de 100 000 tonnes de blé à l'Irak. C'est le premier pays à reprendre les ventes de céréales à Bagdad depuis le début de la crise du Golfe et l'entrée en vigueur de l'embargo des Nations unies contre l'Irak, a indiqué M. Clinton Condon, président du directoire australien du blé. L'ONU a récemment autorisé la reprise des livraisons de produits alimentaires. — (Reuters)

KOWEIT

Vingt-neuf personnes ont déjà été condamnées à mort

Huit personnes, dont deux Palestiniens, ont été condamnées à mort, jeudi 20 juin, à Koweït dans le cadre des procès des personnes accusées de collaboration sous l'occupation irakienne (nos dernières éditions du 21 juin). Les Palestiniens – deux frères, Maamoun et Ayman Massoud – appartiennent au Front de lutte populaire palestinien, une organisation membre de l'OLP et basée à Damas. Cela porte à vingt-neuf le nombre de personnes condamnées à mort parmi les deux cents cas soumis au tribunal d'exception depuis le 19 mai.

Tandis que Paris est intervenu

auprès des autorités koweïtiennes pour « soulager » des mesures de grâce, le département d'Etat américain s'est de nouveau refusé jeudi à commenter spécifiquement les dernières condamnations à mort prononcées au Koweït, tout en assurant avoir fait certaines recommandations aux autorités koweïtiennes. « Nous avons souligné à plusieurs reprises auprès du gouvernement du Koweït (...) l'importance du respect des droits de l'homme et des principes de justice », a déclaré le porte-parole du département d'Etat, M. Richard Boucher. — (AFP, Reuters)

En dépit des menaces

Le pèlerinage de La Mecque est rentré dans l'ordre saoudien

Près de deux millions de musulmans devaient se réunir, vendredi 21 juin, sur le mont Arafat, à quelques kilomètres de La Mecque, dernière étape du grand pèlerinage annuel, avant de célébrer, samedi, l'Aïd el Adha (Fête du sacrifice).

NICOSIE

de notre correspondant au Proche-Orient

Trois mois après la fin de la guerre du Golfe et alors que les troupes américaines n'ont pas fini d'évacuer l'Arabie saoudite, cette affluence est déjà un succès pour le royaume wahabite. Les appels au boycott du pèlerinage, lancés pendant la crise aussi bien à Bagdad qu'à Amman ou Alger, n'ont pas eu de suites. Au contraire, la crise, en favorisant l'approchement entre Ryad et Téhéran, a permis le retour des pèlerins iraniens, après trois ans d'absence.

Au nombre de 117 063, très sur le volet par l'Iran – qui avait donné de sérieuses garanties de sécurité à l'Arabie saoudite (le Monde du 7 juin) –, ces pèlerins ont même pu crier leur « aversion des athées et des mécréants », lançant des slogans contre « l'impérialisme, l'Amérique et Israël ». Au cours de ce rassemblement, auquel a assisté le chef de la diplomatie iranienne, M. Ali Akbar Velayati, l'holocauste Reyhahri a lu un message du « Guide de la République islamique », l'ayatollah Khamenei, mettant en garde contre « des compromis avec Israël » sur la Palestine et déplorant « l'état chaotique du monde islamique et la dépendance croissante des Etats de la région envers les Etats-Unis ».

Résultat d'un compromis – Ryad ne voulait pas de manifestations de rue, mais Téhéran, qui doit tenir compte de ses « durs », souhaitait une forme quelconque de démonstration politique, ce rassemblement a eu lieu sans aucun incident, ce qui contribuera à développer le nouveau climat de confiance entre les deux pays, Ryad faisant du bon comportement des Iraniens un test majeur. Rameurant, mercredi, le gouverne-

ment saoudien pour sa « coopération », le premier vice-ministre des affaires étrangères iranien, M. Becharati, a d'ailleurs appelé au « renforcement de la coopération économique et commerciale » entre les deux pays. Outre le retour des Iraniens, 400 pèlerins irakiens (sur un quota normal de 18 000) ont fait le déplacement par voie terrestre, la frontière entre l'Irak et l'Arabie saoudite ayant été « provisoirement ouverte ». Selon des sources arabes, un arrangement à ce sujet aurait été négocié entre Ryad et Bagdad par l'intermédiaire de la délégation jordanienne, venue dans le royaume pour organiser le pèlerinage de ses compatriotes.

Et même des pèlerins irakiens...

A la suite de l'appel à la réconciliation lancé, en avril dernier, par le premier ministre irakien, M. Saddam Hammad – qui avait regretté qu'« aucun signe positif en ce sens ne soit venu d'Arabie saoudite ou d'Egypte » –, la presse irakienne avait mis fin à ses très violentes attaques contre le royaume. En envoyant des pèlerins à La Mecque, l'Irak tente sans doute, une nouvelle fois, de reprendre langue avec les Saoudiens.

Autre signe des temps : plus de 4 700 musulmans soviétiques et 180 Albanais effectuent le pèlerinage, à l'invitation du roi Fahd. Moscou et Ryad ont rétabli leurs relations diplomatiques en mars dernier, après une rupture de plus d'un demi-siècle, et le sort des quelque 50 millions de musulmans soviétiques est suivi de très près à Ryad. D'après le ministre saoudien des biens religieux, M. Abdel Washeb, l'Arabie saoudite « prendra en charge l'équipement de toutes les mosquées d'URSS en tapis et en haut-parleurs, en plus de l'envoi de cent mille exemplaires du Coran ». Le pèlerinage s'étant déroulé, pour l'instant, sans problème majeur, l'Arabie saoudite a fait la preuve que son appel aux troupes étrangères, si souvent dénoncé comme « sacrilège », n'est pas, en fin de compte, gravement remis en cause son rôle de gardien des Lieux saints.

FRANÇOISE CHIPAUX

MAROC : réfugié politique en France

M. Diouri a été expulsé vers le Gabon

A qui appartient le Maroc ? Pour avoir tenté de répondre à cette question qui n'est, somme toute, pas sans intérêt, dans un livre à paraître à la rentrée aux éditions L'Harmattan, M. Abdelmoumen Diouri, un opposant marocain notoire, a été expulsé de France, jeudi 20 juin, dans le cadre de la « procédure d'urgence absolue », alors que selon M. Mondard Oussellid, son avocat, il était titulaire d'une carte de réfugié, valable jusqu'en juillet 1995.

Ancien compagnon de route de Mehdi Ben Barka, le dirigeant de l'opposition marocaine enlevé en plein Paris en 1965 et vraisemblablement assassiné, M. Diouri a été embarqué, d'autorité, à bord d'un vol régulier d'Air Gabon, en compagnie de deux « anges gardiens », à destination de Libreville où il est arrivé, vendredi matin à l'aube. Il y a été accueilli par des policiers locaux qui lui ont interdit toute déclaration. Son avocat s'est dit « angoissé » par les risques que, selon lui, pèsent sur la sécurité de son client, en raison des « liens étroits » entre le président Omar Bongo et le roi du Maroc.

L'arrêt d'expulsion indique que « malgré les mises en garde qui lui ont été adressées, [M. Diouri] a développé, sur le sol français, des

activités de nature à nuire aux intérêts nationaux ». On se contente d'ajouter, au ministère de l'intérieur, que ce réfugié politique, qui vit en France depuis juin 1974, était « en contact avec des autorités libyennes et irakiennes ».

Première à réagir parmi beaucoup d'autres organisations humanitaires françaises et marocaines, la Fondation France-Liberté, présidée par M. Danielle Mitterrand, « interroge », dans un communiqué, sur cette expulsion.

« Des pressions imaginables »

M. Diouri, cinquante-trois ans, aurait confié à ses proches qu'il faisait l'objet de « pressions imaginables » pour le dissuader de publier en France cet ouvrage que son avocat qualifie d'« explosif ». Il démentirait un « lien exhaustif » des domaines royaux au Maroc et évoquerait les activités de l'Organisation nord-africain, principal groupe privé marocain, dirigé par des proches du souverain chérifien. Déjà, en 1987, cet opposant avait publié, aux éditions L'Harmattan, un livre, intitulé *Réalités marocaines : la dynastie alaouite, de l'usurpation à l'impasse*, dans la conclusion duquel il appelait ses

compatriotes à « combattre contre le régime qui les écrase ».

L'été dernier, la publication, aux éditions Gallimard, d'un pamphlet de Gilles Perrault, *Notre ami, le Roi*, qui dénonçait, avec force détails, les violations flagrantes des droits de l'homme dans le royaume chérifien, avait jeté un sérieux froid dans les relations entre Paris et Rabat. Cette polémique avait conduit à l'annulation, par Hassan II, de l'exposition « Les temps du Maroc », qui devait avoir lieu en France. M. Roland Dumas avait dû se rendre, à l'autome, auprès du souverain, pour apaiser sa colère. Et les rapports entre les deux pays semblaient avoir repris leur cours normal.

En expulsant, pour raison d'Etat, au mépris du droit, l'auteur d'un nouveau brûlot, le gouvernement français a voulu protéger ses relations avec le Maroc, faire un geste de bonne volonté en direction de Hassan II. La visite qu'il rendra, la semaine dernière, à Paris, M. Driss Bassri, ministre marocain de l'intérieur et homme de confiance du roi, à son homologue français, n'était probablement pas une simple visite de courtoisie...

J. de B.

OCÉAN INDIEN

MADAGASCAR : devant la montée de la contestation populaire

Le président Ratsiraka a reçu les représentants des Eglises chrétiennes

Le président Didier Ratsiraka a reçu, jeudi 20 juin, les dirigeants du Conseil des églises chrétiennes de Madagascar (FFKM), qui lui ont remis le cahier de doléances du Comité des forces vives. Ce comité, coalition de mouvements d'opposition, exige la démission du gouvernement du colonel Victor Ramahatra, la dissolution de l'Assemblée nationale populaire et des principales institutions (Haute Cour constitutionnelle, Conseil suprême de la Révolution et Conseil militaire pour le développement).

Le FFKM, qui joue un rôle politique et moral de premier plan, avait demandé audience à cinq reprises, au chef de l'Etat, avant d'obtenir satisfaction. Sa délégation

était composée du cardinal Victor Razafimahatratra (catholique), du pasteur Joseph Ramambisoa (protestant), du révérend Rabenirina (anglican) et du Révérend Rabenirainy (luthérien).

L'un des responsables de l'opposition, le pasteur Richard Andriananjato, chef de l'AKFM-Renouveau, avait annoncé, jeudi matin, lors d'une nouvelle grande manifestation dans la capitale, la création d'un « gouvernement provisoire », chargé d'élaborer une nouvelle constitution et d'organiser des élections libres. Il avait précisé que la composition de ce gouvernement serait rendue publique vendredi.

Le premier ministre pourrait être M. Franck Ravony, gen-

dre de l'ancien président de la République malgache, M. Philibert Tsiranana, et numéro deux du MFM, ancien parti marxiste devenu libéral. M. Ravony a récemment élaboré, en concertation avec d'autres juristes, un projet de constitution qui permettrait au président Ratsiraka, réélu en mars 1989, de finir son septennat, mais conférerait au premier ministre un véritable statut de chef de gouvernement, responsable devant l'Assemblée.

Jusqu'alors les manifestations antigouvernementales, dans la capitale et en province, avaient eu lieu sans incident. Mais, à Fianarantsoa, jeudi après-midi, quatre manifestants ont été blessés par les forces de l'ordre. — (AFP)

AMÉRIQUE

Le gouvernement Gavri calmer l'irritation

Le gouvernement Gavri calmer l'irritation

Le gouvernement Gavri calmer l'irritation

Le gouvernement Gavri calmer l'irritation

Le gouvernement Gavri calmer l'irritation

Le gouvernement Gavri calmer l'irritation

Le gouvernement Gavri calmer l'irritation

Le gouvernement Gavri calmer l'irritation

Le gouvernement Gavri calmer l'irritation

مكتبة الأمل

PROCHES ORIENT

Les alliés... une force...

AMÉRIQUES

COLOMBIE : après la reddition de Pablo Escobar

Le gouvernement Gaviria va devoir calmer l'irritation américaine

Les Etats-Unis, tout en se félicitant, jeudi 20 juin, de la reddition de Pablo Escobar, chef du cartel de Medellín, n'ont pas caché leur irritation en déplorant l'interdiction d'extrader des citoyens colombiens, votée par l'Assemblée constituante à Bogotá. « Le monde entier regarde du côté de la justice colombienne et toute irrégularité sera connue », a déclaré jeudi le « tsar » américain antidrogue, M. Bob Martinez à la chaîne ABC avant d'ajouter : « nous voulons savoir si la sentence [de Pablo Escobar] sera conforme à son crime et dans quelle condition il la purgera ». De son côté, le directeur de la DEA (Drug Enforcement Administration), Robert Bonner a déclaré : « l'incarcération de Pablo Escobar est une bonne chose, mais ce qui importe le plus c'est que justice soit faite ».

MEDELLIN

de notre envoyé spécial

« La paix à tout prix ». Le gouvernement Gaviria résume avec agacement ce slogan de la presse nord-américaine, qui critique les concessions jugées « excessives » accordées aux trafiquants de drogue disposés à se rendre à la justice colombienne. « Tout ce que nous voulons, répète M. Gaviria, c'est en finir avec le narco-terrorisme... » Il estime, non sans raison, que son pays a, depuis deux ans, très largement contribué, en payant notamment le prix du sang, à la

lutte internationale contre le trafic des stupéfiants.

La paix à tout prix ? La formule est sans doute brutale, mais elle reflète le sentiment très majoritaire de la population. Selon un sondage, 82 % des Colombiens accepteraient qu'un extradé (membre du bras armé du cartel de Medellín) soit même nommé ministre si c'était « le prix à payer pour la paix ». Pour le même motif, 50 % d'entre eux ne verraient pas d'inconvénient à la candidature d'un collaborateur de Pablo Escobar aux élections législatives du 27 octobre prochain. Enfin, 80 % sont aujourd'hui résolument hostiles à l'extradition éventuelle aux Etats-Unis de « leurs » trafiquants et se réjouissent de la décision de l'Assemblée constituante qui, mercredi 19 juin, a inscrit dans le texte de la nouvelle Constitution l'interdiction d'extrader des ressortissants colombiens.

Susceptibilité nationale

En fait, l'opinion a basculé. L'extradition n'a jamais été très populaire ici. Mais on se résignait, au plus fort de la vague terroriste, à une mesure blessant la susceptibilité nationale. L'assassinat, le 30 avril 1984, du ministre de la justice, Lara Bonilla, partisan de la manière forte avec les narco-trafiquants, avait fait descendre dans les rues de Bogotá des centaines de milliers de Colombiens indignés.

La campagne de terreur déclenchée par le cartel de Medellín en juillet 1989 avec l'assassinat de Luis Carlos Galán, candidat libéral à la présidence, a permis finalement aux « narcos » de négocier « de pouvoir à pouvoir » avec les autorités. En finir avec les attentats aveugles est devenu la première préoccupation de tous. « Les

« narcos », dit le journaliste Jorge Child, de l'« Espectador », ont réussi à terroriser la société avec leur audace criminelle ».

En votant contre l'extradition, l'Assemblée constituante a donc répondu à un vœu largement partagé dans le pays. Le gouvernement n'a pas formellement souhaité que la Constituante aille aussi loin. D'autant que la façon dont se sont déroulés les « pourparlers » avec les avocats de Pablo Escobar, et les doutes colombiens à l'égard de la justice américaine, suscitent une irritation croissante aux Etats-Unis.

Le Washington Post avait donné le ton la semaine dernière en apostrophant vertement le gouvernement de Bogotá : « Ce serait un scandale s'il acceptait de composer avec Escobar en échange de sa reddition et de la confession d'un seul crime. Aucune concession ne doit lui être accordée. Il doit être extradé et jugé pour ses crimes commis aux Etats-Unis ».

M. Martinez, le nouveau patron de la lutte antidrogue aux Etats-Unis, qui vient d'effectuer une tournée des pays « producteurs » d'Amérique du Sud, avait même été assez clair lors de son passage à Bogotá. Certes la Colombie a intercepté « de grandes quantités de cocaïne », mais, avait-il ajouté, le « tsar » antidrogue « n'a pas été préoccupé par les initiatives de la Constituante en ce qui concerne l'extradition et le pardon accordé aux trafiquants. Je crois personnellement, et je le dis ici, que l'extradition reste un outil valable qui permet d'installer un système pénal de nature à mettre en échec les manœuvres des trafiquants pour se moquer de la justice ».

MARCEL NIEDERGANG

ÉTATS-UNIS

Nouvelles révélations sur la libération des anciens otages américains de Téhéran

La polémique sur la libération des anciens otages américains de Téhéran et le rôle joué dans cette affaire par l'équipe électorale de Ronald Reagan durant la campagne présidentielle de 1980, vient de connaître un nouveau rebondissement.

M. William Casey, qui était alors le directeur de campagne du candidat Reagan, aurait demandé en 1980 à des émissaires du gouvernement iranien rencontrés à Madrid de retarder la libération des cinquante-deux otages américains alors retenus à Téhéran, selon les déclarations d'un trafiquant d'armes iranien, révélées jeudi 20 juin par une enquête commune du Financial Times et de la chaîne de télévision ABC.

Selon ce trafiquant, M. Jamschid Hashemi, M. Casey aurait rencontré les émissaires officiels du gouvernement iranien en juillet et en août 1980 dans la capitale espagnole. M. Hashemi a prétendu avoir servi d'interprète

durant ces rencontres avec son frère Cyrus, décédé depuis.

Des rumeurs persistantes aux Etats-Unis font état d'un accord secret conclu en 1980 par les Républicains avec l'Iran pour retarder jusqu'à l'élection présidentielle américaine la libération de cinquante-deux américains retenus pendant plus d'un an dans la capitale iranienne.

Selon M. Hashemi, lors de la première rencontre en juillet, M. Casey aurait demandé à ses interlocuteurs, un religieux nommé Mehdi Kharoubi et son frère Hassan, si « les otages ne seraient libérés qu'après l'élection ». Les Iraniens auraient répondu qu'ils avaient besoin d'un délai pour obtenir la confirmation de cette libération par l'ayatollah Khomeiny.

M. Casey aurait alors indiqué qu'en échange d'une libération tardive, les Républicains « dégoteraient » les avoirs iraniens aux Etats-Unis et leveraient l'embargo frappant des cargaisons

d'armes à destination de l'Iran.

Lors de la rencontre d'août, M. Mehdi Kharoubi aurait affirmé à M. Casey que l'Iran fera « un geste de bonne volonté en libérant les otages le jour où le président élu Ronald Reagan prêterait serment ».

Les otages américains ont été libérés quelques minutes après que M. Reagan eut pris ses fonctions, le 20 janvier 1981. Toutefois, selon le témoignage de M. Jamschid Hashemi, son frère Cyrus a effectué entre août 1980 et janvier 1981 quatre voyages entre les ports iraniens d'Elilat et iranien de Bandar-Abbas avec un navire-cargo chargé d'armes.

ABC a par ailleurs indiqué qu'en enquêtant à Madrid, elle avait retrouvé les noms de Jamschid et Cyrus Hashemi sur les registres de juillet et d'août de l'hôtel Ritz et du Plaza.

Prochaine démission de William Gray, un des membres les plus influents de la Chambre des représentants. M. William Gray, numéro trois de la majorité démocrate à la Chambre des représentants, a annoncé jeudi 20 juin son intention de démissionner à la fin de l'actuelle session de la Chambre pour devenir président du United College Fund, organisme d'aide à l'éducation de la communauté noire. M. Gray, une des personnalités les plus influentes au Congrès, passait jusqu'ici pour avoir une bonne chance de devenir le premier président noir de la Chambre. (AFP)

Le Monde HEURES LOCALES

Le supplément consacré à la vie et aux initiatives des communes, départements et régions

Chaque samedi, dans le supplément

ASIE

INDE : candidat du Parti du Congrès-I

Le nouveau premier ministre M. Narasimha Rao a prêté serment

M. Narasimha Rao, candidat du Parti du Congrès-I au poste de premier ministre, a prêté serment vendredi 21 juin, en même temps qu'une partie des membres du nouveau gouvernement. La première décision prise par celui-ci a été d'annuler les élections dans l'Etat du Pendjab, qui devaient avoir lieu samedi.

NEW-DELHI

de notre correspondant

La prestation de serment du nouveau premier ministre, qui succède à M. Chandrashekar, s'est déroulée vendredi en début d'après-midi dans la résidence du président de l'Union indienne, M. Venkataraman. L'élection de M. V. P. Narasimha Rao à la tête du groupe parlementaire du Congrès avait été acquiescée la veille, et cette fonction le désignait de facto comme premier ministre.

Dans une atmosphère marquée par le souvenir de la disparition brutale de Rajiv Gandhi - assassiné le 21 mai dernier - M. Rao a été élu à l'unanimité par les parlementaires congressistes. Le retrait à la dernière minute de M. Sharad Pawar, le puissant ministre en chef du Maharashtra, avait permis de sauvegarder les apparences d'un consensus au sein du parti.

Le Congrès-I va former un gouvernement minoritaire et beaucoup de responsables congressistes estiment qu'une compétition ouverte aurait pour effet de menacer l'unité du parti et donc l'autorité du futur cabinet. M. Pawar est jeune, il jouit

d'une forte assise régionale, et fait figure de grand vainqueur des élections : le Congrès a en effet obtenu trente-sept des quarante-sept sièges du Maharashtra. Cela signifie qu'il peut attendre d'autant que sa décision de s'effacer devant M. Rao renforce son prestige.

A terme, il est probable que la forte ambition de M. Sharad Pawar le conduira à briguer de nouveau la direction du gouvernement. Dans l'immédiat, il est vraisemblable qu'il n'acceptera pas de responsabilités, et qu'il choisira de retourner dans son fief de Bombay. La personnalité de M. Rao (dont le Monde a publié un portrait dans ses éditions datées du 31 mai), qui est le premier chef du gouvernement originaire du sud du pays, est bien différente de celle - fœderement réformatrice - de M. Pawar.

Une opposition « constructive »

Homme d'expérience et de sagesse, proche conseiller de Rajiv Gandhi après l'avoir été de sa mère Indira, intellectuel brillant, M. Rao connaît à fond les rouages du parti de Nehru, et il n'est contesté par personne. Agé de soixante-dix ans et de santé fragile - il a subi récemment un pontage cardiaque - ses qualités en font un premier ministre qui inspire confiance, mais certainement pas un chef charismatique.

Ce choix, qui pourrait être interprété comme celui de la stabilité par opposition au dynamisme, intervient au moment où l'Inde est confrontée à une crise économique sans précédent et à une crise sociale multiforme, qui se manifeste notamment dans la violence séparatiste au Cachemire et au Pendjab, ainsi que dans la fragmentation du consensus religieux face aux surenchères des formations hindouistes.

Sur le plan politique, d'autre part, M. Rao va disposer d'une certaine période de « grâce ». Ses adversaires - Janata Dal de M. V. P. Singh, partis communistes, enfin BJP (Bharatiya Janata Party, hindouiste de droite) - se sont virtuellement engagés à ne pas provoquer de crise gouvernementale dans l'immédiat, estimant que l'Inde ne pouvait se permettre de nouvelles élections.

Ces partis adopteront une attitude « positive », voire « constructive », à l'égard des projets du gouvernement, dès lors que ceux-ci seront de nature à restaurer un consensus social sérieusement ébranlé. Mais le nouveau gouvernement sera fragilisé par son insuffisante représentation parlementaire. Il devra, dans les prochaines semaines, obtenir le soutien d'une vingtaine de députés non congressistes, ce qui le met à la merci de soudaines défections. La décision de reporter au 30 septembre les élections au Pendjab sera dans l'ensemble bien accueillie, compte tenu du climat d'extrême violence qui règne dans cet Etat.

De même, s'agissant de la situation économique, qui constitue le dossier le plus urgent, un accord semble se dégager en faveur d'un recours au Fonds monétaire international. Celui-ci apparaît incontournable, tant la situation de la balance des paiements indiennes est critique. A cela s'ajoutent un déficit budgétaire record, une inflation à deux chiffres, sans compter des problèmes structurels beaucoup plus graves : croissance démographique incontrôlée, faibles résultats de la lutte contre la pauvreté... M. Narasimha Rao est donc confronté à de nouveaux défis. Il ne faudra pas attendre longtemps pour juger si l'Inde s'est choisie le premier ministre idéal pour les relever.

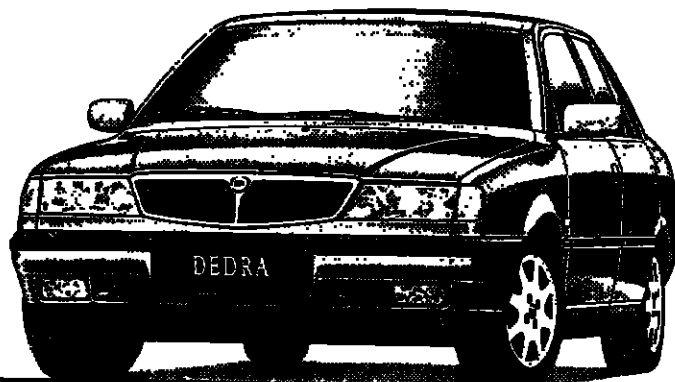
LAURENT ZECCHINI

DÉCOUVREZ LA SUÈDE

MINITEL 36-14 SUÈDE

IL Y A DES CONDITIONS QUI NE S'ECRIVENT PAS, VOTRE CONCESSIONNAIRE VOUS EN PARLERA.

Autant vous offrir une Lancia Dedra.



LANCIA Dedra

De plus, chaque modèle est équipé en série de ce que les autres n'ont qu'en option. Direction assistée, volant réglable en hauteur, vitres teintées électriques à l'avant, verrouillage centralisé, bois précieux, appuis-tête aux quatre places, injection électronique, garantie 6 ans anti-corrosion.



Votre concessionnaire Lancia. 3615 Lancia.

Des couleurs Hollywood en grande taille ?

Faites-vous plaisir c'est le printemps !

Capel

GRANDES TAILLES

PARIS-LYON-STRASBOURG-LILLE

Numéro Vert 05 12 24 72

POLITIQUE

Après les déclarations du président

L'opposition craint de se laisser entraîner vers l'extrême droite

Les déclarations de M. Jacques Chirac à Orléans, le 19 juin, dénonçant une « overdose » d'immigrés en France, ont suscité de vives réactions à gauche et dans les mouvements antiracistes. Mme Edith Cresson, tout en estimant que les propos du président du RPR avaient pu « dépasser sa pensée », y a vu la confirmation de l'appréciation qu'elle avait portée la semaine der-

nière, à l'Assemblée nationale, sur le nouveau discours de M. Chirac au sujet de l'immigration, en disant qu'elle croyait entendre M. Jean-Marie Le Pen.

Dans l'opposition, la ligne de conduite adoptée par le président du RPR provoque une certaine inquiétude. Les responsables de l'UDF craignent que leur partenaire ne les entraîne

dans le piège de la radicalisation recherchée par M. François Mitterrand et, en déportant la droite vers l'extrême droite, ne serve la cause de la majorité aux prochaines élections. Le ton adopté par M. Michel Poniatowski, qui, vendredi, au micro d'Europe 1, assimilait la présence d'étrangers en France à l'Occupation allemande, confirme le danger que

court l'opposition parlementaire. Au RPR même, tandis que la direction du parti s'efforce de justifier les propos de M. Chirac en se référant à des rapports de police sur les nuisances provoquées par certaines familles étrangères, MM. Charles Pasqua et Philippe Séguin se démarquent insensiblement du maire de Paris en suggérant que l'interprétation de ses propos, voire ses

propos eux-mêmes, ne correspondent pas à sa pensée. M. Chirac a dénoncé le « procès en sorcellerie » dont il serait victime et revendiqué le droit de ne pas parler la « langue de bois » pour exprimer ce que « tous les hommes politiques entendent ». M. Le Pen se réjouit, pour sa part, de voir ses thèses épousées par la droite parlementaire et se montre assuré d'en tirer bénéfice.

Mme Cresson condamne la « démagogie »

Interrogée au journal de 20 heures de TF1, jeudi 20 juin, sur les propos tenus la veille par M. Jacques Chirac, Mme Edith Cresson les a qualifiés de « choquants » et a jugé que, « d'une certaine façon, [ils] dépassent [la] pensée de leur auteur ». Le président du RPR, a-t-elle observé, « dit qu'il ne faut pas utiliser la langue de bois, et c'est vrai, mais le langage politique peut quelquefois être très extrême lorsque certains hommes politiques y sentent un intérêt électoral ». Le premier ministre a continué : « Je crois qu'il ne faut pas copier Le Pen, et, tant qu'il y a, les gens d'extrême droite choisiront plutôt l'extrême droite. M. Chirac ferait mieux d'être lui-même, c'est-à-dire un responsable politique capable de comprendre le problème de l'immigration et d'en discuter d'une façon posée et raisonnée ».

Après avoir souhaité que, sur le dossier de l'immigration, on ne fasse « de la démagogie ni dans un sens, ni dans l'autre », Mme Cresson a observé que la France « ne peut plus recevoir d'étrangers illégaux ». Evoquant les procédures, devenues « plus rapides » pour distinguer « les réfugiés politiques, que nous nous devons d'abriter », et « les réfugiés économiques, que nous ne

pouvons accueillir », elle a affirmé : « Il faut regarder chaque cas individuellement et ne pas généraliser ». « Ce qui est sûr aujourd'hui, c'est qu'il faut s'opposer fermement à l'immigration clandestine », a-t-elle indiqué, avant d'ajouter : « On a sans doute (dans le passé) fermé les yeux, parce que, pendant un certain temps, notre économie, notre protection sociale pouvaient le supporter, et puis parce que la France est une terre d'accueil et que notre peuple est généreux. Si nous voulons que les Français puissent continuer à bénéficier de la protection sociale [...], nous nous rendons bien compte que nous ne pouvons pas accueillir, comme cela, n'importe qui ».

« Des fins électoralistes »

Le premier ministre a également tenu à préciser que lorsqu'elle s'était rendue à Mantes-la-Jolie pour se recueillir sur le cercueil de la femme policière décédée lors d'un « rodéo » automobile dans la nuit du 8 au 9 juin, les policiers s'étaient bien conduits, contrairement à ce qui avait été rapporté dans la presse. « Ils étaient au garde-à-vous devant moi, ils n'ont pas sifflé, ils étaient très dignes »,

a-t-elle dit. Le matin même, lors de son point de presse hebdomadaire, Mme Cresson avait observé que si sa réponse à M. Chirac, la semaine dernière, à l'Assemblée nationale, avait pu jeter le trouble quand elle avait dit que les propos du président du RPR lui faisaient penser à ceux de M. Jean-Marie Le Pen, cette impression « est aujourd'hui partagée par les auditeurs » de M. Chirac. Selon Mme Cresson, « M. Chirac souhaite se rapprocher du Front national, du moins dans le discours, pour des raisons électorales ». « Beaucoup de Français, a-t-elle affirmé, ne vont pas suivre ce discours-là, qui est choquant ». « C'est un dossier dont on ne doit pas se servir à des fins électoralistes », a ajouté le premier ministre, en dénonçant « des propos à connotation raciste, qui rappellent d'autres périodes ».

Plus généralement, elle a expliqué que sa politique est axée, « d'une part, sur la compréhension et la tolérance et, d'autre part, sur la fermeté. Je n'aurai pas de faiblesse en ce qui concerne l'immigration clandestine, tout comme je n'aurai pas de faiblesse en ce qui concerne la sécurité, afin que, sur tous les territoires de la République, la police puisse pénétrer », a-t-elle dit.

M. Chirac : un « procès en sorcellerie »

M. Jacques Chirac, invité d'Antenne 2, jeudi soir 20 juin, a expliqué que la description qu'il avait faite de la promiscuité entre un couple de travailleurs français et une famille immigrée dont le père ne travaille pas, correspond à « tout ce que les hommes politiques entendent » et aux témoignages qu'il a recueillis « des centaines de fois ».

Il a affirmé qu'il ne « cautionne » pas cette situation, mais qu'il convient « de prendre conscience de ces problèmes pour y apporter une solution » et qu'il « faut entendre ce que disent les gens pour les comprendre ».

Refusant « la langue de bois » pour parler de l'immigration, le président du RPR n'accepte pas, non plus, « le procès en sorcellerie » qu'on voudrait lui faire, « car personne ne peut mettre en doute ou en cause [ses] convictions, qu'il s'agisse des droits de l'homme ou du racisme ».

Après s'être défendu de vouloir polémiquer et d'avoir « une approche électorale », il a déclaré : « Si nous ne prenons pas des mesures pour limiter les effets de l'immigration, pour lutter contre l'immigration clandestine et pour faciliter l'intégration de ceux qui sont chez nous, alors, nous allons avoir une explosion et personne n'en sortira indemne. Les premières victimes seront les étrangers en situation



régulière ». Il a ajouté : « Je dis : casse-toi ! [...] Pour alerter les pouvoirs publics, qui ne veulent rien faire, j'ai décidé de dire les choses telles que les gens les vivent ».

Après avoir reproché au gouvernement de M. Michel Rocard de n'avoir « rien fait », l'ancien premier ministre a énuméré les mesures qu'il préconise : « Maîtriser l'immigra-

tion », « arrêter le regroupement familial » — dont il a reconnu qu'il avait été institué quand il était le premier ministre de M. Valéry Giscard d'Estaing, mais en précisant que c'était « une autre époque », — mais il estime qu'il doit être maintenu « pour ceux qui sont insulés pour une longue durée et pour travailler ». Citant le cas d'un père avec quatre épouses et vingt enfants, qui toucherait 57 819 francs de prestations sociales à Paris, M. Chirac propose, encore, de « revoir complètement le droit d'asile », d'ouvrir le débat sur le droit de tous les étrangers aux prestations sociales qui ne sont pas la contrepartie d'une cotisation, de « réformer le code de la nationalité », d'« avoir une politique d'aide au développement des pays d'origine », de « cesser de parler du vote des immigrés ».

M. Bianco : « Un appel à la haine »

M. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales et de l'intégration, affirme notamment, dans un entretien publié par *Libération* du vendredi 21 juin : « M. Chirac a un culot d'acier. En parlant [...] de l'odeur des étrangers, il a lancé un véritable appel à la haine, qui révèle son seul objectif : prendre le pouvoir à n'importe quel prix. Michel Noir, Alain Carignon, Michel Barnier, Bernard Stasi, Jacques Barrot, Simone Veil, j'espère que vous allez réagir pour arrêter cette folie pendant qu'il est encore temps ».

Interrogé sur la méthode des « tables rondes » avec l'opposition, utilisée par M. Michel Rocard pour traiter le problème de l'intégration, M. Bianco répond : « L'intégration ne se fera pas dans les tables rondes. Elle se fera sur le terrain. Le RPR et d'autres partis de droite prétendent reprendre à leur compte la volonté d'intégration, mais la réalité, c'est que la majorité des députés du RPR se mettent à hurler quand un de leurs invités évoque l'idée qu'une femme beur — c'est-à-dire française — puisse être un jour maire de Marseille ».

le journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

L'AVENIR DU SERVICE PUBLIC

Envoyer 80 F (timbres à 2,30 F ou chèque) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 150 F pour l'abonnement annuel (80 % d'économie, qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro)

ROBERT SOLÉ

Dans les couloirs de l'Assemblée nationale

« La cuisine au chou et la cuisine à l'ail »

« Il a été premier ministre et candidat à l'élection présidentielle, j'ai vraiment honte pour lui, j'ai honte pour la France », a déclaré, jeudi 20 juin, dans les couloirs du Palais-Bourbon, le président du groupe socialiste, M. Jean Auroux, en commentant les déclarations de M. Jacques Chirac. « En Afrique du Sud, l'apartheid vient d'être rejeté et, en France, on a l'impression que certains voudraient l'instaurer », a poursuivi M. Auroux. On ne dit pas ces choses-là dans le pays des droits de l'homme. Ne nous engageons pas dans des comportements de bouc émissaire. Hier, certains disaient que les juifs créaient les maux de la France. Aujourd'hui, certains semblent le dire des immigrés. Un homme est un homme quelle que soit sa couleur, et ce genre de propos est intolérable en France ».

Le président du groupe socialiste a également estimé que l'ancien premier ministre s'était montré pour le moins « imprudent et irresponsable » en tenant de tels propos, notamment celui sur l'« odeur ». « Je suis scandalisé ».

M. François Loncle, député socialiste de l'Eure, ne l'était pas moins. Il a, dans l'hémicycle, fait un rappel au règlement pour dénoncer l'attitude du président du RPR, passible selon lui de sanctions pénales. Il a estimé que ces propos étaient « indignes et ignobles ».

« Terrorisme intellectuel »

L'ancien ministre de la sécurité du gouvernement de M. Chirac entre 1986 et 1988, M. Robert Pandraud (RPR, Seine-Saint-Denis), lui a répliqué que le maire de Paris n'avait fait que rapporter ce que « trop souvent nous concevons depuis que nous constatons ce qui se passe » dans certaines banlieues. « En quoi est-ce raciste de dire qu'il y a des différences entre la cuisine au chou et la cuisine à l'ail et de parler des odeurs qui s'en dégagent », a affirmé le député RPR. En matière d'odeur, M. Auroux a souligné que c'était

du côté du RPR que les choses commencent à ne pas sentir bon...

Le président du groupe RPR, M. Bernard Pons, a expliqué de son côté, dans les couloirs, qu'il connaissait M. Chirac depuis suffisamment longtemps pour savoir qu'il était tout, sauf raciste : « Si, véritablement, un homme politique ne peut pas parler simplement et rapporter les propos d'habitants d'ILM où il y a une trop grande pression de l'immigration, c'est vraiment du terrorisme intellectuel ». Il s'est également étonné que l'on ne puisse pas évoquer les problèmes concrets, ceux du débordement de certaines cités et les odeurs, sans que l'on crie au racisme.

Du côté centriste, on ne cachait pas un certain malaise. Le président du groupe UDC, M. Pierre Méhaignerie, a jugé les propos de M. Chirac « très excessifs et totalement maladroits ». Toutefois, il a estimé que ces propos ne reflétaient pas les positions de M. Chirac et qu'il s'agissait, en fait, de simples « propos de tréteaux que je regrette, a-t-il dit, comme l'incapacité du gouvernement à résoudre le problème de l'immigration clandestine ». M. Méhaignerie a estimé qu'il n'y avait pas là de quoi fragiliser l'opposition dans la mesure où sa position à l'égard de l'immigration avait été arrêtée en 1990 avec, comme priorité, l'intégration, mais également la fermeté et la sévérité contre l'immigration clandestine.

Pour sa part, M. Jacques Barrot a estimé que la méthode utilisée par M. Chirac était pour le moins contestable. Il a mis en garde ceux qui seraient tentés de suivre cette voie contre l'utilisation dans les discours « d'anecdotes qui conduisent généralement à des contresens graves ». D'une façon générale, il a estimé que le problème de l'immigration devait être traité autant que possible à bonne distance de « l'émotion » et de « la passion ».

PIERRE SERVENT

Les mots de l'immigration

Suite de la première page

L'immigré campant en pleine ville ou aux portes de la cité, l'immigré menaçant ou menacé, hors-la-loi ou victime, l'immigré omniprésent et objet de toutes les exploitations politiques.

Jean-Marie Le Pen s'en était emparé le premier, avec les nuances que l'on sait. Son programme ne prévoit pas seulement « l'expulsion des clandestins et des délinquants » et une priorité d'emploi pour les nationaux, mais le renvoi des chômeurs étrangers dans leur pays d'origine et le passage devant une commission des jeunes Maghrébins qui auraient acquis la nationalité française à dix-huit ans en raison de leur naissance en France. Michel Poniatowski, ancien ministre de Valéry Giscard d'Estaing, ne sait pas quoi inventer pour « aller plus loin que Le Pen » en matière d'immigration : il propose, entre autres, de « réexaminer la situation » des naturalisés par mariage depuis 1988.

Le RPR a fait quelques pas dans cette direction : en réclamant d'abord une réforme du code de la nationalité (jugée nécessaire par les centristes et, privé, par certains socialistes) ; puis, en voulant limiter le regroupement familial et retirer aux étrangers les avantages sociaux qui ne sont pas la contrepartie d'une cotisation. Jacques Chirac veut aussi rétablir la « loi Pasqua » sur les conditions d'entrée et de séjour en France. Mais, malgré ses « petites phrases », il est loin d'adopter les projets du Front national.

Jusqu'ici, à vrai dire, le RPR et le PS ne se sont pas beaucoup distingués l'un de l'autre en matière d'immigration. Chacun des deux partis est peu convaincant lorsqu'il prétend avoir — ou avoir fait — une politique complètement différente. En réalité, depuis quinze ans, à peu de choses près, droite et gauche se sont adaptés aux événements plus qu'elles ne les ont maîtrisés. Il n'existe d'ailleurs pas trente-six manières de gérer cette question complexe, que ce soit en France ou dans les autres pays d'Europe occidentale.

Les différents gouvernements qui se sont succédé depuis 1974 avaient défini une politique en trois volets : stopper les arrivées,

encourager les retours et favoriser l'insertion des étrangers déjà présents sur le territoire national. Aucun de ces trois objectifs n'a été réellement atteint. La politique d'aide au retour a donné de bien maigres résultats et n'existe quasiment plus que sur le papier. Les frontières se sont entrouvertes à des travailleurs étrangers et à leurs familles. L'existence de « ghettos » ethniques a été officiellement reconnue — et combattue. Il a fallu définir dans l'urgence le concept d'intégration, plus ambitieux que celui d'insertion, et qui fait aujourd'hui l'unanimité, à l'exception du Front national.

Excès verbaux et langue de bois

Faut-il souligner que la politique gouvernementale n'est pas clairement comprise par l'opinion ? Beaucoup de Français ont le sentiment d'être envahis par une immigration incontrôlée. Les polémiques actuelles entretiennent l'idée que rien ne se sait en matière d'immigration et que rien ne se fait pour l'intégration. Ce qui est doublement faux.

Un effort sensible a été réalisé dans le domaine statistique. Beaucoup de chiffres existent désormais, et ils sont publics. On sait, par exemple, que quinze mille six cents travailleurs permanents sont arrivés en 1989 (contre dix mille sept cents en 1987) et que les membres des familles — en majorité algériennes, turques et marocaines — sont passés de vingt-six mille sept cents à trente-quatre mille six cents. On sait que la population juridiquement étrangère est à peu près stable, mais que la population immigrée (compréhension aussi bien des étrangers que d'anciens étrangers devenus français) augmente de deux cent mille personnes chaque année, en tenant compte des naissances en France. L'incertitude demeure, en revanche, sur le nombre des clandestins, et c'est naturellement autour d'eux que se cristallisent toutes les polémiques et tous les fantasmes.

Il est faux de laisser croire pour autant qu'on entre en France comme dans un moulin : si la « loi Pasqua » de 1986 a été adoucie en 1989 par la « loi Joxe », la poli-

مكتبة المرحوم

POLITIQUE

du RPR sur l'immigration

Au RPR : dire tout haut ce que chacun pense tout bas

Le voyage de M. Chirac à Orléans n'était pas annoncé comme une manifestation de particulière importance et aucune initiative quelconque peu spectaculaire ou « fracassante » n'avait été programmée à cette occasion. Ce déplacement se situait parmi ceux que chaque semaine le président du RPR effectue en province pour soutenir la flamme des militants de son parti. Emporté par le rythme des questions au cours d'un dîner-débat, M. Chirac, selon une rumeur qui lui est coutumière, a voulu mieux convaincre son auditoire en illustrant son propos d'un exemple concret, vécu et imagé. Il utilise fréquemment ce procédé.

Ce n'est donc pas en raison d'une insuffisante maîtrise de son verbe qu'il a fait allusion au « bruit » et à « l'odeur » que provoquerait une promiscuité trop importante. Il se référait aux troubles de voisinage provoqués par la cuisson des aliments, ce que M. Robert Pandrault, ancien ministre de la sécurité et député RPR de Seine-Saint-Denis, devait illustrer en demandant à l'Assemblée nationale : « Est-il raciste de dire qu'il y a une différence entre les odeurs de la cuisine au chou et de la cuisine à l'ail ? »

S'il est avéré que M. Chirac ne pensait évidemment pas à des odeurs humaines, comme certains de ses accusateurs semblent le lui reprocher, il aurait mieux été avisé de dénoncer en faisant état de plusieurs lettres du préfet de police. Ainsi, le 23 août 1990 M. Verbrugghe écrivait-il au maire de Paris pour lui signaler que « deux cents bêtes avaient été introduites dans le foyer de la rue Claude-Tillier (12) et quatre cents dans celui du boulevard de la Commanderie (19) », ajoutant : « Plusieurs milliers d'animaux ont été sacrifiés en une seule journée dans trente-cinq foyers parisiens et à l'intérieur d'immeubles d'habitation. Ces abattages sacrifiés, en dépit des règles les plus élémentaires d'hygiène et de salubrité, contribuent en outre, par les nuisances qu'ils occasionnent, à entretenir dans certains quartiers un sentiment d'hostilité nuisible à la bonne intégration des populations immigrées. » Le préfet de police devait également adresser le 9 janvier 1991 à M. Alain Juppé, député du dix-huitième arrondissement de Paris, une lettre relative à une plainte de locataires de l'immeuble du 9, rue d'Aubervilliers

contre un boucher « faisant cuire de nombreuses têtes de mouton dans une rôtissoire installée sur le trottoir ». Le préfet ajoutait : « Le boucher a été mis en demeure dès le mois de juin de cesser cette activité particulièrement odorante. »

M. Jacques Chirac, qui ne s'abrite pas derrière un quelconque dérapage verbal, estime au contraire qu'en s'exprimant de cette façon il s'est seulement fait le porte-parole de plaignants. Il revendique même d'avoir ainsi renoncé à « la langue de bois » et d'avoir « exprimé tout bas ce que beaucoup pensent tout bas ». On assurait vendredi matin 21 juin, aussi bien à la mairie de Paris qu'au siège du RPR et dans plusieurs fédérations départementales, avoir reçu d'assez nombreux appels téléphoniques approuvant M. Chirac d'avoir usé d'un « langage de vérité ».

La caution de M. Séguin

La prise de position du président du mouvement a d'ailleurs eu paradoxalement pour effet de rapprocher de lui ceux qui il y a un an s'en étaient éloignés en lui reprochant alors « de ne pas être remonté sur son cheval ». En effet, jeudi 20 juin, devant l'association Demain la France, qui a succédé au courant pour un nouveau rassemblement après le sabotage de celui-ci, MM. Pasqua, Séguin et aussi André Bergeron, ancien secrétaire général de FO, se sont faits les avocats de M. Chirac et se sont portés caution de ses sentiments hostiles à la xénophobie et au racisme.

M. Chirac lui-même a justifié et expliqué à plusieurs reprises au cours de la même journée sa prise de position. Son entourage est convaincu que celle-ci correspond bel et bien aux sentiments d'une base sociologique et électorale qui, confrontée aux problèmes généraux que pose l'immigration, ne se réfère plus aux clivages partisans habituels. C'est notamment ce que veut dire M. Chirac en refusant de laisser à M. Le Pen « le monopole de souligner les vrais problèmes », un peu comme le pensait également M. Laurent Fabius lorsqu'il affirmait que « M. Le Pen pose les bonnes questions mais y apporte les mauvaises réponses ».

ANDRÉ PASSERON

Des précédents

« Quand on excite cette bête-là... »

Ce n'est pas la première fois que pour des raisons électorales M. Chirac rejoint les thèses du Front national sur l'immigration tout en stigmatisant M. Le Pen.

Aux élections municipales de mars 1983, déjà, à l'image de leur chef de file, les candidats du RPR, à Paris, et surtout à Marseille, menaient campagne en amalgamant, comme l'extrême droite, la dénonciation de l'immigration et celle de l'insécurité. Ils n'étaient pas les seuls, à droite, à banaliser ainsi les chevaux de bataille de M. Le Pen, au seul profit électoral de celui-ci, et il arriva même que ce discours fût dominant chez certains socialistes. Mais M. Chirac n'a personnellement jamais été en reste, même si, dans un mouvement de balancier, il a toujours accompagné ses prises de position de professions de foi contre la xénophobie et le racisme et s'il s'est toujours refusé à toute alliance électorale avec M. Le Pen.

Le 13 juillet 1983, à l'hôtel de Ville de Paris, il estimait ainsi que le « seuil de tolérance » était « dépassé dans certains quartiers » de Paris, que certains foyers de travailleurs immigrés étaient « source d'insécurité », que les écoles maternelles étaient « débordées » d'enfants étrangers et qu'il fallait « interrompre le flot de ceux qui arrivent et dont certains éléments sont des gens de sac et de corde ».

Le 30 octobre 1984, dans les colonnes de Libération, il associait la question de l'immigration à la situation de l'emploi : « S'il y avait moins d'immigrés, il y aurait moins de chômage, moins de tensions dans certaines villes, un moindre coût social. » Cinq jours plus tard, au Club de la presse d'Europe 1, il évoquait

la menace d'une « invasion » : « Dans trente ans, il sera impossible d'empêcher les hommes du Sud de monter vers le Nord. » M. Le Pen se plaignait déjà que « M. Chirac attaque le Front national tout en récupérant ses thèmes politiques ».

Le 18 mai 1987, M. Chirac, alors premier ministre, admettait M. Michel Noir en lui reprochant d'avoir écrit dans le Monde qu'il valait mieux perdre les élections que de perdre « son âme » en s'alliant éventuellement avec le Front national. « On constate, déclarait-il, qu'un certain nombre de gens, exaspérés par les conditions de vie et par la situation de la société, se sentent attirés par un discours sommaire. Ceux-là ne doivent pas être rejetés. Ce sont des gens mécontents. »

Le 2 mars 1988, en campagne à Marseille, il se proposait de « régler en cinq ans les problèmes de l'immigration » pour venir à bout des réactions racistes ou xénophobes, auxquelles « l'évolution que nous avons connue depuis quelques années a conduit un certain nombre de nos concitoyens », affirmait-il, avant d'ajouter : « Si je ne peux pas l'admettre, je peux le comprendre. » Un mois plus tard, à Neuilly-sur-Seine, il ajoutait : « Il ne faut pas s'étonner que les Gaulois que nous sommes et tous ceux qui les ont rejoints et qui ont fait la richesse de la France aient un sentiment de ras-le-bol qui peut conduire à des extrémités regrettables devant une situation non maîtrisée. »

C'est aussi M. Chirac qui disait en 1983 : « Quand on excite cette bête-là — le racisme — on ne sait pas du tout où l'on va... »

A. R.

L'exemple de la Goutte-d'Or ou les mauvais comptes du maire de Paris

L'exemple cité par M. Jacques Chirac — « une famille entassée avec le père, trois ou quatre épouses et une vingtaine de gosses » — qui touche 50 000 francs de prestations sociales sans, naturellement, travailler — a de quoi laisser perplexes. Puisqu'il le compare avec le cas « d'un travailleur français qui habite la Goutte-d'Or et travaille avec sa femme pour gagner environ 15 000 francs », le maire de Paris laisse entendre que le chiffre de 50 000 francs correspond à un revenu mensuel. Mais le compte n'y est pas.

En ce qui concerne les prestations familiales, il faudrait, d'après mes calculs, qu'une famille compte soixante-six enfants pour atteindre un tel montant. Avec vingt enfants, les allocations seraient de l'ordre de 15 000 francs, estimait jeudi 20 juin un spécialiste de la Caisse nationale d'allocations familiales. « En calculant très large — aide au logement, complément familial, RMI (1), allocation pour jeunes enfants, majorations diverses, aide sociale —

cette famille peut au mieux, ajoute-t-il, percevoir 25 800 francs par mois, soit un revenu à peine supérieur à 1 000 francs par personne et par mois.

Pour atteindre le seuil indiqué par le maire de Paris, il faudrait vingt enfants supplémentaires. Encore convient-il de préciser que si « la vingtaine de gosses » est, comme le dit M. Chirac, « entassée », la famille en question n'aurait sans doute pas droit à l'allocation logement (5 300 francs dans ce cas pour un loyer de 6 000 francs), pour cause d'appartement suroccupé.

Une différence « morale »

Le président du RPR va plus loin. « Est-il naturel, s'est-il interrogé, que des étrangers puissent bénéficier au même titre que les Français d'une solidarité à laquelle ils ne participent pas, puisqu'ils ne paient pas d'impôts ? » Contrairement aux affirmations de l'ancien premier ministre, les étrangers paient des

impôts indirects (la TVA, par exemple) ainsi que des impôts directs (y compris locaux...), même si les multiples abattements consentis en 1986 par M. Chirac ont contribué à réduire la proportion de foyers fiscaux assujettis à l'impôt sur le revenu. D'autre part, il oublie que les prestations sociales sont essentiellement financées par des cotisations patronales et salariales.

Mais, disent certains, les immigrés « coûtent » plus cher qu'ils ne « rapportent ». La preuve : en 1986, les prestations familiales versées chaque année aux familles étrangères non originaires de la CEE s'élevaient à 32 325 francs (soit près de la moitié de leur revenu total) contre 17 250 francs pour les familles françaises. Cette différence est, contrairement à ce que suggère M. Chirac, parfaitement « morale » et s'explique par le simple fait que les familles immigrées sont plus larges (33 % ont au moins quatre enfants contre 6 % des familles françaises) et disposent de ressources inférieures, ce qui leur permet de

percevoir des prestations accordées sous condition de ressources. « A taille de famille et revenus identiques les écarts entre étrangers et Français s'amenuisent, deviennent même insignifiants et jouent parfois en faveur des familles françaises », soulignait en 1987 la Caisse nationale d'allocations familiales.

Par contre, de multiples études indiquent que les étrangers sont « perdants » vis-à-vis de l'assurance-maladie (leur consommation médicale est proportionnellement plus faible) et de la retraite (une partie d'entre eux cotise assez longtemps pour disposer de droits à taux plein). En définitive, la logique de M. Chirac conduirait à revenir sur le principe de territorialité et d'égalité de traitement. C'est-à-dire sur des principes constitutionnels fondamentaux.

JEAN-MICHEL NORMAND

(1) Le RMI n'est versé aux étrangers et à leurs familles qu'à condition que le bénéficiaire soit régulièrement installé en France depuis trois ans.

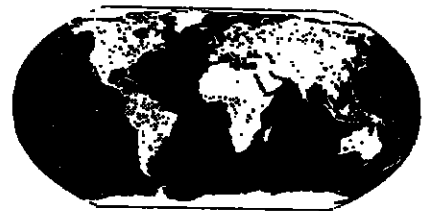


Servir !

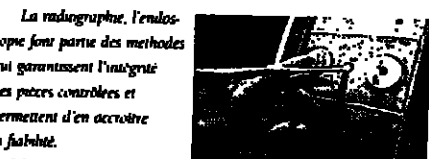
Servir le ciel, c'est d'abord être à l'écoute de ses usagers. C'est se soucier de leur sécurité, de leur bien-être. Plus de 150 compagnies aériennes et une quarantaine de forces aériennes dans le monde utilisent nos moteurs. Pourquoi ? Parce qu'à la Snecma, on ne conçoit pas seulement un produit, on fabrique aussi un service.

Cela nous oblige à rester proches de nos clients, et à anticiper leurs attentes, parfois avec plusieurs années d'avance.

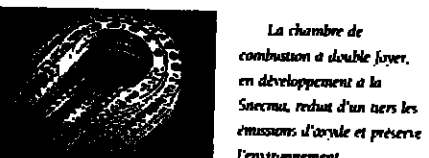
Servir le ciel, c'est donner la priorité à un plus grand respect de l'environnement, c'est être le garant d'une propulsion toujours plus sûre, plus économique et plus performante.



Toutes les 15 secondes, un avion motorisé par la Snecma décolle dans le monde. Pour honorer nos engagements vis-à-vis d'un nombre de plus en plus important de compagnies aériennes, nous avons renforcé nos équipes, nos moyens sur tous nos marchés.



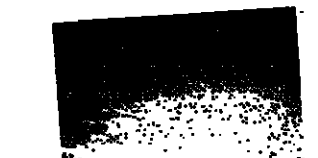
La radiographie, l'endoscope font partie des méthodes qui garantissent l'usure des pièces courantes et permettent d'en accroître la fiabilité. Flotter telle que chaque moteur peut rester jusqu'à 18 000 heures sous l'ail (600 en 1980).



La chambre de combustion à double foyer, en développement à la Snecma, réduit d'un tiers les émissions d'oxyde et préserve l'environnement.



Relevant les défis du ciel du XXI^e siècle, la Snecma développe ses alliances, ses coopérations et en crée de nouvelles dans le monde entier.



SNECMA
LES MOTEURS DU CIEL

POLITIQUE

Après les déclarations du président du RPR sur l'immigration

A l'UDF : le piège de M. Mitterrand

Les responsables de l'UDF ne s'étaient pas bousculés, vendredi matin 21 juin, pour répondre à M. Jacques Chirac. M. Valéry Giscard d'Estaing est, depuis quarante-huit heures, aux États-Unis.

Ceux qui sont d'habitude si prompts à causer de tout et de rien avaient officiellement, jeudi, un emploi du temps exceptionnellement chargé... Et les centristes, MM. Pierre Méhaignerie et Jacques Barrot, y sont allés sur la pointe des pieds. L'union a ses raisons que la raison ignore! Car pour une fois, ce silence ne vaut pas approbation.

En privé, les mêmes parlent d'une «*énorme bêtise*», jugent les discours d'Orléans consternant et s'inquiètent des répercussions que sembleraient provoquer, pour l'UDF, toute l'opposition. «*Heureusement*, plaisante-t-on chez les giscardiens, ce que dit M. Chirac ne retombe pas immédiatement sur M. Giscard d'Estaing. L'union n'en est pas à ce point-là... Reste qu'une nouvelle question se pose au sein de cette UDF qui peut brutalement se résumer ainsi : y a-t-il plus à craindre de M. Chirac que de M. Cresson?

Depuis un moment, déjà, certains de ses dirigeants redoutaient que la recherche, avouée par M. François Mitterrand, d'un «*dialogue fructueux*» entre les socialistes et l'opposition, ainsi que le zèle du nouveau premier ministre à restaurer une culture de gauche ne soient un piège grossier pour amener, par réaction, l'opposition à relever le défi du «*peuple de droite*».

M. Charles Millon, le premier, avait flairé ce piège. Au «*Grand*

Jury RTL-le Monde» du 16 juin, le président du groupe UDF de l'Assemblée nationale mettait «*solennellement*» en garde ses amis : «*Les socialistes ont durci leur discours et ils espèrent que l'opposition fera de même et tombera dans le ringardisme. Il y aurait, alors, une droite archaïque contre une gauche archaïque.*» Il avait renouvelé cet avertissement, le 18 juin, au cours de la réunion hebdomadaire des députés de son groupe.

Au centre droit

Le même jour, M. Giscard d'Estaing nous confiait la même appréhension : «*Par un mélange de calcul ou d'instinct, tout le jeu du pouvoir actuel est d'amener l'opposition très à droite, afin d'effrayer l'électorat modéré. Parce que ce sera la seule chance de notre succès en 1993, tout notre travail doit être d'arrêter le balancier durablement au centre droit.*»

Le lendemain, M. Méhaignerie nous faisait part de la même préoccupation : «*L'opposition est maintenant à un tournant. Si elle veut répondre positivement à M. Cresson, il lui faut s'ancrer au centre droit et réguler à tout prix les voies du clientélisme, de ses phantasmes et de ses excès.*»

Tous trois ne pouvaient évidemment pas alors imaginer qu'au premier tournant, M. Chirac tomberait dans ce piège-là. Ils lui reconnaissent peut-être, aujourd'hui, un droit à l'erreur, mais si, demain, le président du RPR confirmait un changement de cap vis-à-vis du Front national, s'ins-

crivant dans une stratégie définitivement bien ancrée à droite, ce serait toute la charte de l'union de l'UDF, datée d'à peine une semaine, qui serait certainement à reconsidérer.

Dans l'immédiat, l'UDF, qui vient d'achever ses travaux de ravalement, peut tirer quelques dividendes de cette incartade de M. Chirac. Elle peut s'installer plus confortablement sous l'enseigne libérale et humaniste de l'opposition, mais la question est déjà de savoir jusqu'où les centristes pourront supporter ce genre de dérive.

DANIEL CARTON

□ **M. Dahmani (France-Pins) :** «*excuses*... ». M. Arezki Dahmani, président de l'association France-Plus, a déclaré, jeudi 20 juin, à l'Associated Press : «*Que [M. Chirac] ait dérapé, qu'il ait été trop loin, je ne veux pas le savoir. [...] S'il ne s'excuse pas, c'est que ses propos étaient volontaires et qu'il les pense. [...] La classe politique est en déconfiture totale et offre un spectacle pitoyable. [...] Il y a une surenchère électorale et politicienne pour aller à la pêche aux voix [...] mais, à ce niveau, trop c'est trop, c'est de la démagogie et du mensonge.*»

□ **La LICRA :** «*beaux émissaires*... ». La Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA) a exprimé, jeudi 20 juin, son inquiétude devant les déclarations de M. Chirac et

Entre les gazouillis des oiseaux et les senteurs des fleurs, qui sont les bruits et les odeurs du parc de sa villa de Saint-Cloud, il jubile. Jamais, M. Jean-Marie Le Pen n'aurait espéré un tel renfort dans la croisade qu'il conduit, depuis deux décennies, contre le Front national, contre la politique d'immigration. En l'espace d'un dîner-débat du président du RPR à Orléans et d'un entretien au Figaro du président d'honneur du PR, M. Le Pen s'est fait inopinément doubler sur... sa droite.

L'affaire n'est pas faite pour lui déplaire. La raison, pour lui, en est claire : personne ne peut

Poniatowski. Elle «*demande à ses adhérents de se mobiliser pour que les candidats à tout mandat électif ne se laissent pas entraîner à offrir à leur électorat les immigrés en pâture, boucs émissaires faciles à mettre en avant pour camoufler les difficultés économiques et sociales d'un pays.*»

□ **Sos-Racisme :** «*Bébête-Show*... ». L'association SOS-Racisme a déclaré, jeudi 20 juin : «*Le dîner républicain organisé par le RPR à Orléans a été bien arrosé pour pousser M. Chirac à tenir des propos de café du commerce et affirmer l'immigration. [...] SOS-Racisme conseille au président du RPR de ne pas confondre ses prestations politiques et sa propre caricature du Bébête-Show.*»

La réforme du code pénal

Les députés corrigent la copie des sénateurs sur l'homosexualité

Les députés ont commencé, jeudi 20 juin, l'examen du livre II du projet de réforme du code pénal relatif aux atteintes à la personne, présenté par M. Michel Sapin, ministre délégué à la justice. La majorité de l'Assemblée nationale est revenue sur plusieurs dispositions introduites par les sénateurs, notamment le caractère obligatoire de l'interdiction du territoire français pour les étrangers reconnus coupables de meurtre et de la période de sûreté. Les députés ont également supprimé l'incrimination spécifique d'empoisonnement, qui visait la transmission du virus du SIDA.

Le groupe communiste a annoncé qu'il votera «*contre*» ce projet de loi, qui pourrait bénéficier de l'abstention des trois groupes de l'opposition. La loi, la morale : jusqu'où doit aller l'une, dans la défense de l'autre? Cela aurait pu être un sujet de philosophie au baccalauréat. C'est le thème imposé sur lequel les députés ont planché, jeudi 20 juin, en examinant le livre II du code pénal, relatif à la répression des crimes et délits contre les personnes.

Les sénateurs, appelés à corriger en premier la copie du gouvernement, l'avaient jugée insuffisante. Pour la majorité du palais de Luxembourg, la loi doit garantir une protection farouche de la morale, qu'elle freine l'évolution des mœurs. Ce principe les avait notamment conduits à rétablir le délit d'homosexualité et à renforcer le dispositif répressif contre l'avortement. Les députés ont apporté une vision plus nuancée, moins interventionniste de la loi, même si de réelles divergences de fond sont apparues entre les groupes.

C'est, bien sûr, sur les infractions aux mœurs, contenues dans ce livre II, que le débat a été le plus passionné. Venu plaider pour le texte du gouvernement, le ministre délégué à la justice, M. Michel Sapin, a estimé qu'en matière de comportement sexuel, il fallait distinguer «*ce qui relève de la loi morale ou religieuse de ce qui ressortit au droit pénal. A la morale de régler les questions de conscience individuelle : à la loi pénale d'interdire les comportements dangereux pour la société.*» Ce principe posé, M. Sapin a souligné que le nouveau code pénal s'efforce de «*tirer les conséquences du changement des comportements et de refléter aussi exactement que possible l'état des mentalités.*»

«La politique de Gribouille»

Au nom du groupe communiste, M. Gilbert Millet (Gard) s'est montré encore plus déterminé à dénoncer dans le texte du Sénat un «*retour à la législation de Vichy*».

Pour les porte-parole de l'UDF et du RPR, MM. Pascal Clément (Loire) et Jacques Toubon (Paris), rien au contraire ne va assez loin lorsqu'il s'agit de la protection des mineurs. «*Notre préoccupation n'est pas du tout de rouvrir une guerre de religion ni de nous mettre en décalage de la société, quoi que l'on puisse penser de ses comportements*», a expliqué M. Toubon. Notre seule préoccupation, c'est de protéger les mineurs.

M. Clément se montrait, lui, nettement plus sévère à l'égard des actes homosexuels qui, selon lui, «*entraînent des troubles psychologiques graves*». Protéger les mineurs contre l'homosexualité, a ajouté le député UDF, «*c'est n'est pas de la morale religieuse, c'est de la morale sociale, une morale dont l'existence est tout à fait indispensable. A la refuser, vous préparez la décadence et donc, à terme, le*

accordé crédit, sur ce terrain, ni à M. Chirac ni à M. Poniatowski. Le chef de file de l'extrême droite a beau jeu de répéter, sans se lasser et au ravissement de ses auditoires, que le premier a été deux fois chef du gouvernement et que le second a été le ministre de l'intérieur du premier. Que n'ont-ils mis en pratique, alors, ce qu'ils préconisent aujourd'hui, demande allègrement M. Le Pen en se posant en «*modèle*» face à des «*faussaires*».

Les Français préféreront toujours «*l'original à la copie*», martèle-t-il, comme pour bien montrer que les dirigeants de l'opposition parlementaire font preuve d'une insupportable indigence dans leurs illusions tentatives de récupération du lepénisme. Faire du Le Pen, sans Le Pen, ça ne marche pas encore, même quand on s'appelle M. Philippe de Villiers.

L'extrême droite s'offre le luxe, au passage, de donner une leçon d'humanisme. Le quotidien *Présent* du vendredi 21 juin, fustigeant «*la surenchère démagogique*», explique : «*Le Front national dénonce depuis vingt ans l'immigration en tant que phénomène social d'une grande ampleur. Il dénonce surtout le manque de volonté des responsables politiques pour tenter d'enrayer ce phénomène.*» Pour autant, ajoute ce journal qui se défend d'être l'organe du Front national, nous nous efforçons de respecter les individus en prenant garde de ne heurter la dignité de quiconque.

En mettant joyeusement sur le compte de la «*chaleur conviviale*» les propos de M. Chirac, le président du Front national confirme qu'il est difficilement imitable dans le travail à façon du verbe. Là où l'un parle du «*bruit*» et de «*l'odeur*» de l'immigration, l'autre aurait sans doute évoqué, avec autant de finesse que de perversité, le folklore musical et la cuisine épice. N'a-t-on pas choisi, à l'extrême droite, de se baptiser «*patriote*» pour combattre «*l'immigration-invasion*»?

Arroseur arrosé

Du coup, l'excès change de camp. «*L'overdose*» balale le «*cancer*». Et M. Le Pen, qui ne craint pas de perdre la moindre unité de son électorat, se prend à rêver : l'opération visant à stopper «*l'hémorragie*» des électeurs chiraquiens atteindra-t-elle le but inverse de celui recherché?

Le chantre du nationalisme n'hésiterait pas alors à voir en M. Chirac un «*arroseur arrosé*». Il explique déjà qu'il est difficile de «*diaboliser*» le Front national en prétendant, dans le même temps, reprendre son discours. «*Haute acrobatie*», clame M. Le Pen en ne voulant pas croire sérieusement que les «*bruits*» et les «*odeurs*» d'Orléans pourraient annoncer une «*grande alliance*» qui rassemblerait tout l'éventail politique depuis les centristes jusqu'au Front national.

OLIVIER BIFFAUD

Le débat sur la loi «anti-ghettos»

Le Sénat partisan d'une «répartition équilibrée des familles étrangères»

La majorité sénatoriale a adopté, dans la nuit du jeudi 20 au vendredi 21 juin, le projet de loi d'orientation sur la ville présenté par M. Michel Delebarre, ministre de la ville et de l'aménagement du territoire. Les groupes communiste et socialiste ont voté contre. Au cours de l'examen des articles, la majorité sénatoriale a voté, «*dans la but d'harmonisation et d'intégration des non-ressortissants de la communauté européenne*», un amendement autorisant les organismes HLM «*à attribuer les logements en sorte de répartir de façon équilibrée les familles étrangères*».

Au cours de la discussion des articles, les sénateurs ont suivi un parcours balisé par les dispositions de la commission des affaires économiques (le *Monde* du 19 juin). Sur proposition du rapporteur, M. Gérard Larcher (RPR, Yvelines), les sénateurs ont affirmé le rôle du maire pour tout ce qui concerne les besoins locaux en matière d'habitat. Dans le même esprit, qui vise à redonner l'initiative aux élus locaux, ils ont décidé, contre l'avis de M. Delebarre, que le schéma directeur de l'Île-de-France «*est élaboré*» et «*adopté*» par «*le conseil régional, en association avec l'Etat et les conseils généraux concernés*».

De même, ils ont supprimé une disposition ajoutée par l'Assemblée nationale qui indique que lors de l'élaboration des plans d'occupation des sols (POS) le préfet fixe à la commune les objectifs minima à atteindre en matière de politique de l'habitat. Favorables à la «*mixité*» de l'habitat, ils ont, dans tout le texte, ajouté à la notion de «*logement individuel*» celle de «*logement intermédiaire*».

Pour éviter «*les concentrations excessives*», ils ont lié les concours financiers de l'Etat au rapport entre le nombre de logements sociaux et celui des résidences principales. A propos des programmes locaux de l'habitat (PLH) intercommunaux, les sénateurs ont limité le dispositif du projet aux communes de plus de trois cent cinquante mille habitants. Ils ont aussi modifié les contraintes du PLH en fonction des efforts déjà consentis en matière de logement social et ouvert aux communes comptant plus de quinze mille logements la possibilité d'élaborer un PLH. Les sénateurs ont également assoupli le dispositif de la participation, à la charge des constructeurs, à la diversité de l'habitat institué par le projet.

Ils ont également confirmé la suppression des zones à urbaniser en priorité (ZUP) et l'exonération

de la taxe professionnelle pour les entreprises qui s'installent dans les quartiers en difficulté. Contre l'avis de M. Delebarre, qui a redouté les foudres de la Commission européenne, et pour impliquer l'Etat dans le soutien financier des quartiers sensibles, ils ont également exonéré ces sociétés de l'impôt sur le revenu ou de l'impôt sur les sociétés «*à compter de la date de leur installation jusqu'au cinquantième mois suivant la création*».

Au chapitre de la politique foncière, les sénateurs, fidèles à leurs principes, ont adopté la création des établissements publics fonciers chargés de constituer des réserves foncières après avoir affirmé la nécessité d'une «*coopération volontaire*» des collectivités locales. En revanche, ils ont supprimé, parce que «*arbitraire*», l'attribution aux principes de la décentralisation, un article étendant le champ d'application des zones d'aménagement différé (ZAD), qui autorise l'Etat à exécuter un droit de préemption sur certains terrains.

Risques de dérapages

Enfin, un débat particulièrement vif s'est instauré à l'occasion de l'adoption d'un amendement déposé à titre personnel par le rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales, M. José Balareto (Rég. et Ind., Alpes-Maritimes), repoussé lors de l'examen en commission. Cet amendement dispose que, «*dans la but d'harmonisation et d'intégration des non-ressortissants de la Communauté européenne*, les organismes HLM peuvent veiller à attribuer les logements en sorte de répartir de façon équilibrée les familles étrangères dans un grand nombre d'immeubles et à prévenir les regroupements trop importants dans les zones sensibles».

M. Balareto a souligné que cet amendement renvoyait à la condamnation récente, par le tribunal correctionnel de Paris, de M. Frédéric Pascal, président de la SCIC, pour ses décisions d'attribution de logements. Il a rappelé que M. Roger Quilliot, sénateur socialiste du Puy-de-Dôme, ancien ministre du logement, lors du dernier congrès des unions d'organismes HLM.

M. Delebarre a assuré comprendre l'intention du sénateur, mais il a redouté l'interprétation qui pourrait en être faite et les risques de «*dérèglements*», «*surtout à la lumière des écrits de M. Poniatowski et des propos de M. Chirac*». Il a ajouté qu'une telle disposition pourrait même être jugée contraire aux engagements internationaux de la France en matière de non-discrimination.

GILLES PARIS

jugé beaucoup trop sévère le dispositif retenu par le Sénat en matière de peine de sûreté et d'interdiction du territoire français pour les étrangers. A l'exception du groupe communiste, qui dénonce dans ce nouveau code pénal «*la recherche d'une politique répressive plus affaiblie, plus efficace, plus moderne*», l'ensemble des députés s'est retrouvé sur l'idée défendue par M. Colombeau (PS, Allier) qu'un «*code pénal est nécessairement répressif*».

Mais, comme l'a souligné le ministre délégué à la justice, il y a un pas entre l'affirmation de la fonction répressive du code pénal et «*le toujours plus d'incriminations, toujours plus de peines et plus lourdes*» des sénateurs. Soucieux de ne pas renoncer, par avance, à «*l'espoir d'amendement*» de personnes reconnues coupables de crime, les députés ont supprimé l'application générale de la peine de sûreté pour la maintenir dans les seuls cas de circonstances aggravantes.

Ils ont également, avec le soutien des groupes RPR, UDF et UDC, rendu son caractère de peine complémentaire, donc facultative, à l'interdiction du territoire français pour les étrangers et réduit les échelles de peines pour certains crimes. Contre l'avis du gouvernement, une majorité de députés s'est engagée pour adopter un amendement de M. Toubon, rétablissant l'incrimination particulière de parricide.

Tous les groupes composant l'Assemblée se sont également accordés pour retenir la version initiale du gouvernement sur la définition des «*crimes contre l'humanité*». Alors que les sénateurs avaient repris celle, plus restrictive, du tribunal de Nuremberg en 1945, les députés ont souhaité tenir compte de «*nouvelles formes d'anéantissement de l'homme*», tels que les enlèvements suivis de disparition.

Sont donc constitutifs de crimes contre l'humanité et passibles de la réclusion criminelle à perpétuité, assorties de la peine de sûreté, «*l'assassinat, l'extermination, la réduction en esclavage ou la pratique massive et systématique d'exécutions sommaires, d'enlèvements de personnes suivis de leur disparition, de la torture ou d'actes de barbarie, inspirés par des motifs politiques, philosophiques, raciaux ou religieux, et organisés à l'encontre d'un groupe de population civile*».

Comme quoi, la copie législative, comme les copies du baccalauréat, gagne décidément à la double correction.

PASCALE ROBERT-DIARD

SOCIÉTÉ

MÉDECINE

La septième conférence internationale de Florence

Les chercheurs s'affrontent sur les stratégies thérapeutiques pour vaincre le sida

La septième conférence internationale sur le sida, qui se termine le 21 juin à Florence, a mis en évidence les divergences des chercheurs sur la physiopathologie de la maladie. Ces conceptions opposées impliquent des approches thérapeutiques différentes.

FLORENCE

de notre envoyé spécial

En écoutant, jeudi 20 juin, le professeur William Haseltine (Dana Farber Cancer Institute, Boston) décrire les différents moyens qui, selon lui, devraient permettre aux chercheurs de trouver la parade contre le virus du sida, on comprenait mieux les raisons de la fascination qu'exerce le HIV sur les scientifiques. Le jour où l'on aura percé tous ses mystères, c'est l'ensemble de la recherche médicale et biologique qui aura fait un fantastique bond en avant.

« Mais comment fait donc le HIV pour échapper ainsi à la vigilance de notre système immunitaire ? s'est exclamé le professeur Haseltine. Qu'est-ce qui le rend si différent des autres virus ? » Comme les autres rétrovirus, le HIV possède dans son patrimoine génétique un certain nombre de gènes de structure - gag, pol et env - qui assurent la fabrication des protéines d'enveloppe, des enzymes et des protéines de surface. Mais il contient aussi d'autres gènes aux fonctions bien spécifiques : le tat (ou gène de transactivation), qui initie l'ordre au HIV de se répliquer, mettant ainsi un terme à la longue phase silencieuse, de latence, qui avait suivi son arrivée dans l'organisme ; et le rev qui lui assure un rôle dans l'activation du HIV, en agissant par l'intermédiaire des gènes structuraux. En outre cinq autres gènes régulateurs ont été découverts en 1990. Et pour le professeur Haseltine, « on n'est même pas encore sûr de les avoir tous identifiés. Chaque année, le système devient plus compliqué ».

Le pari de la thérapie génique

Un des éléments fondamentaux de ce puzzle est un récepteur, dénommé CD 4, situé à la surface des cellules qu'infecte le HIV, les lymphocytes T. C'est à son niveau que vient s'amarrer le HIV, avant d'aller infecter les lymphocytes. Le processus qui suit cet amarrage est également connu : une fois à l'intérieur de la cellule, le HIV insère une copie de son matériel génétique dans l'ADN de la cellule. Et quand débute la répllication virale, la cellule se met à produire des copies de ce matériel génétique en fabriquant de l'ARN et des protéines du virus.

Toute la difficulté vient du fait que le virus est protégé par une enveloppe constituée de sucres (glycoprotéines) qui « aveugle » le système immunitaire. En outre, et c'est une difficulté supplémentaire dans l'optique de la mise au point d'un vaccin, chaque fois que le virus se réplique, il se modifie. « C'est un processus infectieux totalement dynamique », explique le professeur Haseltine.

Le spécialiste américain a d'autre part insisté sur le fait que le HIV infecte initialement, lorsqu'il est transmis par voie sexuelle, des cellules présentes au niveau de toutes les muqueuses, les cellules dendritiques. Ce sont, affirme-t-il, les cellules qui sont, de loin, les plus sensibles à l'infection. C'est aussi celles qui produisent le plus de virus (dix à vingt fois plus que les lymphocytes T). Leur rôle, estime le professeur Haseltine, est sans doute fondamental : d'une part, elles constituent un important réservoir en virus ; d'autre part, elles sont à l'origine de la dissémination de l'infection des cellules T du tissu lymphatique (voir encadré). « Il faut donc, selon le professeur Haseltine, chercher le moyen d'inhiber cette infection des cellules dendritiques par le HIV ».

Selon les schémas physiopathologiques retenus par tel ou tel chercheur, les stratégies thérapeutiques diffèrent profondément. Pour le professeur Haseltine, il faut se concentrer d'abord et avant tout sur le virus. Deux pistes lui semblent devoir être étudiées. Celle des benzodiazépines, une famille de molécules psychotropes, tout d'abord, dont certaines semblent capables d'inhiber l'action du tat. La thérapie génique ensuite. C'est un pari extraordinaire : il vise à utiliser le virus du sida comme vecteur chargé d'introduire, au niveau du génome des lymphocytes qu'il est censé infecter, des gènes antiviraux. Et ainsi protéger ces cellules, responsables du bon fonctionnement du système immunitaire, d'une agression virale ultérieure. Deux chercheurs du laboratoire du professeur Haseltine, MM Mark Poznansky et Joseph Sodroski, ont déjà réussi à montrer *in vitro* que les lymphocytes infectés par du HIV manipulé pouvaient ensuite résister à l'infection. Ils envisagent maintenant de retirer des lymphocytes du sang de malades, de les infecter avec du virus modifié, puis de les réintroduire dans l'organisme après s'être assurés qu'ils étaient bien devenus résistants au HIV.

logiques retenus par tel ou tel chercheur, les stratégies thérapeutiques diffèrent profondément. Pour le professeur Haseltine, il faut se concentrer d'abord et avant tout sur le virus. Deux pistes lui semblent devoir être étudiées. Celle des benzodiazépines, une famille de molécules psychotropes, tout d'abord, dont certaines semblent capables d'inhiber l'action du tat. La thérapie génique ensuite. C'est un pari extraordinaire : il vise à utiliser le virus du sida comme vecteur chargé d'introduire, au niveau du génome des lymphocytes qu'il est censé infecter, des gènes antiviraux. Et ainsi protéger ces cellules, responsables du bon fonctionnement du système immunitaire, d'une agression virale ultérieure. Deux chercheurs du laboratoire du professeur Haseltine, MM Mark Poznansky et Joseph Sodroski, ont déjà réussi à montrer *in vitro* que les lymphocytes infectés par du HIV manipulé pouvaient ensuite résister à l'infection. Ils envisagent maintenant de retirer des lymphocytes du sang de malades, de les infecter avec du virus modifié, puis de les réintroduire dans l'organisme après s'être assurés qu'ils étaient bien devenus résistants au HIV.

Un autre affrontement Gallo-Montagnier

Ce traitement, précise Joseph Sodroski, devrait être répété plusieurs fois par an du fait de la faible durée de vie des lymphocytes. « Dans un premier temps, poursuit-il, nous allons expérimenter ce protocole chez l'animal ».

Pour rendre le HIV inactif et bloquer tout processus de répllication, ces chercheurs insèrent des gènes « non-sens » qui empêchent le gène tat de fonctionner. « Or, explique le professeur Poznansky, le HIV a besoin du tat pour se répliquer. Si vous bloquez son fonctionnement, en théorie en tout cas, vous bloquez la répllication du HIV. » Mais, précise-t-il, un tel protocole thérapeutique ne pourra pas être expérimenté sur l'homme avant plusieurs années.

La théorie de la salive

Le sida permet à de nombreux chercheurs de faire parler d'eux par les médias. La recette est simple : attendre une grosse concentration de journalistes - il y en a plusieurs centaines à Florence - et lâcher une bombe. L'effet est garanti. C'est un genre dans lequel William Alan Haseltine, professeur de rétrovirologie au Dana Farber Cancer Institute et à la Harvard Medical School de Boston, est passé maître.

Biologiste moléculaire de grand renom, il aime faire parler de lui. En 1989, un mois avant le congrès de Montréal, il avait déjà frappé un grand coup en annonçant, grâce à une nouvelle technique d'amplification de l'ADN (PCR), que de nombreuses personnes, bien que infectées par le HIV, pouvaient pendant très longtemps rester séro-négatives. Quelques mois plus tard, plusieurs études, passées beaucoup plus inaperçues que ses déclarations, démentaient ses affirmations.

Très schématiquement, l'hypothèse défendue par le professeur Montagnier postule que la répllication du HIV et son effet destructeur sur les lymphocytes pour-

se plaint d'avoir été violemment frappé par les policiers pendant le transport. Hospitalisé en urgence pour contusions à l'abdomen, il a dû subir une opération immédiate et s'est vu reconnaître une incapacité de soixante jours. Auteur présumé des violences, le brigadier-chef Hippel, du commissariat de Nogent, a été suspendu de ses fonctions par le ministre de l'Intérieur. Une enquête de l'Inspection générale des services (IGS) a été ouverte.

raient être potentialisés par des bactéries, les mycoplasmes, qui joueraient ainsi un rôle de cofacteur du virus du sida. Si cette hypothèse se vérifiait, cela aurait, estime le professeur Montagnier, d'importantes conséquences thérapeutiques dans la mesure où il serait utile d'associer aux médicaments antiviraux des antibiotiques très puissants capables d'agir contre les mycoplasmes intracellulaires (le Monde daté 20-21 mai 1990 et 14 novembre 1990).

Cette approche « non dogmatique », selon l'expression du professeur Montagnier, a été vivement critiquée par le professeur Gallo et par le professeur Haseltine. « Le HIV est la cause du sida, a déclaré M. Robert Gallo. Je ne crois pas qu'il existe des cofacteurs essentiels à l'apparition du sida. Quand on est écrasé par un autobus, on peut toujours évoquer l'existence de cofacteurs, mais le fait est que c'est un autobus qui vous a écrasé. » Quant au professeur Haseltine, il a été, à propos des théories du professeur Montagnier, encore plus catégorique, les qualifiant de « simplistes, irréalistes et ne reposant sur aucun fait précis. » « On perd notre temps, a-t-il ajouté à l'adresse du professeur Montagnier. Ce n'est qu'en s'attaquant à la répllication du virus que l'on parviendra à ralentir l'évolution de la maladie. »

FRANCK NOUCHI

La réforme de l'ordre des médecins sera examinée par le Parlement à la session d'automne

Approuvée par une majorité de praticiens

Un texte de loi prorogeant jusqu'au 30 juin 1992 les mandats des membres des différents conseils de l'ordre des médecins est publié au Journal officiel du 18 juin (le Monde du 19 juin). Il s'agit d'un préalable indispensable à la réforme de cette institution, qui doit être examinée par le Parlement, à la session d'automne. Une évolution à laquelle adhère maintenant la majorité des praticiens, ainsi que le docteur Louis René, président du conseil national, malgré la vive opposition de ses confrères les plus conservateurs.

Il était depuis longtemps sous le feu croisé des médecins qui, notamment depuis 1968, souhaitent voir disparaître une institution qu'ils tiennent pour inégalitaire, toute-puissante et budgétivore, et de ceux qui défendent farouchement un ordre où ils jouissent de nombreux pouvoirs. Depuis son élection en 1987, le docteur Louis René tentait, non sans mal ni sans diplomatie, de faire évoluer, pour la sauver, l'instance qu'il préside. Soutenu par quelques fidèles, il vient, à l'arché, de remporter la principale manche de son combat : il fallait en effet, pour des raisons techniques (le tiers du conseil national devait, ces jours prochains, être renouvelé) et politiques (émergence d'une opposition déclarée) que la loi soit promulguée avant le 20 juin.

Ces dernières semaines pourtant, tout ou presque semblait compromis, le remaniement gouvernemental et les blocages administratifs ayant, en définitive, permis à un groupe d'opposants menés par le docteur Bernard-Claude Savy, ancien député (apparenté RPR) de la Nièvre et président de l'UNAM (Union nationale pour l'avancement de la médecine) de lancer une offensive surprise. Tout avait été programmé pour la dernière assemblée générale ordinaire du samedi 25 mai, où, dans le plus grand désordre - et à main levée, - cinquante-six voix contre cinquante-cinq désapprouveront la politique réformatrice du conseil national.

« Touche pas à mon poste »

« Le débat de fond a été occulté par une discussion de caractère plus politique qu'ordinaire, la « stratégie » du conseil national étant remise en cause », expliquait, quelques jours plus tard, le docteur Louis René dans une lettre adressée aux présidents des conseils départementaux et régionaux. Il rappelait aussi que « les réformes proposées qui visent à aménager les structures de l'ordre ne remettent pas en cause sa mission : le maintien des principes de probité, de

moralité et d'indépendance de ses membres ».

Inquiet du risque majeur de dérive de l'institution ordinaire vers un syndicalisme qui peut, selon lui, être prévenu par l'instauration de collèges électoraux (médecins généralistes, médecins spécialistes et médecins hospitaliers ou salariés), le docteur René faisait notamment valoir que le conseil national avait pris position auprès du ministre délégué à la santé contre un scrutin de liste proportionnel. Selon lui, en effet, « un tel scrutin, outre les difficultés pratiques de son application, risque de créer un sous-corporatisme et d'entraîner une syndicalisation et une politisation des élections ordinaires ».

majorité des médecins français approuvent les principales dispositions du projet de réforme (modification du mode de scrutin, limitation du nombre de mandats, etc.).

Selon ce sondage, 55 % des médecins sont favorables à ce que les débats devant les instances disciplinaires cessent d'être à huis clos pour devenir publics (ils sont 38 % contre). Le projet de donner un rôle accru de surveillance au conseil de l'ordre sur les contrats professionnels passés entre les médecins libéraux et les cliniques privées recueille, de la même façon, une large approbation (58 % pour, 25 % contre). Enfin, 69 % des médecins (contre 12 %) s'expriment



Tout devait s'accélérer à partir d'une initiative émanant, de manière paradoxale, du parti socialiste, M. Jean-Michel Bérégovoy, président de la commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale, déposant dans les premiers jours de juin une proposition de loi sur ce thème. Son texte reprenait, pour l'essentiel, les propositions du rapport qu'avait demandé, l'an dernier, M. Claude Evain, alors ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, au docteur Jean Terquem (le Monde du 11 juin). Et, au terme d'un parcours ultra-rapide, les sénateurs, après les députés, adoptèrent définitivement, le lundi 10 juin, le texte qui leur était soumis.

L'un des points les plus importants de ce dossier tient sans doute, comme le souligne le docteur Bernard Glorian, vice-président du conseil national de l'ordre, au profond décalage existant entre la volonté de réforme ordinaire exprimée par la grande majorité des médecins et le « touche pas à mon poste » de nombreux conseillers ordinaires qui ne souhaitent nullement que l'on réduise leur possibilité de cumul des mandats. Les résultats d'un sondage publié le 17 juin par le Quotidien du médecin (1) soulignent que la

ment en faveur de la limitation à deux mandats successifs de six ans pour les conseillers ordinaires. La seule réserve concerne l'idée qu'un magistrat puisse présider les chambres régionales disciplinaires du conseil de l'ordre.

Cette adhésion du plus grand nombre des praticiens à une évolution ne manquera pas d'être évoquée lors du débat parlementaire sur la réforme ordinaire, prévu à l'automne prochain.

JEAN-YVES NAU

(1) Ce sondage a été réalisé le 20 mai par la société Indica Médical auprès d'un échantillon représentatif de 201 généralistes et de 152 spécialistes libéraux.

SPORTS

Championnats du monde d'escrime : médaille de bronze pour les fleuretistes français. - L'équipe de France masculine de fleuret, composée de Philippe Omnès, Youssef Hocine, Laurent Bel et Patrice Lhotellier, a obtenu la médaille de bronze aux championnats du monde d'escrime, jeudi 20 juin à Budapest, en battant l'URSS par 9 victoires à 6. Cuba a remporté la médaille d'or en dominant l'Allemagne en finale sur le même score. - (AFP)

36.15 LMBAC et 36.15 EDUC corrigent le Bac et le Brevet des collèges dès le soir des épreuves !

Pour toutes les académies, Le Monde et Educ vous proposent sur minitel un corrigé de vos épreuves.

⇒ BACCALAURÉAT

⇒ BREVET

POUR VOS CORRIGÉS TAPEZ 36.15 LMBAC 36.15 EDUC

- Philosophie
- Français (détails en 1^{er})
- Histoire-Géographie
- Mathématiques
- Sciences Physiques
- Sciences Naturelles
- Allemand (LV1)
- Anglais (LV1)
- Espagnol (LV1)

- Français
- Histoire-Géographie
- Mathématiques

- Sciences économiques et sociales

Le service des corrigés vous est proposé par :



SOCIÉTÉ

FAITS DIVERS

Polémique sur les incidents du concert de Vincennes

SOS-Racisme s'estime en butte à une campagne de presse

La préfecture de police de Paris a démenti, jeudi 20 juin, que des incidents graves se soient produits lors du concert organisé par SOS-Racisme, dans la nuit du 8 au 9 juin sur l'esplanade de Vincennes. L'Agence France-Presse citant une « source autorisée » avait affirmé qu'une quarantaine de personnes avaient été blessées au cours de cette manifestation, dont « au moins deux » auraient été encore hospitalisées mardi « après avoir reçu des coups de couteau ». Dénonçant à la « une » de son édition du 20 juin « les violences cachées du concert de SOS-Racisme », le Figaro ajoutait que « soixante-dix véhicules avaient été endommagés lors de cette manifestation, huit volés, qu'une vitrine avait été brisée, et que vingt-six plaintes avaient été déposées à la suite de ces incidents ».

Jeudi 20 juin, on indiquait au cabinet du préfet de police qu'au cours de ce concert « quarante-trois blessés » avaient été soignés par les services de secours stationnés sur place, mais que tous étaient atteints légèrement. La même source démentait que des véhicules aient été endommagés et faisait

état de onze plaintes seulement : deux pour vol à la tire, quatre pour vol simple et une pour coups et blessures. Le sénateur-maire de Vincennes, Jean Clouet, avait lui aussi déposé plainte vendredi 21 juin pour des dommages estimés à 101 820 francs.

« Ils sont intouchables »

SOS-Racisme a dénoncé, jeudi, les organes de presse qui l'ont mis en cause « dix jours après », affirmant qu'en agissant ainsi ils se faisaient « les relais d'une campagne montee de toutes pièces par des groupements d'extrême droite, hélas implantés au sein de la police ». Une allusion à l'article du Figaro citant un policier des renseignements généraux qui se plaignait d'avoir été, lui et ses collègues, « systématiquement insultés » par « les gros bras de SOS ». Le même article donnait la parole à un policier du douzième arrondissement de Paris déclarant notamment : « Le problème, avec SOS-Racisme, c'est qu'ils sont intouchables ».

Vers 4 heures du matin, le

dimanche 9 juin, des bagarres avaient éclaté dans la foule, évaluée à ce moment-là par la préfecture de police à « quarante mille personnes » (le Monde du 11 juin). Les journalistes qui se trouvaient sur place avaient pu observer de près ces affrontements provoqués, pour la plupart, par un petit groupe très mobile dont le service d'ordre de SOS-Racisme, composé de militants de cette association et d'autres de la Ligue communiste révolutionnaire (rotskiste), avait réussi, pour l'essentiel, à circonscire la violence.

De tels incidents sont fréquents au cours de ces manifestations, auxquelles assistent de très nombreux jeunes gens venus de villes de banlieue. Ce soir-là, l'affiche était particulièrement alléchante (Joe Cooker et Johnny Hallyday notamment) et le concert gratuit. La préfecture de police justifiait, jeudi, la décision, prise sur place par les responsables du maintien de l'ordre de ne pas intervenir, en expliquant qu'ils avaient évité ainsi « de provoquer des incidents sans commune mesure avec ce qui était en train de se passer ».

B. L. G.

Bagarre au collège

VALENCE

de notre correspondant

Le père d'un élève de cinquième, du collège Bachelard de Valence (Drôme), a porté plainte pour coups et blessures contre un professeur d'éducation physique qui a blessé son fils. L'enseignant va également déposer une plainte pour insultes et menaces. L'incident s'est produit, mardi 18 juin, lorsque le professeur de gymnastique a voulu faire une remontrance à Karim, quatorze ans : l'adolescent a frappé violemment, après l'avoir entraîné dans son bureau. Karim a eu le nez cassé.

A l'inspection académique, on indique que l'enseignant a d'abord voulu répondre à des insultes verbales et qu'il a ensuite dû maîtriser un élève qualifié de « difficile » et particulièrement « énervé ». Pour l'inspecteur d'académie, M. Marie-Thérèse Massard, les enseignants des établissements scolaires des quartiers populaires doivent accomplir « un travail éducatif qui dépasse le cadre de leur mission ».

G. M.

LE SALON DU BOURGET

Nuages sur les stations spatiales

Aux Etats-Unis comme en Europe, les projets de structures habitées « rétrécissent », victimes de la rigueur budgétaire.

Freedom au pavillon américain, Columbus et Hermès à celui de l'Agence spatiale européenne (ESA), Mir chez les Soviétiques : les structures spatiales habitées sont parmi les vedettes du Salon du Bourget. Mais si la maquette grandeur nature de la station Mir, lancée en février 1986, témoigne du savoir-faire soviétique, les deux autres semblent plutôt faire figure de fétiches destinés à écarter les nuages noirs qui, à l'heure des économies budgétaires, s'accumulent sur ces projets spectaculaires mais coûteux.

Le temps n'est plus, en effet, au triomphe de l'homme dans l'espace. Quand le projet de station américaine Freedom fut lancé, au début des années 80, les experts étaient unanimes : au siècle prochain, des « usines » fabriqueront en orbite médicaments, alliages spéciaux et substrats pour les composants électroniques. Dix ans plus tard, les affirmations sont moins tranchées. Pour limiter leurs dépenses, les Soviétiques proposent un séjour en orbite à qui peut se l'offrir et ne craignent pas d'emmener sur Mir un journaliste japonais. La future station Freedom a subi une cure d'amalgame spectaculaire. Les dernières propositions de la NASA prévoient un ensemble de 90 mètres de long, « voire moins », pouvant accueillir quatre astronautes, à comparer aux 154 mètres pour huit hommes d'équipage du projet initial lancé en janvier 1984 par le président Reagan.

« Trou noir budgétaire »

Mais, même avec un coût réduit de près de dix milliards de dollars grâce à ces modifications et à un étalement de deux ans du programme (elle ne sera pas habitée de façon permanente avant l'an 2000), Freedom reste en butte à l'hostilité de nombreux parlementaires américains qui estiment que les sommes dépensées pour ce « trou noir budgétaire » seraient mieux employées à aider les mal logés ou préserver l'environnement. La Chambre des représentants a finalement rétabli, au terme d'un débat houleux, l'enveloppe de 1,9 milliard de dollars pour l'année fiscale 1992 annulée en commission (le Monde du 8 juin), mais elle a prélevé ce montant sur d'autres programmes de la NASA.

L'Europe doit construire un des modules de Freedom (programme Columbus) et ses responsables spatiaux affectent un optimisme à toute épreuve quant à son avenir. « Je suis persuadé que le Sénat va rétablir les crédits », affirme l'un d'eux. Toutes ces péripéties sont dues à un bras de fer qui oppose les deux grands partis à travers l'exécutif et le Congrès américains, et Freedom n'est pas vraiment en cause.

Pourtant, même si les difficultés rencontrées n'ont pas une ampleur comparable, l'Europe spatiale a elle-même beaucoup de mal à maintenir sa cohésion sur le labo-

L'Espagne fera le missile Aster avec la France et l'Italie

L'Espagne a rejoint officiellement le consortium EUROSAM, formé par la France et l'Italie pour mener à bien le programme Aster de missiles antiaériens et anti-missiles.

Attendu depuis quelques jours (le Monde daté 16-17 juin), cet accord général a été conclu, jeudi 20 juin à Paris, par les ministres des trois pays concernés. Il sera suivi de la conclusion d'un contrat qui prévoit le partage financier, technique et industriel entre le groupe espagnol INISEL et les deux partenaires déjà dans EUROSAM : Aérospatiale (France) et Selenia (Italie). La société INISEL devrait apporter 1,5 milliard de francs dans le développement de ce programme. Le missile Aster a été conçu pour intercepter des avions, des missiles supersoniques à vol rasant et manœuvrant, des missiles plongeurs à très grande vitesse ou des missiles à dispersion de sous-munitions tirés à distance de sécurité.

Le vice-ministre espagnol de la défense, M. Rafael de la Cruz Corcoll, de passage au Bourget, a laissé entendre que son pays pourrait demander à participer, aux côtés de l'Allemagne et de la France, au programme Tigre/Gerfaut d'un hélicoptère antichar et antihélicoptère pour la fin de ce siècle.

ratoire Columbus et la navette Hermès. Confronté à une opinion publique plus sensible aux difficultés économiques dues à la chute du mur de Berlin qu'aux charmes de la grande aventure spatiale, le gouvernement allemand a exigé la plus grande rigueur. L'ESA va donc soumettre à l'approbation des ministères de ses Etats membres, qui doivent se réunir les 18 et 19 novembre à Bonn, des programmes allégés au maximum.

Un seul modèle d'Hermès

Rien de changé pour Ariane-5 (le Monde daté 16-17 juin) : les versions précédentes du lanceur européen ont prouvé amplement leur intérêt commercial. En revanche, Hermès devrait être retardé de près de trois ans : le premier vol de qualification (sans équipage) prévu « en 1998 au plus tard » est repoussé à la fin de l'an 2000. L'avion spatial européen ne volera ensuite qu'une seule fois par an pendant les trois premières années et effectuera deux missions annuelles ensuite. Il est prévu, dans un premier temps, de ne construire qu'un seul modèle de vol. Le projet Columbus devrait connaître lui aussi quelques glissements. Le module AP4 qui doit se greffer sur la station Freedom ne sera lancé qu'en 1998 au plus tôt, soit avec deux ans de retard, et la mission autonome MTFF ne sera pas mise sur orbite avant 2001, au lieu de 1998.

Malgré ces aménagements, les coûts augmentent sensiblement par rapport aux prévisions faites en 1987, lors de la conférence de la Haye : près de 10 % pour Columbus, et, surtout, plus de 30 % pour Hermès (1). « Mais la moitié de ces 30 % proviennent de l'allongement du temps de développement qui, avec le report des premiers tirés, passe de sept à dix ans, souligne un responsable de l'ESA. Nous avons serré les coûts au maximum. Il est difficile de faire mieux, à moins, par exemple, d'acheter certaines parts d'Hermès aux Américains ou aux Soviétiques. Mais cela démentirait le projet, dans le but est de donner à l'Europe la maîtrise des vols humains dans l'espace ».

Malgré l'unanimité apparente des Européens, la discussion risque d'être chaude en novembre prochain à Bonn. Au sein même du gouvernement français, si personne n'entend contester la volonté du chef de l'Etat de mener à bien ces projets, des réserves se font entendre. Elles devraient se manifester plus ouvertement lors du prochain comité interministériel qui doit préparer la réunion de Bonn.

Seuls les Italiens, deuxièmes bailleurs de fonds (derrière l'Allemagne) pour Columbus et les trisèmes (derrière la France et l'Allemagne) pour Hermès, échappent à la morosité ambiante. A la stupeur de leurs partenaires, ils viennent d'annoncer qu'ils négocient directement avec la NASA pour construire un module destiné à la station Freedom. Pessimisme quant au futur de la station européenne ? Ballon d'essai destiné à tenter d'obtenir une participation plus importante dans les programmes de l'ESA ? « En tout cas, ils sont les seuls à déclarer que, pour eux, l'argent ne constitue pas un problème », s'écrit un responsable de l'Agence spatiale européenne.

JEAN-PAUL DUFOUR

(1) Les coûts en millions d'unités de compte (MUC) aux conditions économiques 1986 passent de 3 984 à 4 328 pour Columbus, et de 4 584 à 5 905 pour Hermès. En revanche, avec 4 184 contre 4 114, celui du programme Ariane-5 reste pratiquement inchangé. Une unité de compte vaut environ 6,8 francs aux conditions économiques de 1986, et 7,9 francs à celles de 1990.

Création du consortium Euroflag pour un avion de transport militaire en Europe. Cinq industriels européens : Aérospatiale (France), British Aerospace (Royaume-Uni), CASA (Espagne), Alenia (Italie) et Deutsche Aerospace (Allemagne) ont officiellement créé, jeudi 20 juin au Bourget, le consortium Euroflag, qui sera chargé de mettre au point le futur avion de transport militaire dans les armées de l'air des cinq pays impliqués. Cet appareil devrait être un quadri-moteur capable d'acheminer 12 tonnes de charge utile sur 7 000 kilomètres et de ravitailler en vol des avions de combat. Dans le cas de la France, cet appareil devrait remplacer le Transall à partir du siècle prochain, à raison d'une cinquantaine d'exemplaires.

JUSTICE

Une affaire d'inceste aux assises de la Dordogne

Victime en procès

PÉRIGUEUX

de notre correspondant

La cour d'assises de la Dordogne a condamné, mercredi 19 juin, un père de famille de huit enfants à seize ans de réclusion criminelle. Entre 1981 et 1988, il avait régulièrement abusé de l'une de ses filles. Le premier viol avait eu lieu alors que la victime avait tout juste treize ans. Mais, pendant les débats, qui ont eu lieu en public, la victime a souvent fait figure de coupable pour avoir brisé la loi du silence.

Cette affaire a confirmé que la dénonciation de l'inceste se heurte toujours à de nombreuses réticences et à une solidarité de la famille, indifférence du voisinage, manque de réaction des services sociaux. Ici, la jeune fille a été quasiment rejetée par les siens, qui se sont rangés du côté du père, un ouvrier agricole bien intégré dans la région.

La faute à Gainsbourg

Lorsqu'elle a pris conscience de ce qu'il se passait, sa mère l'a traitée de « pute ». Aujourd'hui encore, cette femme d'une cinquantaine d'années explique qu'elle n'en veut pas à son mari. « Il faisait les courses, il ramenait de l'argent. Nous nous entendions toujours aussi bien. Le père est tourné ». Les sœurs de la victime sont encore plus catégoriques : « Si notre père méritait d'être puni, elle doit l'être aussi, mais plus gravement. Nous pouvons nous passer de notre sœur, elle n'est pas indispensable. Nous ne pouvons pas nous passer de notre père ».

L'absence du pater familias, qui est le seul à posséder un permis de conduire, est aussi « douloureuse » ressentie par l'entourage. Dans ses dépositions, un proche voisin évoque même les rumeurs qu'il a entendues depuis l'incarcération : « Le climat familial ne serait pas très bon pour les enfants qui restent. Sa présence est indispensable ». Sentiment presque partagé par le maire du village, qui avoue que « la faute commise a été atroce, mais qu'il y a eu aussi à sa faire pour l'avenir de cette famille ». Quant à l'employeur de l'ouvrier agricole, quelques jours avant le procès, il avait écrit au procureur M. Bernard Legras pour lui expliquer que son salarié lui manquait et que tout cela était la faute à Gainsbourg et à ses chansons délébiles.

En dépit de cet environnement favorable à l'accusé, les jurés ne lui ont accordé aucune circonstance atténuante. La victime qui vit depuis deux ans avec ces mots dans la tête, effacera-t-elle un jour de sa mémoire l'avertissement son père : « Si tu me dénonces, toute la honte retombera sur toi ».

DOMINIQUE RICHARD

Après une longue bataille juridique

Le tribunal de police de Toulon annule 3 200 contraventions

TOULON

de notre correspondant

Au cours de son audience du 19 juin, le tribunal de police de Toulon, présidé par M. Martine Ros, a relaxé 101 prévenus comparant pour non-paiement de procès-verbaux (pas moins de 3 200 « récoctés » dans la zone où la municipalité a instauré, il y a trois ans, un stationnement payant et mis en place des horodateurs. L'arrêt municipal, en date du 22 juin 1988, avait rapidement été contesté par l'Association des Toulonnais de la haute ville (ATHV), créée pour la circonstance et présidée par M. Sylvie Garcin, avocate au barreau de Toulon.

L'attaque à la qualité de la vie et à l'épanouissement économique du centre-ville, la gestion des redevances par une société privée, le régime inégalitaire imposé par des tarifs différents (selon que l'automobiliste stationne en zone verte ou orange) et par la possibilité de souscrire des abonnements qui vont à l'encontre du principe de rotation du stationnement, tels sont quelques-uns des nombreux arguments avancés par l'ATHV pour demander la suppression de l'arrêt municipal et des horodateurs. L'association avait préconisé une grève du paiement des PV, largement suivie par ses adhérents. Il s'ensuivit un feuilleton judiciaire dont le premier acte a lieu le 17 février 1989 avec la déclaration d'illégalité de l'arrêt prononcée par le tribunal de police de Toulon, puis le 15 décembre par la relaxe de 72 contrevenants.

Mais le parquet ayant fait appel, ce jugement est infirmé le 21 juin 1990 par le tribunal de Toulon. « Il n'y a aucun grand principe du droit », Alors que le ministère public maintient ses poursuites, l'ATHV introduit une action devant le tribunal administratif de Nice, qui, le 26 mars dernier, a rendu un arrêt confirmé par le tribunal de police : « En tant qu'il prévoit en zone de stationnement la délivrance de titres d'abonnements mensuels ou semestriels », cet arrêté municipal doit être annulé.

En partie ou globalement ? Une nouvelle bataille juridique est déjà engagée. Les deux zones persistent avec leurs inégalités. Ainsi, dans une rue du centre-ville, la partie droite de la chaussée est classée « orange » : le stationnement coûte 5 F durant les deux premières heures, 20 F pour la troisième et dernière ; il existe une possibilité d'abonnement de 150 F par mois. L'autre partie de la chaussée classée zone « verte » coûte 10 F par jour.

JOSÉ LENZINI

Pour tentative d'escroquerie

Inculpation d'un conseiller général de Strasbourg

STRASBOURG

de notre correspondant

M. Hervé Hussé, conseiller général du Bas-Rhin (UDF-CDS) a été inculpé, jeudi 20 juin à Paris, pour faux et usage de faux, ainsi que de tentative d'escroquerie. Il a été laissé en liberté sous contrôle judiciaire. Le matin même, il avait été arrêté à un guichet de la Banque de Chine, où il avait présenté des chèques falsifiés de plusieurs millions de dollars tirés sur la Banque de Malaisie. Deux autres personnes ont été inculpées : M. Raghu Maniran, placé sous mandat de dépôt et M. Pierre Ferri, laissé en liberté.

L'inculpation d'Hervé Hussé provoque un vif émoi au conseil général du Bas-Rhin. A trente-six ans, il est le benjamin de l'assemblée, où il siège depuis 1983. Il avait alors succédé à son père, décédé, dans le canton de Strasbourg 8 (Neudorf) en battant l'ancien ministre RPR, M. André Borel. Il avait été réélu en 1985. Délégué régional des Jeunes démocrates sociaux, il apparaissait comme l'un des hommes de la relève du centrisme alsacien. M. Hervé Hussé venait d'intégrer l'Ecole nationale d'administration pour le concours de la « troisième voie » ouverte aux élus et aux socio-professionnels.

J. F.

ÉDUCATION

Un projet de loi en préparation

Vers la reconnaissance universitaire des acquis professionnels

Le ministère de l'éducation nationale prépare un projet de loi visant à « permettre la validation, par un diplôme, d'acquis professionnels ». Intervenant, jeudi 20 juin, au nom de M. Jospin, devant les responsables des services universitaires de formation continue, M. Jacques Guyard, secrétaire d'Etat à l'enseignement technique, a annoncé que le ministère souhaite établir rapidement de nouvelles règles en la matière. Cela, a-t-il précisé, suppose probablement un amendement de la loi de 1984 sur l'enseignement supérieur.

Cette initiative est destinée à favoriser et assouplir les relations entre universités et entreprises, notamment dans le secteur de la formation permanente. Actuellement, un décret de 1985 — assez peu utilisé — permet aux universités de « valider » une expérience professionnelle et d'accueillir des candidats n'ayant pas le niveau académique requis pour telle ou telle formation. Le texte en préparation franchira un pas important, puisqu'il permettra à des professionnels de voir reconnues par un diplôme universitaire leurs connaissances pratiques et théoriques acquises sur le terrain.

EN BREF

Inculpation d'un participant au « rodéo » sanglant de Mantes-la-Jolie. — Le neuvième et dernier participant présumé au « rodéo » de voitures qui avait entamé la vie à une police, le 9 juin à Mantes-la-Jolie (Yvelines), a été inculpé de « vol et dégradations par substance incendiaire », jeudi 20 juin, par M. Patrick Desmure, juge d'instruction à Versailles. Il s'agit d'un Marocain de dix-neuf ans, Omar Bergouché.

SORMAE : la Cour de cassation rejette les pourvois des entrepreneurs. — La chambre criminelle de la Cour de cassation, qui examinait, jeudi 20 juin, le dossier des fausses factures du Sud-Est, a rejeté les pourvois formés par quatre dirigeants d'entreprise de travaux publics contre l'arrêt du 2 mai 1990 qui les renvoie devant le tribunal correctionnel de Paris pour faux en écritures de commerce et abus de biens sociaux ou complicité de ces délits. Neuf personnes, MM. Claude Popis, gérant de la SORMAE, Pierre Benlata, directeur général de la SAE, Jean-Pierre Adam, PDG de Borie-SAE, Paul Peltier, directeur général de la SORMAE, Gérard Monate,

Joseph Delcroix et Bruno Desjober, dirigeants d'Urbatechnic, Maurice Pierrat et Luc Biceret, dirigeants de Sud-Est Equipement, vont donc comparaître, dans les prochains mois, devant le tribunal de Mantes-la-Jolie. A l'origine, trente-six personnes étaient inculpées, vingt-sept d'entre elles ont bénéficié d'un non-lieu ou de l'amnistie liée au financement des campagnes électorales ou des partis politiques.

Trois jeunes condamnés après les incidents des Ulis. — Le tribunal correctionnel d'Evry a condamné, jeudi 20 juin, trois jeunes qui avaient participé, le 8 mai, à l'échauffourée au cours de laquelle trois vigiles du centre commercial des Ulis (Essonne) avaient été blessés. Une condamnation ferme à quinze jours de prison a été prononcée pour rébellion à agents, ainsi que deux condamnations à trois mois de prison avec sursis assorties d'amende, pour destruction de vitrine, vol et recel de vêtements. Le tribunal a ordonné un supplément d'information pour deux autres participants présumés aux incidents, tandis qu'une instruction se poursuit à propos des coups de feu tirés sur les vigiles.

L'état

Les deux Ro

renoma
HOMMES - FEMMES
SOLDES
30 à 50 %

سكانه المتقبل

CULTURE

CINÉMA

L'état d'enfance

C'est l'histoire d'un homme qui n'a pas d'histoire, mais beaucoup de souvenirs

TOTO LE HÉROS
de Jaco Van Dormael

Le vieil homme dans sa maison de retraite s'évade de son ennui en imaginant qu'il va enfin tuer son ennemi de toujours par balles, strangulation, noyade dans sa piscine, ou en l'étouffant avec un bonbon, c'est selon. Quand il était gosse, c'est son ennemi s'appelait Alfred. Alfred devait être lui et réciproquement, car dans l'affolement d'un incendie de la maternité, ils ont été échangés à leur naissance.

C'est exactement ce que pourrait tourner dans sa tête un petit garçon maigrichon dont le voisin, né le même jour que lui, est grand, gros et riche. Cette idée ne l'a jamais quitté, et dans l'oisiveté de la vieillesse, elle est devenue obsessionnelle. Le vieil homme va réellement s'évader, pour s'en aller tuer, pour s'en aller mourir, comme dans un jeu, une complicité. Il a des idées, sa peau est tavelée, sa chair a retrouvé un peu de la douceur des nouveau-nés. A vrai dire, il est resté Toto.

Jaco Van Dormael, cinéaste belge, réalisateur de *Toto le héros* (présenté à la Quinzaine des Réalistes, et caméra d'or au dernier Festival de Cannes), n'a pas eu besoin de retrouver un état d'enfance. Ça ne l'a jamais quitté, ça vit en lui, ça cohabite avec une tendre lucidité d'adulte. C'est pourquoi Jaco Van Dormael a pu, pendant plusieurs années, être clown. On le suppose

proche de Howard Buten, ayant conservé intacte la faculté de s'émouvoir et en même temps d'accepter tout, de donner des couleurs féériques aux pesanteurs du quotidien, de se créer des peurs absurdes. Un

Dormael bouillonne de cette sensibilité cruelle, totalement amoral, assaillie, propre aux enfants. Il en suit l'effarante logique. Les souvenirs qui se bousculent dans la tête du vieil homme emboîtent la chronolo-



Jaco Van Dormael, réalisateur de « Toto le héros »

Innocent - comme le frère mongolien qui trouve le bonheur dans des plaisanteries nulles, et qui, couché sur l'herbe toute, respire les taupes crapahutes sous la terre. Un prince Muichkine qui détournerait ses angoisses sur le mythe de l'invincible agent secret. Le film de Jaco Van

gic, mais finissent par construire une histoire sans faille, authentique, qui n'a pas été recomposée par un esprit adulte : l'histoire de Toto, devenu géomètre, parce qu'il n'a pas su quoi répondre quand on lui a demandé quelles études il voulait suivre. Toto entouré de tendre gaieté, et pour qui

la réalité ressemble aux feuilletons. Dont le père, pilote civil, disparaît derrière la porte le matin, repart le soir, chante *Quand votre cœur fait battre* avec la voix de Charles Trénet et meurt dans un orage en allant chercher à Londres de la confiture d'oranges pour le père d'Alfred, directeur d'une grande surface.

Toto aime Alice, mais Alice est sa sœur, c'est-à-dire qu'elle ne devrait pas l'être, puisqu'il devrait être Alfred, et justement Alfred aime Alice. Alice va disparaître, comme papa, comme par (mauvais) enchantement. C'est ce qui arrive quand le jeu rencontre la réalité. Un big-bang et plus rien. Un rien qui ravage Toto, cependant resté assez enfant pour penser « c'est pas ma faute », tout aussi adroitement « responsable » pour rater ses retrouvailles avec l'amour.

En dépit de son récit en zig zag, le film est merveilleusement facile à suivre. Il est beau, avec des images chromo, et aussi des images sombres, des images drôles, un refus total du pathétique, une douce dérision, une poésie de tous les instants. La meilleure preuve du talent de Jaco Van Dormael, c'est que Mireille Perrier, Thomas Godet - un Toto enfant grave et craquant, - Jo de Backer - le même, adulte - qui parle avec la voix de Michel Bouquet, superbe vieillard sarcastique, c'est que tous les comédiens sont entrés dans son univers comme si c'était le leur.

COLETTE GODARD

THÉÂTRE

Le zéro et l'infini

Les Journées du Conservatoire ont eu lieu les 18 et 19 juin

Aux Journées du Conservatoire, ont « exercé leur art », scène détachée par scène détachée, les élèves de quatre classes, celles de Daniel Mesguich, Stuart Seide, Pierre Vial, Jean-Pierre Vincent. D'autres classes n'étaient pas là : elles avaient réalisé des œuvres entières, présentées en cours d'année, comme l'*Oreste* d'Alfieri joué par les élèves de Madeleine Marion, ou bien, comme chez Philippe Adrien, ceux de première année ont été présentés à part, ce qui est regrettable, car c'est parfois en première année que les élèves sont à leur mieux.

Comme les années antérieures, l'art personnel du professeur-metteur en scène a manifesté son emprise avec le plus d'évidence chez Daniel Mesguich, impatant à chaque élève une situation attachante, au point d'occultier parfois son expression individuelle. Mais les moments de « jeu d'ensemble » les plus forts ont été le fait de la classe de Stuart Seide - un recoupement imaginaire des comédiens débarrant à Elsenor, des leçons de jeu données par Hamlet, et de l'affrontement Ophélie-Hamlet (« Au couvent ») : du beau théâtre, impliquant vérité, poésie, mythe, une intelligence de méditation, beaucoup d'invention d'un univers rêvé. C'était joué par Gildas Milin, Caroline Proust, Muriel Brener, Gaël Baron.

Mais rien compte plutôt, directement, des élèves eux-mêmes, puisque après tout, les dites Journées ont pris le caractère, pour un peu, d'un marché aux esclaves (le Conservatoire finira par être classé dans les pages d'*Economique*).

Bêtes de scène

Les femmes d'abord, ordre périmé, tant pis. Trois actrices se sont particulièrement manifestées : Pascale Baruk, qui avant de travailler chez Pierre Vial avait été l'élève de Gérard Larente au Conservatoire de Bordeaux. Elle a été remarquable, aussi bien dans l'acte que dans Goldoni. Il n'y a pas chez elle de signe, de ton, particuliers ; plutôt, elle les aurait tous, et personnelle qu'elle soit, la présence évidente, l'irradiation d'être et de corps, l'intelligence neuve du rôle, une imagination forte qui réanime une vérité. Elle est l'actrice née, et de tout cela elle a la modestie.

L'aigu et la densité de jeu de Valérie Lang ont soudain noué la gorge de l'auditoire. Elle interprète la mère de *Roberto Zucco* de Bernard-Marie Koltès, qui refuse de restituer à son fils sa tenue de militaire. Valérie Lang, élève de Vincent, avait montré son caractère déjà dans Genet et Thomas Bernhard, mais là, dans cette scène de Koltès, sa conscience vitale de l'actrice, sa conscience forte, et comme une métamorphose par la vision, l'émotion, naissent plus haut : par son entre-mise, Koltès volait vers les Grecs, vers l'infini.

Enfin, notamment dans la scène d'*Oncle Vania* où Elena et Sonia soi-disant font ami-ami, Odile Cohen, élève de Mesguich, a confirmé sa dimension exceptionnelle d'actrice, évidente déjà lors des Journées de juin 1990 comme cet hiver, dans la pièce d'Alfieri dirigée par Madeleine Marion. L'enseignement, et plutôt disons l'entraînement d'un Conservatoire, si excellent soit-il, n'empêchera jamais que l'essentiel, l'irremplaçable : la radioactivité de l'actrice (de l'acteur), soit pour la plus grande part une chance de la nature, et c'est d'ailleurs elle qui suscite la « vocation ». Lorsqu'à ce don de nature se joignent une maîtrise de l'esprit et l'emprise du physique, comme chez Odile Cohen, l'aventure du théâtre est d'avance une belle chose.

Dans cette scène de Tchekhov, Odile Cohen jouait Elena, et il faut citer l'interprète de Sonia,

Pascale Pose, excellente comédienne, tout comme Stéphanie Retornaz, Muriel Brener, élèves de Stuart Seide, ou Caroline Proust, Florence Muller, élèves de Vincent, mais venons-en aux bons-hommes.

Lors de chacune des Journées, comme autrefois lors de chaque concours, s'est manifestée, se manifeste, une très fine équipe de grandes belles bêtes de scène, vrais fauves désinvoltes, grand format, organe vocal souple et vigoureux, démarche large souveraine, tellement habitués du matin au soir qu'à deux cents mètres, sur une plage ou un quai de gare, n'importe qui devine l'acteur rien qu'à sa manière de faire battre à la brise son cache-nez même s'il a été tricoté par maman.

Mais là vraiment acteurs à tel point qu'on les imagine, à peine nés, amenant les autres bébés de la nursery et l'équipe des infirmières en balançant déjà, du fond de leurs langes, des tirades de Cyrano. Cette année ils se nomment Laurent Naitre, Frédéric Pellegey, Pierre Cassagnard, et attention, ne pas les sous-estimer, ces hommes-là sont toujours d'excellents comédiens, donneurs de tonus, dispensateurs d'émulation, de présence d'esprit, de courage, de vrai talent, - les Belmondos ou les Perrin annonçant la couleur.

A l'opposé pourrait-on dire, nous avons cette année un élève de Stuart Seide, Gaël Baron, on ne peut plus fascinant par la transparence, la finesse extrême de son jeu, quelque chose de magique dans les nuances de voix ou même un envoi de doigts, je ne vois rien de comparable chez un acteur déjà connu, la qualité d'expression de Gaël Baron pourrait être évoquée plutôt par des dessins de Bonnard, tremblants et vivants comme des ombres de feuillages. Benoit Lepeccq, chez Mesguich, a été stupéfiant d'intelligence créatrice, de vie immédiate, de promptitude d'échos contraires, et de beauté d'embranchement du dedans, en Platonov de Tchekhov.

Richard Sammut, chez Vincent, en Tréplev de *la Mouette* comme en Woyzeck, a donné, lui, l'un des accents les plus forts de l'art de l'acteur, celui qui allie avec une maîtrise confondante les ténèbres d'un Karamazov et une générosité d'âme, presque innocente. Richard Sammut a fait planer certains moments du grand *Hamlet* de Ledoux, c'est tout dire. Il faudrait citer Stanislas Nordey, poignant en Tréplev lorsqu'il va présenter sa « pièce » jouée par sa mouette Nina, et Eric Petitjean, Frédéric Fischech, Eric Genovesse, tous doués, riches, envoies, poignants.

Termignons, et pas en beauté. Une pratique toute neuve a fait son apparition au cours de ces Journées 1991. Un certain nombre d'élèves ont interprété des scènes, la plupart bien connues, bien souvent étudiées au Conservatoire comme dans tous les cours, et ils les ont interprétées cette fois d'une façon inimitable, sans aucune qualité d'esprit, sans assumer quoi que ce soit.

Ainsi aplatis et dévitalisés, elles devenaient un supplice interminable. Le plus fort est que, dès la dernière réplique, l'impression de l'acteur se soulevait aussitôt, tant de l'impressionnisme à *« Bravo ! »* relayés par les camarades de classe, ce qui déléchait l'applaudissement collectif de la salle. Je suis embêté d'avoir eu ce ton aussi pion, aussi scrogneugne, mais comment hélas ne pas le prendre, à son corps défendant, pour témoigner d'un fait si triste.

MICHEL COURNOT

Les deux Robin de Sherwood

Robin des bois revient dans deux films américains. L'un, avec Kevin Costner, vient de sortir aux États-Unis l'autre, avec Patrick Bergin, en France

ROBIN DES BOIS
de John Irvin

LE PRINCE DES VOLEURS
de Kevin Reynolds

Robin de Locksley, dit des bois, dit le Prince des voleurs, a-t-il existé ? Il « existe », en tout cas, dans la légende selon laquelle, au douzième (ou au quatorzième) siècle, il aurait exercé ses talents de hors-la-loi aux dépens des riches ou des ecclésiastiques, pas forcément au service des pauvres. Au dix-neuvième siècle, « Robin Hood » (traduction littérale : « le brigand dévaliseur »), « Robyn Hode », « Robert Hode », ou « Robin the hood » est désormais Robin des Bois, champion des droits de l'homme et de l'opprimé. Le cinéma et la télévision n'avaient plus qu'à prendre le relais. Hollywood ne s'en est pas privé. Trois films dominent : celui (mué) de Douglas Fairbanks, celui (vieillesse) de Sean Connery et, entre les deux, celui, flamboyant, d'Errol Flynn en 1938.

Été 1990 : guerre de majors à Hollywood. Trois *Robin des Bois* sont mis en chantier. Tri-Star fait appel à Ed Zwick et Marshall Herskovitz (*Glory*), Fox à John McTiernan (*Die Hard*, *Octobre Rouge*) et à John Irvin ; on en appelle à tout ce qui compte comme jeune premier romantique et dynamique, Harrison Ford, Tom Cruise, Alec Baldwin, Dennis Quaid, Kevin Kline, Patrick Swayze et Mel Gibson. Passant un accord avec l'indépendant Morgan Creek (et la Warner), Kevin Costner bouleverse les données. Son *Prince des voleurs* vient de sortir aux États-Unis.

Pourquoi cette flambe ? Il s'agit d'une épopée parmi les plus populaires, mais toute une génération de spectateurs - les douze-vingt-cinq

ans, celle qui fait les entrées - ne la connaît pas. De plus, on y trouve de la romance, de l'action, de l'humour, des mythes - et parfois même un message. Après dix ans de variations intertextuelles sur la légende du roi Arthur, après Superman et Batman, il est temps, semble-t-il, de renouer avec un jeune héros spirituel et plein d'allant, animé de cet idéal « chrétien » qui consiste à donner aux pauvres pour rétablir un juste équilibre social.

Epopée burlesque

Deux *Robin des Bois* ont finalement vu le jour : celui réalisé par Kevin Reynolds, avec Kevin Costner, sur un budget estimé à 60 millions de dollars - dont plus de 7 pour la star - et celui de John Irvin et John McTiernan, avec Patrick Bergin - le vilain mari de Julia Roberts dans *les Nuits avec mon ennemi* - au budget annoncé de 15 millions. Il est diffusé en salles presque dans le monde entier. Aux États-Unis, la Fox, afin d'éviter le clash avec Warner et Costner, choisit de le réserver à la télévision - sur la Fox network - avec sortie vidéo cassette début juillet (89,95 dollars, plus taxes).

Le *Robin des Bois* de John Irvin n'est pas un simple « En attendant Kevin ». On retrouve au générique les noms de la firme Working Title et des producteurs Sarah Radclyffe et Tim Bevan, à qui l'on doit déjà *My Beautiful Laundrette* de Stephen Frears, *Wish You Were Here* avec Emily Lloyd et *Un monde à part*, de Chris Menges. Le traitement est nouveau : dépouillé par celui qu'il tenait pour un ami, le précepteur du prince Jean (Edward Fox) - traître frère de Richard Cour-de-Lion, l'aristocrate Robert Hode (Bergin) rejoint une bande de voleurs dans

les prottes (et non plus les arbres) de la forêt de Sherwood ; avec eux, il monte une rébellion contre les méchants. Marianne n'est plus la biche aux abois façon Olivia de Havilland. Sexy en robe, l'Union Thrasme qu'on croise aux côtés des hommes et envoie promener son futur époux (Prochnow), l'informant qu'elle s'est donnée à un autre homme « avec le plus grand des plaisirs ».

La nouveauté est aussi dans le ton, qui mêle à l'épopée des éléments de comédie et de burlesque proches des *Trois Mousquetaires* de Richard Lester. Patrick Bergin est rigoureux et mûle à souhait, mais Jürgen Prochnow est un méchant bien moins vicieux que Claude Rains et Basil Rathbone dans le film de Michael Curtiz. Les costumes sont couleur d'automne, sans doute plus justes que les rouges francs et les verts rieurs d'Errol Flynn. Et Bergin ne porte pas de collants.

Kevin Costner non plus. Sa Marianne (Mary Elizabeth Mastrantonio), farouchement indépendante, garçon manqué maniant la rapière en experte, a soudain le regard ému lorsqu'elle aperçoit Kevin se balançant dans une rive. De plus,

EN BREF

□ Soixante-seize musiciens adressent une pétition au ministre de la culture. - A l'occasion de la Fête de la musique, soixante-seize artistes, interprètes, créateurs, organisateurs ou responsables d'institutions ont adressé une pétition au ministre de la culture. Ce texte propose que la journée du 21 juin cesse d'être « une pitoyable collection de bénévoles sonores », ajoutant : « Pour aider la musique, il faut bien payer les musiciens. » La pétition suggère également de « tirer un trait sur la caricature paranoïaque (d'opéra populaire) qu'est la structure actuelle de l'Opéra-Bastille, qui ne peut monter que six productions en mobilisant près de la moitié du budget que le ministère attribue à la musique ». Les signataires déplorent enfin que la création, au lieu d'être « un phare, un lieu d'accueil et de circulation des idées nouvelles », ressemble à « un luxueux Bunker Palace Hôtel, rebourré dans une clandestinité autoglorifiante, pendant que les créateurs dansent devant le buffet. »

Le texte émane de l'association Futurs/Musiques, organisatrice d'un festival de musique contemporaine dans les banlieues parisiennes. □ Jerry Lee Lewis annule son concert à Condon. - Le pianiste et chanteur Jerry Lee Lewis a annulé son dernier moment son concert, prévu samedi 22 juin à Condon (Gers). Le pianiste américain a annoncé que son spectacle était reporté au 7 juillet.

le Robin de Costner a un nouveau compagnon : un Maure (Morgan Freeman) avec qui il s'est évadé de captivité pendant les Croisades - et qui apporte aux barbares occidentaux la civilisation arabe, plus avancée. Le surnom du film est : *le Robin de l'arche perdue*. Cependant le héros doit résoudre un problème familial quasi freudien - une relation destructrice avec son père mort. Enfin, plus « politiquement correct », il ne vole pas aux riches pour donner aux pauvres par simple bonté d'âme, il cherche aussi à déstabiliser un gouvernement abusif et restaurer l'ordre dans une Angleterre corrompue, quasiment retombée dans le paganisme.

Malgré un accueil critique relevant de la symphonie pour un massacre, Costner vient de faire un score fabuleux : avec ses 25,6 millions de dollars, c'est son premier week-end, il bat *Total Recall* et s'inscrit comme la deuxième plus forte recette première week-end pour une non-suite (record détenu par *Batman*), et le huitième « meilleur premier week-end » de l'histoire du cinéma. Il devrait sortir à Paris en automne prochain.

HENRI BÉHAR

Réception de M. José Cabanis à l'Académie française

La séance solennelle de réception de M. José Cabanis, élu à l'Académie française le 21 juin 1990, s'est déroulée jeudi 20 juin sous la Coupole. M. Cabanis a prononcé l'éloge de son prédécesseur, Thierry Maulnier. M. Jacques de Bourbon Bussat, qui l'accueillait, a présenté à son tour le nouvel académicien, romancier, essayiste, historien. La réception de M^{me} Hélène Carrère d'Encausse, élue le 13 décembre 1990 au fauteuil de Jean Mistler, est fixée au jeudi 28 novembre prochain.

Le Monde publiera le texte des deux discours dans son numéro de samedi (daté, 23-24 juin).

ACCES DIRECT

2.19 F LA MINUTE

SIRENE

MINITEL

36.27.36.44

L'identification complète et instantanée de toute entreprise ou établissement :

Adresse complète, code APE, date de création, n° SIRET...
■ Plusieurs fois d'accès
■ Grande souplesse de recherche

INSEE

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES

renoma

HOMMES - FEMMES

SOLDES

30 à 50 %

129 bis, rue de la Pompe, 75116 PARIS

VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP

64, rue La Boétie, 45-63-12-66

MINITEL 36.15 CODE A 3 T puis OSP

SERVICE DES DOMAINES

RECTIFICATIF à l'insertion parue le 11 juin 1991 conc. la vente, le 27 juin 1991, à 9 heures, Palais de Just., à GRASSE, d'un appartement n° 5 à MANDELIEU-LA-NAPOLÉON. Domaine de La Napoléon, ens. résidentiel Cannes Marina, imm. LE SURCOUF, 9° ét. Il fallait lire : ENTREE E et non D. Indiqué par erreur. Vis. le 24 juin de 16 h 30 à 17 h 30. Tél. : 93-36-00-14.

Arènes de Lutèce - 49, rue Monge (5^e)
SPECTACLE DE CHEVALERIE
 par
LES CASCADEURS ASSOCIÉS
 Jackie VENON
 20-21-22 JUIN, à 20 h 45 - 22 et 23 JUIN à 15 h 30
 Places : 80 F (40 F réduit)
RENSEIGNEMENTS : 42-86-97-03
 spectacle assuré en cas de pluie

PUBLICATIONS JUDICIAIRES

Maître Claude PAULMIER, avocat, 184, avenue Victor-Hugo, à Paris-16^e
 Par requête en date du 3 mai 1991, le tribunal de Grande Instance de Nanterre (Hauts-de-Seine), a été saisi à l'effet de déclarer l'absence de Monsieur Bernard, Gabriel, Charles DUPRÉ, né à PARIS-15^e, le 3 juillet 1950, de nationalité française, de profession inconnue ayant demeuré en dernier lieu, 10, rue Edouard-Detaille à BOULOGNE-BILLANCOURT (Hauts-de-Seine), et qui n'a pas reparu à son domicile ni donné de ses nouvelles depuis le 1^{er} juillet 1971.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS. CONdamnATION PÉNALE.
 Par jugement contradictoire rendu le 6 décembre 1990, la 3^e chambre du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour INFRACTION AUX MESURES GÉNÉRALES D'HYGIÈNE - BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS.

M. LASNE Richard, né le 14 novembre 1957 à SAINT-DENIS (93), gérant, demeurant à ROSNY-SOUS-BOIS (93), 7, allée des Myosotis, Pour avoir, à Paris, le 28 juin 1989, étant responsable d'un établissement soumis aux dispositions du code du travail relatives à la sécurité, enfreint, par une faute personnelle, les dispositions des chapitres I, II du titre III du code du travail en laissant travailler deux salariés sur un échafaudage sans qu'ils soient munis d'un dispositif de protection individuelle ou collective, a été condamné à 10 000 F.

Le tribunal a, en outre, ordonné, aux frais du condamné, la publication de ce jugement par extrait dans le journal *Le Monde*.

Pour extrait conforme délivré par le greffier à M. le procureur de la République, sur sa réquisition.

NY AVANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS. CONdamnATION PÉNALE.

Par jugement contradictoire rendu le 12 décembre 1990, la 3^e chambre du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour INFRACTION AUX MESURES GÉNÉRALES D'HYGIÈNE - BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS.

M. Jacques Lesourme, gérant, 15, rue Hubert-Beuve-Méry, 75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécoeur : (1) 40-65-25-29

Téléc : 206.806 F

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les rédacteurs du Monde »

« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme

des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises

M. Jacques Lesourme, gérant.

Imprimé au « Monde »

11, rue W. Gombert

94852 IVRY CEDEX

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-25-23

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 40-60-32-90

TARIF

FRANCE

3 mois

6 mois

1 an

460 F

890 F

1 620 F

572 F

1 123 F

2 086 F

790 F

1 560 F

2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

PP Paris RP

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

veuillez nous l'obligance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie

VENTES

Le bazar des styles

A Monaco, ce week-end, Sotheby's et Christie's se livrent une compétition

Des natures mortes, des pique-niques siciliens du dix-septième siècle, une paire de tapisseries anversoises, une Athénienne Empire en biscuit de Paris provenant de l'ancienne collection Christian Dior... Les ventes de Monaco, organisées par les maisons Christie's et Sotheby's du 21 au 23 juin, sont placées sous le signe de la variété.

En guise de récréation, quelques animations, tel le petit cocktail donné par la princesse de Beauvau-Craon, nouvelle présidente de Sotheby's France, sur le *Fair Lady*, « un yacht élégant et classique », Restons simple : avec ses amours, la petite bijou, estimée à 3 millions de livres sterling, est à vendre.

E la nave va... Les ventes de ce week-end monégasque se divisent en deux grosses parties : tableaux anciens et du dix-neuvième, mobilier et objets d'art du dix-huitième et du dix-neuvième. Pour ce qui concerne le premier secteur, Sotheby's ouvre le bal avec un ensemble de vingt-huit toiles provenant de la collection Peryague, rassemblées entre la fin du dix-huitième et les années 1830. Il comprend principalement six tableaux de Girodet, à commencer par le *Portrait de la reine Hortense* - boucles à la M^{re} Récamier, buste de porcelaine (estimé entre 500 000 F et 700 000 F).

Chez Christie's, les deux pièces majeures restent cette *Vue de la place Navone à Rome*, d'un artiste manuscrit, signée Bernardo Bellotto, entre 7 et 10 millions de francs, ou encore le *Repos pendant la fuite en Egypte* de Giovanni Girolamo Savoldo. Là, Sotheby's fera monter les enchères autour d'un ensemble de toiles napolitaines du dix-huitième siècle où figurent deux natures mortes de

Giovanni Battista Ruoppolo (estimées entre 1,4 et 1,8 million de francs) ; à ne pas confondre avec l'homonyme qui suit, Giuseppe Ruoppolo, « celui qui aurait pu être l'élève et probablement le neveu du maître », nous dit la notice. Et là, la cote des raisins, pommes, grenades, citrons et gibier tombe à 160 000 F.

La peinture flamande est au rendez-vous, avec cette composition aux fleurs, fruits et crustacés de Cornelis Davidz de Heem, l'un des plus gros lots de la vente Sotheby's, estimée entre 3 et 5 millions de francs. On note ici, enfin, un *Portrait de saint Barthélemy* par Georges de La Tour, toile qui faisait partie de la série représentant le Christ et les douze apôtres, exécutée pour la cathédrale d'Albi vers 1620-1625.

En 1795, quelques-unes des peintures originales trouvées en mauvais état, furent « remplacées par des copies exactes mais de faible qualité ». Cette toile, « qu'on croyait perdue », est estimée par Sotheby's entre 400 000 F et 600 000 F en raison de son état. Comme pour rassurer l'éventuel acheteur, on précise dans le catalogue : « La famille de l'actuel propriétaire est installée dans cette région (Albi) depuis plusieurs centaines d'années ».

Evidemment, Christie's n'a pas manqué de lancer sa contre-offensive. La maison anglo-saxonne concurrente présentera, le lendemain, une autre « redécouverte » de Georges de La Tour et, comme par hasard, un *Saint Thomas de la série d'Albi*. Ce soldat-paysan est estimé entre 4 et 6 millions de francs. On remarque, au passage, l'argumentaire nettement plus érudite et plus chic : « Ce soldat-paysan aux aguets, suivant les formes empruntées à Ischia, est peut-être la composition la plus curieuse de

l'ensemble... Autre redécouverte, toujours chez Christie's : une « charmante » - comprenez miniature, puisqu'elle ne mesure que quinze centimètres sur vingt - *Adoration des bergers*, signée par Craxach l'Ancien ; elle est estimée entre 1,2 et 1,6 million de francs. Une somme à relativiser, car très en deçà du fameux diptyque du même Craxach, adjugé par Christie's, il y a tout juste un an, 48,4 millions de francs, devenant ainsi « le tableau allemand le plus cher jamais vendu aux enchères ».

Chez un spécialiste ou en salle des ventes ?

Dans le domaine du mobilier et des objets d'art, les deux maisons de vente se jouent traditionnellement à Monaco, la comédie du *Si Versailles m'était conté* et se livrent un duel par salons et fournaiseurs interposés. Mathieu de Baille contre Mathieu Criad (chez Christie's), une paire de commodes en placage de bois de rose, estimées entre 1,4 et 1,8 million de francs. Au royaume des griffes, on note celle de Riesener avec cette commode exécutée pour la chambre de Marie-Antoinette à Versailles (entre 3,5 et 4 millions de francs chez Sotheby's).

Dimanche matin, Sotheby's s'annonce peut-être l'adversaire en dispersant la succession de George Carter, soit un ensemble de meubles et d'objets Charles X provenant de la collection de Maurice Lindon. Le succès de la grande vente Castille, organisée en mars dernier à Versailles, témoigne de l'engouement actuel pour ce mobilier Restauration : la vente (24,5 millions de francs) a atteint le double des estimations - qualité des pièces oblige (des men-

bles ayant appartenu au comte de Chambord et, surtout, à la duchesse de Berry, qui imposa véritablement ce style).

On retrouve donc ici nombre de petits meubles en ébène mouchetée à filets d'amarante, genre apparu dès Louis XVIII et mis en vogue par une noblesse initiée, en réaction aux pompes de l'Empire. Comme l'explique Jacques Renoucourt, l'un des spécialistes parisiens : « Dès 1817, les marqueteries remplacent les bronzes, tandis que les bois clairs (citronnier, érable, frêne, orme) succèdent à l'acajou et donnent ainsi une gaieté nouvelle aux intérieurs ».

L'ensemble de Sotheby's comprend cinquante lots dont la qualité est inégale : quoi de commun entre cette élégante paire de chaises attribuée à l'ébéniste Jacob Desmaitre (entre 70 000 F et 90 000 F) et ce dressoir plutôt massif (générallement coté entre 40 000 F et 60 000 F) ?

La vente comporte encore des pièces sombres (palissandre) à décor clair, plus communes et souvent plus tardives que les pièces à fond clair et décor sombre, donc moins recherchées par les vrais collectionneurs. Nombre d'entre elles proviennent de Grande-Bretagne, ou sont approximativement datées, alors que la « crème » du style Charles X, comme le confie Jacques Dille, expert à Paris, provient des ébénistes français, l'apogée du style se situant entre 1820 et 1825. Autant de détails qui reposent, une nouvelle fois, la question de l'achat chez un spécialiste ou en salle des ventes.

LAURENCE BENAÏM

► Ventes du vendredi 21 juin au dimanche 23 juin. Christie's, tél. : 42-86-17-86 ; Sotheby's, tél. : 42-66-40-60.

MUSIQUES

Rossini rajeunit à Saint-Denis

« La Lettre de mariage » : le premier opéra d'un musicien de dix-huit ans

Dans la biographie qu'il a consacrée à Rossini, Stendhal ne parle pas de la *Cambiale de matrimonio*, cette *Lettre de mariage* qui passe pour le premier opéra du musicien italien. Mais il parle de l'*Inganno felice*, également créé par le Théâtre San-Moisé de Venise, deux ans plus tard, en 1812, et s'extase sur l'art

d'un compositeur alors âgé de vingt ans, qu'il n'aurait plus cessé d'admirer, et qu'il compare alors au jeune Raphaël « sortant de l'atelier du Pérugin ».

Avec le peintre d'Urbino, le musicien de Pesaro avait en effet ce point commun d'être un charmeur. Et c'est un peu de ce charme latin

que l'on aurait aimé trouver dans la représentation, au Festival de Saint-Denis, de la *Cambiale de matrimonio*. Quelques éclaircissements aussi sur un livret singulier, qui doit bien trouver sa source dans l'histoire du moment ou dans quelque événement resté vivace dans les mémoires après la cession du Canada à l'Angleterre.

La situation qui sous-tend cette tragi-comédie en miniature est en effet celle d'une jeune miss vendue par son père, négociant anglais, à l'un de ses amis, Slook, un riche Canadien, caricature du « pied-noir » enrichi sur le dos des Indiens, intermédiaire entre le Huron ingénieur du comte de Voltaire et l'oncle d'Amérique (comprenez que l'apour un mariage pas acheter, il finit par doter le fiancé désargenté de la jeune fille). Le succès d'*Atala* et de *René*, publiés par Chateaubriand moins de dix ans avant la *Cambiale*, aurait-il passé les Alpes et créé en Italie une mode américaine ? A moins que le personnage du bon sauvage venu se faire « plumer » chez ses cousins civilisés ne soit un modèle éternel, celui du Brésilien dans la *Vie parisienne* plus d'un demi-siècle plus tard.

On ne reprochera donc pas à la mise en scène de Vincent Texier, aux décors et aux costumes de Claire Niquet, une indigence qui pourrait être charmante et stimulante, dans l'esthétique choisie : celle de l'éclat de marionnettes, de la commedia dell'arte. On regrettera que les bizarreries du livret n'aient inspiré aucune connotation précise, aucun clin d'œil amusé aux artisans du spectacle (un Slook habillé comme Benjamin Franklin ?). Les toiles peintes qui défilent sur un filin, les costumes de gaudins et de poupées composent un Rossini passe-partout, joué avec des gestes volontairement mécaniques et stéréotypés, gages qui ne traduisent rien d'autre que le caractère mécanique et stéréotypé de cette musique, musique qui n'annonce du grand Rossini comique que les débuts : gags instrumentaux, virtuosité crispée.

Gags quelque peu évanescents par les coups du Concert spirituel. Ce jeune, trop jeune ensemble instrumental est ici dirigé par Pierre Niquet avec une jeunesse insouciante des vraies difficultés : plus une œuvre est imparfaite, plus on doit l'y montrer parfait. Peter Harvey (Slook) est un excellent baryton anglais ; Michel Trampon (le père indigne), la basse bouffée que l'on connaît. Le ténor Jean-Paul Fouché, le mezzo Miriam Ruggeri, la basse Tili Fecner font de bonnes choses dans des rôles à leur mesure.

Eleanor Oldham, soprano à laquelle Rossini a réservé ses faveurs coloratures, avait, elle, visé trop haut.

ANNE REY

► Prochain concert Rossini au Festival de Saint-Denis : *Moïse*, version oratorio, par l'Orchestra national, direction Alberto Zedda, avec Simon Estes, Boris Martinovic, Cecilia Gasdia, Jean-Luc Viala, Martine Dupuy. Vendredi 28 juin, basilique, 20 h 30.

WEEK-END D'UN CHINEUR

PARIS
 Samedi 22 juin
 Dronot-Richelieu, 14 heures : postes de radio, juke-boxes, tapis d'Orient, poupées, jouets, automobiles.

ILE-DE-FRANCE
 Samedi 22 juin
 Nogent-sur-Marne, 14 h 15 : arts primitifs.

Dimanche 23 juin
 Chantilly, 14 h 30 : tableaux, porcelaine ; Enghien, 14 h 30 : tableaux modernes ; Fontainebleau, 14 heures : mobilier, objets d'art ; Joigny, 14 h 30 : tableaux russes ; La Varenne-Saint-Hilaire, 14 h 30 : mobilier céramique ; Provins, 14 heures : armes ; Saint-Germain-en-Laye, 14 h 30 : vins ; Verrières, 14 h 30 : tableaux modernes ; Versailles (Cheval-Léger), 14 h 15 : céramiques, tableaux modernes.

PLUS LOIN
 Samedi 22 juin

Agén, 10 h 30 : bijoux ; 14 heures : objets d'art ; Angers, 15 heures : archéologie ; Autun, 14 h 30 : livres ; Bolbec, 14 heures : disques, mobilier ; Boulogne-Ville, 15 heures : mobilier, objets d'art ; Chambéry, 21 heures : argenterie, bijoux ; Chaverry, 14 heures : mobilier, orfèvrerie ; Dijon (rue Paul-Cabot), 15 heures : mobilier, tableaux ; Dijon (rue de Gray), 14 heures : mobilier, tableaux ; Fontenay-le-Comte, 14 heures : bibliographie ; Gézec, 14 heures : mobilier, bibelots ; Langres, 14 heures : mobilier, livres ; Marseille (Prado), 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; Marseille (Castellane), 10 h 30 et 14 h 30 : livres ; Martel, 10 heures et 14 heures : mobilier, objets d'art ; Montpellier, 9 heures et 17 heures : mobilier, objets d'art ; Moulins, 14 heures : mobilier,

tableaux ; Toulon, 9 heures et 14 h 30 : mobilier, objets d'art, Verdère, 14 heures : mobilier, orfèvrerie ; Vitry-le-François, 10 heures : cartes postales, timbres.

Dimanche 23 juin
 Argentan, 14 h 30 : orfèvrerie, tableaux ; Aubagne, 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; Auxerre, 14 h 30 : tableaux et sculptures modernes ; Avignon, 14 h 30 : mobilier, tableaux ; Biarritz, 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; Salais, 14 h 30 : argenterie ; Castres, 14 h 30 : tableaux, objets d'art ; Chalons-sur-Saône, 10 heures : argenterie, bijoux ; 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; Châlons-sur-Marne, 15 heures : curiosités, céramiques ; Chambéry, 15 heures : mobilier, objets d'art ; Chambord, 14 heures : vente sur le thème de la chasse ; Châtelleraut, 15 heures : automobiles de collection ; Clamecy, 14 h 30 : tableaux russes ; Douai, 14 h 15 : Extrême-Orient ; Douzens, 14 h 30 : mobilier, tableaux ; Issoudun, 14 h 30 : tableaux, objets d'art ; La Flèche, 14 heures : mobilier, objets d'art ; Les Andelys, 14 h 30 : arts de la table ; Lille, 14 h 30 : arts nouveaux, mobilier ; Limoges, 14 heures : mobilier ; Lorient, 14 h 15 : tableaux, mobilier ; Manosque, 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; Montluçon, 14 heures : mobilier, tableaux ; Montreuil-sur-Mer, 14 h 30 : mobilier d'un château ; Rochefort, 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; Saint-Dié, 14 heures : tableaux modernes, bijoux ; Soissons, 14 h 30 : tableaux modernes ; Vesoul, 14 h 30 : mobilier, objets d'art.

FOIRES ET SALONS

Versailles, Pontoise, Clisson. Dimanche seulement : Laigue, Vazzy, Virey-Châtillon et Saint-Dié.

PIERRE PALMADE

OLYMPIA

DU 17 AU 29 SEPT

CLAUDE MERCIER

EUROPE 1

SPECTACLES

Suite de la page 15

00-16) : v.f. : UGC Montparnasse, 7 (45-74-94-94) : Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-87-35-43) : Paramount Opéra, 9 (47-42-58-31) : UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) : Fauvart Bis, 13 (47-07-55-88) : UGC Convention, 15 (45-74-93-40) : Pathé Wepler, 18 (45-22-45-01) : Le Gambetta, 20 (46-38-10-98).

TORCH SONG TRILOGY (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) : Le Berry Zébre, 11 (43-57-51-55).

LE TRÉSOR DES ILES CHIENNES (Fr.) : Epée de Bois, 5 (43-37-57-47).

LE TRIOMPHE DE BABAR (Fr.-Can.) : Club Gaumont (Publicis Manignon), 8 (43-59-31-97) : Le Berry Zébre, 11 (43-57-51-55) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-88).

THÉÂTRES

SPECTACLES NOUVEAUX

(Les jours de première et de relâche sont indiqués entre parenthèses.)

1969. GUERRES PRIVÉES. Théâtre de Dix-Heures (46-06-10-17) (dim., lun.) 20 h 30 (19).

COURTELINE... ET TOC. Neully-sur-Seine. L'Atelier (48-24-03-83). Mercredi, jeudi, vendredi à 20 h 30 (19).

LA TERRINE DU CHEF. Le Plessis-Robinson. Amphithéâtre Pablo-Pi-

UN CŒUR QUI BAT (Fr.) : Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

UN THÉ AU SAHARA (Brit., v.o.) : Lucernaire, 6 (45-44-57-34).

UNE HISTOIRE INVENTÉE (Can.) : Lucernaire, 6 (42-78-47-86).

URANUS (Fr.) : George V, 8 (45-62-41-48).

LA VIE DES MORTS (Fr.) : Reflet Panthéon, 5 (43-54-15-04) : Elysées Lincoln, 5 (43-59-38-14).

VINCENT ET THÉO (Fr.-Rnt.) : Epée de Bois, 5 (43-37-57-47).

LE VOYAGE DU CAPITAINE FRACASSE (Fr.-It.) : Les Montparnasse, 14 (43-27-52-37) : Studio 28, 18 (46-06-36-07).

YOUNG GUNS 2 (A., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9 (47-70-10-41) : Paris Ciné I, 10 (47-70-21-71) : Les Montparnasse, 14 (43-27-52-37).

COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-23-37-21). Chevallier-Laspalles : 21 h.

COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22). Les Folies de l'Amour : 20 h 30.

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu, Paris : 20 h 30.

CRYPTÉE SAINT-AGNÈS (ÉGLISE SAINT-EUSTACHE) (47-00-19-31). Rahab : 18 h 30. La Taruffa : 20 h 30. Deux Anes (45-06-10-26). Sud on-man-show : 21 h.

DIX-HUIT THÉÂTRE (42-26-47-47). Rosencrantz et Guildenstern sont morts : 20 h 45.

EDGAR (43-20-85-11). Les Faux Jetons : 20 h 15. Les Balais-Cadres : 22 h.

EDOUARD-VII SACHA GUITRY (47-42-59-92). Ess Forme de Vivir : 20 h 45.

ESPACE ACTEUR (42-62-35-00). La Petite Aventure : 20 h 45.

ESPACE MARAIS (48-04-91-55). Le Mariage de Figaro : 18 h 45. La Mouette : 20 h 45.

FONDATION DEUTSCH-DE-LA-MEURTHE (42-50-76-25). George Dandin : 21 h.

FONTAINE (48-74-74-40). Le Clan des veuves : 20 h 45.

GAITÉ-MONTPARNASSE (43-22-16-18). Calles : 21 h.

GRAND THÉÂTRE D'EDGAR (43-20-90-09). Déconnaître immédiatement : 20 h 15.

GUICHET MONTPARNASSE (43-27-88-61). Destinées : 19 h.

INTERVENTION : 20 h 30.

GYMNASE MARIE-BELL (42-46-79-79). Lagaf : 20 h 30.

HALLE SAINT-PIERRE (42-58-74-12). Les Origines de l'homme : 15 h et 20 h 45.

HEBERTOT (43-87-23-23). La Contrebasse : 21 h.

HOTEL DES MONNAIES (48-33-39-55). Les Nô modernes : 20 h 30.

HUCHETTE (43-28-38-98). La Cantatrice chauve : 19 h 30. La Leçon : 20 h 30.

JARDIN SHAKESPEARE BOIS DE BOULOGNE (45-70-79-54). Les Lettres

de mon moulin : 17 h. Le Pédant joué : 20 h 15.

LA BRUYÈRE (48-74-78-99). Voltairine Rousseau : 21 h.

LA CIGALE (42-52-98-23). Martin Luther King, Jr. : 20 h 30.

LA VIEILLE GRILLE (47-07-22-11). Palmarts de la Chanson imbécile : 20 h 30.

LE FUNAMBULE THÉÂTRE-RESTAURANT (42-23-88-93). Fanchon : 22 h.

LE PROLOGUE (45-75-33-15). Et si on faisait le noir juste une minute? : 20 h 30.

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Théâtre noir. Le Petit Prince : 18 h 45.

Le Vert Paradis : 20 h. Le Suet disparu : 21 h 30. Théâtre rouge. Dussan : 18 h 30 et 20 h. Huis clos : 21 h 30.

MADELEINE (42-65-07-09). N'écoutez pas Mesdames : 21 h.

MAISON DES MINES (42-60-34-13). La guerre de Troie n'aura pas lieu : 20 h 30.

MARIE STUART (45-08-17-80). Escorial : 20 h 30.

MATHURINS (42-65-80-00). Les Palmes de M. Schütz : 20 h 30.

MÉNAGERIE DE VERRE (43-38-33-44). Pyrrhus et Andromaque : 20 h 30.

MÉTAMORPHOSIS (THÉÂTRE SALON D'ENCHANTEMENTS) (42-61-53-70). Une histoire de la magie : 21 h.

MICHODIÈRE (47-42-95-23). Le Gros n'Avion : 20 h 30.

MOGADOR (48-78-04-04). Les Fourberies de Scapin : 21 h.

MONTPARNASSE (43-22-77-74). Les hommes naissent tous ego : 21 h.

MONTPARNASSE (PETIT) (43-22-77-74). Les Mémoires d'un fou : 21 h.

NOUVEAUTES (47-70-52-76). Les Jumeaux : 20 h 30.

PALAIS DES GLACES (GRANDE SALLE) (42-02-27-17). Autant en emportez les vamps : 20 h 30.

PALAIS DES GLACES (PETIT PALAIS) (42-02-27-17). Timsit : 20 h 30.

PARIS EN VISITES

SAMEDI 22 JUIN

« Le parc des Buttes-Chaumont, le Parc de la Villette : deux parcs, deux théories urbaines », de 9 h 30 à 12 heures, 30, place Armand-Carrel, devant la mairie (Maison de la Villette).

« Redécouvrir Monet dans son musée parisien », 10 h 30, 2, rue Louis-Bouilly (L'art et la manière).

« L'histoire des halles de Paris, du chantier des Innocents à la halle au blé », 10 heures, 30, rue de la Ferrière (Paris autrui).

« Hôtels, jardins et ruelles du Marais », 15 heures, métro Saint-Paul-Marais (Lunée visites).

« L'Académie française à l'Institut », 11 heures, devant le 23, quai de Conti (Paris et son histoire).

« Promenade dans le quartier chinois de Paris », 11 heures et 14 heures, 30, métro porte de Choisy (M.-C. Lasserre).

« Le parc Monceau, une folie du duc de Chartres », 14 h 15, sortie métro Monceau (D. Bouchard).

« La musée Camondo, un intérieur raffiné du dix-huitième siècle », 14 h 30, 63, rue de Monceau (E. Roman).

« Couvents insolites autour de Port-Royal. Les réservoirs d'Arqueville », 14 h 30, 92, avenue Dufrenoy-Rochereau (Tourisme culturel).

« Saint-Denis : la maison dédiée à la Légion d'Honneur », 18 heures, à l'entrée (Office de tourisme).

« L'ouest de Paris au dix-huitième siècle », 14 h 30, terre-plein, place Dauphine (Paris historique).

« Les appartements royaux du Louvre et la vie quotidienne de la cour », 14 h 30, 2, place du Palais-Royal, devant la Louvre des antiquaires (Connaissance de Paris).

« A la découverte du Palais-Royal et de son quartier », 14 h 30, devant le Palais-Royal (Paris autrui).

et de son quartier », 14 h 30, devant les grilles du Conseil d'Etat, place du Palais-Royal (Art et Caetera).

« L'île de la Cité, des origines de Paris aux travaux d'Hausmann », 14 h 40, 2, rue d'Arcole (Paris autrui).

« La chasse, art royal ou principe dans les collections du musée Guénégaud (limité à trente personnes), 15 heures, 60, rue des Archives (Monuments historiques).

« Hôtels, jardins et ruelles du Marais », 15 heures, métro Saint-Paul-Marais (Lunée visites).

« L'Académie française et curiosités du pittoresque quartier de l'Institut », 15 heures, 23, quai de Conti (D. Pleunet).

« Mystères Notre-Dame. Franc-maçonnerie, rose-croix, bouddhisme. Les secrets des premiers bâtisseurs. Le langage des roses révélés », 15 heures, sortie métro Cité (H. Hauler).

« L'hôtel Potocki », 15 heures, 27, avenue de Friedland (M.-G. Lablanc).

« Exposition : de Corot aux impressionnistes, les donations Morsau-Nelaton », 16 h 30, Grand-Palais, dans le hall (D. Bouchard).

DIMANCHE 23 JUIN

« L'hôtel de la Palte » (inscription au 42-26-60-52), 10 heures, 25, avenue des Champs-Élysées.

« L'atelier de Daubigny et les lieux de Van Gogh à Auvers-sur-Oise », 12 h 30, gare Saint-Lazare, monument aux morts (D. Bouchard).

« Versailles : le potager du Roi et le parc Balbi », 10 h 30, 10, rue du Maréchal-Joffre (Office de tourisme).

« Sept des plus vieilles maisons de

Paris », 10 h 30, métro Hôtel-de-Ville, 2, rue des Archives (Paris autrui).

« Une heure au Père-Lachaise », 11 heures, porte principale, boulevard Ménilmontant (V. de Langlade).

« Personnalités illustres et folles architectures au Père-Lachaise », 14 h 30, métro Gambetta, sortie théâtre de la Colonne (Art et Caetera).

« La Conciergerie, la Sainte chapelle et l'histoire de la Cité », 14 h 30, 1, quai de l'Horloge (Connaissance de Paris).

« Un coin de campagne à Paris », 14 h 30, église Saint-Germain de Charonne, 4, place Saint-Blaise (Paris historique).

« La basilique de Saint-Denis », 14 h 30, à l'entrée (Office de tourisme).

« L'hôtel-Dieu et la médecine autrui », 14 h 40, entrée Hôtel-Dieu, côté parvis de Notre-Dame (Paris autrui).

« Une réalisation d'Hausmann et Alphonse : le parc des Buttes-Chaumont », 15 heures, sortie métro Botzaris.

« A Conflans : le musée de la Batellerie, l'église et le donjon du château médiéval », 15 heures, devant l'église de Conflans. Par train gare Saint-Lazare, à 14 h 15, arrêt Conflans-Sainte-Honorine (Monuments historiques).

« L'Opéra Garnier », 15 heures, en haut des marches, à gauche (Tourisme culturel).

« Les plus beaux hôtels du Marais, de la place des Vosges à l'hôtel d'Angoulême-Lamoignon », 15 heures, 1, place des Vosges (E. Roman).

« Promenade de la place des

Vosges à la maison de Jacques Casati », 15 heures, métro Saint-Paul-Marais (Lunée visites).

« Moulin, parc et cité ouvrière de la chocolaterie Mentier », 15 heures, hall RER A, Noisiel (Art et Caetera).

« Hôtels du Marais spécialement ouverts. Passages, ruelles, jardins, plafonds et escaliers inconnus. L'itinéraire du parisien curieux qui découvre l'intérieur des demeures de personnages illustres », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (H. Hauler).

« La cathédrale russe », 15 heures, 12, rue Daru (Paris et son histoire).

« Saint-Denis : le Musée d'art et d'histoire », 16 heures, 26 bis, rue Gabriel-Péri (Office de tourisme).

CONFÉRENCES

SAMEDI 22 JUIN

Auditorium de la galerie Colbert, 2, rue Vivienne, 14 h 30 : « Regards sur une exposition : Don Juan », par Brigitte Massin (Aria de la Bibliothèque nationale. Tél. : 47-03-82-64).

Centre associatif Mesnil-Saint-Denis (grande salle), 25, rue Mesnil, 14 h 30 : « Vierges à l'enfant : images du Moyen Âge », par J. Thibaut ; 18 h 30 : « Tibet : lama, chamans et brigands », par C. Bourzat (Le cavalier bleu).

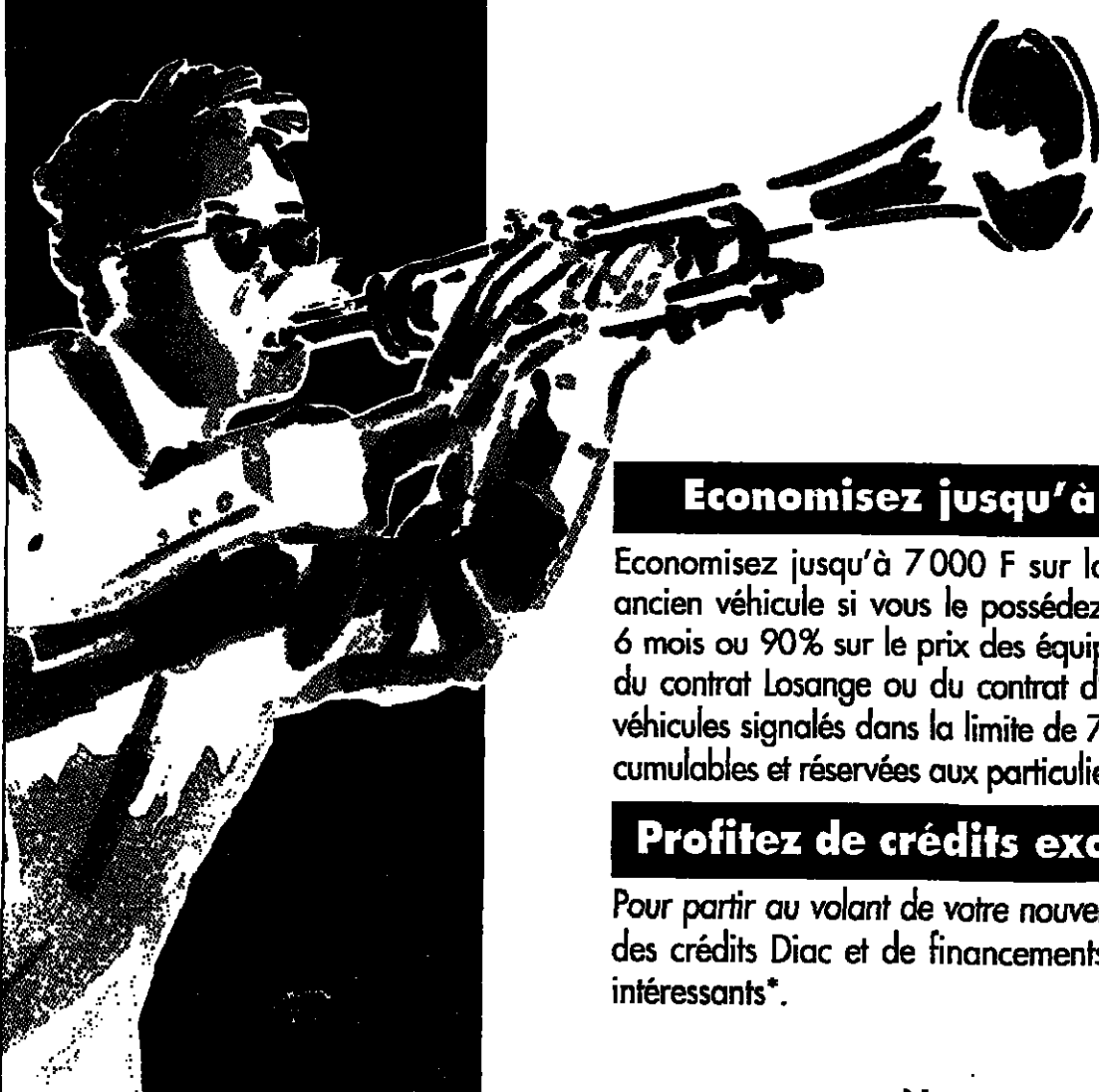
30, avenue George-V, 14 heures : « Segalen-Rimbaud », par H. Boulier (Espace Kronenbourg avenue).

DIMANCHE 23 JUIN

1, rue des Prouvaires, 15 heures : « La voie de la réalisation selon Jung », par I. Darnet ; « Origine et symbolisme du Tarot », par Nitya (Conférences Nitya).

Jusqu'au
30 juin

C'est en musique
sur toute la gamme Renault.



Economisez jusqu'à 7 000 F

Economisez jusqu'à 7 000 F sur la reprise de votre ancien véhicule si vous le possédez depuis au moins 6 mois ou 90% sur le prix des équipements en option, du contrat Losange ou du contrat d'entretien selon les véhicules signalés dans la limite de 7 000 F. Offres non cumulables et réservées aux particuliers.

Profitez de crédits exceptionnels

Pour partir au volant de votre nouvelle Renault profitez des crédits Diac et de financements particulièrement intéressants*.

Nous vous attendons

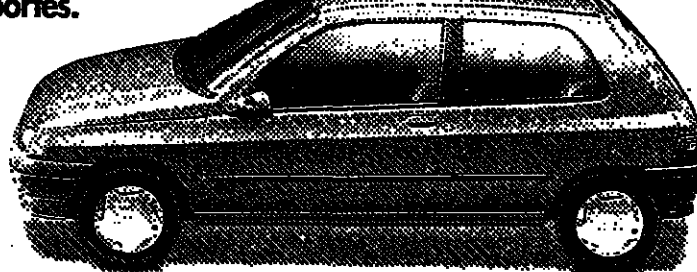
DANS LE RÉSEAU RENAULT PARIS ILE-DE-FRANCE



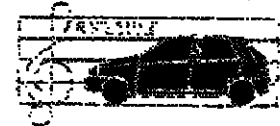
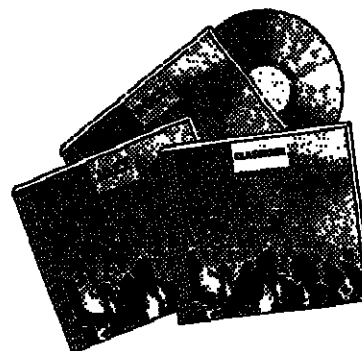
Jouez et gagnez

En participant au grand jeu national gratuit de la Clé de Sol.

Gagnez 12 Clio RN 1.2
3 portes.



Des milliers
de disques laser.



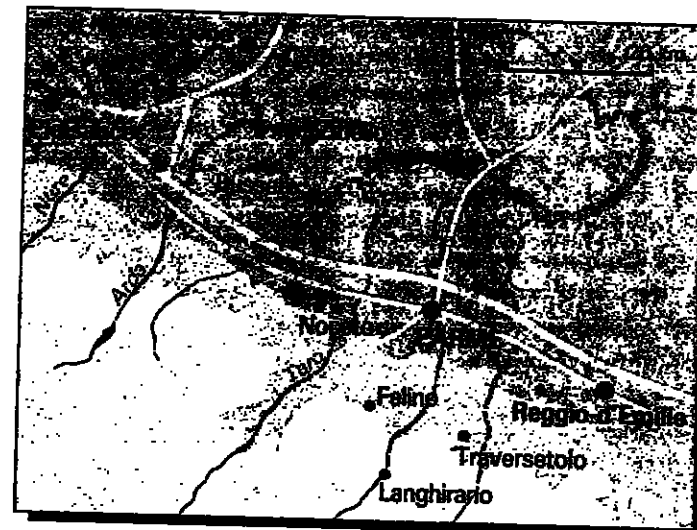
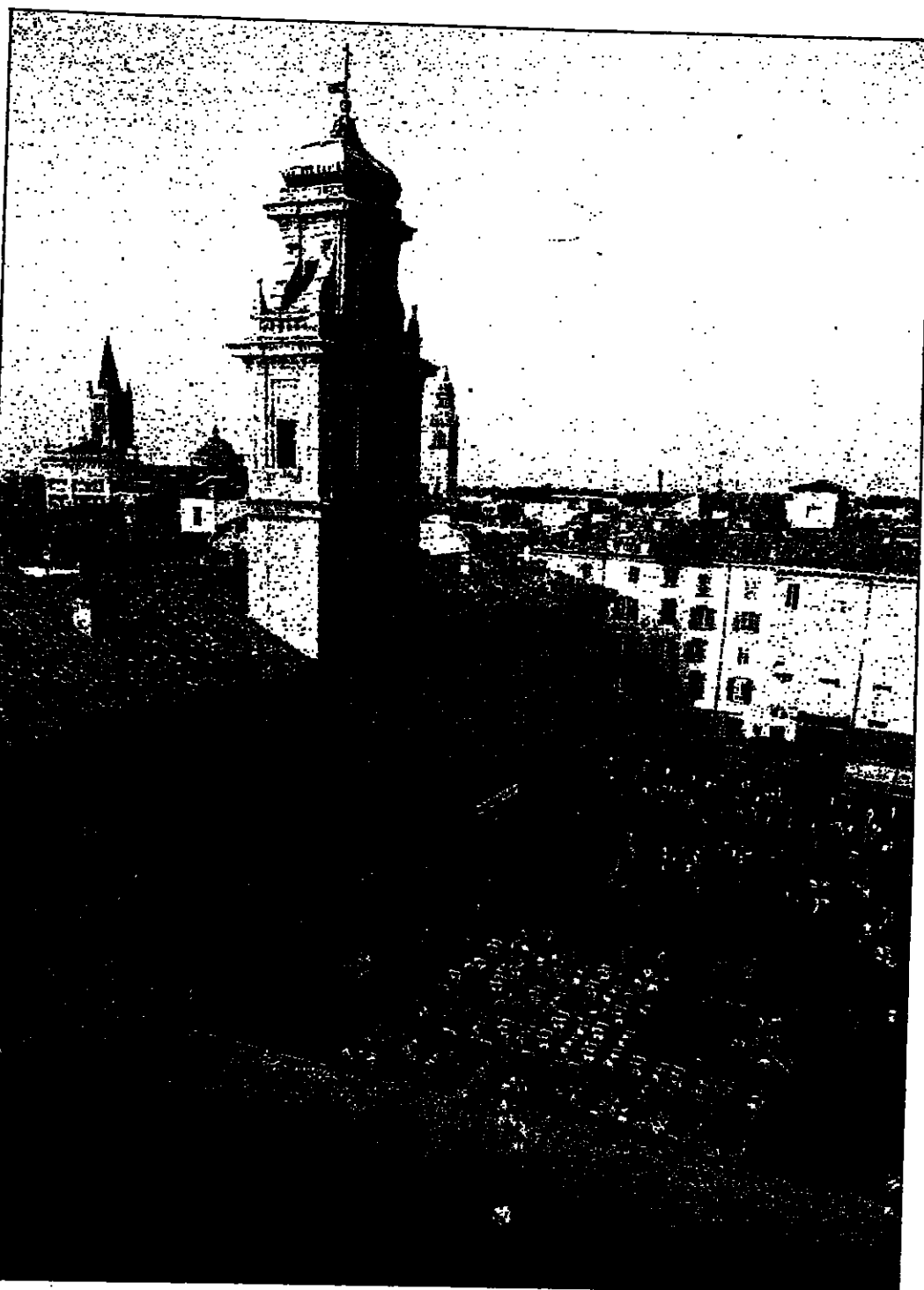
Un million de Pin's.

TAPEZ 36-14

* Sous réserve d'acceptation du dossier par la Diac - RCS Nanterre B 702 002 721.

Parme, réelle et imaginaire

Qui doit-on croire : ceux, comme Attilio Bertolucci, qui voient dans Parme le berceau d'un artisanat, d'une bourgeoisie et d'une noblesse éclairées, ou ceux, comme Mario Lavagetto, qui épinglent « une ville narcissique chez qui la recherche de l'élégance passe avant celle de la beauté » ? Réflexion avec quelques natifs de l'endroit autour d'un mets qui se déguste aussi bien en entrée qu'en accompagnement ou en dessert : le parmesan.



HAUTES murailles flanquées d'échauguettes où veillent des silhouettes soupçonneuses, barbelés, caméras qui contrôlent jusqu'à la Vierge installée dans un oratoire d'angle, il faut l'assurance d'une conscience en ordre, ou une volonté de savoir à toute épreuve, pour s'approcher de la chartreuse de Parme. Sanglée sous une légère croix entre de larges et inattendues reproductions de Kandinsky et de Vedova, l'uniforme qui autorise, après confiscation des papiers d'identité, l'entrée dans la seule église, est celui de l'administration pénitentiaire. L'établissement est en effet d'autant plus sévèrement gardé qu'il est une école de gardiens de prison. C'est pourquoi sans doute on a jugé indispensable d'en retirer (pour sa sécurité ?) l'Adoration des mages du Parmesan et de la confier à la Galerie nationale de Parme, ne laissant en place que ce qui est peint à fresque : murs, absides et plafond.

Un opuscule remis à l'entrée (gratuite) indique que la chartreuse a été « supprimée » par décret ducal il y a deux cent vingt-deux ans, et un rapide calcul permet d'établir qu'aussi bien au moment où Stendhal écrivait sa « nouvelle » qu'à celui où il la datait, on y manufacturait le tabac. Certes, il existe une autre chartreuse, au nord, sur la route de Colomo, que son splendide délabrement rendrait tout à fait crédible, mais à quoi bon chercher des murs ? La chartreuse de Parme n'existe que dans le redoublement d'un son, dans une association qui permet d'en finir en musique avec une vie, d'ouvrir et

de refermer un livre. Le nom de Parme lui-même pourrait n'être que de pure fantaisie, à l'instar de ce qu'il était deux siècles auparavant dans *Domage qu'elle soit une putain*, de John Ford, si Stendhal n'y était, lui, passé six ou sept fois de 1811 à 1824 et, pour l'avoir estimée « plutôt plate », ne s'en était pas moins longuement intéressé au seul relief qui le concernait, un visage de femme : « 1^{er} décembre 1816. Je ne m'arrête qu'une heure à Parme, pour les fresques sublimes du Corrège. La Madone bénie par Jésus, à la bibliothèque, me touche jusqu'aux larmes. » Et dans son projet de lettre à Balzac il avoue : « Tout le personnage de la duchesse Sanseverina est copié du Corrège (c'est-à-dire produit sur mon âme le même effet que le Corrège). »

Sous l'émotion de Stendhal, Berenson pointe la chair (1). Plus que la face virgineuse s'impose à lui le corps de la femme. S'il voit dans le peintre le précurseur ou l'inventeur du baroque, et le plus grand des maîtres italiens dans le domaine du clair-obscur, il s'agace de son « excès de sensualité », et lui reconnaît surtout « le tempérament d'un Français du dix-huitième siècle, plus sensible qu'aucun autre au charme féminin. » Et de réitérer l'injustice faite à Parme, en y tenant « l'apparition de ce grand homme dans un tel milieu pour un miracle », et d'y trouver « un des rares exemples de la relative indépendance du génie ». Qui songerait aujourd'hui à dissocier Parme du Corrège ? Autant arracher son cœur

à la cité. Autant, lorsque tout ce qui affiche entre douze et vingt ans, prend, bicyclette en main, possession du centre-ville pour le délicat passage au soir, ne pas croiser un seul visage ovale, au nez sensuel et à la petite bouche fortement dessinée, et ces grands yeux bruns aux lourdes paupières baissées sous trop de compliments. Autant interdire à la Parme réelle de reconnaître les personnages de Stendhal comme ses enfants.

Et puisqu'elle hésitait, un brillant jeune Parmesan de vingt-trois ans, conscient de son déclin, les a reconnus pour elle en 1963, faisant balancer son Fabrizio entre les ors du théâtre Regio et les rouges de la fête de l'Unità, entre une Clelia de naissance corréenne et une Gina de pur sang sanseverinien. Alors partagé entre sa (temporaire) *mamma Roma* et son *papa Parma* (ou l'inverse), Bernardo Bertolucci pensait tourner *Pigna della rivoluzione* pour en finir « avec la douceur de la vie », et pour soldé de tout compte avec sa ville natale. Le temps de percevoir le poids d'un « passif » qui le conduira à revenir filmer à quatre reprises (2) entre Pô et Apennin, sans oublier ce que décèle le poète et italieniste Bernard Simeone de chairs et de couleurs puisées aux fresques du dôme et de Saint-Jean-l'Évangéliste jusqu'à la *Dernier Tango à Paris*, où le Corrège, via les corps modelés par le chef opérateur Vittorio Storaro, lui paraît devancer l'inspiration revendiquée, Francis Bacon. Parme n'a pas si changé que n'y

résonne encore la voix de Fabrizio : « Comme en rêve viennent à ma rencontre les portes de la ville, les remparts, les barrières de la douane, les clochers comme des minarets, les coupoles comme des collines de pierre, les toits gris, les loges ouvertes, et en bas, plus bas, les rues, les faubourgs, les places, la place. Et au milieu il y a le torrent, la Parma, le fleuve qui sépare les deux villes, les riches des pauvres. Et encore la place, au cœur même de la ville et pourtant si proche que certaines nuits l'odeur du foin y arrive. La place, et nous dedans, qui nous sentons comme dans une grande arène murée. »

Murs mentaux qui protègent autant qu'ils renferment, prompts à s'élever en dur, comme ces barricades d'août 1922, où virent trébucher quatre jours durant les fascistes d'Italo Balbo en marche vers Rome. Parme, seule ville de la région à résister, déjà surnommée « la rouge », où se mêlaient les couleurs du tout nouveau Parti communiste, celles de la brique paysanne et du rideau de scène sans lequel aucun mélodrame ne saurait occuper sérieusement l'arène émilienne. « Parme n'a jamais été fasciste, le théâtre l'a emporté, dit le poète Attilio Bertolucci (père de Bernardo). Elle a été plus douce que les autres villes à la Libération, l'unique exécution étant le fait de partisans venus de Reggio-Émilie. Au pouvoir depuis lors, son communisme n'a cessé de pâlir. » C'est l'ouvrage d'Henri Bédarida, Parme et la France, qui m'a

donné la clef de sa différence et fait comprendre l'origine d'une certaine civilisation de son peuple, poursuit le poète. Parme fut une mission française. Lorsque Louis-Elisabeth (fille de Louis XV) et Philippe de Bourbon s'installent en 1749 dans le petit duché, ils amènent avec eux une légion de tailleurs, de cuisiniers, d'ébénistes, de peintres, de sculpteurs et d'intellectuels formés aux Lumières. Le précepteur de leurs enfants ne sera autre que Condillac. Si Léon du Tillot, le premier ministre, n'était pas venu ici, peut-être n'y aurait-il pas eu de révolution française. Aucune ville d'Italie ne vit autant de souscriptions pour la grande encyclopédie de Diderot. Les théâtres donnaient les nouveautés un mois après Paris. C'est ainsi que Parme est devenue « une petite capitale ». C'est un lieu commun et c'est vrai. Il en est sorti une noblesse et une bourgeoisie éclairées, des artisans de grande ouverture d'esprit, jusqu'au patois citadin qui a intégré tout un vocabulaire français. Alors je ne peux pas m'empêcher de trouver quelque chose de français dans sa résistance.

Attilio Bertolucci offre l'image de l'homme qui tient tous les liens, et veille à n'en rompre aucun, entre la Parme du passé et celle d'aujourd'hui, entre la paysannerie et la cité, attentif à ses lecteurs peut-être, comme à ses fils : « Mon père, raconte Bernardo (3), après m'avoir expliqué que la façade de l'église, même si elle avait été construite au début du siècle, témoignait de l'influence romane, me conduisit place du Dôme, et je pensais que le dôme ressemblait à l'étable, plus que l'étable ne ressemblait au dôme. » Qualifié par Pasolini de « Dylan Thomas italien », anglophile autant

que francophile, cet admirateur de Laforque et de Proust replonge dans les formes du passé lorsqu'il s'agit d'écrire mais se fonde sur la contemporanéité pour observer, goûter et transmettre. Avec lui, Parme se dote des tout premiers ciné-clubs (son « deuxième amour »), découvre Stroheim et Murnau, le jazz, la mode anglaise. En 1951, lorsque la *Gazzetta di Parma* (plus vieux quotidien d'Italie) publie le premier vrai supplément littéraire du pays, il y participe, comme à la revue *Palatina* (fondée en 1957) où l'on retrouve Gadda et Pasolini, mais aussi Starobinski et Butor. Sa *Chambre* (1984), toute parmesane, de genre plus indéfinissable encore que ne l'indique son sous-titre de « roman familial à la manière antique », s'offre comme un gage que la « petite capitale » n'a été engloutie ni dans ses terres ni par le siècle.

Une idée que récuse Mario Lavagetto, parmesan et proustien lui aussi, professeur de théorie de littérature à l'université de Bologne : « La Parme d'Attilio Bertolucci appartient au passé ou à la fiction. Il a fait tout ce qu'il pouvait pour croire dans cette ville et dans sa permanence. »

De notre envoyé spécial
Jean-Louis Perrier
Lire la suite page 20

(1) In les *Printemps italiens de la Renaissance*.
(2) Pour la *Stratégie de l'araignée* (1970), 1900 (1976), la *Luna* (1979), et la *Tragédie d'un homme ridicule* (1981).
(3) Bertolucci par Bertolucci, Calman-Lévy, 304 p., 240 F.

AU SOMMAIRE



Quessant, l'île sous les vents	p. 19
L'Europe se met à table	p. 18
Paris et l'art de la brique	p. 21
Le gaspacho, soupe d'été	p. 23
Escapes (p. 18)	Télex (p. 19)
Jeux (p. 22)	Table (p. 23)

CET ÉTÉ LA SCANDINAVIE

CIRCUITS, CROISIÈRES DE TRADITION ET DE QUALITÉ SCANDINAVE

Demandez la brochure

SCANDITOURS ÉTÉ 91

à votre Agent de Voyages ou à
LA MAISON DE LA SCANDINAVIE ET DES PAYS NORDIQUES
36, rue Tronchet 75009 Paris, Tél. (1) 47 42 38 65

SCANDITOURS

TOUTES LES FORMULES DE VOYAGES
VERS LES PAYS NORDIQUES

Douze à table



«SIRE, j'ai davantage besoin de casseroles que d'instructions», prévient l'allemand en s'embarquant pour Vienne, voulant ainsi prévenir un Louis XVIII rouillé sous une crise de goutte aiguë – le seul acte de bravoure que les manuels d'histoire aient jamais mis à l'actif de ce monarque – que la gastronomie était une affaire pour le moins aussi importante que la diplomatie, et qu'on allait voir ce qu'on allait voir. Durant huit mois, de novembre 1814 à juin 1815, le prince de Bénévent soumet ses hôtes au régime endiablé de sa table et fait vaciller leur détermination politique sous la rhétorique d'appâts et de hardiesses que ses hommes de main mijotent en cuisine dans le fumet de préméditations sans retour. Une coalition se nourrissant de *foie gras*, *polatschinken* ou de *goulasch* étant moins performante que les esbroufes d'un grand commis solitaire, les bras chargés des mannes du Périgord, ces premiers dîners de l'Europe – le déjeuner n'avait pour lui que valeur de breakfast – tournèrent à l'avantage des Français. Pour demain, c'est une autre paire de manches.

Place de la Madeleine, Lucas-Carton, apparaît désormais, sous le patronage et la baguette d'Alain Senderens, comme le point d'irradiation d'un vent s'échappant des recherches qui, prochainement, devraient nous faire réfléchir un peu sérieusement sur les bonheurs ou les malheurs qui nous attendent, nous les pourvus en protides, les nantis en lipides, les gavés en glucides; nous les nourris dernier cri; les gras et les gros, les maigres et les minces, les bouffis et les boursoufflés; tous à la recherche de l'équilibre le moins falsifié pour

continuer à jouer les avantages, pour défendre notre culture et ses plats fins, l'Occident latin et ses envolées lyriques. Attention, les Barbares sont à nos portes. Un vrai remède à la grande cuisine, la pure, la dure, la seule. Un vrai danger: l'Europe.

Et c'est justement chez Senderens, la semaine dernière, que de très savants et très aimables fonctionnaires, attachés à la chose européenne, et passés maîtres dans l'art d'en huiler les complaisances mécaniques, ont exposé les grandes lignes du futur débat: «Quelle alimentation pour 1993, goût standard ou goûts des terroirs?». L'exposé du motif disait déjà clairement dans quel camp nous entendons nous situer pour partir faire l'Europe, avec et contre certains partenaires, moins que nous soucieux des plaisirs de la table. Grave affaire et délicates négociations, car les forces en présence sont d'une puissance de feu à peu près égale et ont chacune des arguments de poids à faire valoir.

Au nord, les Anglais, les Danois et les Néerlandais; au sud, les Français, les Italiens et les Espagnols; au centre, attendant de savoir à quelle sauce les Douze vont manger, les Allemands – désignés assez drolatiquement, pour la première fois de leur histoire, comme arbitres des équilibres culinaires. Goût standard ou goût des terroirs? Exemple. On vient d'apprendre à

Bocuse que le gibier devra être mis en chambre froide... une fois déplumé ou dépiqué. Le règlement standard. Alors, énorme barrissement du chef des chefs qui en appelle à tous les chers disparus pour leur faire constater le scandale, la sauvagerie du propos. Tué, le gibier n'est pas

encore mort, tout le monde le sait; il attend son heure, le gibier, il bouge sous ses plumes ou ses poils, il est bien, au chaud. Le mettre à nu longtemps avant le passage à la casserole le condamne de manière formelle à ne plus ressembler à rien, à ne plus avoir le goût de rien. Ici

exposée par Bocuse de façon un peu théâtrale, c'est néanmoins autour de toute la maintenance des traditions gastronomiques que les enfants d'Apicius se regroupent et font corps, contre les mangeurs du Nord, gourmets médiocres, et accusés du noir dessein de vouloir envahir l'espace européen avec des vacheries conditionnées, surgelées, surprises, lyophilisées: immangeables et insultantes pour des catholiques et romains soucieux de l'étiquette de table et propriétaires d'un fonds culinaire intouchable et sacré. Naturellement, tous les belligérants sont égaux en droit et auront toute liberté pour commercialiser leurs produits, à condition qu'ils satisfassent aux normes requises, mais tous ne viendront pas en ordre de bataille avec les mêmes chances.

Il y a déjà des victimes. Le pain d'épices, par exemple, massacré par l'avance batave; pain d'épices de fabrication rapide – moins cher, moins bon – et qui a porté un coup fatal au nôtre, transformant vicieusement le souvenir que nous en avions, pour nous mettre un goût nouveau en bouche et nous rendre de mémoire encore un peu plus infirmes. D'un côté, les nantis qui attendent de voir venir du fond de leurs terres du Gers ou des hauts du Frioul; de l'autre, les multinationales qui, elles, avaient déjà lancé leurs hommes de loi et

d'estoc sur tout ce qu'on pouvait dérober en larges et fructueux marchés.

L'AFFAIRE est grave et le temps presse. A ce point que dans le clan français, on ne fait pas mystère d'une certaine impatience de voir l'arrivée prochaine – inscrite au tour – du nouveau président, non plus néerlandais (dévotement de harengs crus), mais portugais, plus raisonnablement amateur de morue à bras et de soupe *alegrejo*. En tout cas un ami de par chez nous qui, durant six mois – le temps de la présidence – ne devrait pas faire exagérément l'éloge du *bubble and squeak* anglais, du *boueschnupp* luxembourgeois, ni de l'*Irish stew*, ragout tout à fait irlandais, à entreprendre seulement si l'on veut rendre hommage à un pays courageux et qui a eu à souffrir de graves et longues disettes.

Il faudra vingt ans, disent les optimistes, pour mettre en ordre l'Europe des fourneaux. Vingt ans durant lesquels on ne trouvera pas d'autres méthodes pour assurer au jambon de Parme le goût qu'il a aujourd'hui, ni d'autres tours de passe-passe pour rendre le roquefort plus mystérieux et plus savoureux qu'il n'est déjà. Tout est inscrit. Dit. Les deux camps n'ont qu'à continuer à faire leur travail. Honnêtement. S'ils trichent, ça se saura: s'ils disparaissent, ça se saura. «Les pays qui n'ont pas de légendes sont condamnés à mourir de froid»; ceux qui n'ont plus d'âme au palais peut-être aussi? On verra.

Jean-Pierre Quélin

► Jusqu'au 7 juillet se tient, à la Cité des sciences et de l'industrie de la Villette, une exposition qui a pour thème: Europe, j'achète.

ESCALES

Cap sur le pôle

Spécialisée dans l'organisation de croisières (à son actif, trois croisières en Antarctique), d'expéditions et de voyages à thèmes, le voyageur Apsara (1, cité Paradis, 75010 Paris, tél. (1) 47-70-26-55) programme cet été sa première croisière dans le Canada arctique, sur la route légendaire du passage du Nord-Ouest, depuis la côte ouest du Groenland jusqu'au pôle Nord canadien. On embarque à Sindre-Sirénfjord, puis on navigue dans la baie de Disco, célèbre pour ses icebergs géants, cathédrales blanches qui peuvent atteindre 200 à 300 mètres de haut. On longe ensuite les côtes de la terre de Baffin pour atteindre l'île de Bylot, puis le détroit de l'Ecluse, Pond-Inlet, la péninsule de l'Arctique, le détroit de Lancaster et Nanisivik. Prudence oblige, on se contente de flirter avec le passage du Nord-Ouest, sans s'engager plus avant dans la banquise qui se disloque, l'approche du détroit de Barrow suffisant à donner une idée assez exacte de lieux qui firent rêver plus d'un explorateur. En vedette, des escales chez les Inuits de Pond-Inlet et de Nanisivik ainsi que l'observation des narvals, des baleines, des morces, des phoques, des guillemots et des pingouins. La croisière s'effectue à bord du *Renaissance*, un luxueux navire (une cinquantaine de suites) doté des derniers perfectionnements techniques. Son faible tirant d'eau lui permet d'explorer fjords et baies tandis que les Zodiac embarqués à bord permettent de débarquer facilement. Deux itinéraires: le premier, du 6 au 16 août et, en sens inverse, du 15 au 25 août, sur le passage du Nord-Ouest (de 35 950 à 42 950 F); le second, du 22 août au 4 septembre, explore le Groenland puis le Labrador et Terre-Neuve (de 42 000 à 48 500 F). Parmi les autres destinations proposées par Apsara, citons, en Afrique, le delta de l'Oukavango (du 12 au 26 septembre, 24 400 F), une croisière aux Galapagos à bord d'un yacht de cinq cabines (du 21 octobre au 6 novembre, 25 900 F) et, du 9 au 17 octobre, une expédition (13 600 F) pour observer les ours polaires de la baie d'Hudson.

La mémoire des «gueules noires»

On l'appelle la salle des pendus. C'est une sorte de grande salle carrée. Sur les côtés, des pommes de douches. En haut, de gros crochets où pendent des chemises, des pantalons usés et repelés. Le lieu est émouvant, presque poignant. C'est là que passaient chaque jour les mineurs de l'ancienne fosse Delloye. Le matin, avant de descendre dans les galeries et le soir, avant de rentrer chez eux, pour effacer les traces de leur noir labeur. Dans la journée, leurs vêtements, suspendus aux crochets, étaient hissés au plafond pour permettre de laver la salle. A l'écomusée de Lewarde, situé entre Douai et Cambrai, sur l'ancien site minier, on peut également, grâce à un ascenseur «illusionniste», se croire transporté à 400 mètres sous terre, à la vitesse de 12 mètres-seconde, là où se trouvent les premières veines. En réalité, on ne descend que d'un ou deux mètres, mais tout est là, en bonne place, et la chirolothe (boisson du mineur) semble fraîche du jour. Les mines du Nord font de très jeunes et donc de très vivants musées: c'est en décembre 1990 que le dernier puits du Nord-Pas-de-Calais, Oignies, a été fermé. Des mineurs – reconversion oblige – guident la visite. D'où l'authenticité et l'émotion de ce voyage sous terre car ils y mettent tout leur cœur, tout leur savoir, toute leur mémoire, racontant leur silhouette et leurs luttes syndicales. Ils ont tous entendu parler, par leur père, de la catastrophe de Courrières et se souviennent de celle de Liévin, en décembre 1974, quand un coup de grisou fit plusieurs dizaines de morts. On lira avec profit la belle autobiographie d'Augustin Viseux, *Mineur de fond*, publiée chez Plon, dans la collection «Terre humaine», dirigée par Jean Malaurie. Pour revivre ces journées sans soleil, interrompues seulement par le «briquet» (le casse-croûte du mineur), le dimanche et la mort. Le Centre historique minier de Lewarde, rue d'Erchin, 59287 Guesnain (tél.: (16) 27-98-03-89) est ouvert tous les jours à partir de 10 heures. La visite (40 F) dure environ trois heures, y compris le circuit minier. Cassures de marche conseillées.

Lautrec à Albi

Assurément l'une des plus belles cités de France, Albi, préfecture du Tarn, située au nord-est de Toulouse, s'enorgueillit d'une histoire mouvementée marquée notamment par la croisade de Simon de Montfort contre les cathares (appelés aussi albigeois) ou les luttes ouvrières de Jean Jaurès, député socialiste de Carmaux. C'est ce que rappelle l'un de ses plus célèbres enfants, Henri de Toulouse-Lautrec, dans

exposition intitulée «Lautrec et le japonisme» (de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures, 18 francs, renseignements au 63-54-14-09) et qui, grâce à une importante sélection d'estampes choisies dans les collections japonaises, souligne les correspondances entre l'art de Tukiyo-e (représenté par Hiroshige, Utamaro ou Sharaku) et les recherches graphiques du peintre français dont les tableaux s'envolent ensuite pour Londres (du 1^{er} octobre au 30 janvier 1992, à la Hayward Gallery) avant d'être exposés au Grand Palais, à Paris.



Le palais de la Berbie à Albi

une bande dessinée de Jacques Laval, initiative originale du service communication local. Le peintre y joue les guides pour raconter l'histoire d'un lieu où naquit également le conte de La Pérouse, explorateur du Pacifique, auquel un musée est consacré, square Botany-Bay, dans le quartier de la Madeleine. Toulouse-Lautrec, lui, règne sur le Palais de la Berbie, encore hanté par les évènements inquisitoires, où six cents de ses œuvres sont exposées. C'est là que se tient, du 30 juin au 1^{er} septembre, une

visite à compléter par celles de sa maison natale à Albi, des ruines du château de Montlat (propriété familiale), du Musée Goya à Castres, du Musée du pastel à Magrin et de la maison natale de Maurice et Eugénie de Guérin, au château du Cayla. Renseignements: Office de tourisme, tél.: 63-54-22-30 et Loisirs-Accueil Tarn, maison départementale du tourisme, 81014 Albi Cedex, tél.: 63-60-33-83. Info Minitel 3614 code TARN.

Voyages épicuriens

Dès la couverture, le ton est donné. Un couple alanguiné (elle en pyjama de soie, lui en peignoir décontracté) s'apprête, lentement, très lentement, à déguster un petit déjeuner raffiné (à portée de main, une bouteille de champagne, témoigne d'un certain art de vivre) sur le balcon d'un palace balnéaire posé au bord d'une vaste piscine prolongée d'une mer exotique... Belle affiche pour une brochure qui présente la «collection» 91-92 d'un nouveau voyageur baptisé Mooving (24, rue Feydeau, 75002 Paris, tél.: 42-21-45-81) et qui, ostensiblement, vise chic. Loin du tourisme de masse. En direction des happy few, mais avec la volonté de se démarquer du tourisme de luxe aseptisé. Mooving joue la carte d'un tourisme qualitatif et sélectif qui, précise-t-il, s'adresse à des voyageurs épicuriens. L'offre couvre vingt-cinq pays, dont la France, et privilégie «le charme, l'accueil, l'authenticité, l'individualité et l'originalité». Pour les circuits, des programmes en voiture de luxe, avec ou sans chauffeur. Egalement au menu, des locations de villas de luxe (avec personnel) aux Caraïbes et de bateaux (avec équipage) aux Grenadines et en Grèce. Du haut de gamme sans complexe. En option, une gamme de services annexes, du classique transfert en voiture particulière à l'inattendu entretien des plantes et gardiennage des animaux à domicile... On frise le snobisme avec, par exemple, la crainte exprimée de «devoir voyager comme tout le monde». Difficile de porter un jugement sur une brochure qui concentre les traditions «must» du voyage de luxe. Au-delà des intentions et des ambitions affichées, relevons cependant la qualité des hôtels proposés, qualité traduisant l'importance accordée au charme des étapes. Le défi principal restant, dans cette catégorie, la capacité d'offrir un contenu à la hauteur du contenant. Cette brochure est disponible dans les agences de voyages sélectionnées par le voyageur, qui en communique les adresses sur simple appel téléphonique.

Sélection établie par Patrick Francis et Danielle Trauard

TELEX

Festival d'opéra-opérette, du 23 juin au 7 juillet, à l'Hôtel Frantour Marina Viva, à Portofino, à 15 km d'Ajaccio. En vedette, le baryton Renato Bruson. Prix par personne, de Paris: 3 590 F la semaine en demi-pension avec le transport, les transferts et trois représentations. Départs de Lyon, de Nice et de Marseille. Par bateau, de cette dernière ville: 2 890 F. Brochure dans les agences de voyages ou en écrivant à Frantour Voyages, BP 62 08, 75362 Paris cedex 08. Par téléphone au (1) 42-29-90-90.

La Grâce des fêtes et des rites, les Bédouins, nomades d'Arabie, et les Pygmées, peuple de la forêt, derniers titulaires (195 F) de «Planète», collection publiée chez Denoël et qui se veut «une sorte de mémoire visuelle de la planète». Déjà parus, des ouvrages sur les récifs, les émeraude, la coralla, les Mayas, les Sherpas, l'Islande, Bali, le Bhoutan, l'Éthiopie et la Namibie.

Nouvelles destinations en Europe pour la compagnie aérienne TAT, qui, au départ de Roissy-Charles-de-Gaulle, desservira désormais Helsinki et Vienne, villes qui s'ajoutent à Londres, Milan, Stockholm, Copenhague, Munich et Francfort. A noter les départs de Bordeaux, Lyon et Toulouse à destination de Londres.

France sauvage, thème du dernier hors série de *Grands Reportages*. Des destinations insolites comme le sentier des douaniers en Bretagne, les villages haut perchés du Var, les canyons des rivières des Causses, les plages tranquilles. Le numéro: 39 F.

Air France réduit de 65 % environ les tarifs de la plupart de ses vols européens pour les jeunes de moins de vingt-cinq ans. Ces derniers pourront réserver leur place à l'avance et ne seront pas obligés de choisir leur date de retour au moment de l'achat du billet. Cent cinquante liaisons en Europe, vers 24 pays, au départ de Paris et des régions françaises dont Londres, 890 F A/R; Rome, 1 830 F; Berlin, 1 460 F; Madrid, 1 550 F. Renseignements: numéro vert (tél.: 05-00-07-47) et agences de voyages.

RANDONNÉES

VOYAGES...

VERS LES GRANDS ESPACES

SAHARA - AFRIQUE - MÉDITERRANÉE - YEMEN etc...

EXPÉDITIONS

NOMADE

DOSSIER

Des groupes: 50 ex des Femmes 73017 Paris-43.42.45.45

سكانة الرحل

Ouessant, l'île sous les vents

Parce qu'il y avait de la terre posée sur le roc et un peu d'espace, des hommes se sont contraints à venir vivre là, sur l'île malmenée par les vents et les tempêtes. Aujourd'hui, l'ingratitude de cette condition - à l'origine de la « civilisation ouessantine » - peut-elle être encore acceptée et supportée par une population à la fois conquise et vaincue par le continent ?

LS partirent sur leur barque et firent naufrage au large d'Ouessant. Le patron se noya aussitôt. Le matelot nagea jusqu'à la côte, où il échoua et mourut d'épuisement. Sur les galets on voyait encore la trace de ses doigts... Ainsi Ouessant s'épuise et s'enfoncé dans la mer. L'océan infatigable, l'ennemi de toujours, lui reprend la vie. Le terrible courant du Fromveur, qui garde l'île prisonnière pour mieux la dévorer, bouillonne comme un monstre marin. Car le progrès n'est pas plus solide, ni mieux ponté, que les embarcations d'autrefois : il arrive tout démanté. Les phares et les balises - le Créac'h, la Jument, - qui domestiquent les tempêtes et déroutent les navires vers le large, vers le « rail d'Ouessant », résistent vaillamment aux boulets de la mer, mais leur front de pierre et leurs faisceaux ne savent que dire « N'approchez pas de ces parages ! ». Parfois, aux équinoxes, des vagues géantes et moqueuses couvrent leurs lanternes de goémon.

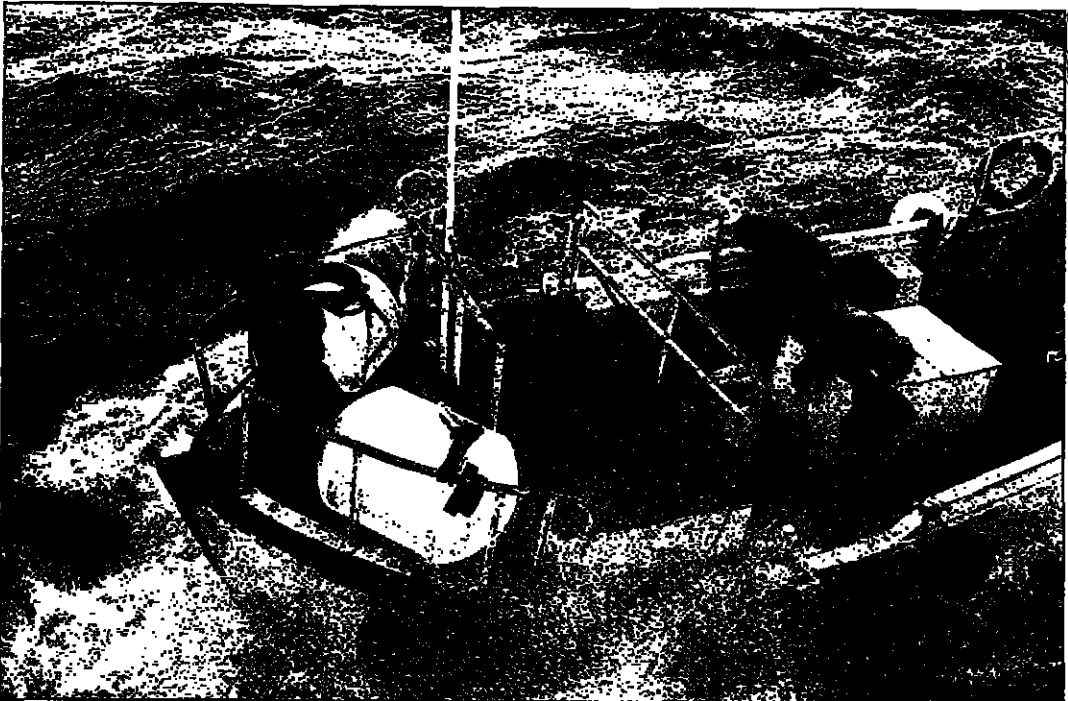
Ici la mer ne trahit pas. Elle est toujours sauvage, brutale, meurtrière, naufragère. Les Ouessantins lui doivent leurs malheurs et la difficulté de vivre aujourd'hui dans l'île des îles, la plus escellée sans doute des terres du Ponent.

Ils ne manqueraient pourtant pas de courage dans leur fier projet de passer l'obstacle, le creux profond qui renversait les barques comme des coquilles de noix. Ils construisent une digue à Arland qui se

perdit dans les remous, puis une autre au Stiff, mais jamais de port, jamais de havre pour recevoir à bras ouverts. Avec le temps, ils avaient appris à tourner le dos à la mer. Coupés du monde, ils s'étaient fabriqués un autre monde, ils s'étaient inventés une civilisation, une trame serrée d'obligations et de règlements, une survie au coude à coude. Ils s'étaient imposés le courage, l'entraide et surtout de ruser avec la mort, le chagrin, la douleur.

Car la mer - la mort - imperturbable recrutait ses équipages. Les hommes s'embarquaient vers les terres lointaines, à bord des navires de la Royale, puis dans la marine marchande. On apprenait plus tard, beaucoup plus tard, que certains ne reviendraient plus. Les femmes en attendant béchaient leurs arpeuts. Une attente qui s'oubliait dans l'attente - cela pouvait durer trois ou quatre ans - avec un espoir de retour qui lui faisait à peine dans le regard jauni d'une vieille photo. Elles n'aimaient pas la mer et se courbaient sur leur champ.

Elles cultivaient comme elles filaient, avec application, des parcelles infimes - toute l'île était alors couverte de rangées de seigle, d'orge, de petits pois, bérissée de moulins familiaux. Corsetées dans leur « effets ouessantins », elles vivaient d'un même geste, d'un même mouvement, jour après jour, gardiennes de leur phare, de leur île propre comme une maison préparée pour la fête. Car sur le digue du Stiff, il arrivait un matin



avec son grand sac de navigateur sur l'épaule, sa hotte d'où il tirait les soies et les porcelaines d'Orient, une statuette de Notre-Dame de la Garde, Vierge d'escalade, et parfois des jouets pour les enfants.

Un bonheur court, et lourd d'un nouveau départ. Encombrant aussi : les hommes, qui ne pensaient qu'à retrouver leur lopin, dirigeaient alors les travaux agricoles, et leurs jeunes femmes devaient les suivre loin des amies, des bavardages rieurs. Puis ils repartaient et elles recommençaient, comme des sirènes, à leur rendre l'île attirante et belle, avec leur travail méticuleux, leurs rêves d'amoureuses, leur peur de la nuit. Elles s'occupaient de tout, des

enfants et de la ferme, elles inventaient tout dans leur cœur de fille, les légendes, les diabolins, les morgades, les vilansou ; elles se voulaient l'image même de la fidélité, au fusil, au rouet, et ne cessaient d'occuper leurs doigts, de fabriquer, de construire pour ne pas encourir de reproche et donner le prétexte à leur mari de mari de ne plus revenir. (Car lui, là bas, à l'autre bout du monde, au pays des congais, il courait encore d'autres risques.)

Elles surent ainsi créer l'illusion et l'harmonie ; un chant honnête et pur s'élevait dans l'île et courait au-dessus de l'océan vers l'homme d'équipage qui pour tromper le mal du pays, fabriquait le modèle réduit de son bateau, de son bague, avec des os de *malemok*. Elles s'imposaient l'uniformité, l'uniforme noir des veuves, et, pour mieux vaincre une faiblesse humaine, elles se laissaient épier par la communauté, elles gardaient leur porte ouverte, elles se retrouvaient, le soir à la veillée, sous le regard de leurs sœurs d'infortune et ne commettaient pas la moindre faute publique qui eût fait s'écrouler le bel et fragile édifice de leur vie. Elles disaient aussi qu'elles n'aimaient guère les mâles de leur troupeau, les bédiers et les étalons. Mais elles renaient la nuit souvent seules et tremblaient car elles voyaient courir des lutins sur la lande, des fantômes de rencontre. A peine si leur fantaisie se nichait dans un détail du costume, de la coiffe, du châle, dans un ruban, une épinglette, la forme d'une groutette - une lune, une étoile sur le toit de la maison. Seules permissions qui auraient rendu folle une étrangère du continent, une *mouligenn*, une *chincharde*. Certaines s'occupaient tout de même et demandaient au médecin de l'île un remède pour « les débarrasser d'un cheval dans leur ventre, ou d'une écrivisse qui leur déchirait les entrailles ». Mais la plupart gardaient la tête haute et froide. Ces fourmis n'arrêtaient pas : elles empiétaient les routes, refaisaient les chemins, ramassaient sur la grève les bois d'épaves, le *penze*, le *goémon*, les vomissures de la mer. Parfois elles sauvaient un naufragé en le « crochant » de la grève.

Tout cela durait, tenait depuis des siècles avec la bénédiction du clergé, qui voulait voir une morale où il y avait qu'une nécessité, une vertu d'abnégation, une vie chrétienne, comme si la force des processions, le prosélytisme des missions suffisaient à expliquer l'attachement des Ouessantins pour leur île. La vie n'était possible, durable, que par un travail acharné, une victoire quotidienne sur la rigueur du climat, sur le finistère, le *Pen ar Bed*, à l'horizon duquel gronde la puissance des éléments : *Enez Eusa*, Ouessant, ne pouvait se maintenir qu'avec l'orgueil du défi, la fierté d'une condition d'homme pour qui rester est plus fort, plus hardi, que partir, pour qui lutter contre l'océan devient le plus noble et le plus impérieux des combats, et ruser avec lui, la marque même de l'intelligence, l'affirmation de l'esprit.

Sur l'île battue par les vents, recouverte par les embruns, la mer fait échouer ses offrandes. On ne laisse pas le reflux les remporter. Ce qui est pris à la mer appartient aux îliens ; en dédommagement.

Le goémon servait aussi à fumer les terres. On prenait à l'océan ses poissons, ses homards et ses grands oiseaux venus du large. On coupait ses lamières dont le feu clair dégageait une odeur âcre et iodée - les gens d'Ouessant sentaient fort le goémon. On s'adaptait à ses pluies et à ses vents en couvrant les toits des maisons basses d'une glaise épaisse. On laissait se consumer les mottes de terre dans l'âtre après les avoir fait sécher loin des falaises humides où fleurissent les genêts et les armairas. On élevait de petites races de moutons et de chevaux résistants, bien calés sur leurs pattes pour affronter les vents marins. Et, pour les hommes disparus, on faisait *proella*, une veillée funèbre et un enterrement afin que l'ennemi n'ait pas le dernier mot. Mais, les nuits de tempête, il fallait bien reprendre ses peurs, quand la corne de brume ne cessait de tenir éveillés dans leur lit clos les femmes et les enfants pris d'angoisse et de désespoir, quand, à Pern, les vagues roulaient dans le fracas des galets surhumains.

La patience, la solidarité, le courage des cœurs endurcis, la liberté obtenue comme un projet d'évasion et, plus tard, la vieillesse assurée de jouer un rôle dans la transmission du savoir et des coutumes assuraient l'équilibre instable d'une société prise d'assaut. Puis les vivres, les produits manufacturés, les biens de consommation, entrèrent dans la place. Avec la vie plus facile on abandonna les cultures. On ne regarda plus le large pour désirer. On trouva avec la mer des accommodements : une ligne maritime régulière, un terrain d'aviation... On ouvrit Ouessant au tourisme, on créa un musée, et la tradition fut rangée au magasin des souvenirs, comme ailleurs. Mais ici avec plus de regrets.

Si les îliens ne sont plus tenus d'aimer Ouessant comme autrefois, ils la préfèrent toujours au continent ou à n'importe quelle

« Chine ». Ils y lisent un paysage ordonné qui n'existe plus, ils font encore la cuisine à l'étouffé, le *hoaden*, et trouvent à leur goût de mouton un fumet incomparable. Ils sont tous plus ou moins cousins, leur enfance bercée dans l'île leur donne des droits et un avantage certains. Aujourd'hui, pour la plupart retraités de la marine marchande, ils viennent mourir là parce qu'ils sont aussi les derniers témoins d'une époque à la fois très proche et révolue. Ils ont su transmettre à leurs enfants la nostalgie de la civilisation ouessantine dont ils ne retiennent que les aspects positifs : les riches qui aidaient les pauvres, les jeunes qui donnaient un coup de main pour redresser le mur d'un enclos, le *gwezen*, cette fête où l'on s'amuse tant, les escapades sur les rochers pour poser des casiers ou ramasser des berniques. Et les valeurs ajoutées du labeur et du malheur, avec lesquelles il est décent et toujours prudent de compter.

Pourtant l'île, que des milliers de touristes visitent chaque année, semble s'éloigner du continent. Elle n'est plus un monde en soi, elle est devenue un môle avancé, toujours difficile d'accès - plusieurs jours par an on ne peut y accéder - répété aux couleurs de la modernité. Elle est plus que jamais prisonnière de la terre ferme et de ses modes de vie, mais comme une bresle à l'attache loin du bercail. Les jeunes qui travaillent à Brest ou dans la région font encore chaque semaine la traversée : les garçons s'adaptent moins bien que les filles au rythme « trépidant » de la péninsule et préfèrent l'île à leur isolement. Ils retrouvent une liberté illusoire sur une planète disparue, au pays de la femme-cygne qui protégeait et couvrait de son aile les enfants d'Ouessant. Mais ils savent qu'ils ne pèneront que des friches car le travail des aîeux s'est effacé comme les sillons d'une terre délaissée. Quel sens redonner ? Quel sauvetage sans effort ? Faut-il, pour retrouver une fierté si chèrement payée, rejeter le monde d'outre-Fromveur brillant et coloré comme ces boules de verre que les marins rapportaient de Hambourg, faut-il reprendre l'incessante lutte contre les éléments vengeurs ?

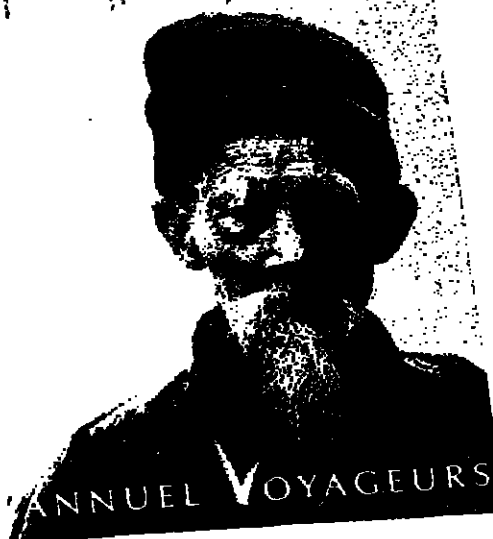
Le conte fabuleux qui garde la roche de la Jument veille toujours aux aguets. L'océan n'a pas pris une ride et se remue toujours autant pour ébranler les cœurs fragiles. Il a pour lui l'indifférence et la constance de l'éternité.

De notre envoyé spécial
Christian Colombani

► L'ouvrage de référence : *Ouessant, l'île sentinelle*. Ed. de la Cité, 446 p., 295 francs.

L'ANNUEL VOYAGEURS

Chine



“ Qui est Cui Jian, le rocker rebelle ? Quel est le P.N.B. par habitant de la Chine ? Connaissez-vous le “Deauville” chinois ? Quelles sont les heures d'ouverture de la Cité Interdite ? Quel est le prix d'un éventail en bois de santal ? Quel est le meilleur hôtel de Shashi (province du Hubei) ? ”

* réponses dans l'ANNUEL VOYAGEURS CHINE 1991 - 60 p. - 128 p.

Le monde change... si vite ! Pour mieux préparer votre voyage, l'ANNUEL VOYAGEURS vous livre l'actualité politique et économique d'un pays, révèle les évolutions de la vie quotidienne, des ambiances et des médias, les courants de pensée et les personnalités en vue. Dans ce guide annuel, les informations pratiques indispensables sont forcément à jour (formalités, vols, hôtels, restaurants, achats et services) ; elles sont de plus adaptées à chaque budget. L'ANNUEL VOYAGEURS vous informe également des événements de l'année à venir : fêtes, manifestations artistiques et professionnelles. Il vous propose des itinéraires, les sites à visiter, des rappels historiques.

Les auteurs de ces nouveaux guides vivent le pays au quotidien. Correspondants de presse, accompagnateurs de voyages, ils rendent votre voyage plus intense. Huit titres parus : Québec, Brésil, Usa west, Inde, Mexique, Chine, Thaïlande, Japon. Deux en juin : Russie, Tchécoslovaquie.

VOYAGEURS DU MONDE ÉDITEUR
53 rue Sainte-Anne, 75003 Paris
Dans toutes les bonnes librairies

PARIS / NEW YORK A PARTIR DE 2 295 F A/R

DECouvrez
LES NOUVEAUX TARIFS
ACCESS VOYAGES.

LOS ANGELES	A/S 2195 A/R 1290	CARACAS	A/S 3095 A/R 5090
SAN FRANCISCO	A/S 2195 A/R 1290	BUENOS AIRES	A/S 3850 A/R 6100
MIAMI	A/S 1285 A/R 2110	SANTIAGO	A/S 3850 A/R 6100
MONTREAL	A/S 1210 A/R 2120	NAIROBI	A/S 3045 A/R 4995
RIO DE JANEIRO	A/S 3380 A/R 5170	DAKAR	A/R 2020
SAO PAULO	A/S 3625 A/R 5170	BANGKOK	A/N 2905 A/R 4215
MEXICO	A/S 2090 A/R 2790	SYDNEY	A/S 4935 A/R 7885
ANTILLES	A/S 2100 A/R 3275	SEYCHELLES	A/R 6100

NOUVEAUX TARIFS INTERNATIONAUX. PROPOSITIONS DE PLACES EN 1^{re} CLASSE ET CLASSE AFFAIRES. PRESTATIONS HÔTELLIÈRES ET LOUAGES DE VOITURES. CROQUIS ET SERVICES À LA CARTE POSSIBLES. DÉPARTS FRANCKFORT - DÉPART BRUXELLES (PRÉ-ACHÈTEMENT EN TRAIN INCLUS)

ACCESS
voyages

PARIS : MÉTRO ET RER CHATELAIN-LES-HALLS.
6 RUE PIERRE-LESCOT, 75001 PARIS.
Tél. (1) 40 13 02 02 et (1) 42 21 46 94 - Fax (1) 45 08 83 35
LYON : TOUR CRÉDIT LYONNAIS, LA PAK-DIEU. Tél. 78 63 67 77.

Parme, réelle et imaginaire

Suite de la page 17

« Palatina était une preuve, la revue culturelle de la ville fictive, qui aujourd'hui même ne serait plus possible : notre temps assigne Parme à un destin périphérique, poursuit Mario Lavagetto. Sa culture reste surtout celle de l'opéra. Elle s'accorde beaucoup trop d'intérêt, se mire trop dans son passé. C'est une ville narcissique chez qui la recherche de l'élégance passe avant celle de la beauté. Il n'empêche, dans la vulgarité qui déferle aujourd'hui sur l'Italie, elle apparaît un peu comme une île, en tous cas se pense telle. »

Parme aux miroirs : ceux du café Marchesi, où Valéry Larbaud appelait en vain le reflet de cet écrivain français, vous savez, ce « Milanais » soucieux de ses amours, qu'il a « dévotement délinéés », et où Evelyn Waugh, après sa communion matinale, n'invokait pas quelque icône mussolinienne, mais guettait l'arrivée d'un breakfast de fines tranches de parme arrosé de lambrusco. Parme aux miroirs où s'avance un chœur de spectres assurés d'être chez eux, tyrans et victimes à jamais mêlés, où chaque famille reconnaît au moins l'un des siens, porté par la musique de ce Verdi qui réconcilierait, comme à chaque fois qu'il y est appelé, ville réelle et ville imaginaire.

Chaque année, lorsque s'ouvre la saison du théâtre Regio, loggionisti

(les redoutés enfants du paradis) ou abonnés aux premiers rangs d'orchestre, c'est tout un peuple convaincu d'être dépositaire de l'œuvre qui monte à la défense du fils de la Bassa (la proche plaine du Pô). Question d'honneur (le sien) autant que de réputation (la leur), car l'opéra parmesan tient son rang autant de leur vigilante ferveur que de la qualité de ses interprètes. Ainsi, la « petite capitale » demeurera au moins celle des verdians, qui trouveront sur place de quoi diversifier largement l'exercice de leur vénération, en le dégustant sous forme de buste en chocolat, en bande dessinée, ou en écoutant la torrentueuse Parma lorsque après la pluie elle éclate soudain, avec l'oreille de l'auteur du Pays du mélodrame, Bruno Barilli, comme des fortissimi du maître de Busseto.

Mémoire active de la Parme littéraire, Paolo Lagazzi estime que si « Parme, à la différence de la Romagne, n'a pas développé sa poésie en dialecte, c'était parce qu'elle était une société aristocratique, certes, mais aussi parce qu'il y avait Verdi, qui, dans un sens, remplissait largement les exigences d'une culture populaire. Chanter Verdi suffisait pour se sentir vivre ». Et faire communiquer la scène et la rue en y prolongeant l'art du costume et des apparences, le goût de voir autant que l'importance d'être vu, l'élégance de la mise et celle du jugement, toute une



culture encore de l'exposition, si codifiée et si mobile, attentive au moindre changement d'intonation, qu'il faut remonter loin en amont de Verdi, pour trouver les prémices de ce théâtre dans le théâtre.

Où s'achèvent les murs, et où commence le décor, semble ainsi questionner du haut du palais de la Pilotta l'admirable théâtre Farnèse (1618), à la fois théâtre et décor de théâtre, où le visiteur (le spectateur) ne peut pénétrer que par ce qui ressemble fort à une entrée des artistes, d'emblée mis en demeure de jouer au visiteur, quitte à s'y reprendre s'il se sent trop maladroite, sommé de se laisser éclairer par un soleil qui paraît d'autant plus d'artifice qu'il est latéral au matin, jusqu'à s'assurer de son rôle : s'asseoir et regarder. Avant

de constater qu'il n'est qu'un figurant dans une « ouverture », celle qui, via un dédale piranésien de briques gris-rose, fait entrer dans le vif de l'œuvre : la galerie nationale.

On retrouvera là, du moins dans les récents aménagements dus à l'architecte Guido Canali, qui s'est visiblement plu à installer le Corrége à une extrémité de la galerie comme s'il devait être un aboutissement d'un instant, ou plutôt située (ailleurs, n'importe où), dans laquelle Parme aimerait se griser et disparaître, qui conduit à la rencontre de poutrelles d'acier vissées et de chapiteaux romains, à mi-chemin entre le « beau comme » de Lautréamont et l'Érotique-volée, de Man Ray.

C'est dans la campagne qu'il faut

aller chercher ce qui pourrait être la Parme architecturale actuelle, dans les petits édifices discrets de Paolo Zermani. « La dimension de Parme, dit-il, est celle de la plaine du Pô, immobile, enfermée dans sa douceur de vivre, dans la contemplation d'un passé séculaire qui pose une série de questions pesantes et pressantes. Le bon goût et le bon ton persistent, il y a de bonnes fondations, mais la ville nouvelle ne naît pas. Il y a une fatigue de la tradition, une lourdeur de l'héritage. Mon travail est de puiser dedans et de la réinventer. Il est urgent de penser la contemporanéité de Parme, sinon, les futures générations ne pourront pas dire comme nous qu'elles ont un passé. »

» Parme n'est pas une ville, mais un territoire né des intermittences de la campagne. L'architecture vient de la terre, de cette argile de la plaine devenue brique. La lumière est jaune, diffuse, le jaune « officiel » des monuments que les petits maîtres du dix-huitième ont emprunté et porté dans le cadre. Il y a tout un substrat de symboles et d'éléments dans l'air qui peuvent se reproduire. Attilio Bertolucci a compris cela : qui veut construire ici doit commencer par lire sa poésie. C'est avec ces éléments que j'ai conçu le « Pavillon des délices » à Varano, une maison pour voir le paysage, une terrasse de méditation, dans l'esprit des habitants qui aiment à regarder le soir descendre sur les collines. »

Collines et plaine, Apennin et Pô, ces « deux âmes » de Parme comme théâtre et terre. A Varano toujours, sur le chemin de la strada Romea où faisaient jadis étape les pèlerins, et où se déployaient le soir les tentes d'un théâtre de fortune, Paolo Zermani a construit un théâtre polygonal (songeons au baptême de Parme) avec un système de murs triangulés en autant de rideaux de scène qu'il ne cessera de développer ensuite, notamment à Felegara dans une version « urbaine » du théâtre, actualisant la tradition du siècle dernier, lorsque chaque village se devait d'avoir un lieu où honorer Verdi.

Issue de la terre aussi, cette « autre musique qui est celle de la cuisine » selon l'expression de l'aristocrate Bernandini, auteur d'une *Bassa parmesane gastronomique*, et qui a conduit, sur la base de produits d'une extrême qualité, à l'édification, dans ce qu'il appelle la « food valley, le cœur alimentaire de l'Italie », des fortunes du temps présent. Comme celle de Luigi Magnani, dont la fondation installée dans la villa de Mamiano près de Traversetolo, à 20 kilomètres au sud, n'a conservé de ses origines fromagères que les effluves, et peut rassembler des œuvres rien moins que mineures de Titien, de Dürer ou de Goya (la *Parville de l'infant Don Luis*) tout en interrogeant subtilement notre siècle en installant côte à côte des aquarelles de Cézanne et de Morandi.

Le fromage parmesan est assurément l'une des grandes affaires d'une région visiblement soucieuse

de vous éviter à grand renfort de panneaux les dangers que vous ne manquerez pas de connaître à vous éloigner de la zone d'appellation contrôlée. Entrée, accompagnement, dessert (avec lui, voici réglée la douloureuse alternative du fromage OU dessert), son registre est sans rival, et on le trouvera bon à tous les usages, y compris médicaux, si l'on accepte de suivre le bon docteur de l'île au trésor, qui ne sortira le morceau précieux que pour ramener à la société le pauvre Ben Gunn, resté seul face à lui-même durant trois ans dans l'île déserte.

La deuxième jambe (ou plutôt cuisse) sur laquelle marche la cuisine parmesane est évidemment celle du jambon, dont la douceur est proportionnelle au temps de maturation dans l'air sec des collines (de Langhirano pour le meilleur), rançon d'une fragrance durable, autant que de la persistance de sa saveur dans le palais. Au défi de sa saveur, la Bassa répond aux collines un bon ton au-dessus, avec un « jambon du jambon », le rare *culatello*, dont chaque ferme ne produit que cinq ou six exemplaires, et que l'on va déguster à Zibello, dans les peupliers des bords du Pô, dans l'aura de Busseto et de Roncole-Verdi (comme son nom l'indique).

Jambons, coppes, saucissons (de Felino) ou salami (de Viacolo) s'accompagnent de malvasia (bianco) ou de lambrusco (rouge), ce « vin noir en rose pétillant », « vin dont la mousse déborde comme une chevelure dénouée » (Bertolucci), qui, ajoute Paolo Lagazzi, « procure une ivresse légère comme l'esprit de Parme ». « Notre cuisine, estime-t-il, est élémentaire, comme l'architecture romaine. Elle est une série de variations sur des matières premières irréprochables. On ne peut pas la triquer. Les pâtes ne doivent pas avoir un goût éclatant : il y faut peu de composants, mais dans un rapport juste. »

Lundi prochain 24 juin, nuit de la Saint-Jean-Baptiste, les habitants de Parme vont retrouver leur campagne en musique, pour fêter sur l'herbe, en élan de *tortelli di erbetta* (4), le patron de la ville. Ils resteront toute la nuit dehors, jusqu'à « prendre la rosée » du matin, réputée porter bonheur. Aux cris aigus d'enfants trouant la nuit d'été, il en est qui pourront se croire un instant transportés sous la tonnelle festonnée de fruits en grappe où dansent les *putti*, imaginée camera di san Paolo par le Corrége, dans cette salle où venaient banqueter les lettrés, et qui offre une image ultime de Parme : celle de la peinture célébrant en musique les noces de la table et des lettres.

De notre envoyé spécial
Jean-Louis Ferrier

(4) Pâtes aux herbes.

En vente depuis 2000 ans

Il est des modes qui ne changent pas parce qu'elles ont su conserver ce qui est vrai, comme le sel d'Ibiza; elles sont un symbole de style adapté à l'environnement, un symbole de culture populaire remplie d'originalité. Au cours d'une promenade dans le petit marché, vous ne manquerez pas de découvrir des indices qui vous feront voir Ibiza sous un autre jour, des traces de l'échange de civilisations qui depuis 2000 ans viennent à Ibiza à la recherche du sel, piment de la vie. Comprendre l'île d'Ibiza c'est se fondre en elle, se mêler à ses habitants et à ses coutumes, goûter sa gastronomie et découvrir la culture de la Méditerranée qui est conservée intacte pour le plaisir de tous. Ibiza, c'est encore l'île sur les plages de laquelle on respire une ambiance où tout invite au divertissement. Face aux modes qui évoluent sans cesse, il est encore possible de remonter aux sources.



Pour plus de renseignements consultez votre agence de voyages ou l'Office du Tourisme Espagnol à Paris.

Ibiza

Guide

Livres
• *La Chambre* (première partie), d'Attilio Bertolucci, est publié par Verdier (250 p., 98 F.). L'édition de 1928 de *Parme et la France de 1748 à 1789*, d'Henri Bedarida, a été reproduite en fac-similé par Slatkine (674 p., 125 F.). L'éditeur (d'origine parmesane) Franco-Maria Ricci en a publié une luxueuse version illustrée en deux tomes (550 000 livres).

Cuisine et hôtellerie
La cuisine parmesane traditionnelle se déguste à la Trattoria del Corriari, 1, via del Conservatorio (tél. : 0521 234426), ou dans les restaurants (plus coûteux et pas forcément plus goûteux) comme l'Parizzi, 71, strada della Repubblica (tél. : 0521 285952), la Greppia, 39 a, strada Garibaldi (tél. : 0521 233688), ou Charly à San Lazzaro Parmense (tél. : 0521 493974). Central, situé face à la Pilotta, l'Hôtel Stendhal (évidemment), 3, via Bodoni (tél. :

0521 208057), peut offrir mieux qu'une cuisine d'hôtel. A Busseto, dans la Bassa, le Palazzo Calvi a installé ses fourneaux dans une villa restaurée au hameau de Samboseto (tél. : 0524 90211). L'automne venu, on ira déguster les champignons dans l'Apennin, à Bercoeto, à la Trattoria da Rino (tél. : 0525 84306).

Voyage
L'aéroport le plus proche de Parme est celui de Bologne, qu'Alitalia (tél. : (1) 40-15-01-40) relie deux fois par jour à Paris (billets aller et retour à partir de 1725 F.). Il est, cependant, souvent aussi rapide de passer par Milan, reliée (comme Bologne) par chemin de fer à Parme.

Renseignements
L'office de tourisme de Parme (Azienda di promozione turistica) se tient 5, piazza Duomo, tél. : 233959 ou 238605. Office national italien du tourisme à Paris, 23, rue de la Paix, 75002, tél. : 42-68-68-68.



COULES AU CORRIARI
POUR UN COUP DE COULES



BARRIÈRES DE L'ONNE
à Paris, 10, rue de la Harpe, 75004

RÉSIDENCES DE LOISIRS

à Paris, 10, rue de la Harpe, 75004
dans le département MONDE SANS V
en collaboration avec le MONDE SANS V
vous pouvez à Paris, 10, rue de la Harpe, 75004
Paris, 10, rue de la Harpe, 75004
45-62-72-24 et 40-63-72-63

مكتبة الأمل

Elle n'est pas vraiment inscrite dans le paysage, ni dans la pensée des constructeurs, ni dans l'oeil du passant, mais pourtant, à Paris, elle existe, cette brique. Et plus qu'on ne croit; même si elle se présente en ordre disparate. Au pavillon de l'Arsenal, une exposition tente d'en faire le tour et d'en honorer le charme.



Ci-contre, le 6, boulevard d'Ornano, 18. 1929. Architecte : André Granet. Ci-dessous, le 7, rue de Rambouillet, 12. 1929-1932. Architecte : Louis Bonnier.

De brique et de bras

La brique à Paris? D'abord, on n'en voit pas. Paris est inscrite dans les blancs, les gris et les bleus; dans la pierre et les enduits calcaires, couronnés de zinc. La brique, c'est au Sud, Albi, l'Italie, ou au Nord, les corons, la Picardie, les Flandres, la Belgique, les Pays-Bas, l'Angleterre. Partout, en somme, mais ailleurs. Du jaune pâle et du beige jusqu'aux rouges presque noirs, sombres et sur-cuits, en passant par tous les tons de l'ocre, la brique exprime la terre alentour, s'accorde traditionnellement à un pays, à des pays où manquait la pierre.

Paris n'est pas une ville de brique et pourtant, de la brique à Paris, il y en a partout. Comme le montrent, à coups de gros plans et à raison d'un inventaire savant, une exposition présentée actuellement au pavillon de l'Arsenal et le livre de Bernard Marrey et Marie-Jeanne Dumont qui l'accompagne.

C'est une drôle d'histoire que celle des rapports qu'entretient la capitale avec ce matériau. Ponctuelle, isolée, originale, à l'intérieur de la ville, la brique domine dans le paysage de ceinture rouge qu'elle s'est donnée en édifiant, sur les anciennes fortifications, les habitations à bon marché, les HBM, aujourd'hui très prisées et dont on ne se lasse pas d'examiner la diversité et la richesse de détail, mais qui ont contribué à installer l'image de la brique dans le « social », l'utilitaire.

Aucun promoteur privé ne se hasarderait aujourd'hui à choisir un revêtement en brique. A part l'exemple notable des maisons Jaoul de Le Corbusier à Neuilly-sur-Seine (assez tard, en 1955), le mouvement moderne lui-même, s'est, en France, détourné de ce matériau. Alors qu'ailleurs, des architectes aussi importants que Louis Kahn (le centre administratif de Dacca), Alvar Aalto, ou F.L. Wright en ont exploité avec brio les possibilités, chez nous, le béton et la tradition du ciment ont dominé. C'est vrai qu'à Paris, peu de « monuments », de grands édifices en brique, viennent à l'esprit. On réfléchit, et puis on pense à l'Institut d'art et d'archéologie, avenue de l'Observatoire, qui est en effet le plus marquant. Pourtant il y en a d'autres. Et la brique n'a pas toujours signifié ateliers, dépendances, ou pavillons de banlieue. Au contraire.

Plus noble et plus sûre que le torchis et le bois, elle fait son entrée avec la Renaissance, sans doute quand Louis XII l'utilise à Blois. De brique rose à coins de pierre, les hôtels particuliers honorent le style qui s'impose place des Vosges et, au tout début du dix-septième siècle, dans l'hôpital Saint-Louis de l'architecte Claude Velleux. Eclipsée, notent nos auteurs. Deuxième « renaissance », flamboyante celle-là, au dix-neuvième siècle. Les grandes demeures et les hôtels particu-

liers font dans le gothique et le néo et s'emparent de la brique, des mille vertus décoratives de ce matériau : l'exemple le plus étonnant est ce palais, 1 place du Général-Catroux, dans le dix-septième (ex-place Malesherbes), construit par Jules Favier pour le banquier Emile Gaillard et racheté en 1919 par la Banque de France pour une somme modeste, disent les historiens.

Le nom de Jules Ferry sera associé à la brique deux fois : l'hôtel particulier construit pour lui rue Bayard emploie ce matériau ainsi que le lycée du boulevard de Clichy qui porte son nom.

Au même moment, les expositions universelles, celle de 1878, celle de 1889, en font, en accompagnement des charpentes métalliques, grand usage, et tentent vers le pittoresque, l'exotisme, un matériau que l'on associe alors volontiers aux céramiques de couleur. Les pavillons des expositions ont disparu (l'un d'eux, l'embarcadere du Champ-de-Mars, déplacé et remonté, sert d'entrepôt dans une gare à Asnières et mériterait une sérieuse restauration). Reste le style qu'ils ont promu et que l'on retrouve, ici ou là, sur les façades ou dans les cours des « immeubles de rapport », avant que ne commence l'aventure des HBM.

Le comble, le « monument » de l'exotisme, est plus tardif : résultat d'un concours, c'est l'Institut d'art et d'archéologie qui déroule le long des allées de l'Observatoire, près du Luxembourg, sa frise décorative et éducative (celle du Parthénon, en grès flammé, et en réduction) et lance un couronnement aussi crénelé que mauresque vers le ciel de Paris, rouge comme la brique de Gournay qui le compose et le festonne. Il cache bien son âge (achevé en 1930) et ses planchers et escaliers en béton armé. Eclectique comme le voulait la commande, il est l'œuvre de Paul Bigot, ancien pensionnaire de la villa Médicis qui avait puisé dans l'étude de l'An-

tiquité le goût de ce rouge mycénien.

Moins connu, plus discret, assez largement caché par sa position à l'angle d'une rue étroite (la rue Bergère) et d'une autre très passante (la rue du Faubourg-Poissonnière), le central téléphonique de François Le Cœur est tout aussi monumental, plus ancien (avant 1914) et plus moderne dans l'usage qu'il fait d'un appareillage de briques, très lisses, d'où surgissent d'imposants ouvrages de ferronnerie.

Mais Paris se souvient peu de Rome dont les thermes de Cluny gardent la trace (les ruines elles-mêmes et l'édifice du musée qui en recopie les lits de brique rouge insérés dans la pierre). On réserve plutôt, dans les équipements publics, la brique à des édifices secondaires : les écoles plutôt que les lycées, note Bernard Marrey, les piscines et les bains-douches, et bien sûr les ateliers, communs et dépendances des parcs et jardins ou des ouvrages d'art. Tout en proie aux architectures du fer (dont Bernard Marrey s'est fait, avec Paul Chemetov, aux éditions Dunod, l'historien et l'analyste), les constructeurs du dix-neuvième siècle y associent la brique. Les voûtes briquetées des Halles de Baltard, disparues avec les pavillons, en étaient un bel exemple.

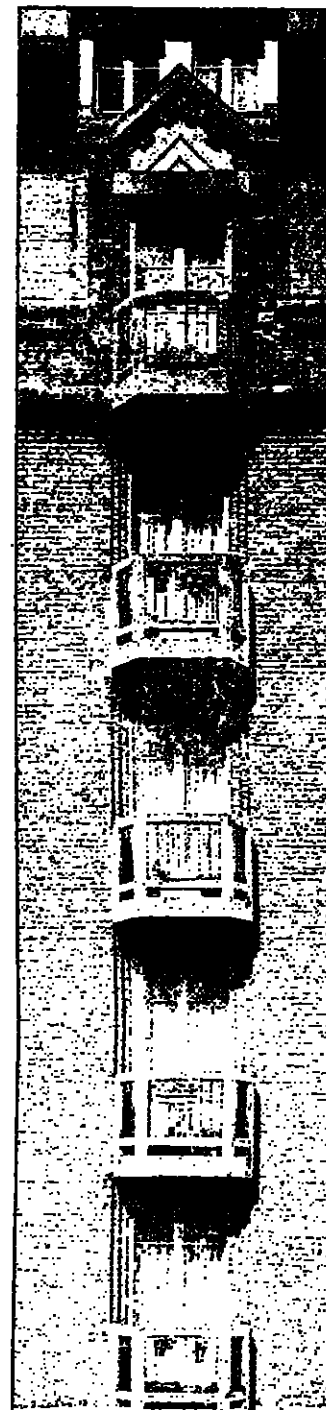
A la fois extrêmement rationnelle (une brique tient dans la main), industrielle et traditionnelle, répétitive mais se prêtant à toutes les fantaisies, unifiant l'aspect d'un mur ou autorisant des reliefs ton sur ton, soulignant sans ostentation l'art de celui qui la met en œuvre, la brique ne signe pas un style et se prête à tous : l'Art nouveau, un peu plus tard, en exploitera lui aussi la souplesse et Guimard l'utilisera plusieurs fois à Paris. Dans l'ordre du pittoresque, les exemples sont nombreux : rustique comme la piscine de la Butte-aux-Cailles, place Paul-Verlaine, de Louis Bonnier; orientale comme l'établissement de bains-douches de l'avenue

Jean-Jaurès (Ch. A. Gautier, 1914), avec sa cheminée-minaret. Toutes sombres en revanche, et pittoresquement entretenues, sont les maisons de jardinier qui font l'angle des rues Michelet et d'Assas, dans le jardin du Luxembourg.

Si la ville de Paris a eu la bonne idée de présenter aux Parisiens ce qui, dans le paysage quotidien, est de brique, elle avait eu, en revanche, la mauvaise inspiration de faire disparaître, en face du pont d'Austerlitz, l'usine d'élévation des eaux, qui, nous dit-on, démontée, dort actuellement dans un entrepôt. Saura-t-elle alors ne pas laisser démolir, par le Conseil économique et social, sur la colline de Chaillot, avenue Albert-de-Mun, un autre monument du « pittoresque », le bâtiment des Phares et balises, surmonté d'un vrai phare, tout « de brique rose à coins de pierre »?

Michèle Champenois

► Exposition « La brique à Paris », jusqu'au 25 août, au pavillon de l'Arsenal, 21 boulevard Morland. Du mardi au samedi. Catalogue établi par Bernard Marrey et Marie-Jeanne Dumont, publié aux Editions Picard, 224 p., 95 illustrations en noir et blanc, 80 en couleurs, 240 F.



COUDES AU CORPS POUR UN COUP DE COEUR !

Si vous êtes un digne de golf, vous apprécierez à Bagnoles-de-l'Orne un remarquable parcours technique de 9 trous, très vallonné et parsemé d'obstacles d'eau. Club house, practice, putting green et bunkers d'entraînement. Leçons et stages sont organisés toute l'année. Venez vite le coup de cœur est garanti !



Station thermale spécialisée dans la santé des jambes. Bagnoles-de-l'Orne est aussi la station-clairière idéale de la forêt normande pour vos week-ends et séjours de détente. 45 hôtels, 1000 meublés, 1 camping***, 1 centre de remise en forme, 1 casino (roulette), de très bons restaurants et des commerçants ouverts le dimanche se sont mobilisés pour bien vous accueillir.

BAGNOLES-DE-L'ORNE

A Paris : 58 rue Rambuteau - 75003 Paris Beaubourg
Tél. (1) 48 87 74 96

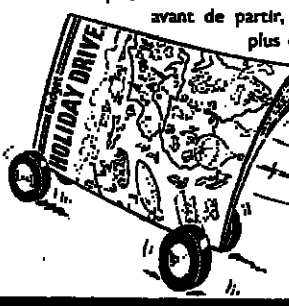
RÉSIDENCES DE LOISIRS

Prochaine parution
vendredi 28 daté samedi 29 juin 1991
dans le supplément MONDE SANS VISA
en couplage avec LE MONDE RADIO-TV
Noir, bichromie. Possibilité quadrichromie.

Renseignements insertions :
46-62-72-24 et 46-62-72-97.

LE SEUL ARRET.

Budget Rent a Car vous offre tout ce qu'il y a de mieux dans le domaine de location de voitures pour les vacances. Avec Holiday Drive, la location est simple, avec un tarif "tout compris". Vous pouvez réserver et payer avant de partir, et vos réservations sont assurées dans plus de 100 pays du monde. Il n'y aura aucun supplément caché, ni d'incertitude. Pour réserver votre voiture, ou pour obtenir gratuitement une brochure, priez d'appeler Toll Free 0504 0138 entre 8 heures et 18-30 heures, ou demandez de plus amples informations à votre agence de voyage.



Budget

ESPRIT D'ADVENTURE

VOYAGES ESSENTIELS POUR REVENIR AUX SOURCES

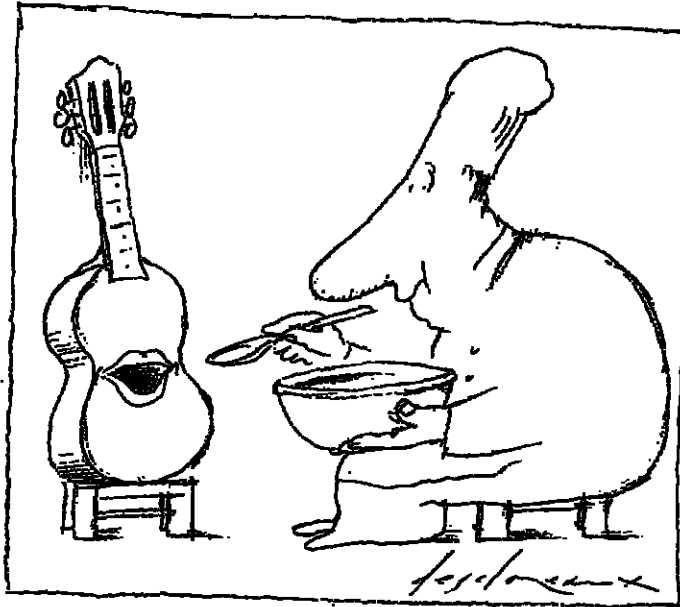
RETOURS À LA NATURE ET AUX GRANDS ESPACES, RETOURS SUR LES HAUTS-LIEUX, RETOURS AUX VALEURS HUMAINES POUR RESTITUER À L'ADVENTURE SON ESPRIT ORIGINEL. TERRES D'ADVENTURE OUVRE SES CARNETS DE ROUTE POUR DE NOUVEAUX VOYAGES OÙ LE REGARD, L'ÉMOTION, LA CURIOSITÉ ET L'IMAGINAIRE L'EMPORTENT SUR L'EFFORT ET L'EXPLOIT. CATALOGUE GRATUIT SUR DEMANDE, EN RENVOYANT LE BON CI-DESSOUS À ESPRIT D'ADVENTURE, 3, RUE SAINT-VICTOR 75005 PARIS, OU EN TÉLÉPHONANT AU 43.29.94.50. MINITEL 3615 ESPRITDAV

NOM, PRÉNOM _____
N° _____ RUE _____ VILLE _____
PROFESSION _____ TÉL. _____ AGE _____

ESPRIT D'ADVENTURE

3, RUE SAINT-VICTOR 75005 PARIS
TÉLÉPHONE 43.29.94.50. MINITEL 3615 ESPRITDAV. L.I.C. A1148

SANS VISA
TABLE



Le gaspacho

Ce potage d'Andalousie serait fort ancien. J'ai lu quelque part qu'il serait mentionné dans la Bible et que des ouvrages grecs et latins qui le mentionnent le décrivent comme un « aliment buvable ». Mais son nom, selon le Larousse gastronomique, viendrait de l'arabe et signifierait « pain trempé ».

Il peut être proposé chaud, et l'on m'a assuré du côté de Cadix que les muletiers de là-bas emportaient toujours en voyage un plat de terre, de l'huile d'olive, de l'ail et du pain sec, avec aussi tomates et concombres. En bord de route, à la halte, ils broyaient l'ail entre deux pierres, ajoutaient huile, sel, pain émietté, tomates et concombres en tranches dans le plat de terre, puis, enveloppant celui-ci d'un linge mouillé, le laissaient chauffer et s'évaporer au soleil avant de s'en régaler.

Mais, croyez-m'en, c'est en ces jours chauds qu'il faut déguster, froid, voire « frappé » par un peu de glace pilée, ce gaspacho revigorant.

Il en existe de nombreuses variantes. Du côté de Jerez, on y ajoute des rondelles d'oignon cru ; à Malaga, il peut être à base de bouillon de veau et les fantasistes y ajoutent amandes pilées et raisins secs du pays ; à Cordoue, il est épaissi de farine de maïs ou de crème, ou des deux ; à Ségovie, on le parfume au basilic, parfois au cumin.

Mais la recette « ménagère » reste simple et excellente. Passer au mixer un concombre pelé et haché, cinq tomates pelées et un oignon également hachés grossièrement, ainsi qu'un poivron vert débarrassé de ses graines et de ses côtes et une gousse d'ail avec deux grands bols de pain un peu rassis émietté, un peu de sel, un litre d'eau froide, quatre cuillerées à soupe de vinaigre de vin rouge, autant d'huile d'olive et un peu de concentré de tomates. Couvrir d'une feuille de papier alu et tenir trois heures au réfrigérateur. D'autre part, préparer un grand bol de petits dés de mie de pain et, dans

des bols séparés, un oignon finement haché, un demi-concombre pelé et haché, un peu de poivrons verts également hachés. Servir le gaspacho bien glacé et les bols de pain et ingrédients à part, que chacun utilisera à sa fantaisie.

Faut-il boire sur le gaspacho ? Un rouge d'Espagne frais, peut-être, ou un vinho verde portugais. Mais certains amateurs ne négligeront point un verre de jerez « amontillado ».

Les restaurants espagnols sont rares à Paris. Mais n'est-ce pas raison de plus pour aller découvrir, en ces beaux jours d'été, le plaisir du frais gaspacho de *Candido* (40, avenue de Versailles, 75016 Paris ; tél. : 45-27-86-68), dans ce provincial jardin d'évasion (1) ?

L'histoire nous l'a appris depuis quelques siècles : « Il n'y a plus de Pyrénées. » C'est pourquoi le Pays

basque français a annexé, avec le toro et quelques autres mets ibériques, le gaspacho. Sur place, par exemple au Palais de Biarritz (restaurant *Le Grand Siècle* - non point en honneur du roi Louis XIV, sous le règne duquel la ville n'était même point un vil-

lage, mais pour saluer la cuvée du même nom du champagne Laurent Perrier !), on se devait de mettre à la carte un gaspacho de tourteaux parfumé à l'estragon ou un gaspacho de homard aux tomates confites.

A Paris, où les restaurants basco-béarnais ne manquent point, le gaspacho figure à la carte du gentil *Relais basque* (11, rue Saint-Lazare, 75008 Paris ; tél. : 48-78-29-27). Le « lexique du Basque gastronomique » qui accompagne la carte précise que c'est là le potage idéal de l'été, servi frais et parfumé, riche en vitamines puisque tous les légumes sont mixés (tomates, concombres, ail, oignons, poivrons). Ici, le gaspacho est de Camba, comme la pipérade est de Macaye et le cassoulet de Bayonne. Hommage à Rostand ? Panache à la Cyrano ? Il n'importe ! C'est l'entrée « en saison » par excellence.

La Reynière

GASTRONOMIE

COPENHAGUE au 1^{er} étage
L'ambassade générale des Champs-Élysées
Festival de SAUMON
142, Champs-Élysées - Tél. : 43.58.20.41

FLORA DANICA au rez-de-chaussée
L'ambassade générale des Champs-Élysées
Festival de SAUMON
142, Champs-Élysées - Tél. : 43.58.20.41

WAGON 7
7, RUE BOURSULT - 75017 PARIS
42 93 41 57

POUR VOS DÉJEUNERS D'AFFAIRES

DIEP à l'Opéra

Une clientèle française, qui connaît l'Asie... et aime s'y retrouver lors d'un repas, choisissent sans hésiter « DIEP ». Le plus grand des restaurants avec trois cent cinquante places, dans un décor somptueux de marbre et laque. Le choix est vaste, comme le restaurant ! Vous opterez soit pour la cuisine à la vapeur servie sur chariot, soit pour des plats plus subtils, thaïlandais ou vietnamiens. Pour les plus pressés, un « MENU EXPRESS », 72 F et 88 F à déjeuner, dans un cadre splendide, vous fera voyager. Connaître « DIEP », pour les Parisiens, n'est pas un secret, puisque sa famille est doublement installée dans le huitième arrondissement depuis plus de dix ans. Dégustez l'ambiance de vos vacances, en découvrant « DIEP », et vous ne le regretterez pas.

28, rue Louis-le-Grand (2^e). Tél. : 47-42-31-58 et 94-47.
DIEP, 55, rue Pierre-Charron (8^e). Tél. : 45-63-52-76.
DIEP, 22, rue de Fonthelm (8^e). Tél. : 42-56-23-96.
Service assuré jusqu'à minuit.
Ces trois restaurants sont ouverts tous les jours.

La Medina

Spécialités orientales

56, bd du Colonel-Fabien
92240 Malakoff
Tél. : 46-45-94-57
Fermé le dimanche soir et lundi

On peut être très Turbot et savourer lentement.

Dégustation de fruits de mer, langoustes et poissons jusqu'à 3 h du matin.

LA CHAMPAGNE
La grande brasserie de la mer.
Vivier de langoustes et de langoustes.
10, place de Clugny Paris 9^e
Réservation : (1) 48 74 44 78 - Fax : (1) 42 80 03 10

CHEZ HANSI
L'Alsace de Hansi dans un décor unique.
3, place du 18-Juillet 1940 Paris 6^e
Angle Montparnasse Rue de Rennes
Réservation : (1) 45 48 88 42 - Fax : (1) 45 44 55 41

Aux quatre coins de France

CHAMPAGNE J.-B. MICHEL
B.P. n° 5
MOUSSY 51200 EPERNAY
Propriétaire-viticulteur
Doc. et tarifs sur demande
Etiquettes personnalisées

L'ORT VERT
CAVE VITICOLE DE CLEBOURG
Vente par correspondance. Tarif sur demande
Livraison rapide dans toute la France et à l'étranger
67160 Wissembourg - Tél. : 88-94-50-33

* « L'abus d'alcool est dangereux pour la santé ».

DESORMAIS, RETROUVEZ VOLVIC AUX MEILLEURES TABLES.

Les grands chefs et sommeliers de gastronomie, dont LAURENT à Paris, ont choisi VOLVIC pour son extrême pureté issue du filtre naturel des volcans d'Auvergne. Retrouvez aux meilleures tables l'eau qui valorise la saveur des mets les plus fins.

volvic. L'EAU DES SAVEURS INTACTES

RANDONNÉES EXPÉDITIONS

VOYAGES... VERS LES GRANDS ESPACES

NOMADE
SAHARA - AFRIQUE - MÉDITERRANÉE - YEMEN etc...
Doc gratuite : 50 av. des Termes 75017 Paris 43.42.45.46

VACANCES-VOYAGES

Alsace

68590 SAINT-HIPPOLYTE
HOTELLERIE MUNSCH
« Aux Ducs de Lorraine »
Pied du Haut-Koenigsbourg
séjour agréable, promenade, demi-pension
Tél. 89-73-00-09 - FAX. 89-73-05-46.

Côte d'Azur

06400 CANNES
HÔTEL LIGURE
5, rue Jean-Jacques - 06400 CANNES
Tél. : 93-39-03-11 - Téléc. 970275
FAX 93-39-19-43.
A 300 m de la célèbre Croisette et des plages.
Climatisé, insonorisé, chambres TV couleur. Tél. direct, minibar.

MANDELIEU - LA NAPOULE
ROCHER SOLEIL
RÉSIDENCE HÔTELIÈRE
STUDIOS, 2 et 3 PIÈCES
de très grand confort, climatisés.
Bar, restaurant, salon, tennis privés, piscine, sauna, salle de gym, jeux d'enfants.
Face au golf, à 800 m de la plage.
INFORMATIONS - RÉSERVATIONS :
(16-1) 44-01-40-48.

NICE
HÔTEL LA MALMAISON
Best Western ***
Hôtel de charme près mer, calme, grand confort.
90 CHAMBRES ET CLIMATISÉES
TV COULEUR, PAR SATELLITE
Restaurant de qualité.
48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. : 93-97-42-56 - Téléc. 479418.
Télécopie 93-16-17-99.

HÔTEL VICTORIA
33, boulevard Victor-Hugo
06000 NICE - Tél. : 93-88-39-60.
Plén centre-ville, calme.
Petit parking, grand jardin, chambres TV couleur, câble.
Téléphone direct, minibar.

Montagne

05350 SAINT-VÉRAN
(Hautes-Alpes, parc rég. du Queyras)
2 040 m, site classé du XVIII^e siècle
Été-Hiver, plus haute comm. d'Europe
2 hôtels 2 étoiles
Logis de France
Piscine, tennis, billard, salon de repos.
Meublés, chambres studios, chambres, 1/2 pens., pens. complète, séj. libres
LE VILLARD, tél. : 92-45-82-08
LE BEAUREGARD, tél. : 92-45-82-62.
FAX : 92-45-80-10.

CEUZE - 05400 VEYNES
(Été - Hiver)
HÔTEL GAILLARD
Tél. : 92-57-80-42
Chambres avec bains, w.-c., tél. direct.
Cuisine de qualité. Repas complet au milieu des alpages. Escalade à proxim.
Pension complète de 180 F à 220 F.
Réduction enfants et familles.

05350 MOLINES-EN-QUEYRAS
HTES-ALPES - STATION VILLAGE
à 5 km de St-VÉRAN
HÔTEL LE CHAMOIS
LOGIS DE FRANCE
Soleil, calme, randonnées
Demi-pension, pension
Tél. : 92-45-83-71.

Paris

SORBONNE
HÔTEL DIANA
73, rue Saint-Jacques
Chambres avec bains, w.-c.
Tél. direct, TV couleur, De 280 F à 420 F.
FAX : 46-34-24-30.
Tél. : 43-54-92-55.

PORTE DES LILAS
HÔTEL LILAS GAMBETTA
223, avenue Gambetta
Tél. : 43-62-85-60
Téléc. : 211838. Fax : 43-61-73-27
Chambres insonorisées (290 F à 340 F)
TV couleur. Tél. direct, minibar.

Provence

VIVRE UN MOMENT D'EXCEPTION AUX BAUX-DE-PROVENCE LE MAS DE L'OLIVIER
Un nouvel hôtel grand confort, avec 20 chambres climatisées, au cœur d'une oliveraie. Magnifique piscine paysagée. Tennis. Parking fermé. A proximité : golf 9 et 18 trous, équitation, vol à voile...
Et, tout autour, le site prestigieux et idyllique des BAUX-DE-PROVENCE.
Tél. : 90-54-35-78. Fax : 90-54-44-31.

Sud-Ouest

PÉRIGORD-DORDOGNE
AUBERGE LA CLÉ DES CHAMPS
Logis de France
Toutes chambres avec w.-c. + bains
PISCINE, TENNIS PRIVÉS.
Pratiques de golf gratuits.
1/2 pension à partir de 196 F.
24500 VILLEFRANCHE-DU-PÉRIGORD.
Tél. : 53-29-95-94.

Italie

VENISE
OFFRE SPÉCIALE JUSQU'AU 31 DÉCEMBRE 1991 RAMADA HÔTEL VENISE
Seulement 750 FF par personne pour 3 nuits avec le petit déjeuner compris
Pour réserver, téléphoner : 1939-41-5310500
Fax : 1939-41-411484
Téléc. : 433294 RAMVE

Suisse

LUGANO
L'HÔTEL WASHINGTON
Situation calme près gare et centre-ville - Grand parc et parking
1/2 pension : FS. 73 à 85 par pers.
Tél. : (1941) 9156-41-36.

St-MORITZ (Engadine)
Kulm - Hôtel
L'hôtel 5 étoiles dans la grande tradition.
Centre mondain et sportif.
CH 7000 St-MORITZ - Tél. : 1941 822 11
FAX 3 27 38

SILS-MARIA (Engadine)
HÔTEL EDELWEISS
L'hôtel aux 4 étoiles.
Pour vos vacances d'été ou d'hiver.
Tous les sports
Tél. : 1941-82-4 52 22 Fax. 4-55-22
Hôtel et maison d'appartements Edelweiss/Alveto CH-7514 Sils-Maria

TOURISME CANNES

JUIN/JUILLET 1991
Studio touristique « Les Sables dorés »
30 mètres de la plage, Croisette.
Renseignements : (16) 93-39-82-55.

CARAÏBES
CET ÉTÉ VOYAGEZ À SAINT-BARTHELEMY
avec son eau propre et claire
Les plus belles plages
200 MAISONS SUPRÊMES
Cuisine française raffinée
Voile, sports nautiques et équestres
Appelez aujourd'hui à WIMCOSIBARTH
Pour vos réservations ou tout renseignement :
PARIS : tél/fax 43-35-95-11
SAINT-BARTHELEMY :
tél. (590) 27-62-38/fax 27-60-52
NEWPORT, RI USA :
tél. (401) 849-8012/fax 847-6290

(Publicité)

INDEX DES RESTAURANTS

Spécialités françaises et étrangères

BOURGIGNONNES CHEZ PIERROT , 18, rue E.-Marcel. Tél. : 43-08-05-48/17-64. F. sam., dim. Cuisine bourgeoise.	FRANÇAISES TRADITIONNELLES RELAIS BELLMAN , 37, rue François-I ^{er} , 47-23-54-42. Jusqu'à 22 h 30. Cadre élégant. Fermé samedi, dimanche.	L'ARTOIS Tél. : 42-25-01-10 - 45-63-51-50. 13, r. d'Artois, 8. F. sam. midi dim. SUD-OUEST LYONNAISES LA FOUX 2, rue Clément (6 ^e). F. dim. Tél. : 43-25-77-66. Alex aux fourneaux.	DANOISES ET SCANDINAVES COPENHAGUE , 1 ^{er} étage FLORA DANICA , sur un jardin 142, av. des Champs-Élysées. 43-59-20-41. ETHIOPIENNES ENTOTTO 45-87-08-51 - F. dim. (43, r. L.-M. Nordmann, 13 ^e) Dorowoti, Beyangetou av. l'Indjira.	INDIENNES MAHARAJAH 43-54-26-07 7 jours sur 7 72, bd St-Germain. M ^o Maubert. SCE NON-STOP : 23 h 30. Vend., sam. j. 1 h. Cadre luxueux.	ITALIENNES L'APPENNINO , 61, rue Amiral-Mouchez, 14 ^e . 45-89-08-13. Pdim., lundi. EMILIE-ROMAGNE.	VIETNAMIENNES NEM 66, 66, rue Lauriston (16 ^e). 47-27-74-52. F. sam. soir et dim. Cuisine légère. Grand choix de grillades.
--	--	--	--	--	--	---

Un roi sur la route

La fuite de Louis XVI et de sa famille reste, deux cents ans après, l'une des « dramatiques » les plus mouvementées et les moins réussies de l'Histoire de France. A la revue *in situ*, à travers des paysages presque inchangés, on comprend mieux l'enjeu du voyage et tout ce qui lui a manqué pour que l'échappée ne devienne belle et le voyage moins scabreux. Etape après étape, voici l'itinéraire d'une dynastie qui, pour la première fois, voyageait, croyait-elle, incognito.

L'AFFAIRE s'engagea assez bellement puisque le roi, à La Villette, recherchant la berline qui, en cette nuit du 20 juin 1791, la plus courte de l'année, devait l'emporter loin de Paris, put admirer la superbe rotonde de l'octroi, récemment bâtie par Ledoux, le plus grand architecte de son règne. De nos jours, ce bâtiment plein de force élégante est criminellement froissé par le métro aérien, mais on vient au moins de lui rendre sa blancheur initiale et d'adopter une promenade sur sa façade demeurée libre.

A l'autre bout de la chaîne, à trois cents kilomètres de la station Stalingrad, un autre chef-d'œuvre méconnu d'architecture, militaire cette fois, la citadelle de Montmédy, attendait Louis XVI qui ne la vit jamais puisqu'il fut intercepté cinquante kilomètres avant, à Varennes-en-Argonne. Empaquetés par les deux clochers d'une église dix-huitième siècle, les remparts maintenaient tout moussus de Montmédy devant leur large dessin étoilé à Vauban, après que la France se fut emparée, en 1657, de cette place-forte habstruogeoise.

Le plan de celui que l'Assemblée nationale avait, le 4 août 1789, décoré du titre de « restaurateur de la liberté française », mais qui ne s'estimait lui-même plus libre, surtout en matière religieuse, était de s'installer à Montmédy et, en s'appuyant sur l'armée et les provinces, de s'opposer aux « excès parisiens ».

Si l'opération s'engageait bien, la famille royale se transporterait à Thionville, à trois kilomètres de Montmédy, dans une vaste maison blanche qui existe encore, au creux d'un vallonnement de verdure ponctué de vaches et de

moutons. Si au contraire l'affaire tournait mal, toute la maisonnée se réfugierait aux Pays-Bas autrichiens, à présent Belgique wallonne, à cinq kilomètres de là.

Un journaliste originaire du cru, Alain Sanders, se fondant sur des traditions familiales, affirme même qu'a existé un souterrain entre Montmédy et la Belgique et que s'y trouve peut-être toujours le « trésor de guerre » envoyé, estime-t-il, par Louis XVI pour financer son action...

« Soyez bien persuadés qu'une fois le cul sur la selle, je serai bien différent de ce que vous m'avez vu jusqu'à présent ! » (1), s'écria le souverain en traversant Livry-Gargan où on passe toujours sous le cèdre du Grand-Bernan, planté en 1650.

Le cul sur la selle ? On reste perplexe quand on a en tête l'image de « gros bouffi » laissée par le petit-fils du saint Louis XV. Eh bien, on a tort ! Les recherches récentes sur Louis XVI et une vitrine du Musée d'Argonne à Varennes montrent que l'époux de Marie-Antoinette mesurait entre 1,86 mètre et 1,89 mètre, et que, s'il était corpulent, il n'en était pas moins sportif, semant presque tout le monde à cheval, grimpa à la corde à nœuds, à Cherbourg (en 1786) à bord de la canonnière *Le Patriote*.

Le roi n'a que trente-six ans en 1791. Il ne porte pas de moustache mais fait coiffer en catogan ses longs cheveux blonds qui, dénoués, lui descendent jusqu'à la taille. Pour quitter Paris, il les a cachés sous la perruque grise d'un domestique. « J'étais considéré comme la baronne de Korff » (une Russe existant réellement et qui était complice). Le roi passait pour mon valet de chambre, la reine pour ma femme de chambre et Madame Elisabeth (sœur de Louis XVI, alors âgée de vingt-sept ans et qui sera décapitée en 1794) pour la bonne des enfants (le dauphin Louis, six ans, déguisé en fille pour l'occasion et la princesse Marie-Thérèse, treize ans), racontait M^{me} de Tourzel (1).

Une autre légende à détruire est celle de la berline énorme et surchargée, Versailles roulant ayant attiré l'attention en chemin. Certes, elle devait contenir six personnes. « C'était une voiture tout à fait normale pour un long voyage, c'était l'équivalent de ce que serait maintenant une Mercedes », nous assurent les historiens Paul et Pierrette Girault. Mais le véhicule cossu — qui devait ensuite être utilisé comme diligence sur Paris-Dijon — n'emportait, le 20 juin 1791, que ses passagers avec quelques provisions (bœuf à la mode, poulets rôtis) sans aucun autre objet qu'un carton contenant le chapeau du roi.

La reine, toutefois, dans un accès de futilité typiquement « français » (elle était si peu « autrichienne » bien que le peuple le lui ait tant reproché), avait fait

partir avant elle en calèche son coiffeur Léonard, porteur de l'habit rouge et or de Louis XVI, de quelques diamants et, surtout, de ses peignes... Marie-Antoinette avait jugé ne pouvoir paraître devant les troupes à Montmédy sans les services « divins » de Léonard, un écrivain qui, soudain gonflé d'importance et affolé par les trois heures de retard de la berline, devait démobiliser des officiers guettant les fuyitifs royaux à Varennes en leur affirmant de son propre chef que le roi n'avait pas dû pouvoir partir...

En attendant, il était 6 heures du matin, mardi 21 juin, et, sans encombre, après l'avoir fait une première fois à Bondy, on changea de chevaux — c'était la règle tous les vingt kilomètres — à Meaux. Le cœur de la ville de Bossuet n'a guère bougé depuis lors avec ses étroites rues Saint-Rémy et Saint-Etienne qu'emprunta la voiture de « Madame de Korff » pour relayer face à la cathédrale. Mais la boulangère en short d'aujourd'hui confond Varennes et la rue de Varenne (aucun rapport, l'artère de l'hôtel Matignon portant, depuis 1605, le nom déformé de « garenn », bois giboyeux) et elle doit servir ses clients matinaux, Portugais ou Kabyles.

Passé Meaux, la famille Bourbon se crut sauvée. Après tout, rien ne lui interdisait de circuler à travers son royaume ! On descendit donc du coche non seulement « pour se mettre à l'aise », mais pour montrer églantiers, noisetiers ou cerisiers aux enfants. Le paysage, à partir de là et jusqu'à Varennes ou Montmédy, est resté à peu près intact si on excepte les faubourgs de Châlons-sur-Marne ou d'Épernay.

Partout, en Brie, en Champagne proprement dite, en Lorraine du nord-ouest, ce ne sont que grasses terres à vins fins ou la moire verte des blés, collines boisées, minuscules villages aux toits rouges peaux, sans industries voyantes. Une campagne d'hier, campagne en diable, aux portes de la capitale, ayant conservé sinon le « pavé du Roy », du moins un macadam à deux voies, presque un promenoir, grâce à l'autoroute Paris-Metz qui absorbe une bonne part de la circulation interrégionale.

Durant la matinée, aux relais de Vieux-Maisons ou de Fromentières, le roi, tout frétilant de sa nouvelle liberté, quitta la voiture pour s'enquérir des prochaines moissons auprès des paysans. Tout juste si, à Fromentières, il n'alla pas jeter un œil pieux sur le gigantesque retable gothico-flamand (classé monument historique en 1881) que recèle, depuis 1715, la modeste église. L'ancien relais de cette localité de deux cent vingt-deux âmes continue d'être habité par la même famille, les Herbin, qui furent maîtres de poste de génération en génération bien avant la Révolution, jusqu'à la fin de l'hippomobile. La com-

mune abrite également un artisan maître verrier « à l'ancienne ». Miracle de la durée, des permanences humaines...

On en vient parfois, sur ce parcours, à se demander ce qui a changé par ici depuis deux siècles... Pour vous garantir contre la monotonie historique, à Montmairail et à Champaubert, surgit brusquement grâce à deux hautes colonnes supportant chacune un aigle doré — édifiées à vers 1860 — la figure anxieuse d'un Napoléon I^{er} essayant, en 1814, d'endiguer l'avance ennemie. Mais Louis XVI et Marie-Antoinette, même là, ne veulent pas s'effacer : l'« empereur-usurpateur » ne fut-il pas, après tout, par son mariage

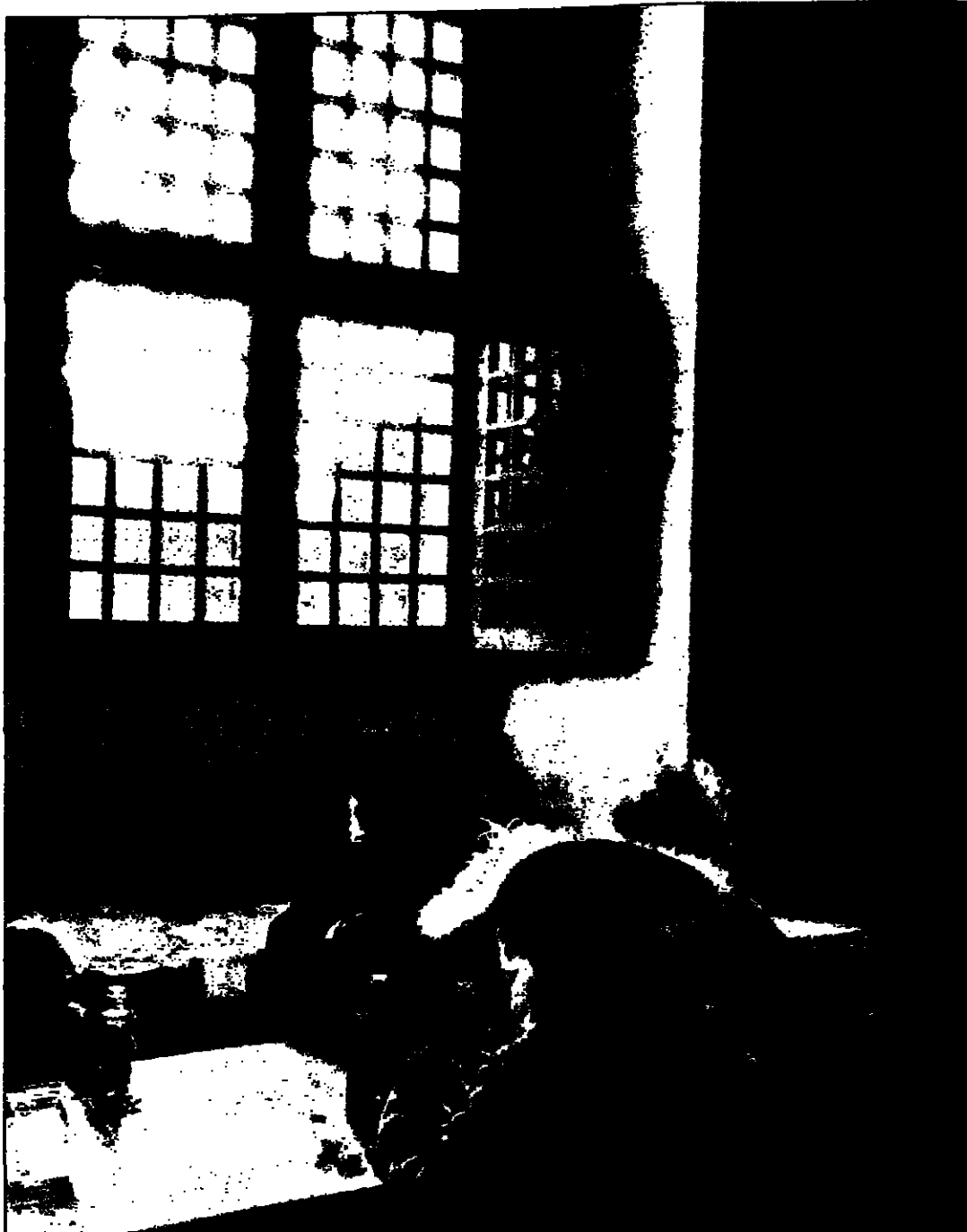
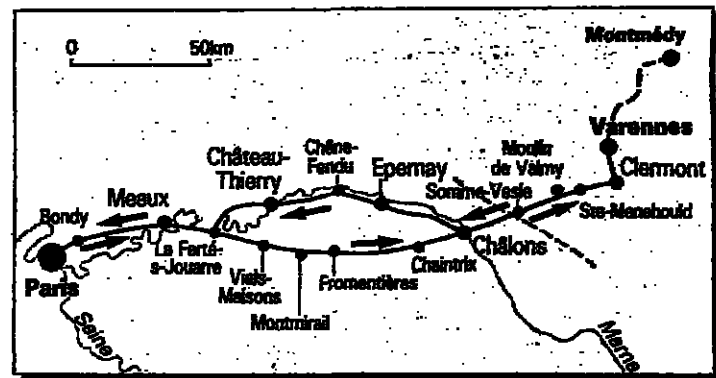


Photo tirée de « Histoire de France, 1789-1989 » par Patrick de Mervelec, Contrejour, 1990



avec Marie-Louise d'Autriche, leur petit-neveu ?

A Châlons-sur-Marne, plus que partout ailleurs, on se croirait en 1791 : le relais qui semble maintenant à l'abandon (2), magnifique édifice de pierre blanche, à six fenêtres de façade, flanqué de deux portes cochères donnant accès à d'immenses écuries, continue d'attirer les regards. C'est là probablement que la dynastie incognito fut identifiée pour la première fois par les maîtres de poste Lagay et Vallet. Flattés — contrairement à leur collègue Drouet, de Sainte-Menehould qui, lui, devait sonner l'alarme — ils insistèrent pour que les voyageurs viennent chez eux se rafraîchir. Il était 14 heures et le soleil tapait dur. On se sentait en confiance. Les invités laissèrent en souvenir deux timbres en argent à leur chiffre...

« A Châlons on nous reconnut tout à fait », confia plus tard Madame Royale, fille de Louis XVI. Mais à quoi bon s'inquiéter ? Les provinciaux n'étaient-ils pas fidèles ? Inquiets, les princes passèrent sous l'arc de triomphe fleurdéssé élevé en 1770 par l'architecte Nicolas Durand pour l'arrivée en France d'une jeune archiduchesse viennoise de quinze ans qui venait épouser le dauphin de France : Marie-Antoinette.

Le 22 juin, la reine repasserait, pour la troisième et dernière fois, sous cette arche monumentale dont l'une des faces est restée à jamais inachevée. Jadis appelée Porte Dauphine, c'est aujourd'hui la Porte Sainte-Croix, la bien nommée. A son retour à Paris, Marie-Antoinette devait constater, par un phénomène psychosomatique aussi rare qu'impressionnant, que ses beaux cheveux châtains étaient devenus complètement blancs, après le rude choc de Varennes.

Enfin, la basilique hypergothique de l'Épône, après Châlons, propose un spectacle de lumière tous les samedis soir jusqu'au 15 septembre autour du miracle médiéval dit du « Buisson ardent », qui inspira à Nicolas Froment un fameux triptyque... aujourd'hui à la cathédrale d'Ax-en-Provence. ●

Guide

● Parmi les nombreux auteurs inspirés par Varennes (Victor Hugo, Alexandre Dumas, etc.), André Castelot a publié un livre, le *Fendaz-vous de Varennes ou les occasions manquées* (Perrin, 1971, 340 p.) qui réunit un texte historique fiable, des cartes, des gravures du temps, des photos et surtout, à part, un minutage, étape par étape, de l'équipée. *Varennes-en-Argonne* (Nouvelles Éditions latines, 1987), de Nicole Destreanu, présente l'avantage d'être bref (130 p.) tout en réunissant l'essentiel, avec l'écriture d'une « dramatique ».

Paul et Pierrette Girault de Courzac se consacrent depuis 1960 à la « louisetteologie » qui leur doit déjà une dizaine de titres, dont *Sur la route de Varennes* (Table ronde, 1984) et *Entrées sur Louis XVI* (Oeil, 27, rue de l'Abbé-Grégoire, Paris 6^e, 1990), où

apparaissent découvertes et hypothèses originales, notamment sur la trahison dont le roi aurait été victime de la part de certains officiers.

Le 23 juin, le couple de chercheurs animera au Cercle national des armées, à Paris, un déjeuner-débat sur « L'affaire de Varennes » (tel. : 39-62-84-01) sous l'égide de l'Association pour le bicentenaire de la mort de Louis XVI (BP 96, 78600-Maisons-Laffitte).

Le Monde (daté 18-17 juin) a publié un article historique de Nicolas Veill sur « La fuite à Varennes ».

Les vraies histoires et recettes des pieds de porc Sainte-Menehould (prononcer Menou) se trouvent, sous la plume de La Reynière et illustrées par Desclozeaux, dans *Autour d'un plat* (Éditions du Monde, 1990, 295 p., 145 F). On

peut déguster les fameux pieds de cochon désossés, comme avant la Révolution, au Soleil d'or (Sainte-Menehould, tél. : 26-80-82-49), à cent mètres du lieu où les fuyitifs royaux furent définitivement reconnus, en 1791.

A Varennes même, l'Hôtelier du Grand Monarque (tel. : 29-80-71-09) existe toujours, bien qu'elle ait été rebâtie après les destructions de la première guerre mondiale.

L'enseigne en bois peint du Grand Monarque est conservée, entre autres pièces, au Musée d'Argonne, à Varennes (tel. : 29-80-71-01), qui comprend également une importante section sur les combats de la Grande Guerre dans la région. Parmi les autres curiosités permanentes de la route de Varennes, on recommandera un arrêt à l'église de Fromentières (tel. : 26-81-51-94)

De notre envoyé spécial
Jean-Pierre Péroucel-Hugot

(1) *Mémoires de Louise de Tourzel* (Mercure de France, 1969. Présentation de Jean Chalon). Née en 1749, gouvernante des Enfants de France de 1789 à 1795, elle accompagnait la famille royale lors du voyage à Varennes.

(2) On peut se demander pourquoi un de ces relais de poste, par exemple celui de Châlons, vraiment remarquable, ne serait pas classé tant en raison du passage de Louis XVI que comme exemple de l'architecture « routière » du dix-huitième siècle.

V- Cresson et dissiper l'oubli

« Cresson et dissiper l'oubli »... C'est le titre d'un livre de Victor Segalen, paru chez Grasset. Le livre est consacré à la vie de Victor Segalen, poète, écrivain, critique, homme de lettres. Il est une biographie de l'homme, de son œuvre, de son époque. Le livre est écrit avec une grande précision, une grande clarté. Il est une œuvre de haute qualité.

« Cresson et dissiper l'oubli »... C'est le titre d'un livre de Victor Segalen, paru chez Grasset. Le livre est consacré à la vie de Victor Segalen, poète, écrivain, critique, homme de lettres. Il est une biographie de l'homme, de son œuvre, de son époque. Le livre est écrit avec une grande précision, une grande clarté. Il est une œuvre de haute qualité.

« Cresson et dissiper l'oubli »... C'est le titre d'un livre de Victor Segalen, paru chez Grasset. Le livre est consacré à la vie de Victor Segalen, poète, écrivain, critique, homme de lettres. Il est une biographie de l'homme, de son œuvre, de son époque. Le livre est écrit avec une grande précision, une grande clarté. Il est une œuvre de haute qualité.

« Cresson et dissiper l'oubli »... C'est le titre d'un livre de Victor Segalen, paru chez Grasset. Le livre est consacré à la vie de Victor Segalen, poète, écrivain, critique, homme de lettres. Il est une biographie de l'homme, de son œuvre, de son époque. Le livre est écrit avec une grande précision, une grande clarté. Il est une œuvre de haute qualité.

« Cresson et dissiper l'oubli »... C'est le titre d'un livre de Victor Segalen, paru chez Grasset. Le livre est consacré à la vie de Victor Segalen, poète, écrivain, critique, homme de lettres. Il est une biographie de l'homme, de son œuvre, de son époque. Le livre est écrit avec une grande précision, une grande clarté. Il est une œuvre de haute qualité.

« Cresson et dissiper l'oubli »... C'est le titre d'un livre de Victor Segalen, paru chez Grasset. Le livre est consacré à la vie de Victor Segalen, poète, écrivain, critique, homme de lettres. Il est une biographie de l'homme, de son œuvre, de son époque. Le livre est écrit avec une grande précision, une grande clarté. Il est une œuvre de haute qualité.

27 Des autres amendes pour les titulaires de chèques sans provision

28 Le Bangladesh à la dérive
29 L'endettement financier d'Hachette

30 Marchés financiers
31 Bourse de Paris

BILLET

Plus d'argent facile pour les médias

Qui trop embrasse mal étreint... L'époque de l'expansion forcée, de la course au « multimédia », que finissent sans barguigner des banquiers saisis par la « communication globale », est révolue. Les groupes de médias du monde entier font leurs comptes et ne parlent plus que de recentrage ou de cession d'actifs « non stratégiques ». Hachette, qui se place sous le signe de la rigueur, n'est que le dernier en date à s'alarmer du poids croissant des frais financiers. Avant Jean-Luc Lagardère, l'Australo-Américain Rupert Murdoch a dû négocier des mois entiers le rééchelonnement d'une dette supérieure à 40 milliards de francs, et limiter ses pertes dans l'aventure de la télévision par satellite britannique en s'associant avec son concurrent BSF.

Time-Warner digère difficilement la fusion qui le place au rang envié de numéro un mondial du secteur, et doit supplier Wall Street pour retrouver quelque marge de manœuvre malgré ses 55 milliards de francs de dette. Robert Maxwell vend ses activités dans la télévision et son joyau historique Pergamon pour pouvoir conserver ses acquisitions américaines (Macmillan). Quant au flamboyant Giancarlo Piretti, son empire hollywoodien est maintenant aux mains des banques, qui en découvrent la fragilité.

La presse, comme la télévision, a souffert du vent de la récession publicitaire. Ayant abusé des effets de levier que leur faisaient miroiter les marchés financiers, les conquérants du peloton de tête de la communication ont courbé l'échine après le krach boursier. Au-delà de ces dures réalités, ces groupes mesurent aussi la fragilité des synergies attendues de diversifications ou d'alliances inédites. Les mariages sur l'autel de l'internationalisation et de la complémentarité sont parfois aussi vite défaits que pompeusement célébrés : Pearson et Elsevier se séparent, Rizzoli et Hachette s'éloignent, Maxwell et Bouygues n'ont quasiment connu que brouilles depuis leur rencontre...

Hachette, qui subit comme les autres le contrecoup de la récession sur ses marchés traditionnels, n'a vu s'ouvrir que tardivement l'occasion tant désirée d'avoir une chaîne de télévision. Mais, pour les médias, l'ère de l'argent facile est révolue : redresser la Cinq va imposer à M. Lagardère de douloureux sacrifices.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA
(Lire également nos informations page 29)

L'enquête mensuelle de l'INSEE
Les Français hésitent à relancer leur consommation

« Bien qu'ils apparaissent un peu plus confiants qu'au début de l'année, les ménages français continuent de faire preuve d'une certaine inquiétude quant à l'avenir », les Français, d'après l'enquête de conjoncture de l'INSEE de mai, craignent toujours une dégradation de leur niveau de vie dans les mois à venir. La morosité est équivalente en ce qui concerne leur perception de l'emploi et du chômage : l'indicateur de l'INSEE sur ce thème s'est dégradé, au point de se retrouver au niveau de 1987.

Toutefois, l'appréciation que portent les ménages sur leur situation financière reste assez favorable puisque deux tiers d'entre eux estiment encore pouvoir mettre de l'argent de côté, note l'Institut. Cette situation relativement bonne pour l'épargne n'exclut pas certains achats importants comme des automobiles : « La consommation pour faire l'objet d'une orientation plus favorable ». En fait, les balbutiements de la reprise semblent faire encore hésiter les ménages sur leur conduite.

M^{me} Cresson et M. Bérégovoy veulent dissiper toute idée de mésentente

S'exprimant côte à côte, jeudi 20 juin lors du point de presse hebdomadaire de l'hôtel Matignon, « Madame le premier ministre » et « Monsieur le ministre d'Etat de l'économie et des finances » se sont efforcés de dissiper toute idée de mésentente ou de désaccord, opinant l'un l'autre à leurs propos respectifs. M. Pierre Bérégovoy a ainsi estimé que les rumeurs « malveillantes » qui avaient circulé sur sa démission, au point de faire flancher la Bourse, venaient de « ceux qui veulent nous séparer ».

Le ministre de l'économie a aussi souligné que la politique économique de M^{me} Edith Cresson s'inscrivait dans la « continuité » du « précédent gouvernement », avec une seule « inflexion », consistant à « mettre la sphère financière au service de la production et à s'attaquer au problème de l'apprentissage et de la formation ».

Coup de poing aux PME

M^{me} Cresson a indiqué que les lettres de cadrage budgétaires étaient maintenues, la recherche d'économies étant poursuivie afin d'« écarter toute solution de facilité consistant à laisser filer le déficit budgétaire ». Pour le premier ministre, « le maintien de notre politique économique est nécessaire. Le problème de l'emploi ne trouvera un début de solution que par une situation plus dynamique et meilleure », la croissance devant être cette année « au maximum de 1,5 % ». Elle a rejeté toute augmentation de la pression fiscale.

Dans une interview au « Nouvel Économiste »

M. Barre encourage le gouvernement à ne pas accroître le déficit budgétaire

M. Raymond Barre apporte un soutien plein de compréhension au gouvernement dans une interview au « Nouvel Économiste » du 21 juin. L'ancien premier ministre estime que « la direction est bonne. Il faut tenir le cap ». « La France me paraît, à travers de nombreuses vicissitudes, s'être progressivement acheminée vers une économie de marché et d'entreprise moins enclavée à l'inflation, plus ouverte sur l'extérieur », M. Barre croit pourtant que le « tempérament des Français, souvent fantasques, supportant mal la continuité de l'effort », ne vienne compromettre les résultats.

Aussi tient-il à faire un appel à la rigueur que M. Bérégovoy appréciera. Il concerne d'abord le déficit du budget, qu'il s'agit « à tout le moins de ne pas accroître en 1991 ». Ensuite le SMIC, qui « doit cesser d'être la base de la hiérarchie des salaires ». Rigueur aussi ou plus exactement fermeté à l'égard du Japon : « Les pays de la Communauté ont le devoir de défendre leur industrie automobile contre une pénétration japonaise », explique M. Barre.

Pratique de l'acupuncture

Des économies budgétaires sont encore possibles dans l'éducation et la défense, ainsi que dans l'ensemble du secteur public, où M. Rocard est accusé d'avoir « pratiqué l'acupuncture ». Le député du Rhône critique les crédits versés à un ministère de l'éducation nationale qui est sous « l'emprise du corporatisme syndical ». D'autre part, M. Barre n'exclut pas des privatisations « partielles ou totales » d'entreprises publiques.

Des réformes de fond restent nécessaires sur les retraites en France, juge M. Barre. Mais les élections à venir et « la tyrannie des sondages » empêchent d'agir. Il faudra attendre pour engager le fer et en profiter pour réviser plus largement la fiscalité en France. Mais seul un président de la République nouvellement élu en aura la légitimité.

La « continuité » de la politique économique et les mesures salariales

Une hausse de 2,3 % du SMIC

Suite de la première page

Cet élan ne s'était guère manifesté à travers les actes du gouvernement depuis son installation à Matignon. M^{me} Cresson a procédé à un arbitrage essentiellement politique.

La dégradation de la situation économique et les incertitudes sur une reprise qui tarde toujours à se manifester pouvaient justifier une mesure minimale, qui aurait abouti à une hausse de 1,7 % au 1^{er} juillet. Mais M. Marc Blondel, secrétaire général de FO, se réjouissait, quelques heures avant la décision de M^{me} Cresson, d'avoir « fait évoluer » la position de M. Bérégovoy, le premier ministre avait préparé le terrain à un strict maintien de la rigueur. Aujourd'hui, cette attitude, politiquement habile vis-à-vis de son électeurat, permet de valoriser davantage encore le « cadeau » aux salariés les plus démunis, même si la rigueur en sort quelque peu écornée, avec le risque de contre-carier la modération salariale par ailleurs souhaitée.

Paradoxalement, le gouvernement ne cache pas que c'est ainsi à contrecoeur que la décision de revaloriser de 2,3 % le salaire minimum au 1^{er} juillet a été prise. Quitte à introduire une confusion dans l'image d'une équipe gouvernementale qui se veut plus hardie que la précédente mais qui se trouve contrainte de tenir les engagements, jugés à la limite du laxisme et en tout cas devenus économiquement inopportuns, pris par M. Michel Rocard sur un dossier aussi symbolique que le salaire minimum.

Plusieurs arguments plaident en faveur d'une stricte application de la loi, qui aurait consisté à ajouter au rattrapage des prix la moitié du gain de pouvoir d'achat du taux de salaire horaire ouvrier, soit une augmentation de 1,7 %. Au plan macroéconomique, cette option permettrait d'atténuer la déflation, entre un ralentissement conjoncturel confirmé et des salaires qui tardent à se mettre à l'unisson après l'embellie de 1990 (+1,9 % de pouvoir d'achat),

même si la progression enregistrée depuis le début 1991 laisse entrevoir une évolution plus modérée.

En outre, les craintes nourries à juste titre à l'égard de l'emploi incitaient à limiter l'alourdissement du coût du travail, alors que l'OCDE venait de conforter les réticences du ministère de l'économie en s'inquiétant des effets néfastes d'une augmentation trop forte du SMIC sur l'embauche de salariés peu qualifiés. Au passage, une modération salariale affichée serait apparue exemplaire à l'égard des fonctionnaires, dont les syndicats marquaient une impatience grandissante.

Le gouvernement en a décidé autrement. La revalorisation de 2,3 % du SMIC au 1^{er} juillet répercutera l'intégralité du gain de pouvoir d'achat acquis depuis le début de l'année par le taux de salaire ouvrier. Le salaire minimum passera, en brut, de 5 397,86 francs à 5 523 francs par mois, conformément à l'engagement pris il y a tout juste un an par le gouvernement de M. Michel Rocard visant à faire évoluer en parallèle, comme cela avait été fait en 1988, 1989 et 1990, le SMIC et le taux de salaire horaire jusqu'à la fin 1992, date à laquelle devront avoir abouti des négociations de branche sur les bas salaires et les déroulements de carrière.

Respecter les engagements

En juin 1990, cette promesse avait été accueillie comme un moindre mal par le CNPF, confronté à la progression des hausses de salaires stimulées par certains déficits de main-d'œuvre qualifiée. De leur côté, les syndicats se félicitaient de pouvoir enfin engager des discussions avec quelque espoir d'aboutir. « L'épée de Damoclès » du SMIC pesant sur leurs interlocuteurs patronaux. Pour le gouvernement de M. Rocard, il s'agissait de restituer au SMIC sa mission originelle : jouer un rôle de « voiture balai » et non plus celui de locomotive unique pour les bas salaires.

Les négociations engagées dès l'été ont donné des résultats assez

satisfaisants mais, entre-temps, la croissance s'est dérobée. Sentant le danger, les syndicats ont rapidement fait savoir qu'ils se considéraient toujours liés au contrat conclu avec M. Rocard, dont la mise entre parenthèses aurait sérieusement remis en cause les discussions en cours dans les branches. Ils risquaient une rupture avec FO et la CFDT, renforcés dans leur revendication par le soutien sans équivoque apporté par le PS, alors que le climat social donne des signes de tension. La décision de M^{me} Cresson a ainsi l'avantage de faire repartir le dialogue social sur de meilleures bases.

Les pouvoirs publics étaient aussi confrontés à un cas de conscience quasi institutionnel : un gouvernement nommé par le même chef de l'Etat peut-il revenir sur les promesses de son prédécesseur ? « J'ai pris ma décision, c'est de respecter l'engagement qui avait été pris par Michel Rocard », a tranché sur TF1 M^{me} Cresson, ajoutant que « la parole de l'Etat doit être respectée ». M. François Perigot, président du CNPF, a réagi sobrièvement en estimant qu'il « aurait fallu augmenter le SMIC au minimum de ce que la loi demande ».

Le premier ministre a préféré égarer la rigueur plutôt que de heurter la sensibilité de son électeurat. Quelle qu'ait été sa décision, elle aurait, en tout état de cause, été critiquée. Au moins le gouvernement pourra-t-il faire valoir aux uns qu'il n'est pas seulement celui qui alourdit les cotisations sociales et faire remarquer aux autres qu'un « coup de poing » de 2,3 % ne représente finalement qu'une différence de 19 centimes de l'heure et de 33 francs par mois. Ce qui relativise d'autant les accusations de laxisme.

MICHEL NOBLECOURT et JEAN-MICHEL NORMAND

Le salaire minimum en Europe

Outre la France, quatre pays européens – le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal et l'Espagne – disposent d'un salaire minimum dont le montant est établi par l'Etat. Celui-ci touche 10 % des salaires espagnols et quelque 20 % de leurs homologues portugais alors qu'en France environ 1,6 million de personnes sont directement concernées par le SMIC, soit 11 % des salariés du secteur privé.

En Belgique et en Grèce, le schéma est légèrement différent car la rémunération minimale nationale est déterminée au terme d'une négociation collective. En Grande-Bretagne, des conseils de salaires (wages councils) proposent aux pouvoirs publics le salaire minimum devant être appliqué dans les professions où n'existe pas de véritable négociation, comme les services. Dans certains pays à forte tradition syndicale (RFA, Danemark et Italie, notamment), ce sont les partenaires sociaux qui fixent au niveau de chaque branche la « rémunération plancher ». En RFA, les personnes employées dans des secteurs particuliers (travailleurs à domicile, par exemple) sont toutefois assurées de toucher un salaire minimum fixé par la loi.

Automobiles Peugeot : la suppression de 940 emplois confirmée à Sochaux. – La direction d'Automobiles Peugeot a confirmé, jeudi 20 juin à Paris, devant le comité central d'entreprise, son projet de supprimer au centre de production de Sochaux 940 emplois d'ouvriers, de techniciens et d'agents de maîtrise (Le Monde daté 16-17 juin).

Le port de Calais bloqué par les marins de la SNAT. – Le port de Calais a été bloqué jeudi 20 juin par les marins de la Société nouvelle d'armement trans-Manche (SNAT, ex-Armement naval SNCF). Les marins, en grève depuis plusieurs semaines, réclament le report à 1993 de l'application de nouveaux horaires de travail, prévue au 1^{er} juin 1991 et déjà reportée de six mois par la direction. Une première réunion entre syndicats de marins et direction, mardi, à Boulogne-sur-Mer, s'était soldée par un échec.

Regione Autonoma Valle d'Aosta
Région Autonome Vallée d'Aoste

RENOUVELLEMENT DE LA CONCESSION DU CASINO DE SAINT-VINCENT

La Région autonome Vallée d'Aoste informe que le 7 février 1992 est l'échéance du terme prévu dans le contrat de concession de la gestion du casino de la Vallée, sis dans la commune de Saint-Vincent.

Compte tenu du caractère particulier de l'objet de la concession, la Région autonome Vallée d'Aoste estime que les sociétés désireuses de participer à la procédure d'attribution devront remplir les conditions suivantes :

- société par actions dont le capital social s'élève à L. 10 milliards, minimum ;
- transparence et crédibilité de l'actionariat ;
- expérience réussie de gestion de maisons de jeu italiennes ou étrangères pendant au moins 5 ans ou titulaires de gestion d'activités d'entreprise ou financière à caractère économique de L. 100 milliards, minimum ;
- capacités de management attestées ;
- patrimoine ou garanties équivalentes d'au moins L. 40 milliards à titre de garantie du niveau actuel des recettes ;
- disponibilité financière de l'ordre de L. 70 milliards pour investissements de développement ;
- disponibilité d'infrastructures accessoires de la maison de jeu ou de capitaux suffisants pour les relever ou les construire.

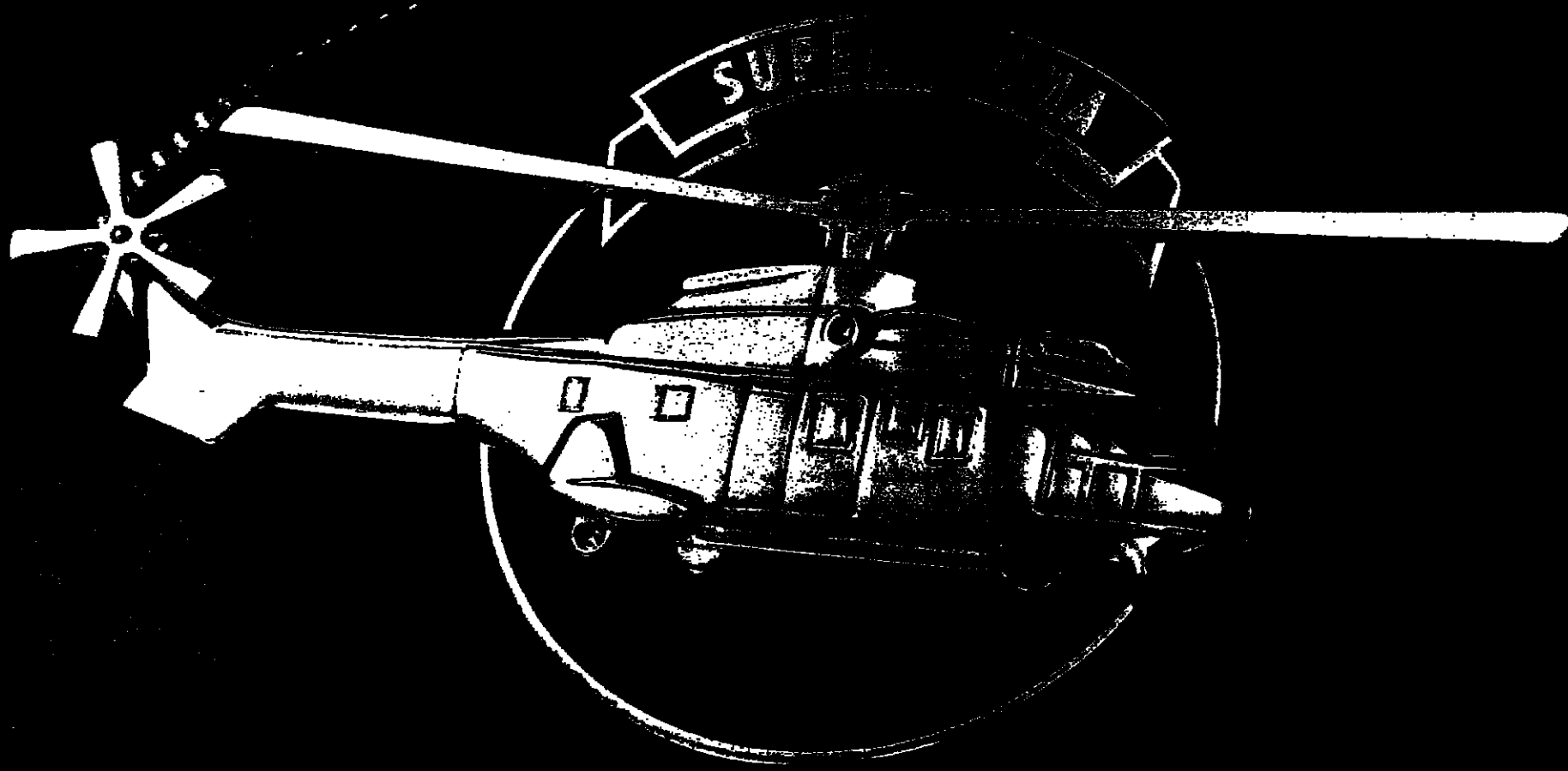
Toute décision relative aux qualités subjectives et objectives exigées des participants fera l'objet de mesures subséquentes prévues par la loi.

La réponse au présent communiqué, qui ne constitue ni avis, ni lettre d'invitation, ni acte équivalent, ne lie aucunement l'Administration régionale et ne porte pas atteinte aux éventuelles décisions ultérieures.

Toutes les sociétés intéressées sont invitées à adresser la documentation attestant la possession des conditions requises, avant le 15 juillet 1991 - 18 h. 00 :

Secrétariat de la Présidence du Gouvernement régional Région autonome Vallée d'Aoste
1, place Deffeyes - 11100 Aoste

Pour devenir 1^{er} exportateur mondial, il faut s'accrocher.



aerospatiale

AEROSPATIALE: L'ENTREPRISE QUI DEPASSE L'IMAGINATION.

EXPORTER.
Un hélicoptère sur 3 vendus dans le monde est AEROSPATIALE. C'est le 1^{er} exportateur mondial d'hélicoptères. Premier au Japon, deuxième aux États-Unis sur les marchés civils, AEROSPATIALE a déjà vendu 8 500 appareils dans 100 pays. Partout, Ecureuil, Dauphin et Super Puma accomplissent leurs missions humanitaires, commerciales ou militaires avec brio. Pour leur fiabilité, performances et confort, les hélicoptères AEROSPATIALE un best-seller mondial. AEROSPATIALE rapporte 15 milliards de francs au commerce extérieur de la France une des grandes entreprises exportatrices de notre pays.

Les timbres amendes pour de chèques sans

Le ministre de l'Économie a annoncé que les chèques sans provision seraient désormais considérés comme des chèques de banque. Cette mesure vise à simplifier le processus de paiement et à réduire les risques de fraude. Les entreprises et les particuliers qui utilisent des chèques sans provision devront désormais s'assurer que leur banque a bien provisionné le chèque avant de le présenter.

Le salaire pour les 190 000 agents de la Sécurité sociale

Le gouvernement a annoncé que les agents de la Sécurité sociale bénéficieront d'une augmentation de salaire de 3,5 % à compter du 1^{er} juillet 1991. Cette mesure s'inscrit dans le cadre d'un plan de modernisation de l'administration de la Sécurité sociale.

LES FINANCIERS DES



ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

Le conseil d'administration de la Société a convoqué l'Assemblée Générale Ordinaire pour le 15 juillet 1991. L'ordre du jour comprendra l'examen des comptes annuels, la répartition des dividendes et la nomination des administrateurs pour l'exercice suivant.

مكتبة الزهر

ÉCONOMIE

CONSUMMATION

Un projet de loi au conseil des ministres du 3 juillet

Des timbres amendes pour les émetteurs de chèques sans provision

Le projet de loi destiné à dépénaliser le chèque sans provision sera présenté au conseil des ministres du 3 juillet. Il vient corriger un dispositif législatif inefficace au regard de l'inflation de chèques en bois et riche en effets pervers (engorgement des tribunaux, colère de certaines catégories de commerçants...). Un seul problème, classique au demeurant : le renforcement de la répression d'une minorité de fraudeurs va contraindre une majorité de clients.

La révolte des pompiers de janvier dernier a eu des résultats paradoxaux. Principales victimes de chèques sans provision, les pompiers avaient réclamé à cor et à cri que la garantie bancaire sur le chèque soit relevée de 100 à 300 francs. Mais les banques et les associations de consommateurs s'y étaient fermement opposées, les premières au nom d'un transfert de charges illégitime et les secondes parce qu'elles refusaient d'aggraver le surendettement des ménages par une déresponsabilisation des clients et des commerçants.

Sur ce conflit de fond, une réflexion globale a eu lieu au sein du comité des usagers (au Conseil national du crédit) entre les partenaires, auxquels s'étaient joints la Banque de France, le ministère

des finances et celui de la justice. Le projet de loi sur la sécurité du chèque, qui sera présenté au conseil des ministres du 3 juillet, est le compromis issu d'un rapport de forces complexe entre l'ensemble de ces intervenants.

• Premier point acquis : pour désengorger les tribunaux et les commissariats de police, la nouvelle loi dépénalise toute émission de chèque sans provision. Sauf fraude manifeste (compte bancaire volontairement vidé après émission de chèque, opposition à un paiement régulier, falsification de chèques...), l'émission de chèques en bois n'entraîne plus un système répressif que celui des tribunaux. L'article 6 du nouveau texte prévoit une amende de 120 francs pour tout chèque sans provision d'une valeur de 1 000 francs. Soit une amende de 240 francs pour un chèque en bois de 2 000 francs, etc. Comme pour les conventions, les « fautes » vont se fournir dans un délit de tabac.

• Simultanément, tout émetteur de chèque sans provision sera privé d'accès au réseau bancaire. Aujourd'hui encore, l'interdiction bancaire pour chèque sans provision est valable un an, quelle que soit l'importance de la faute. Désormais l'interdiction est limitée : tant que l'amende n'a pas été acquittée, et surtout tant que le chèque sans provision n'a pas été honoré. La loi instaure donc un système d'aller et retour souple pour le particulier vis-à-vis du système bancaire. Toutefois, une fois

par an, un émetteur de chèque sans provision pourra être dispensé du timbre amende s'il a provisionné son compte dans un délai de quinze jours.

• Point important : pour éviter tout abus de la part des banques désireuses de se débarrasser de clients jugés peu intéressants, un recours au civil est institué. Toute personne qui s'estime injustement pénalisée pourra faire appel à un juge qui aura toute liberté de statuer, même en référé, sur l'amende libératoire et l'interdiction bancaire.

Contre le laxisme des banquiers

Le projet de loi envisage de sévères mesures contre le laxisme des banquiers :

• Tout banquier qui refuse un chèque non provisionné devra simultanément avertir la Banque de France. Celle-ci se tournera alors vers l'administration fiscale, seule à disposer d'un fichier informatique recensant l'ensemble des comptes bancaires. L'accès à FicoBa (fichier des comptes bancaires) permettra alors de savoir si une fraude aux chèques sans provision a été orchestrée à partir de plusieurs comptes.

• Tout banquier qui aura omis de récupérer les chèques d'une personne interdite de banque devra indemniser tout commerçant victime de l'usage de ces chèques. Quant aux banquiers qui auraient oublié de consulter le fichier de la Banque de France avant de délivrer des chèques ou qui auraient délivré des chèques à une personne interdite de banque, ils verront leur responsabilité financière engagée jusqu'à 50 000 francs.

Le projet de loi ne dit rien sur l'accès des commerçants à un système de fichiers interconnectés et notamment à FicoBa. La Commission nationale informatique et liberté (CNIL) y a mis son veto et attend un premier bilan du Fichier national des chèques volés, entré en service en janvier dernier, pour faire évoluer son interdiction.

Ce nouveau dispositif législatif réussira-t-il à endiguer la vague des chèques sans provision ? Il est encore trop tôt pour se prononcer. En revanche, ces nouvelles dispositions restreignent considérablement la marge de manœuvre de la majorité des clients des banques. Toute personne qui n'aura pas contractualisé la gestion de son compte et de ses découverts avec son banquier risque fort quelques mauvaises surprises. **YVES MAMOU**

SOCIAL

Accord salarial pour les 180 000 agents de la Sécurité sociale

L'Union des caisses nationales de Sécurité sociale (UCANSS), qui assure la gestion des cent quatre-vingt mille agents du régime général, et quatre organisations syndicales (CFDT, CFTC, CFE-CGC, FO-cadres) ont signé, jeudi 20 juin, un accord portant sur une augmentation générale de 2,5 % des salaires en 1991. Ces mesures entraînent une augmentation sur l'année de 4,64 % de la masse salariale au lieu des 4,58 % initialement prévus.

Il appartient désormais au ministère des affaires sociales d'agréer cet accord, qui prévoit une revalorisation salariale rétroac-

tive au 1^{er} mai de 1,70 %, suivie d'une augmentation de 0,8 % au 1^{er} octobre. L'accord porte, en deux étapes, l'allocation de vacances équivalente aujourd'hui à 0,66 mois de salaire, à un mois de salaire d'ici 1993. Il s'agit du premier contrat pluriannuel d'objectif à être ratifié par les partenaires sociaux de la Sécurité sociale, qui souhaitent voir l'Etat « prendre ses responsabilités » en agréant ce texte.

Forts de la reprise de ce dialogue après la profonde crise institutionnelle traversée par l'UCANSS en 1990, patronat et syndicats vont engager, le 2 juillet, des négociations sur les classifications.

LOGEMENT

Hausse rapide des charges d'habitation en 1990

La hausse des charges d'habitation a été plus forte en 1990 que l'inflation, selon l'enquête annuelle de la Confédération nationale des administrateurs de biens (CNAB), effectuée sur 911 immeubles dont 341 à Paris et en Ile-de-France.

Le poste « chauffage » se distingue avec une hausse de 26,4 % pour le fuel domestique. L'électricité s'inscrit en progression de 8 %.

L'eau froide est en hausse de 6,2 % en région parisienne ; ce poste, qui a constamment dépassé l'inflation depuis dix ans en région parisienne, inquiète les administrateurs de biens : selon eux, la décision du gouvernement de consacrer 81 milliards de francs, au cours des cinq prochaines années, à sa qualité renchérira encore son prix de 40 %.

TRANSPORTS

Refusant le « statu quo »

Le secrétaire d'Etat à la mer relance la concertation sur l'avenir des ports

Présentant pour la première fois ses objectifs depuis qu'il a été nommé secrétaire d'Etat à la mer dans le gouvernement de M^{me} Edith Cresson, M. Jean-Yves Le Drian a indiqué, le 20 juin, qu'il se donnait jusqu'à la fin juillet pour poursuivre la concertation avec les partenaires sociaux sur l'organisation des grands ports français.

« Aux représentants patronaux des entreprises de maintenance des ports, j'ai dit récemment qu'il n'était pas question de laisser les choses en l'état, sinon tout le monde mourra, nos ports les premiers, pavillon haut. » Le secrétaire d'Etat a indiqué que, après ce délai, il prendrait des décisions pour rendre plus compétitifs les ports français, chaque jour concurrencés d'avantage par ceux du Benelux. « Je n'exclus aucune orientation », a-t-il précisé, faisant allusion à la loi de 1947, que les dockers considèrent comme leur bible.

M. Le Drian a d'autre part indiqué, à propos de la prise de contrôle par le groupe industriel Bolloré de l'armateur Delmas-Vieljeux : « S'il s'agit de mettre en place un pôle fort de transports, intégré et performant, je trouve l'initiative intéressante, voire utile. » Quant à la situation difficile, au plan financier, du groupe public Compagnie générale maritime (CGM), le ministre a précisé qu'il n'était nullement dans ses intentions de « démissionner le président actuel de l'entreprise, M. Claude Abraham ». Mais il n'est pas envisageable, a-t-il poursuivi en substance, que l'entreprise reste dans le statu quo actuel. Il faut qu'elle redéfinisse un projet à long terme. Le nouveau gouvernement ne semble en tout cas pas exclure un rapprochement entre le groupe public maritime et d'autres partenaires, voire une ouverture du capital de la CGM à des intérêts privés, français ou étrangers. **F. Gr.**

EN BREF

□ Libération des voies à la gare Saint-Charles de Marseille. — Les chemins de fer, qui avaient repris l'occupation des voies de la gare Saint-Charles jeudi matin 20 juin, pour le dixième jour consécutif, l'ont levée dans la journée. Dans la soirée, les négociations ont recommencé entre la direction et les syndicats CGT et CFDT. Ceux-ci devaient donner leur réponse aux propositions de la direction vendredi 21 juin après une assemblée générale. Le trafic reste dévié sur la gare de La Blancarde.

□ Inculpation du chauffeur du bus de la RATP accidenté le 19 juin. — Le chauffeur du bus qui s'était renversé, le 19 juin, sur la chaussée du boulevard Henri-IV, à Paris, a été inculpé de blessures involontaires sous l'emprise d'un état alcoolique. Au moment de l'accident, le taux d'alcoolémie relevé dans son sang était de 1,32 gramme. Il a été laissé en liberté sous contrôle judiciaire. L'accident avait fait quinze blessés, dont quatre graves.

□ Contrats de santé : la Caisse nationale d'assurance-maladie envisage des aménagements. — A condition que la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF) signe auparavant la convention médicale, la Caisse nationale d'assurance-maladie (CNAM) pourrait « regarder les difficultés que présente l'avenant » sur les contrats de santé, a déclaré le 20 juin M. Jean-Claude Mallet, président de la CNAM. A l'unanimité moins trois voix, le conseil d'administration de la CNAM a « pris acte » de la volonté de la CSMF d'adhérer à la convention médicale, l'assemblée générale de la CSMF ayant conditionné cette signature, le 16 juin, au gel des contrats de santé.

□ Accord salarial pour 1991 chez EDF-GDF : +2,5 %. — La direction d'EDF-GDF a signé, vendredi 21 juin, avec trois organisations syndicales (CFDT, CFE-CGC et CFTC), un accord portant sur une augmentation générale des salaires de 2,5 % en 1991, répartis entre 1,5 % au 1^{er} avril et 1 % au 1^{er} octobre. Ce texte prévoit également l'attribution d'un complé-

ment de rémunération, égal à 0,34 % de la masse salariale. Au total, cette dernière devrait progresser de 2,19 %. Enfin, l'accord prévoit la distribution de compléments salariaux en fonction des résultats réalisés par le groupe à la fin de l'exercice. En 1990, cet intéressement à la croissance avait représenté 0,54 % de la masse salariale.

□ Le gouvernement canadien refuse d'aider les Français et les Italiens à acheter De Havilland. — Le gouvernement canadien a donné trente jours à l'Aérospatiale et à Aeritalia pour améliorer leur offre de rachat de l'avionneur De Havilland, actuellement propriété de Boeing (le Monde du 12 avril). Il semblerait qu'Ottawa ne veuille pas participer, sous forme d'avances remboursables, aux investissements prévus dans les usines de De Havilland par les Européens, qui ont déclaré vouloir dépenser 1 milliard de dollars canadiens (5,4 milliards de francs) en dix ans, d'autant que des réductions d'effectifs de 1 500 emplois sur un total de 5 000 suscitent l'hostilité des syndicats.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

RAPPORT 1990



GENERALE

L'assemblée générale des actionnaires du 15 mai 1991 a approuvé les comptes de l'exercice 1990. Elle a marqué son accord pour le paiement d'un dividende de BEF 84 net pour les parts de réserve ordinaires, de BEF 60 net pour les parts de réserve partiellement libérées et de BEF 101 net pour les parts de réserve APV.

Le résultat courant (part du Groupe) est passé de BEF 16,7 milliards à BEF 6,3 milliards. Le résultat net consolidé part du Groupe de 1990 a atteint BEF 12,2 milliards dont un résultat exceptionnel de BEF 5,9 milliards.

A l'affaiblissement de la conjoncture, à la chute du dollar, se sont ajoutés le recul du poids de certaines grandes participations et le coût élevé du dégageant de la FN. Le poids de l'endettement s'est, dès lors, d'autant plus fait sentir sur les résultats.

Cette situation n'est pas surprenante puisqu'elle est la conséquence de l'évolution de la conjoncture et que l'endettement est le corollaire de décisions prises avec une perspective stratégique précise.

Deux grandes lignes d'un programme d'action susceptible de permettre d'assumer pleinement la responsabilité de développement et de rentabilité qu'assume le holding à l'égard de tous ses actionnaires, ont été fixées.

En premier lieu, l'amélioration des performances des filiales. En second lieu, le rétablissement des équilibres financiers de la Générale, par une réduction de l'endettement à concurrence d'au moins BEF 25 milliards dont l'essentiel sera réalisé en 1991.

Par ailleurs, la Compagnie de Suez et le Groupe AG ont accepté le principe de libérer, fin 1991 ou début 1992, les BEF 11 milliards qui représentent le solde non libéré de l'augmentation de capital de janvier 1988, redonnant ainsi à la Générale la marge de manœuvre indispensable dont elle a besoin pour assumer sa responsabilité de société tête de Groupe.

Pour recevoir un exemplaire du rapport annuel 1990, il suffit de renvoyer le coupon-réponse ci-dessous à la Société Générale de Belgique - Service Communication - Rue Royale, 30 - B-1000 Bruxelles

Nom et prénom	
Fonction	Entreprise/Institution
Adresse	
Code postal/Locauté	
Actionnaire de la Générale Oui <input type="radio"/> Non <input type="radio"/> NON	

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU 19 JUIN 1991

L'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires de Lyonnaise des Eaux-Dumez s'est réunie le 19 juin 1991 sous la présidence de M. Jérôme MONOD et a approuvé l'ensemble des résolutions qui lui étaient proposées.

Le Président a rappelé que le groupe dispose aujourd'hui de compétences professionnelles remarquables lui permettant de devenir un leader de la construction, de l'aménagement des villes, des services à l'environnement, et d'apporter des réponses adaptées aux besoins nouveaux des collectivités publiques et des clients industriels.

M. Jérôme MONOD a indiqué que la politique engagée en septembre 1990 sera activement poursuivie : dans une conjoncture économique incertaine, le recentrage sur les métiers de base, la simplification des structures et la recherche d'une meilleure rentabilité assureront le plein succès de la fusion.

Dividende:

10 F par action hors avoir fiscal (contre 9,25 F l'année précédente).

Son paiement pourra être effectué en numéraire ou en action. La période de l'exercice de l'option s'ouvrira le 1^{er} juillet 1991 et prendra fin le 25 juillet 1991. Les actions remises en paiement du dividende seront émises au prix de 525 F.

Conseil d'Administration:

L'Assemblée a reconduit les mandats d'Administrateur de MM. Jérôme MONOD, Ricardo FORNESA-RIBO, Guy de PANAFIEU et a nommé Administrateur la Compagnie de Suez, qui sera représentée par M. Patrick PONSOLLE, et censeur M. Franck PIZZITOLA.

L'Assemblée Générale Extraordinaire, réunie le même jour, a renouvelé et élargi certaines des autorisations données au Conseil d'Administration de faire appel au marché financier et a décidé le transfert du siège social à Nanterre (Hauts-de-Seine).

ÉCONOMIE

Le Bangladesh à la dérive

Après le cyclone du 30 avril (139 000 morts), le pays voit s'éloigner encore ses chances d'amorcer un décollage économique

CHITTAGONG

de notre envoyé spécial

Avec cent trente-neuf mille morts, 1 100 kilomètres de digues enfoncées et des centaines de milliers d'hectares de rizières dévastées, le cyclone qui a ravagé le 30 avril la région de Chittagong et de Cox's Bazar est la plus grave des catastrophes qu'ait connues le Bangladesh en vingt ans d'existence. Mais cette nouvelle épreuve paraît n'en être qu'une parmi tant d'autres pour ce pays de cent dix millions d'habitants qui, partagé entre fatalisme et nécessité d'assurer le quotidien de près de deux millions de sans-abri, voit s'éloigner encore davantage ses chances d'amorcer le décollage économique timidement entrevu ces dernières années.

« Un cyclone comme celui du mois d'avril se produit en moyenne tous les vingt ans. Mais, chaque année, plus d'un million de personnes meurent au Bangladesh, avec beaucoup d'enfants de moins de cinq ans, dont le taux de mortalité est de deux cents pour mille », souligne M. Fazle Hasan Abed, directeur du Bangladesh Rural Advancement Committee (BRAC), la plus importante organisation humanitaire du pays.

Pourtant, dès les derniers jours de mai, le BRAC et d'autres organisations ont engagé la deuxième étape de leur action. Dans les zones

touchées, les distributions de denrées alimentaires et de semences sont pratiquement terminées, et la phase dite de « réhabilitation » a commencé. La tâche est énorme : selon des estimations fiables, les dommages représentent 3,3 % du revenu national, sans compter les dégâts causés aux infrastructures. Alors que le gouvernement ne peut guère dépenser sur place que quelques équipes médicales et acheminer des instruments de pompage, les premiers programmes de cash for work ont été lancés. Leur objectif est d'entamer au plus vite la reconstruction des zones touchées tout en assurant un minimum de moyens d'existence aux populations sinistrées.

Coup d'arrêt pour l'agriculture

A Sholkata, où le cyclone a fait dix mille victimes parmi les deux cent mille habitants et anéanti 30 % du bétail, une centaine de personnes reçoivent chaque jour 60 takas (8,50 francs) pour huit heures de travail consacrées à pomper - ou, plus souvent, à écopier avec des récipients de fortune - l'eau des rizières pourries par le sel et les déchets végétaux, à remettre les routes en état en émiettant des briques qui feront

office de gravier, à consolider les digues ou à enterrer les derniers corps. Mais les moyens manquent et l'après-cyclone n'est pas encore pour demain. « Nous ne pourrions pas accueillir plus de 40 % à 50 % des plus démunis. Les pluies de la mousson nettoieront peut-être les rizières, mais rien ne dit que les semences que nous plantons aujourd'hui donneront quelque chose en décembre. D'ici là, la situation alimentaire restera critique, mais, ensuite, elle pourrait empirer », s'inquiète M. Milton Jolai, responsable local de Caritas-Bangladesh.

Alors que, performance inimaginable il y a cinq ans, le pays était sur le point d'atteindre l'autosuffisance pour sa consommation de riz, l'agriculture bangladaise risque de subir un coup d'arrêt. Grâce à l'absence de catastrophe naturelle depuis les inondations de 1988, la croissance agricole s'était sensiblement redressée, pour atteindre 6 % en 1989-1990 et 5 % en 1990-1991, mais, cette année, les rendements seront moins favorables. Un handicap d'autant plus lourd que l'agriculture représente 45 % du produit national brut et que la population s'accroît de 2,7 % par an.

Cette situation va surtout pénaliser les paysans sans terre - qui représentent aujourd'hui 60 % du monde agricole contre 29 % en 1971, - totalement dépendants des usiniers ou des grands propriétaires

terriens, auprès desquels ils se sont souvent endettés. Rares sont ceux qui, comme Mokhtar Ahmad Choudhury, maître d'une trentaine d'hectares dans la région de Pékua, près de Cox's Bazar, ont décidé d'organiser les sans-terre et de ne prélever que la moitié des récoltes alors que, selon la pratique en vigueur, les deux tiers devaient leur revenir.

« Il faut partager les richesses comme les difficultés », insiste M. Choudhury, dont la propriété abrite un hôpital improvisé où s'est installée pendant plusieurs semaines une équipe de Médecins du monde. « Mes quarante paysans épargnent toutes les semaines pour se constituer mutuellement des prêts et ils obtiennent de meilleurs rendements que les autres. Mais la plupart des autres propriétaires terriens ne comprennent pas cela », se lamente cet homme de soixante ans qui, toutefois, ne s'insurge pas que deux de ses employés, éventuellement en main, fassent office de ventileur à l'heure du repas. Il est vrai que l'électricité n'a pas encore atteint Pékua.

Si l'élevage de la crevette, seule innovation réussie de ces dernières années, a été détruit à 25 % dans la région, l'industrie a subi des pertes apparemment moins importantes, mais qualitativement très dommageables puisque la zone franche de Chittagong (voir encadré), qui accueille des sociétés étrangères, a été sévèrement touchée. Les investis-

sements extérieurs (1 million de dollars par an, soit environ 6 millions de francs), qui n'ont été encouragés que récemment, sont concentrés sur les activités de la confection, attirées par le coût particulièrement réduit de la main-d'œuvre. En dix ans, le textile est parvenu à représenter 45 % des exportations (660 millions de dollars par an), mais il reste dans l'ombre du secteur public (chimie, énergie, jute), qui totalise près de la moitié des actifs industriels depuis la nationalisation, après 1971, des biens des entrepreneurs pakistanais.

Recentrer l'aide internationale

« Les entreprises publiques sont trop nombreuses et elles fonctionnent mal. Nous encourageons le gouvernement à procéder à des privatisations mais leur endettement - 60 milliards de takas, soit 160 millions de dollars - dissuade les éventuels acheteurs », souligne M. Frank Thornley, un des responsables de la Banque mondiale à Dacca, la capitale. Outre qu'il contracte allégrement depuis des années des prêts sans guère se soucier des remboursements (le taux de recouvrement des emprunts par les banques bangladaises ne dépasse pas 20 %), le secteur public souffre de sureffectifs chroniques.

De vingt mille à trente mille salariés seraient excédentaires dans les chemins de fer comme dans l'industrie du jute ou à la Biman, la compagnie aérienne. Quant aux syndicats, qui y sont fortement implantés, ils s'opposent à toute privatisation.

Même si, un mois après le cyclone, c'est encore l'urgence qui prime, la plupart des responsables des organisations humanitaires et certains économistes locaux estiment que l'heure est venue de relancer le débat sur l'utilisation de l'aide internationale.

D'autre part, une action d'urgence contre les catastrophes naturelles passe obligatoirement par une entente avec l'Inde, dont les berges influent directement sur le niveau des fleuves qui traversent le Bangladesh. Or, faute de volonté politique, les pourparlers entamés depuis quinze ans n'ont jusqu'à présent donné aucun résultat tangible.

Pour faire du développement une véritable priorité, le Bangladesh a d'abord besoin de crédits, mais il lui faut aussi mobiliser davantage ses propres ressources. Jusqu'à présent, il n'en a pas pris le chemin. « Trop de décideurs bangladais n'ont aucun espoir dans l'avenir du pays », constate un homme d'affaires étranger. « D'ailleurs, ajoute-t-il, même le produit de la corruption n'est pas réinvesti dans l'économie locale ».

En effet, faute de pouvoir financer la part locale, des projets de développement ne voient jamais le jour, mais il arrive aussi que la concurrence que se livrent les pays donateurs contribue à bloquer certaines réalisations. A l'heure actuelle, quel que soit le montant de crédits, ils sont gélés.

A cet égard, le projet international initié par la France (Le Monde du 4 mai), qui se propose d'endiguer le Brahmapoutre, le Gange et la Meghna jusqu'à leur embouchure, fait l'objet de critiques parfois sévères. Une enveloppe de 146 millions de dollars a été attribuée au financement de vingt-six études qui permettront d'effectuer une première évaluation de la faisabilité de cet endiguement massif. S'il était mené à son terme, celui-ci nécessiterait entre 5 et 10 milliards de dollars sans que l'on puisse encore apprécier ses conséquences sur l'environnement, l'agriculture et la pêche.

Pour M. Hossain, « cette réalisation n'a, économiquement, guère de sens. Il faudrait dépenser 180 millions de dollars pour l'entretien, ce dont le pays est incapable. Sans compter que les paysans ont besoin des crues pour vivre et que nous avons d'autres priorités : l'électricité, qui touche les trois quarts de la population, et l'insuffisance des équipements sanitaires ».

Le gouvernement de M. Khalea Zia - au pouvoir depuis mars dernier après avoir remporté des élections démocratiques - n'a pas encore eu le temps de définir les grandes lignes de son programme économique. Mais il est, lui aussi, impuissant. « Les pouvoirs publics, qui redoutent des troubles sociaux, régulent les importations de denrées alimentaires pour maintenir des prix très bas. Cela favorise le consommateur des villes, qui sait se faire entendre, mais pénalise le petit producteur, qui, lui, ne s'exprime jamais ».

Le Bangladesh est un pays pauvre, mais il n'est pas condamné à l'échec. Il a besoin de crédits, mais il lui faut aussi mobiliser davantage ses propres ressources. Jusqu'à présent, il n'en a pas pris le chemin. « Trop de décideurs bangladais n'ont aucun espoir dans l'avenir du pays », constate un homme d'affaires étranger. « D'ailleurs, ajoute-t-il, même le produit de la corruption n'est pas réinvesti dans l'économie locale ».

JEAN-MICHEL NORMAND

M6 C'EST 10 % DES TÉLÉSPECTATEURS DE -50 ANS.

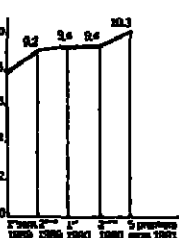


Si on nous appelle encore la petite chaîne c'est juste par affection.

A force de monter, la petite chaîne n'est plus si petite que ça. Elle n'en est pas moins la chaîne à laquelle on reste attaché. Depuis sa naissance en 1987, M6 a su augmenter régulièrement sa part d'audience auprès de la population des - 50 ans, pour atteindre 10,3 % sur les 5 premiers mois de 1991 (Source Médiamat). Si autant de téléspectateurs



portent un intérêt croissant à la chaîne, c'est parce qu'ils trouvent sur M6 des programmes qui leur plaisent, aux heures qui leur conviennent, et surtout parce que M6, ça change de la télé.



Les optimistes de la zone franche

CHITTAGONG

de notre envoyé spécial

Une chose agace particulièrement M. Zia Hussein, membre du conseil d'administration de la Chittagong Export Processing Zone (CEPZ), que ses visiteurs étrangers boivent de l'eau minérale. « Celle du robinet est excellente, il est ridicule de s'en priver », insiste-t-il, alors qu'au Bangladesh il a toujours été vivement conseillé de faire bouillir le moindre liquide suspect. Mais M. Hussein dispose d'un moral à toute épreuve et ne doute pas un seul instant de l'avenir de la CEPZ. Dans cette unique zone franche créée dans le pays, se sont installées trente-neuf sociétés, dont les plus importantes sont japonaises, coréennes ou néerlandaises. « Croyez-vous que les cyclones qui frappent la Jamaïque, les Philippines ou même la Floride dissuadent les investisseurs ? Ici, il s'en produit un tous les vingt ans, et une digue beaucoup plus efficace sera bientôt construite. Cet endroit va rester sûr, il n'y a aucune raison de dramatiser ».

Un mois après avoir subi l'assaut de vents de 235 km/h et s'être réveillée sous 1 m d'eau, la CEPZ est pourtant mal en point. Seules treize entreprises ont repris leur activité, et le préjudice s'élève, selon les intéressés, à 40 millions de dollars (240 millions de francs environ), soit davantage que le chiffre d'affaires annuel de la CEPZ (35,8 millions de dollars au cours de la dernière année fiscale). « Cela, c'est le chiffre présenté aux assurances. En réalité, les dégâts sont deux fois

moins importants », assure, imperturbable, M. Hussein.

En revanche, les dirigeants de Youngone, une société coréenne spécialisée dans la confection de vêtements de sports d'hiver pour le marché européen, paraissent beaucoup moins sereins. Devant les bâtiments, où l'on tente de sauver quelques machines à coudre en les nettoyant à l'air comprimé, s'accrochant des morceaux de tissus soulevés par l'eau de mer. « Nous avons pris deux mois de retard, et 500 000 dollars de commandes ont été annulés. Nos clients se posent des questions, et les investisseurs vont hésiter à venir s'installer ici. Quant à cette fameuse digue, je ne sais franchement pas quand elle sera reconstruite », confie M. Seung-Koo-ahn, directeur de la société.

Youngone n'a pourtant pas l'intention de partir : aucun impôt n'y est perçu, et les salaires versés aux salariés de la CEPZ, des femmes pour la plupart, sont les plus jeunes, dépassent rarement 1 000 takas par mois (150 francs), pour dix heures de travail quotidien. Mieux, une certaine d'embouchures sont prévues, et il faudra bien remplacer les victimes du cyclone. Au fait, combien ont péri parmi le personnel de la société ? Cette comptabilité, le directeur ne la semble-t-il pas suivie de près. « Tout ce que je sais, c'est que cinquante personnes ne sont pas venues travailler hier, mais pas de salaires... ».

J.-M. N.

COMMUNICATION

Hauterive va vendre 22 milliards de francs d'actifs

Le Groupe de la Saurer pour l'Europe premier client européen

Le Groupe de la Saurer pour l'Europe premier client européen

Le Groupe de la Saurer pour l'Europe premier client européen

Le Groupe de la Saurer pour l'Europe premier client européen

politique du Crédit lyonnais critiquée à Hollywood

Le Groupe de la Saurer pour l'Europe premier client européen

Le Groupe de la Saurer pour l'Europe premier client européen

Le Groupe de la Saurer pour l'Europe premier client européen

Le Groupe de la Saurer pour l'Europe premier client européen

Le Groupe de la Saurer pour l'Europe premier client européen

Le Groupe de la Saurer pour l'Europe premier client européen

مكتبة الشرح

COMMUNICATION

Pour réduire son endettement et financer la Cinq

Hachette va vendre pour 2 milliards de francs d'actifs

N'espérant pas en France de « véritable redressement de l'économie avant le début de 1992 », Hachette va vendre dans les mois qui viennent environ deux milliards de francs d'actifs non stratégiques, a indiqué son président M. Jean-Luc Lagardère, au cours de l'assemblée générale annuelle du groupe le 20 juin.

Le groupe prévoit pour 1991 une nouvelle baisse du résultat net avant plus-values et provisions. Ce résultat a 1990 pour atteindre 230,8 millions, en raison notamment de la récession publicitaire aux Etats-Unis et de la chute de la consommation en France, qui affecte les livres de référence et encyclopédies. La rentabilité des activités à l'étranger (la moitié des 30 milliards de chiffre d'affaires) est double de celle réalisée en France.

Le groupe prévoit pour 1991 une nouvelle baisse du résultat net avant plus-values et provisions. Ce résultat a 1990 pour atteindre 230,8 millions, en raison notamment de la récession publicitaire aux Etats-Unis et de la chute de la consommation en France, qui affecte les livres de référence et encyclopédies. La rentabilité des activités à l'étranger (la moitié des 30 milliards de chiffre d'affaires) est double de celle réalisée en France.

M. C. I.

Lire nos informations page 25

Le Groupe de la Cité s'associe avec Planeta premier éditeur espagnol

Le deuxième éditeur français après Hachette, le Groupe de la Cité, a créé une filiale commune baptisée Larousse-Planeta avec le premier éditeur et distributeur de livres en Espagne, Planeta. Les deux groupes d'édition, qui détiennent chacun la moitié du capital de cette filiale, entendent « devenir la première maison d'édition d'ouvrages de référence en langue espagnole pour le grand public, en particulier dictionnaires, beaux livres, encyclopédies, livres pour la jeunesse ».

La nouvelle filiale s'appuiera sur le savoir-faire éditorial des filiales du Groupe de la Cité (Larousse, Nathan, Bordas, les Presses de la Cité, etc.) et sur le réseau de distribution de Planeta. Cette société, fondée en 1949, réalise un chiffre d'affaires de 3,2 milliards de francs.

Après la mise à l'écart de M. Parretti

La politique du Crédit lyonnais est critiquée à Hollywood

La cour de l'Etat du Delaware a fait droit aux premières requêtes du Crédit lyonnais contre M. Giancarlo Parretti. L'homme d'affaires italien, son épouse et l'un de ses associés, M. Yoram Globus, ne pourront plus intervenir dans la gestion de la Metro Goldwyn Mayer tant que la justice n'aura pas tiré au clair les accusations de la banque contre M. Parretti (le Monde du 20 juin). Temporairement au moins, l'ancien gérant de la MGM, qui détient toujours la majorité des actions de la MGM, n'a plus aucun pouvoir sur l'entreprise.

La filiale néerlandaise du Crédit lyonnais se retrouve seule aux commandes du studio hollywoodien avec 98 % des droits de vote. La banque cherche à récupérer l'argent imprudemment avancé à M. Parretti : quelque 7 milliards de francs, selon des sources concordantes, pour le seul rachat de la MGM. Mais il faut sans doute y ajouter les prêts consentis à d'autres sociétés du financier italien et de son associé, M. Florio Fiorini, dont le Crédit lyonnais est le partenaire privilégié de longue date.

M. François d'Aubert, député UDF de la Mayenne, tente depuis des mois d'obtenir des éclaircissements sur l'affaire. Si M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'Economie, lui a communiqué quelques renseignements sur le rachat avorté de Pathé Cinéma par M. Parretti, la commission des finances de l'Assemblée nationale reporte toujours la commission de contrôle sur les opérations de la banque nationalisée avec les deux financiers italiens.

La presse américaine, elle, met en cause sévèrement, depuis quelques jours, les activités du Crédit lyonnais. Elle souligne que la ban-

que française s'est fourvoyée en s'avançant sur le terrain glissant du financement du cinéma américain. Il y a cinq ans, de nombreux établissements financiers ont spéculé sur la réussite de quelques producteurs indépendants, volant les succès (Platoon, Rambo, etc.) aux majors d'Hollywood. Mais en 1988, devant le retournement de conjoncture et la déconfiture de plusieurs sociétés, la plupart des banques se sont retirées du jeu. Le Crédit lyonnais, lui, a persévéré et est aujourd'hui le créancier de nombreux producteurs en difficulté (Vestron, Epic Pictures, Weintraub, Fries Entertainment, Nelson Entertainment, etc.).

La presse américaine soupçonne le Crédit lyonnais d'avoir tenté de se « refaire » grâce à M. Parretti. Ainsi l'homme d'affaires italien aurait utilisé des crédits de la banque pour acheter des entreprises (Cannon, De Laurentis) endettées auprès de cette même banque, la reprise de MGM couronnant cette fuite en avant en assurant enfin au Crédit lyonnais une position importante et des actifs suffisants.

La banque doit aujourd'hui, devant la montée des polémiques, trouver une solution. Relancer la MGM paraît difficile : le studio est désormais en queue du classement d'Hollywood, avec une part de marché de 3 %, et son seul succès de l'année est le film de Ridley Scott, *Thelma et Louise*. Revendre la MGM n'est pas non plus évident : de nombreux experts estiment que le studio a été acheté bien trop cher et que sa valeur a été fortement hypothéquée par les ventes de catalogues de films, consenties pour financer le rachat.

JEAN-FRANÇOIS LACAN

Les radios Métropolys et Maxximum envisagent une fusion de leurs réseaux

Deux réseaux de radios privées, Métropolys et Maxximum, ont présenté un projet de fusion devant le Conseil supérieur de l'audiovisuel. Selon ce projet, Maxximum, lancée par la Compagnie luxembourgeoise de radiodiffusion (CLT) à partir du rachat d'Adventure-FM, ne garderait plus que sa fréquence parisienne. Ses trente-six fréquences de province seraient basculées sur Métropolys, qui reprendrait parallèlement les activités de Kiss-FM. A terme, le nouveau Métropolys deviendrait un des poids lourds de la bande FM avec une soixantaine de fréquences sur tout le territoire. La CLT aurait 30 % du capital de la nouvelle entité, aux côtés de l'éd-

teur suisse Pierre Nicolle, des fondateurs de Kiss-FM et de Métropolys. Un dernier investisseur devrait faire son entrée prochainement au tour de table.

Cette nouvelle concentration dans la bande FM semble liée à l'impossibilité pour la CLT, maison mère de RTL, de développer sous son contrôle un deuxième réseau de radio. La loi interdit de dépasser dans ce cas le seuil de 15 millions d'auditeurs potentiels. La CLT préfère donc négocier une part d'actionnaire plus modeste dans un réseau plus important. Le CSA, qui n'a pas encore étudié le dossier, se refuse pour le moment à tout commentaire.

J.-F. L.

PHILATÉLIE

La vallée de Munster

La Poste mettra en vente générale, le lundi 8 juillet, un timbre d'une valeur de 4 F, la Vallée de Munster, ville à l'origine de laquelle on trouve un abbaye de bénédictins, fondée vers 643 par Oswald, Munster, ville de cure, est évidemment célèbre pour son fromage.

L'Alsace est une région régulièrement célébrée par les timbres : armoirées des 1946, Lion de Bel-fort (en 1917), Colmar (à plusieurs reprises), Riquewihr (en 1971) et de nombreuses représentations de Strasbourg (sans oublier les timbres du Conseil de l'Europe).

Le timbre, au format horizontal 36 x 22 mm, dessiné et gravé par Eugène Lacaze, est imprimé en taille-douce en feuilles de cinquante.



► Vente anticipée à Munster (Haut-Rhin), les 6 et 7 juillet, de 9 heures à 18 heures, au bureau de poste temporaire « premier jour » ouvert à la salle des fêtes : le 6 juillet, de 8 heures à midi, au bureau de poste Munster (boîte aux lettres spéciale).

► Exposition, bourse, fête des associations, œuvres diverses d'Eugène Lacaze, les 6 et 7 juillet, à Munster. Renseignements : association Relief, mairie, 88140 Munster (tél. : 89-77-32-98).

En filigrane

► Ventes. - Vente à prix nets Rivoli-Philatélie (Paris, tél. : (1) 42-60-15-12). Au catalogue, nombreux classiques dont n° 9, *Présidence* neuf (55 000 F), n° 33 c non dentelé (40 000 F). Parmi les semi-modernes, *Port de La Rochelle* n° 261 A et B (15 000 F chacun). Nombreuses épreuves de luxe.

► Prix de dessin Pierre-David-Weill. - L'Académie des beaux-arts met au concours les prix de dessin de la Fondation Pierre-David-Weill 1991, dotés de trois bourses de 30 000 F, 15 000 F et 10 000 F réservées à des artistes de moins de trente ans (enseignements : secrétariat de l'Académie des beaux-arts, 23, quai de Conti, 75006 Paris).

► Manifestations. - Bientôt l'anniversaire de l'arrestation de Louis XVI, le 21 juin à Varennes, à la Tour Louis XVI, avec bureau de poste temporaire (souvenirs philatéliques : A. Reichart, 55270 Varennes-Argonne. Tél. : 29-80-71-29).

Bureau de poste temporaire ambulant, le 22 juin, à bord d'un train voyageurs à vapeur avec voiture postale de 1929, d'Acquigny à Saint-Pierre-du-Vauvray (Eure) (Renseignements : souvenirs philatéliques : Ecole philatélique d'Acquigny, BP 14, 27400 Acquigny. Tél. : 32-50-21-24).

Exposition philatélique Mozart les 22 et 23 juin dans l'espace postal du CNT à La Défense (92), avec bureau de poste temporaire (club philatélique J.-T. Desaguières, BP 96, 17004 La Rochelle Cedex).

Bourse d'échanges, les 22 et 23 juin, d'après-midi, organisée par la Société française de philatélie poise au cours de son assemblée générale, à Lyon (renseignements : M. Randon, 78-53-40-40).

7 Foire toutes collections, le 23 juin, au centre aéré Robert-Viarte, chemin des postes à Abbeville (80).

Rubrique réalisée par la rédaction de *Le Monde des Philatélistes* 5, rue Assolvi-Bonville 75015 Paris. Tél. : (1) 40-45-39-77. Spécimens reçus sur demande contre 15 F en timbres.

Le Monde L'IMMOBILIER

MAISON INDIVIDUELLE

NOGENT MAISON DE CHARMES

Triple récept., 3 chbres, 2 bains, cuis. équipée, terr. jrd., 250 m², pdt s-tol. Samedi de 14 h à 18 h Dimanche de 10 h à 18 h 74, boulevard Gambetta

CEVENNES SUD, MAISON DE PAYS dans harmonie. Terrain arboré avec piscine. Habitable en l'état au tiers. Prix demandé : 370 000 F. Tél. (01) 86-93-90-59.

EXCEPTIONNEL RUBELLES (77) 5^e MELUN dans résidence standing avec piscine et terrain MAISON 180 m² habitables dans parc 18 000 m² TRÈS BELLES PISCINES. Tél. 60-68-18-31.

BOLOGNE, CHASSE, PÊCHE ST-LAURENT-DES-BAUX (41) Châtaignier 6 km, 20 km, Orléans 20 km, autoroute 15 km, Paris 150 km. Sur 1 000 m², mais à 4 p. et 100 m², gr. Tous commerces. Prix : 450 000 F. Mmes COLPATER Tél. : (01) 38-44-51-41.

02 AISNE 40 km, Euroclancy, vend. PAVILLON 6 P., env., s. de bains, w.c., cuisine, chbres, sjour, cham., meub., bureau, salle de jeux, garage s/terr, pays, 840 m². Prix, parcs, 550 000 F. Tél. (01) 23-70-00-49.

Part. vend. pavillon à COUNTRY (S.-et-M.) sur terr. 720 m² paysag. terrasse, parcs, barbe-c. Sous-sol tot. 3 vol., buand., sal. de jeux, chauffage, seller. Cuis. équip. en orme, séj. doubl. avec chen., 3 chbres. sal.-deb., w.c., sign. d'alair. PRIX 1.500.000 F. Tél. : 60-20-16-28

bureaux

Locations

VOTRE SÈGE SOCIAL DOMICILIATIONS

Construction de sociétés et tous services. 43-55-17-50.

fonds de commerce

Ventes

BAR-COCCAILL. Plein centre Tours Tél. 47-05-32-84

MAISON INDIVIDUELLE

MAISON DE CHARMES

Triple récept., 3 chbres, 2 bains, cuis. équipée, terr. jrd., 250 m², pdt s-tol. Samedi de 14 h à 18 h Dimanche de 10 h à 18 h 74, boulevard Gambetta

CEVENNES SUD, MAISON DE PAYS dans harmonie. Terrain arboré avec piscine. Habitable en l'état au tiers. Prix demandé : 370 000 F. Tél. (01) 86-93-90-59.

EXCEPTIONNEL RUBELLES (77) 5^e MELUN dans résidence standing avec piscine et terrain MAISON 180 m² habitables dans parc 18 000 m² TRÈS BELLES PISCINES. Tél. 60-68-18-31.

BOLOGNE, CHASSE, PÊCHE ST-LAURENT-DES-BAUX (41) Châtaignier 6 km, 20 km, Orléans 20 km, autoroute 15 km, Paris 150 km. Sur 1 000 m², mais à 4 p. et 100 m², gr. Tous commerces. Prix : 450 000 F. Mmes COLPATER Tél. : (01) 38-44-51-41.

02 AISNE 40 km, Euroclancy, vend. PAVILLON 6 P., env., s. de bains, w.c., cuisine, chbres, sjour, cham., meub., bureau, salle de jeux, garage s/terr, pays, 840 m². Prix, parcs, 550 000 F. Tél. (01) 23-70-00-49.

Part. vend. pavillon à COUNTRY (S.-et-M.) sur terr. 720 m² paysag. terrasse, parcs, barbe-c. Sous-sol tot. 3 vol., buand., sal. de jeux, chauffage, seller. Cuis. équip. en orme, séj. doubl. avec chen., 3 chbres. sal.-deb., w.c., sign. d'alair. PRIX 1.500.000 F. Tél. : 60-20-16-28

bureaux

Locations

VOTRE SÈGE SOCIAL DOMICILIATIONS

Construction de sociétés et tous services. 43-55-17-50.

fonds de commerce

Ventes

BAR-COCCAILL. Plein centre Tours Tél. 47-05-32-84

MAISON INDIVIDUELLE

MAISON DE CHARMES

Triple récept., 3 chbres, 2 bains, cuis. équipée, terr. jrd., 250 m², pdt s-tol. Samedi de 14 h à 18 h Dimanche de 10 h à 18 h 74, boulevard Gambetta

CEVENNES SUD, MAISON DE PAYS dans harmonie. Terrain arboré avec piscine. Habitable en l'état au tiers. Prix demandé : 370 000 F. Tél. (01) 86-93-90-59.

EXCEPTIONNEL RUBELLES (77) 5^e MELUN dans résidence standing avec piscine et terrain MAISON 180 m² habitables dans parc 18 000 m² TRÈS BELLES PISCINES. Tél. 60-68-18-31.

BOLOGNE, CHASSE, PÊCHE ST-LAURENT-DES-BAUX (41) Châtaignier 6 km, 20 km, Orléans 20 km, autoroute 15 km, Paris 150 km. Sur 1 000 m², mais à 4 p. et 100 m², gr. Tous commerces. Prix : 450 000 F. Mmes COLPATER Tél. : (01) 38-44-51-41.

02 AISNE 40 km, Euroclancy, vend. PAVILLON 6 P., env., s. de bains, w.c., cuisine, chbres, sjour, cham., meub., bureau, salle de jeux, garage s/terr, pays, 840 m². Prix, parcs, 550 000 F. Tél. (01) 23-70-00-49.

Part. vend. pavillon à COUNTRY (S.-et-M.) sur terr. 720 m² paysag. terrasse, parcs, barbe-c. Sous-sol tot. 3 vol., buand., sal. de jeux, chauffage, seller. Cuis. équip. en orme, séj. doubl. avec chen., 3 chbres. sal.-deb., w.c., sign. d'alair. PRIX 1.500.000 F. Tél. : 60-20-16-28

bureaux

Locations

VOTRE SÈGE SOCIAL DOMICILIATIONS

Construction de sociétés et tous services. 43-55-17-50.

fonds de commerce

Ventes

BAR-COCCAILL. Plein centre Tours Tél. 47-05-32-84

MAISON INDIVIDUELLE

MAISON DE CHARMES

Triple récept., 3 chbres, 2 bains, cuis. équipée, terr. jrd., 250 m², pdt s-tol. Samedi de 14 h à 18 h Dimanche de 10 h à 18 h 74, boulevard Gambetta

CEVENNES SUD, MAISON DE PAYS dans harmonie. Terrain arboré avec piscine. Habitable en l'état au tiers. Prix demandé : 370 000 F. Tél. (01) 86-93-90-59.

EXCEPTIONNEL RUBELLES (77) 5^e MELUN dans résidence standing avec piscine et terrain MAISON 180 m² habitables dans parc 18 000 m² TRÈS BELLES PISCINES. Tél. 60-68-18-31.

BOLOGNE, CHASSE, PÊCHE ST-LAURENT-DES-BAUX (41) Châtaignier 6 km, 20 km, Orléans 20 km, autoroute 15 km, Paris 150 km. Sur 1 000 m², mais à 4 p. et 100 m², gr. Tous commerces. Prix : 450 000 F. Mmes COLPATER Tél. : (01) 38-44-51-41.

02 AISNE 40 km, Euroclancy, vend. PAVILLON 6 P., env., s. de bains, w.c., cuisine, chbres, sjour, cham., meub., bureau, salle de jeux, garage s/terr, pays, 840 m². Prix, parcs, 550 000 F. Tél. (01) 23-70-00-49.

Part. vend. pavillon à COUNTRY (S.-et-M.) sur terr. 720 m² paysag. terrasse, parcs, barbe-c. Sous-sol tot. 3 vol., buand., sal. de jeux, chauffage, seller. Cuis. équip. en orme, séj. doubl. avec chen., 3 chbres. sal.-deb., w.c., sign. d'alair. PRIX 1.500.000 F. Tél. : 60-20-16-28

bureaux

Locations

VOTRE SÈGE SOCIAL DOMICILIATIONS

Construction de sociétés et tous services. 43-55-17-50.

fonds de commerce

Ventes

BAR-COCCAILL. Plein centre Tours Tél. 47-05-32-84

MAISON INDIVIDUELLE

MAISON DE CHARMES

Triple récept., 3 chbres, 2 bains, cuis. équipée, terr. jrd., 250 m², pdt s-tol. Samedi de 14 h à 18 h Dimanche de 10 h à 18 h 74, boulevard Gambetta

CEVENNES SUD, MAISON DE PAYS dans harmonie. Terrain arboré avec piscine. Habitable en l'état au tiers. Prix demandé : 370 000 F. Tél. (01) 86-93-90-59.

EXCEPTIONNEL RUBELLES (77) 5^e MELUN dans résidence standing avec piscine et terrain MAISON 180 m² habitables dans parc 18 000 m² TRÈS BELLES PISCINES. Tél. 60-68-18-31.

BOLOGNE, CHASSE, PÊCHE ST-LAURENT-DES-BAUX (41) Châtaignier 6 km, 20 km, Orléans 20 km, autoroute 15 km, Paris 150 km. Sur 1 000 m², mais à 4 p. et 100 m², gr. Tous commerces. Prix : 450 000 F. Mmes COLPATER Tél. : (01) 38-44-51-41.

02 AISNE 40 km, Euroclancy, vend. PAVILLON 6 P., env., s. de bains, w.c., cuisine, chbres, sjour, cham., meub., bureau, salle de jeux, garage s/terr, pays, 840 m². Prix, parcs, 550 000 F. Tél. (01) 23-70-00-49.

Part. vend. pavillon à COUNTRY (S.-et-M.) sur terr. 720 m² paysag. terrasse, parcs, barbe-c. Sous-sol tot. 3 vol., buand., sal. de jeux, chauffage, seller. Cuis. équip. en orme, séj. doubl. avec chen., 3 chbres. sal.-deb., w.c., sign. d'alair. PRIX 1.500.000 F. Tél. : 60-20-16-28

bureaux

Locations

VOTRE SÈGE SOCIAL DOMICILIATIONS

Construction de sociétés et tous services. 43-55-17-50.

fonds de commerce

Ventes

BAR-COCCAILL. Plein centre Tours Tél. 47-05-32-84

MAISON INDIVIDUELLE

MAISON DE CHARMES

Triple récept., 3 chbres, 2 bains, cuis. équipée, terr. jrd., 250 m², pdt s-tol. Samedi de 14 h à 18 h Dimanche de 10 h à 18 h 74, boulevard Gambetta

CEVENNES SUD, MAISON DE PAYS dans harmonie. Terrain arboré avec piscine. Habitable en l'état au tiers. Prix demandé : 370 000 F. Tél. (01) 86-93-90-59.

EXCEPTIONNEL RUBELLES (77) 5^e MELUN dans résidence standing avec piscine et terrain MAISON 180 m² habitables dans parc 18 000 m² TRÈS BELLES PISCINES. Tél. 60-68-18-31.

BOLOGNE, CHASSE, PÊCHE ST-LAURENT-DES-BAUX (41) Châtaignier 6 km, 20 km, Orléans 20 km, autoroute 15 km, Paris 150 km. Sur 1 000 m², mais à 4 p. et 100 m², gr. Tous commerces. Prix : 450 000 F. Mmes COLPATER Tél. : (01) 38-44-51-41.

02 AISNE 40 km, Euroclancy, vend. PAVILLON 6 P., env., s. de bains, w.c., cuisine, chbres, sjour, cham., meub., bureau, salle de jeux, garage s/terr, pays, 840 m². Prix, parcs, 550 000 F. Tél. (01) 23-70-00-49.

Part. vend. pavillon à COUNTRY (S.-et-M.) sur terr. 720 m² paysag. terrasse, parcs, barbe-c. Sous-sol tot. 3 vol., buand., sal. de jeux, chauffage, seller. Cuis. équip. en orme, séj. doubl. avec chen., 3 chbres. sal.-deb., w.c., sign. d'alair. PRIX 1.500.000 F. Tél. : 60-20-16-28

bureaux

Locations

VOTRE SÈGE SOCIAL DOMICILIATIONS

Construction de sociétés et tous services. 43-55-17-50.

fonds de commerce

Ventes

BAR-COCCAILL. Plein centre Tours Tél. 47-05-32-84

MAISON INDIVIDUELLE

MAISON DE CHARMES

Triple récept., 3 chbres, 2 bains, cuis. équipée, terr. jrd., 250 m², pdt s-tol. Samedi de 14 h à 18 h Dimanche de 10 h à 18 h 74, boulevard Gambetta

CEVENNES SUD, MAISON DE PAYS dans harmonie. Terrain arboré avec piscine. Habitable en l'état au tiers. Prix demandé : 370 000 F. Tél. (01) 86-93-90-59.

EXCEPTIONNEL RUBELLES (77) 5^e MELUN dans résidence standing avec piscine et terrain MAISON 180 m² habitables dans parc 18 000 m² TRÈS BELLES PISCINES. Tél. 60-68-18-31.

BOLOGNE, CHASSE, PÊCHE ST-LAURENT-DES-BAUX (41) Châtaignier 6 km, 20 km, Orléans 20 km, autoroute 15 km, Paris 150 km. Sur 1 000 m², mais à 4 p. et 100 m², gr. Tous commerces. Prix : 450 000 F. Mmes COLPATER Tél. : (01) 38-44-51-41.

02 AISNE 40 km, Euroclancy, vend. PAVILLON 6 P., env., s. de bains, w.c., cuisine, chbres, sjour, cham., meub., bureau, salle de jeux, garage s/terr, pays, 840 m². Prix, parcs, 550 000 F. Tél. (01) 23-70-00-49.

Part. vend. pavillon à COUNTRY (S.-et-M.) sur terr. 720 m² paysag. terrasse, parcs, barbe-c. Sous-sol tot. 3 vol., buand., sal. de jeux, chauffage, seller. Cuis. équip. en orme, séj. doubl. avec chen., 3 chbres. sal.-deb., w.c., sign. d'alair. PRIX 1.500.000 F. Tél. : 60-20-16-28

bureaux

Locations

VOTRE SÈGE SOCIAL DOMICILIATIONS

Construction de sociétés et tous services. 43-55-17-50.

fonds de commerce

Ventes

BAR-COCCAILL. Plein centre Tours Tél. 47-05-32-84

MAISON INDIVIDUELLE

MAISON DE CHARMES

Triple récept., 3 chbres, 2 bains, cuis. équipée, terr. jrd., 250 m², pdt s-tol. Samedi de 14 h à 18 h Dimanche de 10 h à 18 h 74, boulevard Gambetta

CEVENNES SUD, MAISON DE PAYS dans harmonie. Terrain arboré avec piscine. Habitable en l'état au tiers. Prix demandé : 370 000 F. Tél. (01) 86-93-90-59.

EXCEPTIONNEL RUBELLES (77) 5^e MELUN dans résidence standing avec piscine et terrain MAISON 180 m² habitables dans parc 18 000 m² TRÈS BELLES PISCINES. Tél. 60-68-18-31.

BOLOGNE, CHASSE, PÊCHE ST-LAURENT-DES-BAUX (41) Châtaignier 6 km, 20 km, Orléans 20 km, autoroute 15 km, Paris 150 km. Sur 1 000 m², mais à 4 p. et 100 m², gr. Tous commerces. Prix : 450 000 F. Mmes COLPATER Tél. : (01) 38-44-51-41.

02 AISNE 40 km, Euroclancy, vend. PAVILLON 6 P., env., s. de bains, w.c., cuisine, chbres, sjour, cham., meub., bureau, salle de jeux, garage s/terr, pays, 840 m². Prix, parcs, 550 000 F. Tél. (01) 23-70-00-49.

Part. vend. pavillon à COUNTRY (S.-et-M.) sur terr. 720 m² paysag. terrasse, parcs, barbe-c. Sous-sol tot. 3 vol., buand., sal. de jeux, chauffage, seller. Cuis. équip. en orme, séj. doubl. avec chen., 3 chbres. sal.-deb., w.c., sign. d'alair. PRIX 1.500.000 F. Tél. : 60-20-16-28

bureaux

Locations

VOTRE SÈGE SOCIAL DOMICILIATIONS

Construction de sociétés et tous services. 43-55-17-50.

fonds de commerce

Ventes

BAR-COCCAILL. Plein centre Tours Tél. 47-05-32-84

MAISON INDIVIDUELLE

MAISON DE CHARMES

Triple récept., 3 chbres, 2 bains, cuis. équipée, terr. jrd., 250 m², pdt s-tol. Samedi de 14 h à 18 h Dimanche de 10 h à 18 h 74, boulevard Gambetta

CEVENNES SUD, MAISON DE PAYS dans harmonie. Terrain arboré avec piscine. Habitable en l'état au tiers. Prix demandé : 370 000 F. Tél. (01) 86-93-90-59.

EXCEPTIONNEL RUBELLES (77) 5^e MELUN dans résidence standing avec piscine et terrain MAISON 180 m² habitables dans parc 18 000 m² TRÈS BELLES PISCINES. Tél. 60-68-18-31.

BOLOGNE, CHASSE, PÊCHE ST-LAURENT-DES-BAUX (41) Châtaignier 6 km, 20 km, Orléans 20 km, autoroute 15 km, Paris 150 km. Sur 1 000 m², mais à 4 p. et 100 m², gr. Tous commerces. Prix : 450 000 F. Mmes COLPATER Tél. : (01) 38-44-51-41.

02 AISNE 40 km, Euroclancy, vend. PAVILLON 6 P., env., s. de bains, w.c., cuisine, chbres, sjour, cham., meub., bureau, salle de jeux, garage s/terr, pays, 840 m². Prix, parcs, 550 000 F. Tél. (01) 23-70-00-49.

Part. vend. pavillon à COUNTRY (S.-et-M.) sur terr. 720 m² paysag. terrasse, parcs, barbe-c. Sous-sol tot. 3 vol., buand., sal. de jeux, chauffage, seller. Cuis. équip. en orme, séj. doubl. avec chen., 3 chbres. sal.-deb., w.c., sign. d'alair. PRIX 1.500.000 F. Tél. : 60-20-16-28

bureaux

Locations

VOTRE SÈGE SOCIAL DOMICILIATIONS

Construction de sociétés et tous services. 43-55-17-50.

fonds de commerce

Ventes

BAR-COCCAILL. Plein centre Tours Tél. 47-05-32-84

MAISON INDIVIDUELLE

MAISON DE CHARMES

Triple récept., 3 chbres, 2 bains, cuis. équipée, terr. jrd., 250 m², pdt s-tol. Samedi de 14 h à 18 h Dimanche de 10 h à 18 h 74, boulevard Gambetta

CEVENNES SUD, MAISON DE PAYS dans harmonie. Terrain arboré avec piscine. Habitable en l'état au tiers. Prix demandé : 370 000 F. Tél. (01) 86-93-90-59.

EXCEPTIONNEL RUBELLES (77) 5^e MELUN dans résidence standing avec piscine et terrain MAISON 180 m² habitables dans parc 18 000 m² TRÈS BELLES PISCINES. Tél. 60-68-18-31.

BOLOGNE, CHASSE, PÊCHE ST-LAURENT-DES-BAUX (41) Châtaignier 6 km, 20 km, Orléans 20 km, autoroute 15 km, Paris 150 km. Sur 1 000 m², mais à 4 p. et 100 m², gr. Tous commerces. Prix : 450 000 F. Mmes COLPATER Tél. : (01) 38-44-51-41.

02 AISNE 40 km, Euroclancy, vend. PAVILLON 6 P., env., s. de bains, w.c., cuisine, chbres, sjour, cham., meub., bureau, salle de jeux, garage s/terr, pays, 840 m². Prix, parcs, 550 000 F. Tél. (01) 23-70-00-49.

Part. vend. pavillon à COUNTRY (S.-et-M.) sur terr. 720 m² paysag. terrasse, parcs, barbe-c. Sous-sol tot. 3 vol., buand., sal. de jeux, chauffage, seller. Cuis. équip. en orme, séj. doubl. avec chen., 3 chbres. sal.-deb., w.c., sign. d'alair. PRIX 1.500.000 F. Tél. : 60-20-16-28

bureaux

Locations

VOTRE SÈGE SOCIAL DOMICILIATIONS

Construction de sociétés et tous services. 43-55-17-50.

fonds de commerce

Ventes

BAR-COCCAILL. Plein centre Tours Tél. 47-05-32-84

MAISON INDIVIDUELLE

NOGENT MAISON DE CHARMES

Triple récept., 3 chbres, 2 bains, cuis. équipée, terr. jrd., 250 m², pdt s-tol. Samedi de 14 h à 18 h Dimanche de 10 h à 18 h 74, boulevard Gambetta

CEVENNES SUD, MAISON DE PAYS dans harmonie. Terrain arboré avec piscine. Habitable en l'état au tiers. Prix demandé : 370 000 F. Tél. (01) 86-93-90-59.

EXCEPTIONNEL RUBELLES (77) 5^e MELUN dans résidence standing avec piscine et terrain MAISON 180 m² habitables dans parc 18 000 m² TRÈS BELLES PISCINES. Tél. 60-68-18-31.

BOLOGNE, CHASSE, PÊCHE ST-LAURENT-DES-BAUX (41) Châtaignier 6 km, 20 km, Orléans 20 km, autoroute 15 km, Paris 150 km. Sur 1 000 m², mais à 4 p. et 100 m², gr. Tous commerces. Prix : 450 000 F. Mmes COLPATER Tél. : (01) 38-44-51-41.

</

MARCHÉS FINANCIERS

Selon une enquête auprès de 10 000 hommes d'affaires

La France arrive au quinzième rang dans le classement sur la compétitivité des nations

Peut-on juger la compétitivité d'un pays comme celle d'une entreprise ? Cet exercice délicat effectué depuis 1980 par une école de gestion de Lausanne, l'IMD, et la Fondation World Economic Forum, donne cette année des résultats sans surprise : premier au classement, le Japon, suivi des États-Unis, de l'Allemagne et de la Suisse, tous précédés par les 10 000 hommes d'affaires interrogés au cours de l'enquête. Derniers : le Portugal, la Grèce et la Hongrie. Entre les deux, la France, quinzième, qui régresse d'un rang juste derrière la Norvège et devant l'Australie.

Un rang tout juste honorable, mais qui s'explique aisément au vu des critères retenus. La « compétitivité », vue de Lausanne, est un mélange savant de l'attrait offert par une nation aux investisseurs étrangers et de l'agressivité supposée de ses entreprises. Les 330 critères épluchés par l'étude mêlent des données statistiques objectives - PNB, dépenses de recherche, développement, inflation, salaires, etc. - et des jugements portés par les hommes d'affaires étrangers sur le pays en question.

La France, dans ce contexte, souffre d'une image traditionnelle de pays trop centraliste, nationaliste, bureaucratique, étouffé par l'État, accablé par les conflits sociaux. Bien placé en matière d'infrastructures, de gestion des entreprises et de capacités scientifiques et technologiques, l'Hexagone se trahit dans les derniers rangs en matière de ressources humaines, d'internationalisation (ouverture aux investissements étrangers, joint ventures, etc.) et surtout de politique gouvernementale.

La France est ainsi classée au ving-troisième rang, c'est-à-dire au dernier des nations développées, pour « la distribution des profits », les « risques d'expropriation », ou la « coopération avec des entreprises étrangères », au vingt-deuxième pour la « décentralisation administrative », ou les « relations avec les banques », et au vingt-et-unième pour la « disponibilité de main-d'œuvre qualifiée » et l'« économie parallèle », les seules très bonnes places concernant « l'exportation de matières premières » et l'« électricité nucléaire » (premier rang) ainsi que les chemins de fer (deuxième rang). Ce classement, tout subjectif qu'il soit, devrait faire réfléchir. Les jugements portés par les hommes d'affaires sur le pays expliquent sans doute la timidité des entreprises étrangères à venir investir en France.

V. M.

O Iberia augmentera son capital. — Le ministère de l'Industrie espagnol a refusé la demande de subventions de 1,8 milliard de francs que lui avait présentée la compagnie nationale Iberia pour compenser les pertes dues à la guerre du Golfe et faire face à son programme d'investissement. Le gouvernement espagnol a préféré la solution — plus orthodoxe aux yeux de la Commission de Bruxelles — d'une augmentation de capital d'un montant encore indéterminé par le biais du holding public INI, qui contrôle à 99,8 % la compagnie.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

PARC DES EXPOSITIONS DE PARIS

L'Assemblée générale ordinaire de la Société d'exploitation du Parc des expositions de Paris s'est réunie le 28 mai 1991 sous la présidence de Philippe Clément.

Elle a approuvé les comptes de l'exercice 1990. Ceux-ci font apparaître un chiffre d'affaires de 371 millions de francs contre 354 millions de francs en 1989, et un résultat d'exploitation de 78 millions de francs contre 72,7 millions de francs en 1989.

Le bénéfice net est de 42 millions de francs contre 27 millions de francs en 1989, compte tenu d'une recette exceptionnelle.

Au cours de son exposé devant l'Assemblée générale, le président a évoqué la baisse de fréquentation des Salons de début d'année 1991, du fait des événements internationaux, largement compensée par la venue de l'Exposition mondiale de la machine-outil en juin. Les calendriers 1991 et 1992 s'annoncent remplis de façon satisfaisante.

Concernant les perspectives à moyen terme, le président a rappelé les obligations faites à la société par le fil de Paris à l'occasion de la reconstruction de son contrat de concession à compter de 1987 et de sa nature très particulière. Rappelant la mission de la SEPE de défense de l'intérêt général et plus particulièrement de soutien et de promotion de l'activité économique régionale et nationale, la Ville a confié à la SEPE la charge d'aménager et de moderniser le Parc des expositions pour le maintenir à un niveau au moins égal à celui de ses partenaires européens dans la qualité et la fonctionnalité de ses équipements.

C'est dans cet esprit que la Société consacre la quasi-totalité des moyens financiers dégagés par son exploitation pour engager de vastes programmes de travaux : — Aménagement, en partenariat avec France Telecom, d'un équipement téléphonique permettant aux usagers du Parc de disposer dès septembre 1991 d'un outil de communication, le plus moderne d'Europe ; — Redéfinition des concepts de la restauration sur le Parc, négociation de nouvelles concessions et lancement d'un programme de 120 millions de francs de travaux de rénovation et construction d'unités de restauration, étalé sur trois ans, et dont les premiers résultats seront visibles dès les Salons de la mode en septembre ; — Lancement des études d'exécution pour la construction d'un parking de mille places et de nouvelles surfaces d'exposition.

Le président a enfin annoncé la mise en œuvre courant juillet d'une augmentation de capital par incorporation de réserve suivie d'un appel en souscription du 10 avril agissant dans le cadre des autorisations données par l'Assemblée générale extraordinaire du 16 mars 1990.



GERLAND

GERLAND - Assemblée générale du 19 juin 1991

L'Assemblée générale réunie le 19 juin 1991 sous la présidence de Philippe Finas a approuvé les comptes de l'exercice 1990, faisant ressortir un résultat net consolidé de 99,9 MF comprenant 11 MF de plus-values de cession nettes d'impôt. Le résultat net part du Groupe hors plus-values de cession s'élève à 87,1 MF, à comparer à 103,4 MF en 1989.

Il a été décidé le paiement, à compter du 10 juillet 1991, d'un dividende de 17 F par action, soit un dividende global de 25,50 F, qui correspond à un taux de distribution, hors plus-values, de 40 %.

L'Assemblée a renouvelé les mandats d'administrateur de messieurs Paul Castellan et Pierre Dorel.

Dans son allocution, le président a souligné les performances honorables du Groupe en 1990 et son faible niveau d'endettement. Il a, par ailleurs, rappelé la poursuite de la politique d'investissement et a fait part des augmentations ou prises de participation réalisées récemment : Paysages de France-Pépinières de Sacy (100 %), MG. Siltikon (67 %), Sanotra (100 %) et May (35 %).

Dans la division Sols et Revêtements, le groupe a pris la décision de construire à Ardenne, dans le cadre de la Parquetterie berrichonne, un nouvel atelier de production de lames de parquets préfinis pour répondre à la demande européenne en forte croissance pour ce type de produit. Il a enfin indiqué que les cinq premiers mois de l'exercice avaient marqué un net développement sur ceux de l'année précédente (+ 15 % en C.A.).

Même si les prévisions de fin d'année demeurent toujours difficiles à formuler dès juin, le Groupe devrait, sauf bouleversement, retrouver le niveau de résultats - hors plus-values - obtenu en 1989 (de l'ordre de 100 MF).

Lors de l'Assemblée, les autorisations d'opérations sur le capital ont été renouvelées et complétées. Ces opérations pourront être réalisées y compris en cas d'offre publique portant sur les titres de la société. De plus, de nouvelles déclarations de seuil (3 % et 15 %) ont été fixées en dehors des seuils légaux.

NEW-YORK, 21 juin ↓

Plus résistent

Douche vingt-quatre heures plus tôt par l'aggravation du déficit commercial des États-Unis, la Bourse de New-York a fait preuve, jeudi, d'une plus grande résistance. Encore bien secoué durant une bonne partie de la séance, le marché a été toutefois ressaisi à l'approche de la clôture. Finalement, l'indice Dow Jones des Industrielles s'est établi à la cote 2 953,93, soit à 1,57 point au-dessous de son niveau précédent.

Wall Street avait pourtant encore quelques bonnes raisons de se réjouir. IBM a en effet annoncé que ses résultats pour le deuxième trimestre seront inférieurs aux prévisions. Or on sait que lorsque « Big Blue » a des frissons la Bourse grogna. D'autre part, les ordinateurs ont appris que les demandes d'allocations-chômage avaient progressé au début juin, ce qui est un signe que le pays n'avait sans doute pas encore touché le fond de la récession. Finalement, c'est la chute des taux à long terme, avec les bons du Trésor à trente ans revenus de 8,50 % à 8,46 %, qui a incité les investisseurs à reprendre des positions à l'achat.

L'activité est restée assez modérée, avec 163,78 millions de titres échangés.

VALEURS	Cours du 19 juin	Cours du 20 juin
Alcoa	89 1/2	89 1/2
AT&T	37 3/4	37 3/4
Bear	48 1/2	48 3/4
Chemical Bank	19 1/2	19 1/2
Deere	47	47 1/4
Eastman Kodak	58 7/8	58 7/8
Exxon	38 5/8	38 3/4
Ford	34 1/4	34 1/4
General Electric	43	43 5/8
General Motors	34 1/4	34 1/4
Goodyear	34 1/4	34 1/4
IBM	89 1/2	89 1/2
ITT	58 3/4	59 1/4
McDonald	52 1/4	52 1/4
Merck	50 1/4	50 1/4
Motorola	61 1/4	61 1/2
Rockwell	102 1/4	102 1/4
Union Carbide	20 5/8	20 1/2
USX	23 1/4	23 1/4
Weyerhaeuser	28 3/8	28 3/8
Xerox Corp.	53 1/4	53 1/4

LONDRES, 20 juin ↓

Léger repli

Les valeurs ont réduit leurs pertes jeudi 20 juin en fin de séance à Londres, terminant néanmoins en légère baisse. L'indice Footsie des cent valeurs a terminé en baisse de 4,8 points, soit en repli de 0,1 % à 2 479,9 points. Le volume des échanges a été légèrement supérieur à 411,6 millions de titres contre 408,3 millions mercredi.

Après avoir ouvert en léger progrès, les valeurs ont renversé leur tendance à la mi-séance, perdant plus de 10 points. L'indice en léger hausse de Wall Street a toutefois permis de limiter le recul. Les chiffres de la masse monétaire au mois de mai, moins importants que prévu, ont ajouté à la déprime du marché en confirmant l'ampleur de la récession.

FAITS ET RÉSULTATS

o Roussel-Uclaf : encore une stagnation des résultats pour 1991. — Roussel-Uclaf, troisième firme pharmaceutique française (8,1 milliards de francs de chiffre d'affaires dans la branche santé), en panne de croissance ? Les résultats de cette filiale du groupe allemand Boehringer Ingelheim, pour 1990, un bénéfice net de 597 millions de francs, en progression de 1,2 % seulement. Le D. E. Skia, son président, s'est évertué à démontrer que l'entreprise n'avait rien perdu de son dynamisme. Elle a des handicaps (ceux de la profession) et des problèmes occasionnels, mais les vitamines de change (150 millions de manque à gagner pour 1990). Roussel-Uclaf devrait maintenir son bénéfice en 1991 à 590 millions de francs. Mais l'avenir est prometteur avec les médicaments récemment lancés et surtout tout ceux en développement.

o Morgan Grenfell supervisera la privatisation de Kanisza Sörgar. — Morgan Grenfell, filiale de la banque britannique filiale de la Deutsche Bank, conseiller le gouvernement de Budapest pour la privatisation de l'entreprise brassicole hongroise Kanisza Sörgar. Kanisza, qui est la troisième plus grande brasserie de Hongrie, a été créée en 1892. En 1989, son chiffre d'affaires était de 192 millions de francs, soit environ 15 % du total des ventes domestiques de bière. Morgan Grenfell a précédé une autre société allemande, Metallgesellschaft, Stora, qui détient 97,8 % des actions du groupe allemand FeNo, acheté l'année dernière pour la valeur de 14 milliards de couronnes (12,9 milliards de francs), avait annoncé, peu après cette transaction, son intention de revendre les activités non forestières. Parmi celles-ci figurent notamment une usine spécialisée dans la fabrication de matériaux céramiques, la

PARIS, 21 juin ↑

Raffermissement

Après quatre jours de repli et plus de 3,6 % de baisse, la Bourse de Paris s'est un peu ressaisie à la veille du week-end. Amorcé dès l'ouverture (à 0,48 %), le mouvement de reprise s'est poursuivi en s'accroissant légèrement et, aux deux tiers de la séance, l'indice CAC 40 enregistrait une avance de 0,79 %.

Simple coup de chapeau au premier jour de l'été, ou les investisseurs se sentent-ils moins peureux ? En fait, une fois encore, le facteur technique a été emporté responsable de ce raffermissement. Qui voit est pour le premier jour de la semaine, cela signifie que le nouveau mois boursier commençait ce jour. Mais presque en catimini. En effet, la Société des Bourses françaises (SBF) avait eu la brillante idée de publier dans la soirée du 30 avril dernier, c'est-à-dire quelques heures avant le premier grand pont du mois de mai, un avis modifiant les dates de trois liquidations (juin, juillet, août) pour cause technique, prise en route progressive de la SBF de livraisons automatiques des titres. Inutile de dire que professionnels exceptés, cet avis, royalement mal reçu, échappa au plus grand nombre et même, c'est un comble, à Chrono, instrument vidéo payant de diffusion des cours utilisés par la SBF, le liquidation de juin eut lieu le 20 juin et non le 31, et nombre de porteurs ont été surpris. Surtout, nombre d'ordres ont ainsi manqué ou furent donnés à l'envers. Difficile dans ces conditions de porter un jugement sur la séance d'aujourd'hui, mais on peut dire que le marché a été « parfaitement creusé » de l'avis général.

TOKYO, 21 juin ↑

Nouvelle avance

Pour la deuxième journée consécutive, les cours ont monté vendredi à Tokyo. Si bien même que, malgré une tendance à la baisse, les investisseurs ont pu à la clôture, l'indice Nikkei enregistrer une avance de 192,82 points pour s'inscrire à la cote 24 275,08 (+ 0,8 %).

Selon les spécialistes, le marché a continué de bénéficier du soutien du facteur technique. « La baisse avait été trop longue et trop importante. Les investisseurs ont donc décidé de reprendre des positions aux niveaux actuels », affirmait l'un d'eux.

VALEURS	Cours du 20 juin	Cours du 21 juin
Alcoa	1 220	1 220
AT&T	1 440	1 440
Bear	2 880	2 880
Chemical Bank	1 440	1 440
Deere	1 440	1 440
Eastman Kodak	1 440	1 440
Exxon	1 440	1 440
Ford	1 440	1 440
General Electric	1 440	1 440
General Motors	1 440	1 440
Goodyear	1 440	1 440
IBM	1 440	1 440
ITT	1 440	1 440
McDonald	1 440	1 440
Merck	1 440	1 440
Motorola	1 440	1 440
Rockwell	1 440	1 440
Union Carbide	1 440	1 440
USX	1 440	1 440
Weyerhaeuser	1 440	1 440
Xerox Corp.	1 440	1 440

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

société Buderus (équipement aviation, matériel de traitement des métaux, produits chimiques et explosifs). Selon Storm, le chiffre d'affaires de cette branche était de 15 milliards de couronnes suédoises (1 couronne = 136 francs de France), soit près de la moitié du chiffre d'affaires de FeNo.

□ Dépôt de bilan de la Verrerie d'art de Vianne. — La Verrerie d'art de Vianne (Lor-et-Garonne), qui emploie 120 personnes, a déclaré sa verrerie soufflée (345 salariés), a déposé son bilan mercredi 20 juin devant le tribunal de commerce de Toulouse. Le bilan est en déficit de 1,2 milliard de francs. L'entreprise, spécialisée dans la verrerie lumineuse, exporte 80 % de sa production et réalise le tiers face à la chute du dollar et aux effets de la guerre du Golfe.

□ Liquidation. — Jeudi 20 juin, le tribunal de commerce de Toulouse a déclaré la faillite de la société. Elle a aussi été confrontée à une concurrence déloyale de la part de l'Est. Le chiffre d'affaires de la verrerie d'art de Vianne s'est élevé en 1990 à 95 millions de francs, tan-

TAUX DES EUROMONNAIES

\$ E.U.	5 ans	3 ans	1 an	6 mois	3 mois	1 mois	15 jours	7 jours	1 jour
DM	8 5/8	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4
FR (100)	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4
FS	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4
L (1 000)	10 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2
Yen	9 7/8	9 7/8	9 7/8	9 7/8	9 7/8	9 7/8	9 7/8	9 7/8	9 7/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

PARIS :

Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcoa Chimie	3500	3499	BOA	330	327 20
Arnold Assurances	298	306	Genève	139	139 90
B.A.C.	130	130	Immochim. Habitat	850	875
Banque Paribas	810	810	LP.B.M.	102	102
Borson (Ly.)	365	355	Loca Invest.	250	250
Boisier (Lyon)	212	212	Locam	77 50	78
C.A.I.-de-Fr. (C.C.I.)	1039	1030	Mazs Comex	125	127 80
Calsonic	400 50	400 50	Molten	165 10	165
Cardif	840	828	Proasbourg	85 10	85
CEGEF	185	180 10	Publi-Pac	375	375
CEPL	286	272	Rand	625	625
C.N.I.M.	830	833	Rhône-Alpes (S.)	301	310
Codimex	288	280	S.I.M.	170	168
Confiance	1135	1124	Solact Invest (S.)	100	100
Coulis	240	230 50	Sorbus	425	415
Dagblin	400	409	S.M.T. Group	130	130
Dalson	1134	1134	Sopra	277	270 10
Danachy Worms Co.	490	495	TFI	328	330
Devalley	1030	1045	Thermidor H. (S.)	278	278
Devilla	343	343	Unilog	213	214
Dolans	130	130	Viel et Co	95	100
Edisons Belford	220	220	V. St-Laurent Group	740	740
Europ. Propulsion	285	283			
Finacor	128	128			
Financière	135	130			
GFF (group. Fin.)	245	240			
Grand Uno	355	353			
Grauph	218	218			
Groupe Origny	760	760			
Gulco	951	951			
I.C.C.	245	245			

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPEZ LE MONDE

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 20 juin 1991

Nombre de contrats : 101 024			
COURS	ÉCHÉANCES		
	Jun 91	Sept. 91	Déc. 91
Dernier	104,59	104,70	104,74
Précédent	104,54	104,46	104,52

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Sept. 91	Déc. 91	Sept. 91	Déc. 91
105	0,84	1,29	1,14	1,53

CAC 40 A TERME

COURS	juin	juillet	août
Dernier	1 796,5	1 788	1 800
Précédent	1 803	1 797	1 828

CHANGES

Dollar : 6,13 F ↑

A Paris, vendredi 21 juin, le dollar a ouvert en hausse à 6,13 F, au cours des premiers échanges entre banques, contre 6,0820 F à la clôture des échanges interbancaires de jeudi, et 6,0920 F au closing du même jour.

A Tokyo, le billet vert a clôturé vendredi en léger repli à 139,05 yens, par rapport à la clôture de jeudi 20 à 139,10 yens.

interbancaires de jeudi, et 6,0920 F au fixing du même jour.	(par, base 1000 : 31-12-87) Indice CAC 40 _____ 1798,19 1793,65
A Tokyo, le billet vert a clôturé vendredi en léger repli à 139,05, une hausse de 0,05.	NEW-YORK (Indice Dow Jones) 19 juin 20 juin

MARCHÉ MONÉTAIRE

(effets privés)

Paris (21 juin)	9 7/8-10
New-York (20 juin)	5 3/4 %

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

New-York (20 juin)	5 34 34	↑	Indice général	1 867,85	1 873,84
--------------------------	---------	---	----------------------	----------	----------

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS				
	+ ou -	+ ou -	+ ou -	+ ou -				
\$ E.-U.	6.1250	6.1270	+ 193	+ 203	+ 382	+ 402	+ 1090	+ 1060
\$ can.	5.3439	5.3680	+ 49	+ 62	+ 90	+ 112	+ 225	+ 234
Yen (100)	4.4135	4.4165	+ 69	+ 79	+ 138	+ 159	+ 425	+ 474
DM	3.3990	3.4011	+ 20	+ 35	+ 35	+ 55	+ 73	+ 124
Florin	3.0169	3.0187	+ 13	+ 21	+ 23	+ 37	+ 46	+ 57
FR (100)	16.9950	16.9150	+ 11	+ 16	+ 16	+ 25	+ 29	+ 28
FS	3.3927	3.3965	+ 36	+ 48	+ 103	+ 126	+ 206	+ 255
L (1 000)	4.5649	4.5688	- 57	- 36	- 117	- 90	- 358	- 359
£	9.9992	9.9886	- 135	- 106	- 273	- 228	- 578	- 45

BOURSE DU 21 JUIN

Règlement mensuel																								
VALEURS					VALEURS					VALEURS					VALEURS					VALEURS				
	Cours précéd.	Première cote	Deuxième cote	% + -		Cours précéd.	Première cote	Deuxième cote	% + -		Cours précéd.	Première cote	Deuxième cote	% + -		Cours précéd.	Première cote	Deuxième cote	% + -		Cours précéd.	Première cote	Deuxième cote	% + -
4085 CUE 3%	3890	4020	4000	+ 0.25	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00
315 B.M.P. T.P.	886	900	885	- 0.15	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00
1300 L'Espresso T.P.	863	875	874	+ 2.40	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00
1252 L'Espresso T.P.	1262	1286	1260	- 0.15	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00
1520 Tribune Pop. T.P.	1642	1660	1640	- 0.15	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00
1210 Saint-Gabriel T.P.	1150	1174	1174	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00
775 L'Espresso T.P.	980	976	976	- 0.41	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00
715 L'Espresso T.P.	976	970	976	+ 1.11	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00
715 L'Espresso T.P.	976	970	976	+ 1.11	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00
715 L'Espresso T.P.	976	970	976	+ 1.11	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00
715 L'Espresso T.P.	976	970	976	+ 1.11	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00
715 L'Espresso T.P.	976	970	976	+ 1.11	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00
715 L'Espresso T.P.	976	970	976	+ 1.11	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00
715 L'Espresso T.P.	976	970	976	+ 1.11	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00
715 L'Espresso T.P.	976	970	976	+ 1.11	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00
715 L'Espresso T.P.	976	970	976	+ 1.11	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00
715 L'Espresso T.P.	976	970	976	+ 1.11	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00
715 L'Espresso T.P.	976	970	976	+ 1.11	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00
715 L'Espresso T.P.	976	970	976	+ 1.11	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00
715 L'Espresso T.P.	976	970	976	+ 1.11	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00
715 L'Espresso T.P.	976	970	976	+ 1.11	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00
715 L'Espresso T.P.	976	970	976	+ 1.11	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00
715 L'Espresso T.P.	976	970	976	+ 1.11	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00
715 L'Espresso T.P.	976	970	976	+ 1.11	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00
715 L'Espresso T.P.	976	970	976	+ 1.11	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00
715 L'Espresso T.P.	976	970	976	+ 1.11	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00
715 L'Espresso T.P.	976	970	976	+ 1.11	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00
715 L'Espresso T.P.	976	970	976	+ 1.11	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00
715 L'Espresso T.P.	976	970	976	+ 1.11	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00
715 L'Espresso T.P.	976	970	976	+ 1.11	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00
715 L'Espresso T.P.	976	970	976	+ 1.11	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00
715 L'Espresso T.P.	976	970	976	+ 1.11	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00
715 L'Espresso T.P.	976	970	976	+ 1.11	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00
715 L'Espresso T.P.	976	970	976	+ 1.11	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00
715 L'Espresso T.P.	976	970	976	+ 1.11	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00
715 L'Espresso T.P.	976	970	976	+ 1.11	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00
715 L'Espresso T.P.	976	970	976	+ 1.11	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00
715 L'Espresso T.P.	976	970	976	+ 1.11	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00
715 L'Espresso T.P.	976	970	976	+ 1.11	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00
715 L'Espresso T.P.	976	970	976	+ 1.11	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00
715 L'Espresso T.P.	976	970	976	+ 1.11	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00
715 L'Espresso T.P.	976	970	976	+ 1.11	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00
715 L'Espresso T.P.	976	970	976	+ 1.11	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00
715 L'Espresso T.P.	976	970	976	+ 1.11	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00
715 L'Espresso T.P.	976	970	976	+ 1.11	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00
715 L'Espresso T.P.	976	970	976	+ 1.11	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00
715 L'Espresso T.P.	976	970	976	+ 1.11	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00
715 L'Espresso T.P.	976	970	976	+ 1.11	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00
715 L'Espresso T.P.	976	970	976	+ 1.11	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00
715 L'Espresso T.P.	976	970	976	+ 1.11	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00
715 L'Espresso T.P.	976	970	976	+ 1.11	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00	Comptes-vaieurs	1000	1000	1000	0.00
715 L'Espresso T																								

COMPTANT

[illegible]**SICAV**

VALEURS			Emmission			Rachet			VALEURS			Emmission			Rachet			VALEURS			Emmission			Rachet		
Prête incl.			net						Prête incl.			net						Prête incl.			net					
A.A.	1039 98	1014 52	Avicenne	942 37	821 82	Pasteur	7452 16	60152 16																		
Alcatel	226 46		Frédéric	29 03	28 32	Prémilieu Oly	10604 46	10305 85																		
Alcatel	1023 34		Frédéric	1146 44	11276 18	Préville, Esmau	1021 18	108 14																		
Alcatel	7531 41	7241 74	Frédéric	4878 96	4688 57	Prologis	27025 09	27029 09																		
Alcatel	628 66	610 26	Frédéric	1308 15	1278 24	Prologis	1077 41	1061 13																		
Alcatel Court, T.	66032 72	66890 53	Ganin	13512 29	13446 05	Quartz	130 83	127 84																		
Alcatel	1104 56	1104 56	Gen.Associates	157 28	163 70	Rakover	918 61	891 99																		
Alcatel	369 58	360 57	Hercules	1206 47	1171 83	Ranitic	130 40	158 03																		
Alcatel	1382 85	1382 25	HLM Holdings	12240 83	12248 35	Reveris Telecom	6005 48	5282 95																		
Alcatel	1683 34	1638 13	Indesat	10072 54	10072 54	Reveris Telecom	1141 86	1124 86																		
Alcatel	105 80	105 63	Indesat	134 13	128 46	St-Henri-Régis	282 10	282 10																		
Alcatel	108 66	106 66	Interconnection Fox	522 23	507 59	St-Henri-Régis	10325 57	10274 20																		
Alcatel	7243 41	7243 41	Japco	174 40	169 32	St-Henri-Régis	231 78	221 28																		
Alcatel	130 43	124 61	Jeanpierre	266 69	282 75	St-Henri-Régis	758 37	724 94																		
Alcatel	125 56	118 24	Laforce Asompa	244 04	234 08	St-Henri-Régis	183 01	183 01																		
Alcatel	116 72	111 89	Laforce Europe	255 85	243 31	St-Henri-Régis	626 84	597 46																		
Alcatel	108 35	108 35	Laforce Europe	241 33	241 33	St-Henri-Régis	525 32	525 32																		
Alcatel	121 75	121 75	Laforce Europe	252 38	250 46	St-Henri-Régis	3732 88	3732 88																		
Alcatel	5789 70	5783 91	Laforce Isomail	228 57	219 25	St-Henri-Régis	806 36	745 92																		
Alcatel	5902 30	5820 89	Laforce Japan	436 10	418 32	St-Henri-Régis	1805 74	1806 74																		
Alcatel	1156 59	1178 02	Laforce Olyp	137 06	131 41	St-Henri-Régis	12882 77	12810 55																		
Alcatel	30 23	25 58	Laforce Redwood	185 36	177 89	St-Henri-Régis	1278 37	1278 37																		
Alcatel	1217 23	1187 14	Laforce Tokyo	368 88	387 83	St-Henri-Régis	704 11	683 70																		
Alcatel	3218 57	3214 75	Laforce T.	2072 37	2056 27	St-Henri-Régis	1701 87	1686 30																		
Alcatel	171 57	167 89	Laforce T.	674 82	654 82	St-Henri-Régis	1025 15	1007 97																		
Alcatel	489 18	494 14	Laforce U.S.	6478 05	6230 4	S.G.P. opportunistic	1025 15	1007 97																		
Alcatel	120 51	1157 37	Lin Association	12802 84	11202 84	St-Henri-Régis	3805 6000																			
Alcatel	1184 51	1175 23	Lin Association	8188 61	28881 61	S.I. E.S.	1488 62	1405 36																		
Alcatel	820 94	795 18	Luxopay	891 18	187 18	Silicon	440 88	440 88																		
Alcatel	1014 92	971 22	Lin Trélor	2090 38	2073 59	Silicon	228 68	612 34																		
Alcatel	261 58	240 76	Lin 20 000	2447 76	2417 76	Silicon	224 06	218 06																		
Alcatel	159 47	144 04	Lin 20 000	534 11	534 11	Silicon	244 06	240 06																		
Alcatel	1952 42	1938 87	Linex Telecom	208 57	82 97	S.M.I.	1218 24	1180 27																		

Cote des Changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS prix.	COURS 21/6	COURS DES BILLETS	
			achat	vente
Euro-Unit (1 unit).....	6 082	6 112	5 850	6 350
Ecu.....	5 460	5 876		
Allemagne (100 dm) 100 000 1969.....	19 521	33 508	33	340
Autriche (100 f) 100 000 1969.....	19 521	33 508	16	17
Belgique (100 f) 100 000 1969.....	301 980	301 980	200	310
France (100 f) 100 000 1969.....	5 854	5 988	4	4
Italie (1000 lire) 100 000 1969.....	5 854	5 988	84	82
Danemark (100 kr) 100 000 1969.....	9 855		9 550	10 350
Cote d'Ivoire (100 f) 100 000 1969.....	3 110			
Grèce (100 drachmes) 100 000 1969.....	398 800			
Suède (100 krones) 100 000 1969.....	94		384	404
Suisse (100 francs) 100 000 1969.....	86 565		80	89
Neuchâtel (100 f) 100 000 1969.....	48 319		83	91
Australie (100 a) 100 000 1969.....	5 410		48 700	49 700
Espagne (100 pes) 100 000 1969.....	3 878			
Portugal (100 esc) 100 000 1969.....	3 845			
Indonésie (100 Rp) 100 000 1969.....	4 377			

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 21/6
10 franc (pièce en barre).....	71000	71500
1 franc (en lingot).....	71150	72000
100 francs (en lingot).....	404	410
100 francs (100 g).....	365
100 francs (20 g).....	413	417
100 francs (20 g).....	404	404
100 francs (20 g).....	517	517
100 francs (20 g).....	2225	2340
100 francs (20 g).....	1120	1150
100 francs (20 g).....	660
100 francs (20 g).....	2650	2675
100 francs (20 g).....	418	421

Hors-cote

Energy	280	----
	816	----
	114	100
Anchor	49 80	----
Continental	780	----
First PG	578	----
Worship	380	----
	681	----
Unscripted	420	----
	1400	----
	56	----
Free Ind	56	----
	65 20	----
Unscripted	62	----
	510	----
Free Zee	210	----
	257	----
	300	----
	128	125 10
	310	312
	776	----
10	1410	----
Order	351	260 10
	240	----
	159 10	----
Cravings	330	2367 a
	201 60	----
	1534	----
	348	----
	3350	----
	360	----
	1800	----

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
46-62-72-67

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - < : prix précédent - m : marché continu

RADIO-TÉLÉVISION

IMAGES

PIERRE GEORGES

Trouble copie

COMME disait sur A2, à propos de l'immigration, Jacques Chirac : « Il y a un problème ». Effectivement, il y a désormais un problème Chirac. Le maire de Paris, qui refuse par avance tout « procès en sorcellerie », est venu confirmer qu'il était désormais à l'écoute du peuple et du témoignage des voisins de peller.

Il a donc, après Orléans, cité, à nouveau, l'exemple de cette famille immigrée de la Goutte d'or. Le père aux quatre femmes et vingt enfants qui, sans travailler, obtiendrait plus de 50 000 francs mensuels d'allocation familiale. A Orléans, en prime si l'on peut dire, Jacques Chirac avait évoqué le bruit et l'odeur. Sur A2 il s'en est abstenu, se contentant de préciser qu'il ne faisait pas sien le témoignage cité mais qu'il en avait des centaines du même tonneau à sa disposition.

Jacques Chirac souhaite que l'on parle désormais avec « des mots vrais » du vrai problème de l'immigration et que l'on ne se réfugie pas dans « la langue de bois ». Eh bien ces mots vrais, dits sur une chaîne nationale par un homme qui postule et postule encore à la magistrature suprême, sont de ceux qui permettent, mieux que tout, de mesurer l'ampleur des dégâts.

La haine rôtie qui pollue désormais la pensée ou la str-

tégie politique d'un homme dont rien n'autorise à penser qu'il puisse être raciste. « Personne ne peut mettre en doute mes convictions », dira Jacques Chirac. Non, personne, sauf les quelques millions de citoyens, enchaînés ou écorchés d'entendement par le discours, entre fromage et dessert. Car ces mots vrais sont de ceux qui ne tombent jamais dans l'oreille de sourds en période de crise. Le Front national et Jean-Marie Le Pen en tous cas ont parfaitement entendu. Quelle aubaine, quel triomphe que de saisir ainsi l'adversaire principal en flagrant délit de braconnage dans les eaux troubles : « Les électeurs ne s'y tromperont pas qui choisissent plutôt l'original que la copie. »

La pire, d'évidence, c'est que Jacques Chirac ne mérite pas cela. Ses amis, ou ex-amis, ou adversaires sont venus le dire à la télévision. Michel Noir pour se désespérer de ce qu'il estime être le dérapage d'un homme public dont il sait les convictions antiracistes. Philippe Séguin, de manière plus courtoise, a souhaité, connaissant son Chirac, que l'on ne sorte pas les phrases du contexte. Et sur TF1, Edith Cresson, sans nier la réalité des problèmes posés par l'immigration, s'est même permis d'inviter Jacques Chirac, qu'elle connaît bien et, apparemment, aime bien, à être lui-même plutôt qu'une trouble copie.

Vendredi 21 juin

- TF 1**
- 20.45 Variétés : Tous à la Une.
 - 22.45 Variétés : La Fête de la musique.
 - 0.30 Journal, Météo et Bourse.
- A 2**
- 40 ans de 45 tours sur FRANCE INTER EN STÉRÉO de 20 h 40 à 22 h en simultané avec A2
- FR 3**
- 20.45 Fête de la musique.
 - 22.30 Journal et Météo.
 - 22.50 Cinéma : Don Giovanni. ■■ Film franco-italo-allemand de Giuseppe Lloy (1979). Avec Ruggero Raimondi, José Van Dam, Kiri Te Kanawa (v.o.).
- CANAL PLUS**
- 20.30 Série : Nick Mancuso, les dossiers secrets du FBI.
 - 21.15 Sport : Les Dieux de la glace.
 - 22.50 Flash d'informations.
 - 23.00 Cinéma : Il y a des jours et des lunes. ■■ Film français de Claude Lelouch (1989). Avec Gérard Laroche, Patrick Chesnais, Vincent Lindon.
 - 0.50 Musique : Autour de mes nuits. Festival d'Antibes-Juan-les-Pins 1990, filmé par Jean-Christophe Averty en haute définition.
 - 5.00 Cinéma : Jours tranquilles à Clichy. ■■

- LA 5**
- 20.50 Téléfilm : Piège mortel. De John Llewellyn Moxey, avec Matt Salinger, Lisa Eilbacher.
 - 22.30 Feuilleton : Mystères à Twin Peaks (10^e épisode, rediff.).
 - 0.00 Journal de la nuit.
 - 0.10 Demain se décide aujourd'hui.
 - 0.15 Le Club du Télé-schat.
 - 0.45 Musique : Starmania.
- M 6**
- 20.40 Téléfilm : Surf'n'USA, les Beach Boys. Météo des plages.
 - 22.15 Concert : Live. En direct de l'Arche de la Défense.
 - 22.30 Capital. Le pactole du disque.
 - 22.50 Musique : Musika 2. Spécial Martinique.
 - 0.25 Six minutes d'informations.
 - 0.30 Spécial sexy clip.
 - 1.00 Musique : Rapline. Spécial Raggamuffin.
 - 2.00 Rediffusions.
- LA SEPT**
- 21.00 Téléfilm : La Rue. D'Alan Clarke.
 - 22.05 Téléfilm : La Pétite de singe. D'Andrew Barker.
 - 22.40 Téléfilm : Piège pour un soldat. De Karl Francis.
- FRANCE-CULTURE**
- 20.30 Radio-archives.
 - 21.30 Musique : Black and blue.
 - 22.40 Les nuits magnétiques.
 - 0.05 Du jour au lendemain.
 - 0.50 Musique : Coda.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.30 Fête de la musique.
 - 22.30 Concert (donné ce jour à Leipzig) : Concerto pour violon, violoncelle et orchestre en la mineur op. 102, Symphonie n° 4 en ré mineur op. 38, de Brahms, par l'Orchestre du Gewandhaus de Leipzig, dir. Kurt Masur ; sol. : Christian Franke, violon, Jom-Jacob Tinn, violoncelle.
 - 0.05 Fête de la musique.

TF 1

- 13.15 Magazine : Reportages. Albert de Monaco, de Christian Brincourt.
- 13.50 La Une est à vous (et à 15.05).
- 13.55 Série : Vivement lundi.
- 14.45 La Une est à vous (suite). Avec la série Aventures à l'aéroport.
- 15.40 Divertissement : Vidéo gag.
- 15.55 Sport : Automobile. Départ des 24 Heures du Mans, en direct.
- 17.30 Divertissement : Mondo dingo.
- 18.00 Magazine : Trente millions d'amis.
- 18.30 Jeu : Une famille en or.
- 18.55 Série : Marc et Sophie.
- 19.25 Jeu : La Roue de la fortune.
- 19.50 Tirage du Loto.
- 20.00 Journal, Tiroc, Tapis vert et Loto.
- 20.45 Variétés : Succès fous.
- 22.30 Magazine : Ushuaia.
- 23.30 Magazine : Formula sport. Spécial 24 Heures du Mans.
- 0.25 Sport : Boxe. Finale du championnat de France des poids welters.
- 1.00 Journal et Météo.

A 2

- 13.35 Magazine : Objectif jeunes. L'école en banlieue... et l'environnement : Les jeunes et la justice : vers les différences : La zéro pointé.
- 14.00 Magazine : Animalia. Les moustiques et les méduses.
- 14.55 Magazine : Sports passion. Escrime : Équitation ; Tennis.
- 17.45 Dessin animé : A l'air d'Assis.
- 18.15 Jeu : Le Chevalier du labyrinthe.
- 18.45 Série : L'Appart (rediff.).
- 19.05 INC.
- 19.08 Série : L'homme qui tombe à pic.

TF 1

- 14.15 Série : Rick Hunter, inspecteur choc (rediff.).
- 15.10 Série : Columbo (rediff.).
- 16.15 Sport : Automobile. Arrivée des 24 Heures du Mans, en léger différé.
- 16.20 Divertissement : Vidéo gag.
- 16.55 Disney Parade.
- 18.15 Série : 21 Jump Street.
- 19.05 Magazine : 7 sur 7.
- 20.00 Journal, Tiroc, Météo et Tapis vert.
- 20.45 Cinéma : T'es folle ou quoi ? Film français de Michel Gérard (1981).
- 22.25 Magazine : Ciné dimanche.
- 22.30 Cinéma : Une affaire d'hommes. ■■ Film français de Nicolas Ribowski (1981).
- 0.20 Journal et Météo.
- 1.05 Danse : La Divine Comédie. Ballet en un acte et sept tableaux.

A 2

- 15.05 Série : Mac Gyver.
- 15.55 Dimanche Martin (suite).
- 16.40 Téléfilm : La Bavure.
- 17.35 Documentaire : Grande félins d'Afrique. 2. En pays Hurza.
- 18.30 Magazine : Stade 2. Cyclisme : Athlétisme : Marche : Canoë-kayak ; Equitation : Basket-ball ; Escrime : Hétérophilie ; Hockey-sur-gazon.
- 19.30 Série : Maguy.
- 20.00 Journal et Météo.
- 20.45 Téléfilm : Le Gorille et l'Amazonie.
- 22.20 Magazine : L'œil en coulisses. Roger Pierre, pour A vos souhaits, de Pierre Chesnot : Ionasco au Théâtre de la Huchette ; Daniel Auteuil pour Scapin ; Mogador ; la Tragédie du roi Christophe ; la Comédie-Française ; Esther, au Grand Théâtre de Versailles.
- 23.20 Journal et Météo.
- 23.40 Série : L'Homme à la valise (rediff.).

Samedi 22 juin

- 20.00 Journal et Météo.
 - 20.45 Téléfilm : Dangereuse défense.
 - 22.25 Magazine : Bouillon de culture. Invité : Philippe Jantot, « Au bout de mes rêves ».
 - 23.55 Journal et Météo.
 - 0.15 Série : Médecins de nuit (rediff.).
 - 1.08 Série : L'Homme à la valise (rediff.).
 - 2.00 Magnétophone : Base-ball. Coupe d'Europe (120 min.).
- FR 3**
- 14.00 Magazine : Rencontres. Présenté par Jean Lanz. Fêtes communautaires.
 - De 15.00 à 19.00 La Sept — De 19.00 à 19.30 La Sept — De 19.30 à 19.35, le journal de la région.
 - De 20.00 à 0.05 La Sept — 0.05 Série rose : Les Leçons de Bucciolino.
 - 0.35 Magazine : L'Heure du golf.

CANAL PLUS

- 13.30 Téléfilm : Pour l'amour de Jenny.
- 15.10 Jeu : V.O.
- 15.35 Sport : Automobile. Les 24 Heures du Mans. Départ à 16.00.
- 16.55 Sport : Rugby. Roumanie-France, en direct de Bucarest.
- En clair jusqu'à 20.30 — 18.35 Décade pas Bunny.
- 19.05 Dessin animé : Les Simpson.
- 19.30 Flash d'informations.
- 19.35 Sport : Automobile. Les 24 Heures du Mans.
- 19.45 Top 50.
- 20.30 Téléfilm : Le Labyrinthe imaginaire.
- 22.00 Les Nuits... l'émission. Invité : Françoise Cluzet.
- 22.50 Flash d'informations.
- 22.55 Sport : Automobile. Les 24 Heures du Mans.

Dimanche 23 juin

- FR 3**
- 13.30 Magazine : Musicales. L'œil écoute... Prague.
 - 14.30 Magazine : Sports 3 dimanche. Equitation ; Cyclisme. Athlétisme.
 - 17.30 Sport : Montagne. Colombie : Mon frère, sa guitare, ses montagnes (1^{er} partie).
 - 18.00 Amuse 3.
 - 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.35, le journal de la région.
 - 20.05 Série : Benny Hill.
 - 20.40 Musique : Maestro. L'Orchestre philharmonique de Strasbourg.
 - 21.55 Magazine : Le Divan. Invité : Pupi Avati, cinéaste.
 - 22.20 Journal et Météo.
 - 22.40 Cinéma : L'Homme de Londres. ■■ Film français de Henri Decoin (1943). Avec Fernand Ledoux, Jules Berry, Jean Brocard.
 - 0.15 Musique : Carnet de notes.
- CANAL PLUS**
- 14.00 Sport : Automobile. Les 24 Heures du Mans.
 - 14.30 Magazine : 24 Heures (rediff.).
 - 15.20 Sport : Automobile. Les 24 Heures du Mans : arrivée.
 - 16.15 Documentaire : Grande félins d'Afrique.
 - 16.40 Dessin animé : Les Simpson.
 - 17.05 Les Nuits... l'émission (rediff.).
 - 18.00 Cinéma : Au bonheur des chiens. ■■ Film franco-italo-espagnol de Duccio Tessari (1988).
 - En clair jusqu'à 20.30 — 19.35 Ça cartoon.
 - 20.30 Dis Jérôme... ?
 - En clair jusqu'à 20.40 — 20.35 Magazine : L'Équipe du dimanche.
 - 20.40 Cinéma : Scandale. ■■ Film britannique de Michael Caton-Jones (1989).
 - 22.30 Flash d'informations.
 - 22.35 Magazine : L'Équipe du dimanche. Football ; Boxe ; Événement ; Basket américain.
 - 1.15 Cinéma : La Terreur des gladiateurs. ■■

- 23.00 Cinéma : L'Emprise des ténèbres. ■■ Film américain de Wes Craven (1987). Avec Bill Pullman, Cathy Tyson, Zakes Mokae.
 - 0.30 Sport : Automobile. Les 24 Heures du Mans.
 - 0.50 Cinéma : Milagro. ■■ Film américain de Robert Redford (1988). Avec Ruben Blades, Richard Bradford, Sonia Braga (v.o.).
- LA 5**
- 13.20 Série : V.
 - 15.05 Série : Lou Grant.
 - 16.00 Série : Frog Show.
 - 16.20 Tiercé à Longchamp.
 - 16.50 Série : Le Retour de Mike Hammer.
 - 17.45 Magazine : Intégral. Retour sur le Grand Prix de Formule 1 du Mexique.
 - 18.25 Divertissement : Rires parade.
 - 19.00 Série : L'Enfer du devoir.
 - 20.00 Journal et Météo.
 - 20.40 Journal des courses.
 - 20.50 Série : Un privé nommé Striker.
 - 22.30 Divertissement : Grain de folie.
 - 0.35 Journal de la nuit.
 - 0.45 Magazine : Intégral (rediff.).

M 6

- 13.30 Série : Cosby Show (rediff.).
- 14.00 Série : Supercopier.
- 14.45 Série : Laramie.
- 15.35 Série : Les Espions.
- Jeu : Hit hit hit hurra !
- 16.40 Série : Vegas.
- 17.35 Série : L'Homme de fer.
- 18.30 Série : Les Têtes brûlées.
- 19.20 Magazine : Turbo.
- 19.54 Six minutes d'informations.
- 20.00 Série : Cosby Show.
- 20.35 Téléfilm : Le Cœur sur la route.
- 22.25 Téléfilm : Une affaire d'enfer.
- 0.05 Musique : Rapline.
- 1.00 Boulevard des clips.
- 2.00 Rediffusions.

LA SEPT

- 13.25 Téléfilm : La Rue.
- 14.30 Téléfilm : La Petite de singe.
- 15.00 Une leçon particulière de musique avec José Van Dam. 2. Construire un rôle.
- 16.00 Documentaire : Les Rêves des enfants du dragon.
- 17.00 Magazine : Avis de tempête.
- 17.00 Court-métrage : Case image.
- 18.55 Documentaire : De Gaulle ou l'Eternel Défi. (6). La Souverain.
- 20.00 Le Dessous des cartes.
- 20.05 Histoire parallèle.
- 21.00 Téléfilm : Piège pour un soldat.
- 22.45 Soir 3.
- 23.00 Magazine : Cinéma de poche.
- 0.00 Danse : Giselle. Chorégraphie de Marius Petipa.

FRANCE-CULTURE

- 20.30 Photo-portrait. Yvon Lambert, marchand de tableaux.
- 20.45 Dramatique : La femme aux yeux violets, de Rufus ; à 22.04, Les billets, s'il vous plaît, nouvelle d'Annie Saumont.
- 22.35 Musique : Opus. La rumba zairoise.
- 0.05 Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

- 20.25 Opéra (en direct du Royal Garden House de Londres) : Gervais, de Bizet, par l'Orchestre du Royal Opera House de Covent Garden, dir. : Elgar Howarth ; sol. : François Le Roux, John Tomlinson, Elisabeth Laurence, Marie Angel, Penelope Walsmesley-Clark, Richard Grainger, Kevin Smith, Omar Ebrahim.
- 23.50 Poussières d'étoiles. Pastiches et mélanges.

- 17.25 Documentaire : Petit Bonheur.
- 18.25 Documentaire : Première Lune.
- 19.00 Documentaire : Live. Salle de boxe.
- 20.00 Magazine : Accents graves pour l'orthographe.
- 20.30 Cinéma : Le Temps de vivre, le Temps de mourir. ■■ Film de Hou Hsiao-hsien (1988).
- 22.45 Cinéma : Une histoire de vent. ■■ Film de Joris Ivens et Marceline Loridan (1989).
- 0.00 Cinéma d'animation : Les Tétards à la recherche de leur mère.
- 0.20 Court-métrage : Un dimanche à Pékin.
- 0.40 Cinéma d'animation : L'Huître et la Bécasse.

FRANCE-CULTURE

- 20.30 Atelier de création radio-phonique. Tout commence par un tas de bois.
- 22.35 Musiques : Le concert. Transcontinentales : le Grand Orchestre de Onzi Matthews, piano, et ses vingt musiciens.
- 0.05 Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

- 20.30 Concert (donné le 22 juin au Châtelet) : le tombeau de Couperin, de Ravel ; Ruckert lieder, de Mahler ; l'Histoire du soldat, de Stravinsky, par l'Orchestre national de France, l'Ensemble Inter-contemporain, dir. : Pierre Boulez ; sol. : Christa Ludwig, mezzo-soprano.
- 23.05 Poussières d'étoiles. Les voix et les instruments à vent. Œuvres de Schubert, Rorem, Walton. A 100. Cycle acoustiques : Appel d'air, de Redolfi ; Le présent composé, de Parmegiani.

- LA SEPT**
- 15.25 Documentaire : Les Disciples du jardin des poiriers.
 - 16.25 Documentaire : Cheng Tcheng (1).

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
RADIO TELEVISION
COMMUNICATION

SRI-LANKA

Attentat à l'explosif à Colombo

Plusieurs dizaines de morts

Une voiture piégée a explosé vendredi 21 juin à Colombo devant le quartier général de l'armée sri-lankaise, faisant plusieurs dizaines de morts et de nombreux blessés, selon un premier bilan qui pourrait s'alourdir.

L'identification des victimes est difficile, les corps étant carbonisés, a déclaré un médecin qui se trouvait sur place. Les dégâts sont importants. Le toit de l'immeuble a été soufflé, et une quinzaine de maisons voisines et des voitures ont été endommagées lorsque la bombe - dissimulée dans une camionnette - a explosé.

Cet attentat survient plusieurs mois après celui qui avait coûté la vie, le 2 mars dernier, au secrétaire d'Etat à la Défense, et alors que les affrontements entre l'armée et les séparatistes tamouls des Tigres font actuellement de très nombreuses victimes. (Routier, AFP, L'UPI)

Le Conseil d'Etat critique le fonctionnement du gouvernement de M. Rocard

A peine nommé premier ministre, M. Michel Rocard avait, dans une circulaire, donné des consignes strictes à ses ministres. Il leur demandait de « respecter l'Etat de droit » et donc de « prévoir un calendrier des travaux préparatoires laissant au Conseil d'Etat le temps de procéder à un examen approfondi » des projets de loi qui doivent être obligatoirement soumis à la haute juridiction administrative, ainsi que des projets de décrets qui doivent être dans certains cas, M. Rocard vient à peine de quitter l'hôtel Matignon que le Conseil d'Etat lui fait séchement remarquer que ses judicieuses consignes n'ont pas été respectées.

Présentant, jeudi 20 juin, son rapport annuel, M. Marcou Long, son vice-président, a noté qu'après une diminution de l'inflation réglementaire ces dernières années, le nombre de textes soumis au Conseil d'Etat en 1990 avait rejoint celui d'il y a cinq ans. Surtout, il a regretté « la brièveté excessive des délais impartis par l'administration pour l'examen de certains de ces textes », puisqu'un

tiers des projets de lois a dû être examiné en moins de quinze jours, certains devant même l'être en quarante-huit heures.

Plus grave encore, une note du Conseil constate : « Cette brièveté est d'autant plus regrettable que les textes soumis au Conseil d'Etat sont souvent mal préparés : des ministères intéressés par le projet n'ont pas été consultés, ou bien ils n'ont pas fait connaître leur avis, les points de vue des diverses administrations demeurent divergents et des irrégularités entachent le déroulement des procédures consultatives ».

La section de l'intérieur est particulièrement sévère puisqu'elle observe : « Trop nombreux apparaissent les projets hâtifs dans leur préparation, incomplets dans leur champ d'application ou inutiles par leur portée. [...] Le caractère superficiel de l'élaboration de certains textes ne permet pas toujours de mesurer pleinement les raisons d'être, les implications et les conséquences des textes qui nous sont soumis. De nombreuses dispositions réglementaires ne présentent aucune utilité appréciable, au

point que l'on est amené à se demander si des considérations d'opportunité étrangères au droit n'ont pas à elles seules présidé à leur élaboration ».

La section sociale est tout autant critique. Son rapport met en garde le gouvernement contre « deux tendances regrettables ». « La première consiste à attacher plus de prix à l'importance apparente d'une loi nouvelle qu'à son contenu réel. Elle conduit à récrire en termes différents, et souvent plus ambitieux mais plus imprécis, des dispositions qui existent déjà dans notre législation. La seconde tendance est de créer des institutions ou des organismes nouveaux, souvent demandés par un groupe social ou professionnel, sans avoir déterminé de manière suffisante leur rôle et leur insertion dans les structures existantes, ni même s'ils s'inscrivent véritablement sur la possibilité de les faire fonctionner ». Voilà au moins un point sur lequel M^{me} Edith Cresson pourrait utilement se démarquer de la pratique de M. Rocard.

Th. B.

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Glamnost Girls

DITES, les mecs, vous cherchez une femme ? Une belle étrangère de préférence ? Elles sont en vente par correspondance, je vous signale. Non, s'agit pas des Mauriciennes importées par les agriculteurs de la Lozère ou de l'Ardèche, qui sont en train de peupler nos vertes campagnes de petites gemmes café au lait, en Suisse, pareil, mais de nanas venues du froid, les Glamnost Girls, comme on les appelle.

En Italie et en Grande-Bretagne, où la Moscow Connection fait un tabac, on les choisit sur catalogue. Photos ou bandes vidéo à l'appui selon les agences. Celle de Londres propose plus de quatre cents échantillons extrêmement variés et de très bonne qualité. Entre vingt-trois et quarante ans. Parfaitement anglais. Pas plus d'un enfant. Et un bon métier : ça va de l'esthéticienne à l'ingénieur en passant par l'architecte, la couturière ou le prof.

Les clients ? Venus du monde entier, Hongkong, les Etats-Unis, le Canada, la Belgique ou le Kenya, ils se voient proposer selon le montant de leur cotisation, de 247

à 750 dollars, le dessus ou le bas du panier. Affaire conclue, à la suite d'un échange de lettres, ils iront réceptionner à l'aéroport de Heathrow le seul produit fabriqué dans les pays de l'Est qui marche bien à l'exportation. A Rome, à Bologne et surtout en Sicile, on assiste à un véritable boom sur la Hongroise, la Roumaine et la Berlinoise.

Alors, un bon conseil, les filles, au lieu de pleurnicher sous prétexte que vous ne trouvez plus d'hommes sur le marché, faites comme eux, renoncez à acheter français et profitez de l'ouverture des frontières pour vous offrir un beau cabriolet décapotable, tchèque, sov ou polonais, en parfait état de marche. C'est solide, c'est résistant, c'est confortable, c'est performant. Et d'un économe ! Pensez donc, ça ne consomme que quatre litres de vodka aux cent galipettes. Enfin, question entretien, ça coûte trois fois rien, vu que ça a été conçu par et pour des femmes qui manquent de tout.

Seulement dépêchez-vous, ne tardez pas, des fois que la Cresson aille leur imposer des quotas !

Les réactions après les déclarations de M. Chirac sur l'immigration

M. Mitterrand juge que « les raisonnements à connotation raciste sont un déni au respect dû aux gens »

Arrivé vendredi 21 juin en fin de matinée à Issoudun (Indre), dont le maire est M. André Laignel, secrétaire d'Etat chargé de la ville et de l'aménagement du territoire, M. François Mitterrand a déclaré : « Il faut éviter de trouver sur les questions d'immigration des réponses excessives, simplement passionnelles ou bien démagogiques. C'est la politique très simple exprimée que nous entendons défendre, étant entendu que nous n'avons jamais accepté en ce qui nous concerne, et moi le premier, les raisonnements à connotation

raciste dont on peut user électoralement mais qui ne correspondent à l'intérêt de personne et qui sont un déni au respect que l'on doit aux gens, droit des gens suppose respect, respect des gens ».

Le président de la République a estimé que « tout travailleur qui vient chercher un emploi et qui l'obtient, ou une carte de séjour et l'obtient (...) doit vivre chez nous avec tous les droits accordés aux travailleurs français (...) et avec, le cas échéant, des droits civiques ». Il a ajouté que « tout homme, toute femme qui vit sur

notre sol doit pouvoir dire son mot sur la vie quotidienne ».

Le chef de l'Etat a distingué les « immigrés clandestins, venus en France en dehors de nos lois (...), attirés dans tous les pays industrialisés par l'espoir » et peut-être par une « réflexion vitale », la France devant également avoir un réflexe vital. Il a observé que les immigrés clandestins « doivent être humanement, correctement, ramenés de là où ils viennent », et qu'il « faudra investir sur place, dans ces pays », pour limiter les flux migratoires.

Pour les réfugiés politiques qui fuient « la tyrannie, le sectarisme ou la brutalité de certains systèmes », il a rappelé que la France reste « une terre d'asile ».

□ M. Marchais (PCF) : « déçu ». M. Georges Marchais s'est déclaré, jeudi 20 juin, « écarté par les propos de haine et de ségrégation raciales que viennent de tenir MM. Jacques Chirac et Michel Poniatowski ». Il a dénoncé le calcul, « peut-être électoralement efficace », mais « criminel » de la droite, et ajouté : « Va-t-on continuer à répondre aux arguments [de la droite et de M. Le Pen] à coups de vertueuses indignations sans aucune efficacité pratique, ou va-t-on enfin dire la vérité aux Français et s'en prendre à la cause des problèmes ? Ce n'est pas parce que les immigrés occupent trop d'emplois qu'il y a du chômage : c'est parce que la politique du gouvernement s'aligne sur les choix patronaux de licenciement et de précarisation de l'emploi ».

□ M. Juppé (RPR) : « pas suspect ». - Le secrétaire général du RPR a déclaré, jeudi 20 juin, au

cours de l'émission « Le Grand O » d'O'FM et de la Croix : « S'il y a quelqu'un qui n'est pas suspect d'avoir la moindre sympathie pour les thèses racistes, c'est bien M. Chirac depuis qu'il fait de la politique, c'est-à-dire depuis bien longtemps. [...] Il y a des réalités dans la vie, et je suis toujours amusé de voir parler de l'immigration par des gens qui vivent confortablement installés dans des quartiers exempts de ces problèmes. Or, les problèmes de voisinage, ils existent. Ils ne sont pas liés à la race, mais au voisinage, à la surpopulation dans certains quartiers [...] Qu'est-ce qu'il y a de scandaleux dans tout cela ? Ce n'est pas un problème de racisme ».

□ M. Pasqua (RPR) : « Ce n'est pas ce qu'il pense ». - M. Charles Pasqua a déclaré, jeudi 20 juin, sur la Cinq, que M. Chirac « aurait probablement mieux fait de ne pas prononcer ces propos, car « ce n'est pas ce qui correspond à ce qu'il pense profondément ». Il a qualifié d'« indignes et scandaleux » les commentaires qui accusent M. Chirac et le RPR d'être « devenus racistes ».

□ M. Le Pen (Front national) : « mes discours ». - M. Jean-Marie Le Pen a déclaré, jeudi 20 juin, sur Antenne 2, que « M. Chirac arrive à tenir le même discours que le Front National, tout en continuant à affirmer que le Front national est extrémiste et à le diaboliser. [...] Il y a là une contradiction qu'il faudra bien qu'il lève ou qu'il défait, les électeurs préfèrent toujours l'original à la copie et ils savent bien que les casseurs des banlieues sont les enfants de la loi de regroupement familial instaurée par M. Chirac. Il ne faut pas que M. Chirac oublie qu'il porte, ainsi d'ailleurs que M. Giscard d'Estaing, une lourde responsabilité avec M. Mitterrand dans l'instauration du problème de l'immigration en France ».

M. Jacques Santer invité du « Grand Jury RTL-Le Monde »

M. Jacques Santer, premier ministre du gouvernement luxembourgeois, sera l'invité de l'émission hebdomadaire le « Grand Jury RTL-Le Monde » dimanche 23 juin de 18 h 30 à 19 h 30.

Le chef du gouvernement luxembourgeois, dont le pays exerce la présidence de la Communauté européenne jusqu'au 30 juin, répondra aux questions d'André Passeron et de Philippe Lemaitre, du Monde, et de Pierre-Marie Christin et de Jeanine Perrin de RTL, le débat étant dirigé par Olivier Mazerolle.

vendredi 21, samedi 22, lundi 24, etc.

SOLDES D'ÉTÉ

Costumes, vestes, pantalons légers, chemises, chemisettes, polos, les meilleures griffes parisiennes soldées à

LA VOGUE

38, bd des Italiens (Près Opéra) et Centre commercial Vélizy 2 - Detaxe à l'exportation

Fortes perturbations dans le transport aérien

La grève des contrôleurs réduira le trafic à 15 % des vols prévus le 24 juin

Les passagers aériens ne seront pas à la fête dans les jours qui viennent. Le trafic bat tous ses records de l'an dernier : 5 732 vols ont été assurés, en France, le vendredi 14 juin, soit 100 de plus que le jour le plus chargé de 1990. Le Salon du Bourget complique la tâche des contrôleurs de la navigation aérienne. Les ordinateurs qui utilisent ceux-ci connaissent des faiblesses qui, en période de pointe, se traduisent par une ou

deux heures de retard pour les décollages, par exemple vers Marseille, le 19 et le 20 juin. Le directeur général de l'aviation civile a pris la décision de privilégier les avions gros-porteurs par rapport aux avions d'affaires et aux appareils de tourisme.

Dans ce contexte technique difficile, des techniciens de l'aviation civile en grève ont empêché, le 21 juin, l'équipe de jour du contrôle d'Aix-en-Provence de prendre son service, ce qui a fait obstacle à tout trafic pendant deux heures. Les vols sont ainsi très réduits sur l'aéroport parisien d'Orly-Montesson.

Enfin, il se confirme qu'une réunion de conciliation n'a pas permis la levée du préavis de grève déposé par les contrôleurs autonomes du SNCTA, par la CGT et par la CFDT, pour le lundi 24 juin. En conséquence, l'administration a prévu un service minimum qui réduira le nombre des vols à 425, soit 15 % du programme initialement prévu ce jour-là.

D'autre part, un syndicat de pilotes d'Air Inter, l'Union syndicale du personnel navigant technique (USPNT), a déposé un préavis de grève pour le mardi 25 juin, afin de protester contre l'utilisation par la compagnie intérieure d'avions de l'Aéropostale, filiale commune de la Poste et du groupe Air France. La grève précédente organisée au mois de mai pour le même motif avait seulement diminué de 20 % le nombre des vols d'Air Inter.

Votre plaisir grimpe quand nos prix baissent, alors JE VOUS OFFRE "CARREMENT" LES MEILLEURS

SOLDES DE LA MODE!

► LE DÉLIRE : la beauté et la qualité des articles, les stocks fabuleux, le chic des dessous et des coloris. ► LA MAGIE : des prix souvent dérisoires et combien de merveilleuses surprises ! ► AMOUREUX : effectivement, il faut être fou de la mode, pour oser de telles performances. ► DES SPLENDERS DE TISSUS... DEPUIS 15 F LE MÈTRE!

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

Vietnam : « Une ouverture verrouillée », par Buitin ; Iran : « La liberté assassinée », par Ladan Boroumand ; Madagascar : « Naufrage d'une île », par Jacques Rabemananjara..... 2

Vers une nouvelle tension entre la France et la Chine ? Paris reviendrait sur sa décision de ne pas vendre de frégates à Taiwan..... 4

Nouveau premier ministre en Inde M. Rao, candidat du Parti du Congrès..... 7

La réforme du code pénal L'Assemblée corrige la copie du Sénat..... 10

La lutte contre le sida Les chercheurs s'affrontent à Florence sur les stratégies thérapeutiques à mettre en œuvre..... 11

Réforme de l'ordre des médecins Le principe d'une évolution de cette organisation est maintenant acquis..... 11

Le 39^e Salon du Bourget La rigueur budgétaire frappe les stations spatiales..... 12

Les deux Robin de Sherwood Robin des Bols de retour dans deux films américains..... 13

SECTION B

SANS ♦ VISA

Perme, réelle et imaginaire ♦ L'Europe se met à table ♦ Quessant l'île sous les vents ♦ Paris et l'art de la brique ♦ Le gaspacho, soupe d'été ♦ Jeu..... 17 à 24

SECTION C

M^{me} Cresson et M. Bérégovoy d'une même voix Le premier ministre et le ministre de l'économie veulent dissiper toute idée de mécontentement..... 25

Difficultés financières pour Hachette Le groupe de M. Lagardère va céder pour 2 milliards de francs d'actifs..... 29

Services

Abonnements..... 14
Annonces classées..... 29
Carnet..... 32
Jeux..... 22
Loto, Tac-o-tac..... 32
Marchés financiers..... 30-31
Week-end d'un chineur..... 14
Météorologie..... 32
Radio-Télévision..... 33
Spectacles..... 15-18

La rédaction du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 21 juin 1991 a été tiré à 501 883 exemplaires.

HORS SERIE
SCIENCE & VIEAVIATION 1991
APRÈS LA GUERRE DU GOLFE
LA NOUVELLE DONNE

Pour l'aéronautique, les dernières années de ce siècle sont celles d'une remise en cause fondamentale. Toutes les certitudes sur lesquelles elle reposait depuis des décennies, parfois même depuis son origine, vacillent ou s'effondrent.

Ce numéro hors série de SCIENCE & VIE fait le point précis sur une aviation civile en mutation, des avions de guerre new look et une stratégie militaire à revoir, une industrie aux dimensions planétaires... 168 pages en couleur pour tout savoir.

AVIATION 1991
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

UN NUMÉRO HORS SÉRIE
DE SCIENCE & VIE